

EHESS

LAIOS - IIAC

Discipline

ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET ETHNOLOGIE

MEJÍA RENDÓN Álvaro De Jesús

Titre

RÉSILIENCE ET PARENTÉ CHEZ LES POPULATIONS DÉPLACÉES
EN COLOMBIE

Directeur

PORQUERES i GENÉ Enric

Date de soutenance: 04/12/2017

Jury

PORQUERES i GENÉ Enric (Directeur)
EHESS- LAIOS-IIAC

BÉNÉÏ Véronique (Rapporteur)
EHESS- LAIOS-IIAC

BILBAO Alejandro (Rapporteur)
Université Andres BELLO (Chili)

MATHIEU Severine (Rapporteur)
Directrice d'Etudes à L'EPHE

Résumé

Dans ce travail de recherche, nous voulions découvrir les facteurs qui ont été déterminants pour le *processus de résilience* des personnes qui ont subi un déplacement forcé en Colombie, le rôle qu'aurait pu jouer dans ce processus le lien de parenté et l'appui social qu'ont trouvé les victimes de ce fléau. Pour arriver à nos fins, nous nous sommes mis en contact avec des familles de déplacés qui vivent dans la ville de Medellín dans deux des quartiers qui ont reçu le plus de déplacés. Deux quartiers périphériques qui ont vu leur population augmenter du fait de l'arrivée de ces personnes. Nous avons conversé avec ces familles qui nous ont raconté comment elles vivaient avant de souffrir ce traumatisme, comment elles ont vécu le moment de la fuite et leur arrivée à Medellín où elles pensaient trouver la paix. Mais à la ville, elles ont dû faire face à d'autres problèmes, non moins graves, comme la discrimination sociale, l'absence d'un toit et d'un travail digne pour survivre. Elles nous ont fait connaître leur lutte pour la reconnaissance qu'elles ont livrée dans ce nouveau milieu, grâce à l'aide de leurs parents, amis et voisins. Certaines d'entre elles nous ont montré comment elles ont pu sourire de nouveau et continuer grâce à l'appui de voisins, proches et amis. Mais nous avons aussi été témoins du désespoir et de la défaite de ceux qui n'ont pas supporté l'exil, et sont rentrés pour mourir chez eux sous les balles des groupes qui les avaient obligés à partir, ou de ceux qui sont morts de tristesse pour avoir cessé d'exister: la non-résilience.

Resilience and kinship of the uprooted population in colombia

SUMMARY

In this study, we aimed to describe the determinants of the *resilience process* of people who suffered forced displacement in Colombia, and the role that kinship and social support for the victims of this scourge play in this process. To this end, we contacted displaced families living in two neighborhoods with the largest number of displaced persons in the city of Medellín. Two neighborhoods on the outskirts of the city that have seen their population increase with the arrival of these people. These families shared their stories with us, told us how they used to live before they were forced to leave their land, the pain and horrors of having to flee, and their confusion and hope when they arrived in Medellín where they thought they could find peace. However, once in the city they faced a myriad of new and serious problems such as social discrimination, lack of a roof and decent work to survive. Families also told us about their struggle to gain recognition of the people

in their new environment, and the help and support provided by their relatives and neighbors. Some of them showed us how they were able to smile and move forward with the support of neighbors, family or friends. But we also witnessed the despair and the sense of failure of those who did not endure exile and returned to their land where they died overthrown by the bullets of the armed groups that had forced them to flee... and of some others who simply drowned in the sadness of having ceased to exist as meaningful human beings: non-resilience.

Les mots clés ; Résilience, Déplacé, Parenté

Keywords; Uprooted Resilience Kinship

Laboratoire LAIOS - IIAC

LA RÉSILIENCE	4
NOTRE CONTEXTE.....	11

PREMIÈRE PARTIE

1. LE PROBLÈME DE LA RECHERCHE.....	14
2. <i>MÉMOIRE MÉTHODOLOGIQUE</i>	21
2.1 Construction de l'objet et de la problématique.....	21
2.2 Exploration et localisation.....	23
2.3 Collecte et élaboration de l'information.....	28
2.4 Techniques utilisées pour la collecte de l'information.....	31
2.5 Analyse de l'information.....	32
2.6 Classement des données.....	36
3. CONTEXTUALISATION.....	37
3.1 Un bref regard sur l'économie colombienne.....	37
3.2 Être Afro en Colombie.....	43
3.3 Les protagonistes.....	56
4. LA VIOLENCE ET SES MODALITÉS.....	64
4.1 Violence causée de la délinquance commune.....	64
4.2 Violence politique.....	65
4.3 Faux positifs.....	69
4.4 Violence de l'extorsion.....	69
4.5 Violence intrafamiliale (violence infantile).....	70
5. LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS	73
6. RELATION ENTRE ZONES DE MIGRATION FORCÉE, ACTIVISME POLITIQUE ET SITES DES MÉGAPROJETS.....	75
(Centrale hydroélectrique d'Ituango: avant et après).....	82

DEUXIÈME PARTIE

7. LE DÉPLACEMENT FORCÉ.....	89
8. DANS LA TERRE D'ORIGINE.....	94
9. QUELQUES RÉCITS.....	98
10. LA VIOLENCE COMME MÉTHODE DE DÉPLACEMENT.....	132
10-1 Les Différents Types De Déplacés.....	135
10-2 Lieux de départ. Départ et abandon de la terre.....	138
11. SURVIVRE.....	144
12. RÔLE DU LIEN DE PARENTÉ.....	153
12.1 Le lien de parenté.....	153
12.2 Liens et appuis.....	160
12.3 La pauvreté.....	162
13. LA VILLE.....	169
13.1 Du rural à l'urbain.....	180
13.2 Apprentissage de la ville.....	182
13.3 Survie en ville.....	216

TROISIÈME PARTIE

14. SUR LA RÉSILIENCE.....	227
14-1 Sur La voie de la résilience.....	227
14-2 Les éléments (équipement) des personnes pour la résilience.....	230
14-3 Les bases de la résilience.....	236
14-4 Formation du processus de résilience.....	242
La Résistance Pour Former La Résilience.....	249
La réaction.....	255
14-5 Résilience Et Environnement.....	261
14-6 L'appui De La Famille.....	264
14-7 Les caractéristiques des résilients.....	267
14-8 Personnes Résilientes Et Personnes Survivantes.....	273
15. À PRÉSENT.....	277
CONCLUSIONS.....	289
BIBLIOGRAPHIE.....	300
ANNEXES.....	307

LA RÉSILIENCE

L'objectif de cette recherche est de montrer comment certaines personnes survivent et s'adaptent mieux que d'autres à leur nouveau milieu, avec le désir de rebondir, l'appui dans certains cas de voisins, proches et/ou amis. Ces personnes sont capables de construire une nouvelle vie et d'être des êtres autonomes, responsables et indépendants. Nous voulons explorer le sens du mot résilience appliqué à ces personnes, dans leur vie de tous les jours. Sera-ce différent pour les enfants? Comment affronter un monde difficile à comprendre? Si ce sont des enfants, ont-ils une majeure capacité d'adaptation aux nouvelles circonstances?

Sur la résilience, différents types de travaux ont été entrepris; Suárez, 2000; Elsy Dominguez, 2007; B. Cyrulnik, 1997, 2002; Emy Werner et Ruth Smith, 1982; à Medellín, à l'Université d'Antioquia, il y a un groupe de travail sur la résilience centré sur le développement de la résilience chez les adolescents.

Dans cette recherche, nous examinerons le processus de résilience chez les personnes qui ont subi un déplacement forcé en Colombie, et plus concrètement à Medellín. En effet, parmi celles qui sont confrontées à cette problématique, nous trouvons des personnes avec une capacité de réaction particulière face au déplacement et à la manière d'y faire face. Nous interpelle le fait qu'il y a des déplacés qui arrivent à la ville et affrontent leurs problèmes de telle manière qu'ils parviennent très rapidement à s'y adapter, à obtenir un emploi et à maintenir leur famille unie, en créant les conditions adéquates pour une vie digne, alors que d'autres groupes de déplacés restent sans options et ne pensent qu'à retourner à la campagne, d'autres ne parvenant pas à survivre aux difficultés et mourant même à la ville. Enfin, parmi ceux qui rentrent, certains sont assassinés à leur retour.

Toutefois, dans cette problématique, on trouve des gens qui considèrent leur arrivée à la ville comme l'occasion de changer de vie par rapport à celle qu'ils menaient à la campagne. La ville pour certains présente plus d'options, plus d'accès aux services sanitaires, éducatifs et récréatifs. Ceci dépendra de différentes variables et de l'expérience organisationnelle qu'ils avaient préalablement à leur déplacement. C'est la thèse de Suárez (2000). À voir le déplacement forcé et à analyser le comportement des personnes qui le subissent, surgit la question la suivante: comment ces personnes surmontent-elles leurs difficultés en arrivant à la ville? Quelle est l'importance de l'appui qu'elles reçoivent de leurs familles, de leurs amis ou voisins qui habitaient le même village, la même circonscription? Nous avons aussi des données sur l'aide fournie pour raisons ethniques, ainsi que

le montre García (L. 2013), “où le fait le descendre d’Africains te donne la force de vivre dans la communauté afro qui t’appuie”.

La résilience est un terme relativement nouveau en psychologie et en sciences sociales. Les premières études remontent aux années 60, d’abord aux U.S.A. (Emy Werner et Ruth Smith) et en Angleterre (Michael Rutter). Ensuite, elle a été analysée dans beaucoup d’autres pays, comme en France (B. Cyrulnik) et dans certains pays d’Amérique latine (Suarez et Domínguez).

La résilience est définie par Grotberg (1995) comme la capacité humaine universelle de faire face aux adversités de la vie, de les surmonter ou même d’être transformé de leur fait. “La résilience est partie du processus évolutif et doit être encouragée depuis l’enfance” (Grotberg, 1995). Lors de notre recherche, nous avons trouvé plusieurs familles que nous pourrions définir comme résilientes, conformément à la littérature consultée, mais aussi d’autres qui sont tombées dans l’assistanat. Elles ne font alors que recevoir des aides liées à leur condition de déplacées et n’ont pas d’autre activité pour surmonter la situation qu’elles affrontent. Ce sont les non-résilientes. Ces sujets montrent leur manque de créativité et d’initiative, deux facteurs qui sont apparents chez les résilients conformément aux recherches menées par Suarez (2000) et Elsy Dominguez (2007). Boris Cyrulnik, au sujet de la résilience, dit qu’ “une des caractéristiques des résilients est une attitude active face à la vie et à l’avenir” (Boris Cyrulnik, 1997).

À cet égard, différents chercheurs ont écrit sur la résilience et la définissent comme la force d’un individu pour faire face aux adversités puisque la vie doit continuer après un traumatisme. Comme l’indique Boris Cyrulnik, cela dépend beaucoup des liens affectifs de chaque personne, ceux-là même qui se forment dès les premiers mois de la vie. De même, cet auteur dit qu’il est possible de compter sur la résilience familiale, puisqu’en tant que groupe familial, il faut affronter une situation adverse, et cette unité familiale sera très importante dans l’adaptation, dans ce processus de développement de la résilience, tant de l’individu que de la famille.

Dans le développement de ce travail, nous allons tenir compte de différents concepts tels qu’on les trouve dans le livre de Boris Cyrulnik et de Gérard Jorland. (Résilience: connaissances de base, 2012, p. 30). Ils citent le concept de résilience défini par Jeanne et Jack Blok (1980) dans leur thèse doctorale intitulée “Vulnérables, mais non invincibles”, comme un des facteurs sous-jacents à l’adaptation. Ces auteurs définissent le concept “de résilience du moi” comme “*la capacité de s’adapter de manière flexible et ingénieuse aux facteurs externes et internes générateurs de stress*”; de même, elle est considérée de manière plus spécifique comme une ressource liée à la personnalité

qui permet à chacun de modifier le niveau de contrôle de soi, et son mode habituel d'expression de ce contrôle, la manière d'affronter les contextes du milieu immédiat et, à long terme, de s'en sortir et de s'y adapter.

Toutes les luttes que doivent vivre les personnes déplacées, les traumatismes qui les affectent pendant le long processus qu'elles doivent affronter depuis le début des menaces, et ensuite l'angoisse d'être éventuellement les prochaines victimes, la fuite et l'arrivée à la ville...tout cela contribue à détériorer leur santé mentale. Et c'est là que ces personnes commencent aussi à faire face à un besoin de changement, à générer de nouvelles attentes. Ce processus résilient est un processus évolutif, de changement, de transformation de la situation présente de souffrance en quelque chose de mieux, mais ce processus est interactif et multifactoriel, et elles y participent, entre autres, avec l'appui de leur famille, leur environnement social et les forces internes de l'individu.

Conformément aux propositions de Marie Anaut, la résilience n'est pas permanente et peut varier dans son intensité selon l'époque de la vie, avec des différences importantes dans l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte et la vieillesse (Anaut, M; résilience affective, 2014, 68). Si nous considérons la résilience uniquement comme un processus adaptatif, nous pourrions dire conformément aux propositions de Juan José Cañas que les enfants seraient les premiers à s'adapter, les plus résilients et ceci diminuerait légèrement avec l'âge, situant les jeunes à la deuxième place, et aurait de même un aspect de genre car les femmes présentent des processus d'adaptation meilleurs et plus rapides à un nouvel environnement que les hommes qui s'adaptent moins facilement, et enfin viendraient les personnes âgées pour lesquelles le processus est plus difficile, mais non impossible (J. Cañas, notes du carnet de route), selon les études d'Antoine Lejeune et de Louis Ploton (Résilience et vieillissement, 2012: 115).

Toutefois, dans les différents travaux de recherche que nous avons consultés, nous avons trouvé différentes manières de définir la résilience. A cet égard, nous pouvons voir qu'il existe plusieurs mots par lesquels nous pouvons définir et comparer le processus qui nous occupe. Il est motif de plusieurs discussions, parmi lesquelles: celle signalée par Colmenares (2002) selon laquelle la résilience "*est la possibilité de créer pour soi un sens... (dans des situations adverses ou de vulnérabilité)...sens qui n'ignore pas la tragédie, mais l'organise en fonction de référents de son identité et de ses rêves*". (cit. par O. Obando, 2010, p. 22).

Michel Manciaux (2001) dit pour sa part que *“La résilience est la capacité d’une personne ou d’un groupe à se développer bien, à continuer de se projeter dans l’avenir, en présence d’évènements destabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères”*.

Pour Manciaux et Tomkiewicz (2000), *“résilier, c’est se reprendre, aller de l’avant après une maladie, un traumatisme, un stress. C’est surmonter les épreuves et les risques de l’existence, c’est-à-dire résister, puis les dépasser pour continuer à vivre le mieux possible. C’est résilier un contrat avec l’adversité”*.

Vanistendael et Lecomte (2000), *“être résilient ne signifie pas rebondir, au sens strict du terme, mais croître quelque chose de nouveau (...). Rebondir vers un état initial est ici impossible, il s’agit plutôt de bondir en avant, d’ouvrir des portes sans nier le passé douloureux, mais en le surmontant”*.

Serge Tisseron (2008), *“la résilience est à la fois la capacité de résister à un traumatisme et celle de reconstruire après lui”*.

Pour Michelle Rutter (1998), *“la résilience est la capacité de bien fonctionner malgré le stress, l’adversité, les conditions défavorables”*.

Il faut préciser un point sur la résilience, c’est qu’elle est l’objet d’une quantité croissante de travaux et même de concepts exprimés par différents mots, parmi lesquels celui de résistance. Elle ne doit pas être considérée comme une “résistance” aux vicissitudes de la vie, car s’il résistait, l’individu ne changerait pas, ne se verrait pas perturbé par la souffrance, resterait identique comme un matériau résistant aux forces externes. Ce ne serait pas non plus une adaptation, car en ce cas, seul changerait l’individu, et nous savons bien qu’il y a couplage et que sont concernés à la fois le milieu et le sujet. Dans le processus de résilience, trois éléments sont très présents et ont une importance capitale, à savoir: le milieu social (les relations d’amitié, de voisinage, la religiosité), le milieu familial (les liens affectifs avec les adultes responsables comme le père, la mère et les proches, avec en plus la qualité de ces liens) et, en troisième lieu, la force de l’individu, sa personnalité, son élan interne, les liens affectifs ayant un rôle prépondérant selon la théorie de l’attachement développée par J. Bowlby (1978). Un autre lien important dans la vie des personnes et qui joue un rôle essentiel est l’affection.

Le développement de la résilience d’un individu peut varier selon l’époque de la vie, en fonction de l’aide qu’il pourra obtenir de ses relations et de ses ressources internes.

Nous considérons qu'un individu est résilient dans la mesure où il a la capacité de faire face aux traumatismes, aux difficultés de la vie et de les surmonter en réorganisant sa vie de telle manière qu'il parvienne à sortir de son état traumatique et, en outre, à commencer une vie "nouvelle" avec ses perspectives propres, en surmontant de différentes manières les difficultés vécues. Mais refaire sa vie ne signifie pas oublier. Ce que requiert l'individu serait une reconfiguration de sa situation passée et la construction d'une meilleure situation après son expérience traumatisante. Mais il nous semble nécessaire de souligner qu'avoir une vie acceptée au niveau social, impliquerait un être humain respectueux de son environnement et de ses concitoyens. Il aurait des droits et des devoirs à respecter pour vivre en société.

On peut aussi trouver des éléments traités par différents auteurs que nous pourrions qualifier d'attitudes que possèdent certaines personnes pour être résilientes, sans faire allusion à la résilience, ainsi que le suggère Pierre Bourdieu dans: *Les Héritiers* (1964) où il dit: "*...les sujets des classes défavorisées ont de plus grandes possibilités d'être écrasés par la force du destin social, pouvant aussi, et c'est l'exception, trouver dans ce handicap excessif, le stimulus pour le surmonter...*". Ce à quoi il ajoute, plus avant, dans la même veine: "*...et reste ouverte la possibilité que certains parviennent à surmonter les conditions défavorables proposées par la structure sociale*" (Bourdieu, 1964). Ce sont des propositions de résilience, sans la mentionner réellement. Dans cette optique, on pourrait parler de la force, de tropismes d'adaptation sociale, ainsi que les dénomme Fröhlich¹, que possèdent certaines personnes pour tirer parti d'une adversité et s'en sortir, ou vu sous un autre angle de "s'adapter". C'est aussi l'avis d'autres auteurs comme Masten, A.S (1999) pour lequel la résilience "est une adaptation réussie malgré le risque et les conditions adverses", et cette adaptation aux circonstances, à ce nouveau milieu, serait ce que nous appelons dans ce travail: être résilient.

Parmi les concepts de résilience exposés (Cyrulnik, 2002 et Colmenares, 2002), nous nous associons dans cette étude à la compréhension d'un sujet qui s'approprie et se réapproprie l'histoire de sa vie, même si elle est traumatisante. "C'est là, dans la possibilité de donner un sens aux événements qui se présentent à lui, où le processus de résilience trouve sa raison d'être" (Cyrulnik, 2002). Mais les déplacés connaîtront certaines difficultés additionnelles, car à la différence de certains traumatismes sévères que les êtres humains peuvent assumer, les déplacés colombiens, dans ce type de situations, continueront de vivre dans un contexte très défavorable, comme celui de la Colombie.

¹ Fröhlich W.D. (dictionnaire de psychologie)

NOTRE CONTEXTE

La Colombie est un pays qui vit en conflit armé interne depuis plus d'un demi-siècle, auquel s'ajoutent les inégalités sociales qui caractérisent le système de développement néo-libéral actuel. Ceci nous conduit à un nombre élevé de problématiques, économiques, politiques et sociales. L'une d'elles est le déracinement ou pour le dire de façon politiquement correcte, le déplacement forcé². Ce phénomène en Colombie, en 2011, affectait un total de cinq millions quatre cent quarante-cinq mille quatre cent six (5 445 406) personnes (COHDES, Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento, 2010).

Au début des années 40, le pays a vécu une époque de violence politique opposant les deux partis traditionnels, le parti libéral et le parti conservateur. En 1948, est assassiné le leader populaire, Jorge Eliécer Gaitán, et son magnicide déclenche une violence sanglante dans les grandes villes comme Bogotá, Medellín et Cali. Toutefois, la violence maximale est enregistrée dans la capitale puisque cet événement est connu historiquement comme le "Bogotazo". Quelques années plus tard, surgirait un mouvement de guérilla dénommé Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) qui allait s'emparer de la représentation populaire et essayer de conquérir le pouvoir, les armes à la main. Ce mouvement est engagé depuis plus de 50 ans dans une lutte sanglante contre l'État et a laissé un sillage de violence dans tous les coins du pays. D'autres guérillas sont venues s'ajouter à la première comme, entre autres, l'ELN (Armée Populaire de Libération), le M19 (Mouvement du 19 avril) et l'EPL (Armée populaire de Libération). Pour contenir ces mouvements de guérilla, l'État a augmenté sa présence militaire et, en plus, sont apparues des forces privées pour seconder l'État dans sa lutte contre les guérillas. Telle est l'origine des groupes paramilitaires d'extrême-droite, dénommés Autodéfenses Unies de Colombie (AUC). Tous ces groupes ont eu initialement une forte présence sur le terrain où, à sa manière et pour atteindre ses objectifs, chacun veut s'attirer les bonnes grâces des paysans ou les terroriser.

Il nous semble important de décrire la situation politique et sociale du pays pour pouvoir nous faire une idée des circonstances dans lesquelles vit la population colombienne depuis plusieurs décennies. La violence fait partie de la culture colombienne et, pour ce motif, les Colombiens ont appris à vivre avec elle et à s'adapter à ses conditions de vie. Mais l'adaptation n'a pas laissé de

² Le mot déplacé vient de termes utilisés au niveau international par l'ACNUR (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés) pour pouvoir travailler avec ces personnes. Pour l'ACNUR, il n'y avait pas de réfugié dans le pays. Pour ce motif, a été forgée au plan international la notion de le déplacement interne forcé. A la différence du réfugié, le déplacé ne franchit pas la frontière avec un autre pays.

côté l'envie d'améliorer la situation pour les générations futures. En conséquence, il nous semble indispensable de nous immiscer en profondeur dans cette problématique et d'en connaître les détails.

Dans le développement de l'économie de marché et du néo-libéralisme, tel qu'il est appliqué en Colombie, la campagne est un des secteurs où se développeront de grands projets industriels et la terre, pour cette raison, acquiert une grande valeur stratégique et économique. Il est donc nécessaire de s'emparer de ces terres, et le résultat est catastrophique pour le pays, pour les paysans et surtout pour ceux qui habitent les secteurs qui concentrent les richesses naturelles, comme la région d'Urabá et la côte de l'océan Pacifique (voir la carte). La conséquence est que se détériorent les grandes collectivités rurales qui s'exilent. Paysans et indigènes se voient obligés à abandonner leurs territoires pour protéger leurs vies. Ce phénomène est connu, en Colombie et dans le monde, comme déplacement forcé.

Tous ces gens arrivent d'abord aux chefs-lieux de canton où ils tentent de rester un temps et de chercher à retourner rapidement sur leurs terres, mais beaucoup restent "déplacés" forcés, mus par la crainte, la faim et la nécessité d'un abri pour eux et pour leur famille. Ils trouvent parfois un refuge chez leurs proches, amis ou voisins. Parfois, c'est l'Etat qui leur offre un hébergement temporaire dans une école, un préau ou autre endroit public, tandis qu'ils cherchent un abri plus définitif qui, dans la majorité des cas, va être un terrain d'invasion de la périphérie urbaine. Ces terrains vagues présentent habituellement un danger de glissement à l'époque des pluies.

Peu à peu, ceux qui abandonnent la campagne et arrivent à la ville augmentent les difficultés du pays. En effet, d'une part la surface des terres cultivées est réduite et une quantité moindre d'aliments est produite, car leurs terres sont largement occupées par de grandes entreprises qui les utilisent pour la production de biocombustibles (comme le palmier à huile) ou l'élevage intensif. D'autre part, il y a dépeuplement de régions où sont ensuite mis en place des méga projets comme la centrale hydroélectrique d'Ituango, ce qui illustre parfaitement le couple déplacement/méga projet. Ces gens arrivent à la ville, s'installent pour la plupart aux abords de la ville y créant des quartiers périphériques ou des zones d'occupation où ils vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, car ces sites ne disposent pas de bonnes voies d'accès, les services publics sont décadents et, en général, ils ne trouvent pas d'emploi digne de ce nom. Comme le dit Ulrich (2000), certains exilés ou déplacés, comme ils sont appelés, font partie du paysage urbain, car cela ne nous affecte plus de les voir avec leurs enfants sur les trottoirs ou au coin des rues, près des feux, faisant la

manche. Et le problème est encore plus grave de ce que l'on croit, car au fil des ans le nombre de déplacés augmente, alors que les causes du déplacement restent les mêmes. C'est ce que nous devons approfondir, car le drame des déplacés et de la société colombienne ne s'arrête pas simplement parce qu'il y a des personnes résilientes qui parviennent à s'adapter. Pour ce motif, nous voulons analyser en profondeur le contexte et la problématique colombienne.

PREMIÈRE PARTIE

1. LE PROBLÈME DE LA RECHERCHE

Le déplacement forcé, terme généralement donné au déracinement et à l'exil, ainsi qu'Alfredo Molano (2009) propose de les appeler, affecte des millions de personnes en Colombie et représenterait un problème d'énormes proportions pour n'importe quel État. Autour de ce drame, se sont développés bien d'autres éléments qui tendent à expliquer le problème dont la connaissance est fonction de l'approche proposée. Ce problème pourrait être analysé sous l'angle politique et, dans ce cas, l'analyse nous conduirait par des chemins tortueux, très intéressants et significatifs, mais que nous n'aborderons que de manière tangentielle. Nous pourrions aussi le considérer sous l'angle du développement économique, ou comme problématique de santé publique et comme relation politique-santé qui méritera aussi quelques réflexions dans cette recherche. Mais la question que nous nous posons et que nous voulons aborder sous l'angle de la connaissance anthropologique et sociale est: *Comment se développent et s'en sortent, comment parviennent à s'adapter certains de ces exilés, adultes, enfants ou jeunes à un nouvel environnement social très souvent hostile? Quel rôle jouent le lien de parenté et l'appui social dans ce processus? Pourquoi certains ne parviennent-ils pas à s'adapter? Quel est la part de la résilience?*

Dans le cadre de cette recherche, nous voulons trouver les éléments qui pourraient avoir été déterminants pour que ces personnes puissent reprendre leurs vies, après avoir été déplacées par la force de leurs terres dont elles étaient propriétaires et où, en général, leurs besoins de base étaient satisfaits, comme nous le verrons par la suite. Qu'est-ce qui fait qu'elles s'en tirent et deviennent prospères là où elles arrivent après avoir surmonté des difficultés. Quel est leur bagage émotionnel, social, culturel, quelles sont les connaissances et aspirations de ceux qui arrivent dans les cités d'accueil?

Sur la résilience des personnes déplacées, existent diverses études comme celle de Elsy Domínguez (2007) qui conclut que les personnes résilientes ont une majeure capacité pour affronter les difficultés, davantage d'autoestime et une plus grande autonomie. Boris Cyrulnik souligne l'importance du rôle de l'appui social. Gotberg (1995) définit la résilience comme la "capacité humaine universelle de faire face aux adversités de la vie" et ajoute: "la résilience fait partie du processus évolutif et doit être cultivée depuis l'enfance". Suárez (2000) soutient que "la subsistance et la stabilité des personnes dépendent de leur niveau d'éducation, de leur niveau d'organisation et de la participation à des organisations sociales avant le déplacement". Il soutient que chaque

personne, tout au long de son existence, forge les outils nécessaires au développement de sa vie, et que sa vie résulte des éléments qu'elle a forgés. Et après, il nous rappelle ce qu'a écrit Adam Smith dans la richesse des nations: *La différence de talents naturels entre les hommes est, en réalité, bien moindre de ce que nous croyions; et les aptitudes spéciales très différentes qui semblent distinguer les hommes de différentes professions, quand ils arrivent à maturité, ne sont pas, la plupart du temps, la cause mais l'effet de la division du travail. La différence de caractéristiques les plus dissemblables entre un philosophe et un docker, par exemple, ne proviennent pas tant de la nature que de l'habitude, de la coutume ou de l'éducation. Quand ils sont venus au monde, et pendant leurs six ou sept premières années d'existence, ils étaient sans doute très semblables, et ni leurs parents ni leurs camarades de jeux ne pouvaient distinguer aucune différence notable* (Smith 1976, 20-29). De cette manière poursuit Suarez, les déplacés ayant une meilleure formation préalable à leur déplacement et une plus grande expérience accumulée sur le terrain, s'adapteront mieux à leur nouvel environnement et, dans ce nouvel espace, poursuivront leur style de vie qui structure déjà leur être et, en plus, auront la possibilité de trouver où continuer à développer leur activité. Cette vision est très liée au concept de capital humain (qui se centre sur le caractère d'agents des êtres humains qui de par leurs aptitudes, connaissances et efforts augmentent les possibilités de production); Armatya Sen (1996). Au contraire, les personnes qui n'avaient pas une expérience sociale, de participation communautaire ou de vie associative, et dont les activités se réduisaient à la culture de la terre ou aux soins prodigués aux bêtes (élevage et assimilés), ne trouvent pas d'emploi en arrivant à la ville, et leur adaptation est plus difficile. Cesser de s'occuper du bétail, de semer, cultiver pour devenir en ville ouvrier du bâtiment, ou autres activités non qualifiées, n'est pas seulement difficile à trouver; cela représente aussi un grand inconvénient d'adaptation pour la plupart des gens, et surtout pour les hommes adultes. Les femmes, au contraire, tendent à trouver plus facilement un emploi, car leur activité à la campagne était davantage liée aux soins des enfants et à l'entretien du foyer. Elles conservent cette activité à la ville où les familles plus aisées les emploient pour le service domestique. Ainsi, tels sont les facteurs qui joueront un rôle important dans le développement du processus de résilience. Selon B. Cyrulnik, cette dernière a deux composantes importantes: la résistance à la destruction et la capacité de reconstruire face à des circonstances et facteurs adverses. C'est ce que démontrent et font les personnes déplacées quand elles arrivent en ville. Nous verrons tout ceci plus avant.

Quant au lien de parenté, il joue un rôle important dans l'accueil qui est réservé aux déplacés qui fuient les menaces et le danger, en quête de refuge sur un nouveau territoire. L'hébergement d'autres personnes change les conditions du foyer, de manière temporaire ou définitive. Les

relations familiales sont reconfigurées par l'arrivée intempestive de nouveaux intégrants au sein de la famille. Les structures familiales d'accueil varient. Les nouveaux intégrants, obligatoirement, enclenchent des changements et peuvent transformer une famille nucléaire en famille nombreuse, en augmentant le nombre de personnes par foyer et transformant brusquement le rôle de ses intégrants. Parfois, cela occasionne des problèmes de cohabitation, compte tenu de la taille du logement et de l'entassement subséquent. Dans la plupart des cas, la survenance de problèmes fait que ces familles cherchent rapidement un logement pour y reconstruire leurs vies. L'aide initiale est très importante, mais aussi l'intimité familiale. Sur la vie de toute la famille dans un ranch, un membre d'une implantation déclare: "Ce peut être moins sûr, avec moins de confort, mais au moins que ce soit à moi" et il ajoute: "Mieux vaut avoir son espace, même si les murs vous tombent dessus". Ce qui, à notre avis, devient une incitation à la recherche constante du bien-être. Nous verrons que cet appui de la famille et des amis a été fondamental au moment de l'arrivée à la ville et comment peuvent être activés des réseaux de relations et de connaissances qui seront mis à la disposition des nouveaux intégrants.

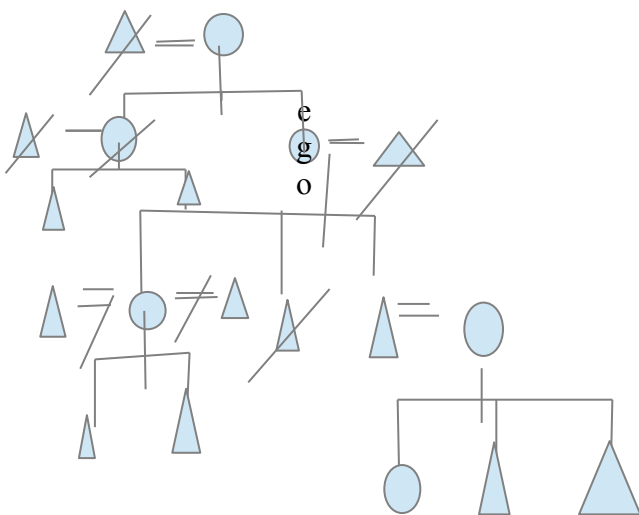
La famille se transforme donc en un facteur déterminant, positif, pour les personnes déplacées, au moment de leur arrivée en ville. Ceci contribue parfois à la constitution de familles élargies qui représentent un pourcentage important dans les couches sociales défavorisées de la population colombienne. Selon une étude de Misión Social (2002, p. 42), elles représenteraient 34% des foyers urbains. Ce type de familles se constitue de différentes manières.

Comme nous l'avons vu, avec l'arrivée de personnes déplacées, mais aussi pour d'autres motifs. Par exemple, lorsque les adolescentes tombent enceintes et amènent leurs enfants à la maison où les parents se chargent de soigner et d'élever leurs petits-enfants. De même, une autre modalité est l'hébergement de proches, cousins, oncles, etc. En plus, il est habituel qu'un des enfants assume la charge de ses parents, oncles, grands-parents quand ils sont âgés. Les maisons de retraite ne sont pas très courantes en Colombie et sont particulièrement onéreuses.

Comme la majorité de nos informateurs (60%) sont afros, il nous semble important d'observer de plus près ce type de populations. Au niveau de la conformation familiale, les familles élargies, de même que dans l'ensemble de la population, sont communes chez les Afros. Toutefois, les foyers afros tendent à avoir une problématique plus lourde que le reste. A Medellin, l'entassement des foyers afros est en moyenne de 5.17 personnes. Ce qui contraste avec la moyenne nationale, selon le DANE (Département administratif national de statistiques) pour 2005 qui est de 3.9. De même, l'entassement devient critique quand la responsable du foyer est une femme, puisque 49.3%

habitent des constructions avec une seule pièce pour dormir, 39.44% avec deux pièces et 11.27% avec trois pièces (Mairie de Medellín, INER 2009). Pour compléter les difficultés de cette population, 64% de ces foyers vivent avec moins d'un salaire minimum (Puyana, 2004, p. 79).

Dans une autre étude réalisée à Medellín, sur les conditions de vie de la population noire afro-colombienne, noire de Palenque et noire de San Andrés (Medellín, 2010), sont spécifiés les aspects socio-démographiques de ces foyers. Quant à l'état civil de la maîtresse de maison, chez les Afro-colombiens, il est souligné que 43% sont célibataires et 39% vivent en union libre. C'est la typologie monoparentale où prédomine l'union libre dans la relation de couple. Examinons, par exemple, la conformation d'une famille nombreuse qui a participé à notre travail.



Comme nous pouvons l'observer, c'est une famille nombreuse constituée d'Ego, veuve qui a sa mère à charge, deux neveux restés orphelins et leurs trois enfants. Une fille qui a eu deux enfants de pères différents et le fils marié avec une femme qui avait trois enfants. Le troisième enfant a été assassiné dans le quartier où il s'était installé. À un moment de leur vie, tous cohabitaient sous le même toit.

Mais, plus tard, les circonstances ont changé, et tant son fils avec sa compagne que ses trois enfants ont maintenant une maison à eux. La fille et ses deux enfants ont réussi, de même, à avoir leur propre foyer avec un nouveau compagnon. D'autre part, les neveux qui vivaient avec elle sont retournés en Uraba et se sont établis dans une ferme de la région où ils travaillent. Quant à leur mère, elle est allée vivre avec une autre soeur d'Ego. À terme, Ego est restée seule pour vivre.

L'appui familial et celui des voisins est manifeste, ainsi que nous le verrons dans le récit des personnes qui participent à la recherche. "De nombreuses familles provenant du Chocó, avant de rejoindre leur zone d'implantation sont passées par les maisons de membres de leur famille ou de voisins qui, en plus de leur fournir le vivre et le couvert, ont activé des réseaux de solidarité et contribué en leur fournissant de précieuses informations à leur apprentissage de la ville et à leur recherche d'un espace où planter leurs racines" (Garcia L., 2013, p. 73). Dans ce travail, Garcia L. souligne l'importance de l'entraide des Afros. Ils forment même des communautés à Medellín. Nous connaissons l'une d'elles qui s'appelle *Esfuerzos de Paz II* où s'est déroulée une grande partie de la présente enquête. Dans cette communauté, on peut percevoir l'accompagnement important et l'aide qu'ils se fournissent, soit en vertu de liens familiaux, car ils proviennent de la même municipalité d'où ils ont été déplacés, soit parce qu'ils sont Afros, compte tenu de ce qu'ils nous ont raconté. Parmi les familles afros, il existe une affinité ethnique qui les rend solidaires, car elles ont plusieurs éléments en commun; l'un d'eux est de se sentir discriminées à cause de leur ethnie et d'être des déplacées. "La difficulté d'être Afro dans les représentations d'une nouvelle société: blanche, masculine et catholique. Conçue pour les élites intellectuelles et politiques post-colonialistes, les populations noires et indigènes en ont été évincées" (Colombie, afro-descendants, 2010). Nous verrons comment ce facteur du déplacement les solidarise. Quand une nouvelle famille demande de l'aide, des informations lui sont fournies sur le lieu où elle peut construire un ranch, plusieurs familles s'unissent pour acheter le bois et participer à la construction. Lorsqu'une des femmes trouve un emploi, normalement comme employée de maison, les autres femmes de la communauté s'occupent des enfants pour que la mère puisse aller travailler. C'est le cas de Carmen, habitante de la communauté *Esfuerzos de Paz II* qui, en tant que résidente et femme déplacée, a un groupe de voisines qui sont constamment à la recherche d'un emploi, généralement dans une maison de famille, s'occupant des tâches ménagères et des enfants. Quand l'une d'elles est embauchée une journée ou deux pour faire ces travaux, ce sont ses voisines qui s'occupent des enfants, les amènent et vont les chercher à l'école ou leur donnent à manger, si c'est nécessaire. Cette faveur reçue sera compensée de la même manière pour Carmen quand elle trouvera un travail. Ces femmes constituent aussi de petites alliances pour préparer et vendre de la nourriture typique de leur région comme les biscuits "noirs" (fabriqués à base de panela, c'est-à-dire de sucre de canne non raffiné, entre autres ingrédients). Les femmes de cette communauté sont très actives, et ce sont elles les protagonistes de toutes les associations ou du conseil municipal. Dans cette communauté, est particulièrement palpable ce qu'a écrit RT Smith (1956, p. 240-247) sur *l'organisation caraïbe*; il nous montre le rôle fondamental joué par les femmes dans certaines communautés puisque ce sont elles les chefs de famille à cause de différents facteurs: le facteur économique, le manque

d'hommes qui gagnent suffisamment pour être à la tête de la famille, ou le facteur démographique, comme la diminution du nombre d'hommes dans cette société. Ceci est évident dans la communauté *Esfuerzos de Paz II*, car souvent le déplacement est consécutif à l'assassinat du père et/ou des enfants mâles et, dans d'autres, au recrutement forcé opéré par les groupes en armes, les femmes et enfants restant alors seuls. Ce sont alors eux qui migrent à la ville et forment des communautés conformes aux caractéristiques du système caraïbe. Mais comme dans toute société, il est évident que se présentent généralement différents types de problèmes. Les femmes les plus actives se plaignent de la passivité ou de la non-participation de certaines femmes ou d'autres membres du quartier. Mais ce qu'il est intéressant de souligner est le niveau de coopération et d'accompagnement de cette communauté. A l'exception de quelques intégrants, est palpable l'ambiance d'amabilité que l'on perçoit généralement. Dans le milieu familial, c'est sensible car, dans les récits familiaux, on raconte comment ont été fournies les informations nécessaires aux proches et amis, originaires de la même région dont ils avaient été chassés. Ils les informent des aides étatiques auxquelles ils peuvent accéder, des associations qu'ils doivent visiter et des documents qu'ils doivent remplir, et même des contacts pour accéder à un lotissement d'invasion et autres données pour leur insertion urbaine. La communauté *Esfuerzos de paz II* est constituée à plus de 80% d'Afros en provenance du Chocó et, en son sein, un fort pourcentage a des liens de consanguinité (L. Nagles, 2012).

Les premiers habitants à arriver au secteur qui allait devenir *Esfuerzos de paz* ont été ceux qui, plus tard, allaient créer le conseil d'action communale de ce secteur. En s'y installant avec leur premier groupe familial, formé de leurs épouses et de leurs enfants, ils aidaient d'autres proches qui vivaient à Tutunendo (Choco), Nóvita, Apartado et autres municipalités proches de leur lieu de provenance. Soumises à de fortes pressions de la part de différents groupes armés, ces municipalités sont situées dans une des zones les plus riches et les plus belles de la Colombie. Ainsi, les tantes, frères, soeurs, cousines, parents des premiers colons de la communauté, sont venus y vivre, en quête d'un endroit plus "tranquille" pour se soustraire au harcèlement qu'ils subissaient à la campagne. A leur tour, ces autres personnes ont aidé les beaux-frères, les belles-soeurs et leurs enfants respectifs. C'est ainsi que s'est constituée et développée *Esfuerzos de paz II*.

Comme le décrivent les auteurs Suárez (2000) et Cyrulnik (1997, 2002), cette aide familiale et sociale est fondamentale au moment de l'arrivée à la ville d'accueil, et aussi comme point d'appui pour se remettre de ses émotions, continuer, affronter la ville, savoir se débrouiller, savoir où aller, avec qui parler, connaître les itinéraires des bus, prévoir les problèmes à venir avec les bandes de

délinquants, etc. Toutefois, le rôle joué par la femme afro est essentiel dans cette communauté où l'homme est moins présent dans la mise en place des activités sociales, culturelles et éducatives des enfants. En son sein, nous trouvons une forte influence féminine dans tous les domaines, comme le décrit Alfrieta Parks Monagan (1985) avec sa société matrifocale, puisque les hommes y ont un rôle secondaire dans la majorité des activités d'organisation et d'exécution des tâches. La majeure partie des ressources de la famille sont apportées par les femmes grâce au service domestique dans les quartiers urbains plus favorisés ou comme opératrices de machines à coudre dans les maquilas³ qui travaillent dans ce secteur. Les hommes de la communauté sont astreints à des travaux moins stables comme ceux de la construction, emplois très précaires puisque la durée d'un chantier peut être brève et l'attente peut être longue pour retrouver un travail. Avec pour conséquence que les ressources de la famille sont fortement entamées. Par contre, pour les femmes, le service domestique ou le travail de confection est un emploi un peu plus fréquent et stable. De cette manière, le soutien familial de la mère est essentiel pour la famille, et l'homme est un peu en retrait de son rôle de chef de famille et de pourvoyeur.

³ Fabrication d'un produit spécifique pour une entreprise. C'est l'entreprise qui fournit la matière première très élaborée et le patron de la maquila fournit la main d'oeuvre pour terminer la pièce. Plusieurs maquilas fonctionnent dans les foyers de personnes qui parviennent à acheter des machines et les installent dans le salon ou une chambre. D'autres fonctionnent dans des locaux indépendants de plus grande taille. Mais les conditions de travail sont toujours précaires, il n'y a pas de contrats de travail, l'embauche est faite pour un produit déterminé et à prix très réduits. Exemple: confection de 1000 chemises pour lesquelles le contractant livre les chemises prêtes à coudre.

2. MÉMOIRE MÉTHODOLOGIQUE

2.1 Construction de l'objet et de la problématique

Initialement, nous avons pensé réaliser un travail de recherche sur *“L’amour comme facteur de protection contre les maladies”*, et nous avons ainsi entamé une étude préliminaire avec les élèves de premier (CP) et cinquième niveau (CM2) d’enseignement primaire d’une école publique et d’une école privée de Medellín, Colombie. Le but était de faire une comparaison par couche socio-économique, puisque nous partions de l’hypothèse que l’amour aurait les mêmes conséquences sur l’être humain, indépendamment du niveau socio-économique et d’autres variables. Pour mener à bien ce projet, nous avons choisi une école du quartier Blanquizaral (défavorisé) où nous avons trouvé un pourcentage élevé de personnes déplacées par la force. La seconde école retenue se trouve dans un quartier de la classe moyenne. C’est une école privée dont les élèves appartiennent à une couche socioéconomique plus aisée.

L’idéal aurait été de trouver dans cette population des enfants des deux sexes atteints d’une maladie quelconque, de problèmes de santé ou de problèmes scolaires pour essayer de déduire le lien entre leur état de santé et le manque d’amour dont ils pouvaient souffrir dans leurs foyers. Conformément aux propositions d’auteurs comme Cyrulnik, Maturana, Jean-Didier Vincent qui soutiennent que l’aspect biologique influe sur le social et vice-versa. À cet égard Maturana⁴ (2002) dit: [...] *“Le désamour interrompt la congruence dans laquelle on vit quand on est en harmonie et donne naissance à des altérations physiologiques qui rendent possibles des dysfonctions dans la dynamique motrice, endocrine, immunitaire, neuronale ou tissulaire. [...] pour cause d’altération de la biologie de l’amour, la dynamique endocrine est altérée de telle sorte que surgissent des altérations de la dynamique tissulaire ou de la dynamique motrice ou de concentration et ont lieu des accidents pour cécité ou efforts démesurés”*. Pour commencer, nous avons conversé avec les professeurs et sélectionné les étudiants qui, selon eux, étaient fréquemment malades et avaient, en outre, des problèmes à la maison. Nous nous sommes réunis avec les groupes d’étudiants sélectionnés et leur avons demandé d’écrire un récit racontant leur vie (histoires vécues). Avec l’information fournie par les professeurs, plus les histoires vécues écrites par les élèves, nous pensions réunir les éléments suffisants pour progresser dans la recherche. Ensuite, avec ces informations, nous passerions à une seconde phase qui consisterait à visiter les foyers des enfants qui, à notre avis, entraient dans le domaine de la recherche, pour observer comment ils vivaient, de quelle nature étaient leurs relations avec leurs parents, frères et voisins pour continuer à rassembler

⁴ Humberto Maturana est docteur en biologie de l’Université de Harvard et professeur d’anatomie à l’Université de Londres.

des données afin de valider ou non notre hypothèse. En vertu de la méthode ethnographique où, comme nous le savons, le chercheur participe à la vie quotidienne d'un groupe de personnes pendant une certaine période, observant ce qui s'y passe, écoutant ce qui se dit et posant des questions, nous avons recueilli toutes les informations accessibles pour faire la lumière sur les thèmes que nous nous proposons d'étudier. De cette manière, nous voulions suivre la méthode de Minayo selon laquelle les sujets sont les informateurs privilégiés de leur propre histoire (2004, p. 67-73). Pour approfondir ce thème et le sujet de la présente recherche, nous avons commencé à enquêter, à parler avec ces élèves, à visiter leurs foyers et à partager leur vie quotidienne. Dans de nombreux cas d'accompagnement aux foyers, nous avons décidé de leur faire un petit marché ou de partager un gâteau avec eux. Ce simple geste déclenchait l'incrédulité des adultes et l'allégresse des enfants. De cette manière, nous avons capté leur confiance et ils nous ont raconté leurs problèmes, leurs rêves et leurs craintes.

Ce que nous avons perçu, c'est que ces enfants avaient de grandes forces, car malgré les diverses difficultés rencontrées dans les foyers comme, entre autres, les mauvais traitements, l'abus sexuel, la mauvaise alimentation et l'abandon, ils nous ont montré qu'ils pouvaient s'adapter aux circonstances et qu'ils ne succombaient pas obligatoirement à ces adversités. Plusieurs auteurs avaient déjà souligné cette capacité qu'ont certaines personnes de s'en sortir malgré les obstacles (Werner, 1989, et Cyrulnik, 2001).

Au cours de l'analyse de ces informations, a été prononcé le mot résilience, car si ces enfants émergeaient de ces difficultés, ce pouvait être à cause d'elle. Les enfants trouvaient un refuge à l'école et y cherchaient l'amour qu'ils n'avaient pas à la maison. Et ils substituaient ces carences, ces dénégations d'amour, par un camarade de classe, une professeure ou un proche.

Analysant la situation antérieure, nous avons observé que trouver un fil conducteur entre le manque d'amour et l'état de santé était possible, mais exigeait une étude plus longue et l'analyse d'autres variables. Nous sommes, toutefois, restés interloqués par le fait que ces enfants, au milieu de tellement d'adversités comme, entre autres, le mauvais traitement, la violence intrafamiliale, le déplacement forcé, avaient une vie et un comportement quasi normaux. C'est ainsi qu'avec l'accord du Directeur de thèse, nous avons décidé de changer le cours de la recherche et de reconstruire notre objectif. La nouvelle problématique de la recherche se focalise désormais sur le lien de parenté et la résilience dans les familles déplacées, à Medellín, Colombie. Elle vise à comprendre comment les personnes déplacées par la force ont réussi à surmonter ce handicap, alors que d'autres n'y parvenaient pas. Nous voulions trouver quels éléments amenaient ces personnes à être résilientes,

comment elles pouvaient se ressaisir après avoir tout perdu, leur terre, leur milieu social et une partie de leur famille; comprendre comment elles s'adaptaient à ces changements et comment elles s'adaptaient aux nouvelles conditions sociales et familiales, ainsi que les éléments déterminants qui les amenaient à ne pas baisser la tête face à un traumatisme de cette nature.

Nous avons utilisé la méthode ethnographique recommandée par le Field Research (1982) et Bourdieu (1996) pour recueillir toutes ces informations. L'ethnographie est la manière de connaître les événements à partir de l'analyse des tâches quotidiennes, ainsi qu'en fonction du site pour essayer de comprendre la réalité de ces personnes. Selon la définition de Boyle: la modalité ethnographique focalisée consiste à appliquer l'approche ethnographique à une unité sociale ou à un groupe individualisable (Boyle, 2003, p. 199). Pour ce motif, la recherche a été menée au contact direct des personnes et sur les lieux où est vécu le processus pour nous rapprocher davantage de leurs réalités. A cet égard, Bourdieu affirme:

“Toute entreprise scientifique s’inspire de la conviction que nous ne pouvons pas capter la logique plus profonde du monde social sans nous plonger dans la particularité d’une réalité empirique, située et datée historiquement, pour la construire, toutefois, comme “un cas particulier de ce qui est possible”, en d’autres termes comme un cas de figure dans un univers de configurations possibles” (2005, p. 15).

2.2 EXPLORATION ET LOCALISATION

LES TERRAINS

Ce moment méthodologique exige un rapprochement avec la réalité sociale objet de la recherche, avec les sujets à étudier et le contexte où est menée cette recherche (Galeano, 2013). Pour y parvenir, outre les familles déjà contactées lors de la phase préliminaire, nous avons contacté de nouvelles familles de l'implantation *Esfuerzos de paz II*. C'est grâce à la collaboration du Dr. Leonardo Uribe, professeur à la Faculté nationale de santé publique de l'Université d'Antioquia et assesseur de cette thèse en Colombie, que l'approche a pu avoir lieu. Il était en contact avec cette communauté pour des travaux de recherche réalisés par le passé. Nous connaissons alors les leaders du conseil d'action communale, les professionnels qui participent dans la communauté au développement de projets et des ONG. Grâce à cette interaction collective, nous pouvons définir correctement et adapter le travail de recherche, dresser des plans de travail et d'approche de la

communauté. Le Dr Leonardo Uribe passe des appels téléphoniques et concerte un rendez-vous avec deux leaders de la communauté, Jaime et Jesús. Ces derniers ne peuvent assister à ce premier rendez-vous car ils n'avaient pu se procurer le ticket pour venir. C'est ce qu'ils nous expliquent le lendemain quand nous nous rencontrons dans une cafeteria de l'université. Le salut au professeur est très aimable et on note la proximité et la confiance commune. Le professeur leur explique avec plus de détails le motif de la réunion qu'ils écoutent avec une grande attention. Ils sont émerveillés par le fait que leurs histoires puissent arriver jusqu'en France, pays dont ils ont seulement entendu parler dans les actualités et les films. Immédiatement, ils posent un tas de questions sur comment est la France, à quelle distance. Et une autre série de questions sur les coutumes et la nourriture. Après avoir conversé un peu sur ce pays lointain et inconnu, ils écoutent attentivement nos questions sur la possibilité d'accéder à la communauté et de parler avec les personnes qui y vivent. La réponse est un "oui" inconditionnel, dans l'espoir que ceci serve à générer de nouveaux projets pour eux et la communauté. Quelques jours plus tard, nous allons à la communauté et nous réunissons avec bon nombre de personnes dans la salle du conseil d'action communale (voir photo). Sont présents douze femmes et quatre hommes, les hommes étant minoritaires, mais occupant des postes plus importants comme Président, représentant légal, vice-président ou trésorier. La secrétaire est une femme, ce qui montre le machisme dominant. La salle de réunions est un site multifonctions, créé pour faire la classe aux enfants de la communauté et elle sert aussi d'atelier d'arts plastiques pour adolescents et adultes et de salle de réunions du Conseil. Elle est située à côté d'un nivellement utilisé comme terrain de micro-football. Le salon qui mesure environ 40 mètres carrés est en torchis avec des tuiles d'amiante dont quelques-unes sont cassées, laissant passer l'eau, s'il pleut. Une porte en métal avec une fenêtre couverte d'une grille en fer écaillée par le temps. Le sol en ciment rustique est de couleur grise. Dans le salon, quelque vingt chaises d'école, en fer et en bois, sans maintenance. La lumière est faible. Une seule lampe à lumière blanche. Quand elle s'allume, elle émet un vrombissement qui ne cesse que lorsqu'on l'éteint de nouveau. Voilà le président du Conseil, Jaime, qui nous a servi d'intermédiaire pour aborder cette communauté. Il fait un petit résumé de notre présence sur le site et nous donne la parole. L'assesseur réitère le motif de notre présence et la confidentialité de tout ce dont nous parlerons dans les mois à venir. Deux femmes se lèvent et disent qu'elles ne veulent parler de leur vie avec personne, qu'il faut laisser les morts et le passé là où ils sont. D'autres comme Carmen sentent qu'il y a une occasion de converser avec quelqu'un de différent, et cela l'enthousiasme qu'on connaisse son histoire dans un autre pays. Les autres participants acceptent de nous conter leurs histoires et de nous recevoir chez eux. Quelques-uns de ceux qui ont accepté, se rétractent et se retirent discrètement. Carmen nous invite chez elle, dès le premier jour. Pour y arriver, nous devons transiter par des chemins étroits en terre jaune et parfois

en pierre ou en ciment. Au passage, les gens nous saluent et nous observent, curieux. Nous regardons ces petites maisons aux portes ouvertes, certaines pavées de terre, et les morveux qui jouent avec des voitures sans pneus. Probable que leur imagination compense le manque de pneus, car ils sont immergés dans un monde où ils ne se rendent pas compte de leur situation. La maison de Carmen est en pisé et ciment, peinte de vives couleurs (rouge, vert) et le toit en amiante. Dehors, quelques plantes fleuries. Le sol est en ciment, et il y a de nombreuses photos de membres de sa famille qui vivaient dans son village natal. Elle nous montre une machine de confection sur laquelle elle travaille et nous vend des biscuits noirs et sucrés qu'ils appellent "cucas" et qui sont typiques de la région du Choco. Les jours suivants, nous allons presque chaque jour à *Esfuerzos de paz* pour voir de près comment ils vivent et découvrir leur quotidien. Malheureusement, pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas nous y installer. A tout moment de la journée, mais surtout la nuit, peut commencer un affrontement entre bandes, car non loin d'ici, dans le S voisin appelé La Sierra, il y a un groupe de paramilitaires qui veulent avoir le contrôle de tout ce territoire et affrontent d'autres bandes du secteur. Pour pouvoir faire notre travail, nous nous informons toujours des conditions de sécurité avant de monter à la communauté. C'est normalement Jaime qui nous donne verbalement les autorisations, parfois par l'intermédiaire d'un inconnu qui sait très bien qui nous sommes et ce que nous faisons dans le secteur.

La collecte d'informations rencontre beaucoup de difficultés dues au terrain accidenté. Le quartier Caicedo a un niveau socio-économique bas et concentre les problèmes sociaux comme: les guerres entre bandes, le micro-traffic de drogue, la descolarisation d'enfants et de jeunes, pour ne nommer qu'eux. Les personnes collaborent relativement bien, mais la violence du quartier nous oblige à annuler plusieurs rencontres et nous devons même concerter des rendez-vous en dehors du quartier à cause de problèmes d'ordre public: les guerres entre bandes qui cherchent à contrôler le quartier ou un territoire pour leurs actes de délinquance comme l'extorsion ou le micro-traffic de drogues illicites. Ce type de confrontation a atteint des niveaux disproportionnés comme le phénomène des frontières invisibles ou imaginaires, lorsqu'une bande décrète jusqu'à quel point du quartier peuvent arriver les personnes qui l'habitent et que les habitants du quartier voisin ne peuvent pas non plus dépasser. Qui passerait outre, pourrait le payer de sa vie. Les personnes que nous sélectionnons comme échantillon de recherche sont certains membres du conseil d'action communale de *Esfuerzos de Paz II* et, en général, les personnes les plus actives (socialement) de cette communauté. Pour nous, c'est une preuve de leur activisme et de leur esprit résilient. Ensuite, nous cherchons quelques familles qui n'ont pas fait preuve de résilience, celles qui sont la négation de la résilience. Elles n'ont aucun désir de modifier leur situation, elles sont arrivées à la ville suite à un déplacement forcé et restent dans une situation précaire, vivant de subventions étatiques et de la

charité publique. Nous pouvons voir ces personnes au centre-ville, avec des écriteaux où elles racontent leur drame et espèrent être présentes dans le processus d'intégration urbaine, mais elles ne font rien d'autre que mendier. Les non-résilients nous servent de point de comparaison avec l'autre groupe que nous percevons comme résilient. En général, elles ont le même style de vie et vivent dans les mêmes conditions que lorsqu'elles sont arrivées à la ville, des années auparavant.

Il a été difficile de recueillir suffisamment de données sur les non-résilients, précisément parce qu'ils sont peu sociables, parlent peu, sont timides et, en général, ne nouent pas de relations. Certains, qui selon notre analyse n'étaient pas résilients, sont morts de tristesse, comme c'est le cas de plusieurs hommes adultes qui, après leur arrivée à la ville, se sont laissé tout simplement mourir, enfermés dans des pièces sans vouloir en sortir, regrettant leur vie passée et ne faisant rien pour la vie présente, selon ce que disent leurs enfants. Il y a aussi des récits de jeunes qui, à leur arrivée en ville, ont rejoint des bandes de délinquants et se sont consacrés au vol. Ceci va être un élément à prendre en considération, car dans une famille résiliente nous pouvons trouver un membre qui ne s'adapte pas à son nouveau milieu et choisit donc une autre voie, soit de la délinquance ou du retour à sa terre où s'affrontent les groupes à l'origine de son déplacement. À cet égard, subsiste l'interrogation de savoir si ce ne serait pas une autre manière de s'adapter, en porte-à-faux avec la morale et l'éthique, mais cependant une alternative choisie par le sujet comme mode de vie.

L'autre site sur lequel nous travaillons, Blanquizal, est un quartier de la ville où comme dans les autres secteurs périphériques, s'est installé un grand nombre de personnes déplacées de différentes parties de Colombie. Il est situé à l'ouest de Medellín et lorsqu'on arrive à proximité, les routes s'inclinent pour escalader la pente et arriver à la montagne où il est situé. Quand nous arrivons sur le site, les rues sont tellement étroites qu'un seul véhicule peut y transiter, et s'il en vient un autre en sens contraire, l'un des deux doit faire marche arrière pour arriver à une zone de stationnement, tandis que passe l'autre véhicule. Cette marche arrière peut être parfois de l'ordre de 200 mètres. Quand nous arrivons enfin à notre destination et descendons du bus, nous voyons un terrain qu'ils utilisent comme terrain de football et beaucoup de commerces alentour. Puis, nous entrons dans le secteur et devons parcourir à pied des ruelles étroites, monter une pente avec de petits escaliers et, deux cents mètres plus loin, nous arrivons à la maison d'une des participantes à notre travail. Avec elle, nous sortons pour une brève découverte du secteur. Sans accompagnement de quelqu'un qui vit dans le secteur, ce serait impossible. En faisant quelques pas, nous notons que le secteur est traversé par une seule voie pour automobiles, d'où rayonnent une immense quantité d'escaliers, certains en terre ou en bois, d'autres en ciment. Ils forment des couloirs étroits remplis d'enfants, de jeunes

occupants de ce quartier où fonctionne un seul collège qui n'est pas suffisant pour accueillir tous ceux qui souhaitent étudier. De même qu'à *Esfuerzos de paz*, les maisons sont construites de différents matériaux, mais ici prédomine la brique avec des toits en dalles de ciment, et elles ont deux ou trois étages. Nous voyons une grande quantité de ruelles étroites et pleines de petits commerces qui vendent des vivres, fruits, vêtements et chaussures. Les salons des maisons sont aménagés pour offrir les produits à la vente. Dans ce quartier, comme dans tous les quartiers populaires, nous pouvons trouver plus de quatre commerces (échopes) par rue, c'est une économie de survie, beaucoup de maisons voulant vendre quelque chose pour assurer leur survie. En parcourant ces rues, nous nous apercevons que les maisons ou ranchs sont tellement près les unes des autres que se mêlent les pleurs des enfants à la musique des radios. Il y a des logements de chaque côté de la ruelle, les uns face aux autres, formant un conglomérat de petites maisons aux portes ouvertes, avec des enfants mal nourris et aux gros ventres, signe qu'ils sont pleins de parasites intestinaux. Certains ranchs n'ont pas beaucoup d'espace, seulement pour dormir et un coin cuisine. Au fond des ranchs, se trouvent des sanitaires précaires, les toits sont en fer-blanc (zinc), mais il est possible de trouver des maisons de deux ou trois étages où vit toute la famille, un des étages ou des pièces étant parfois louées pour soulager l'économie domestique.

Nous allons périodiquement dans ces deux quartiers pour découvrir le quotidien de quelques déplacés qui nous ont raconté leurs histoires. Plus avant, dans un autre secteur, nous connaissons d'autres personnes, et ainsi nous réunissons peu à peu ceux qui vont former notre groupe d'informateurs. Le groupe se complète grâce à la collaboration d'une secrétaire de la OIA (Organisation indigène d'Antioquia) qui nous a mis en contact avec un groupe d'indigènes déplacés qui ont demandé l'appui de l'organisation. Au total, nous comptons huit familles. Il est clair qu'une famille peut avoir plus d'une histoire à raconter. Toutes nous informent de leur quotidien, et nous pouvons connaître de près leurs vies avec les rêves brisés, les angoisses, les triomphes et tout ce qui fait la vie d'un être humain.

De même, cette exploration nous rapproche davantage de la réalité vécue par les personnes déplacées et nous reformulons notre question pour savoir comment elles ont fait pour trouver les éléments d'adaptation aux nouvelles circonstances dans un milieu particulièrement hostile, comme si elles étaient équipées d'un scaphandre qui les aide à explorer et à pénétrer ce milieu.

La collaboration de ces gens de la communauté *Esfuerzos de paz II* a été fondamentale pour notre travail. Nous y rencontrons un bon nombre de familles disposées à nous aider. De même, a été essentielle l'aide que nous avons reçue des habitants de Blanquizal, deux quartiers avec des histoires similaires où nous n'aurions pas pu travailler sans leur collaboration.

Comme la recherche est de type qualitatif, elle autorise des paramètres plus amples que les recherches quantitatives pour la sélection de l'échantillon ou des participants. Les critères utilisés pour la sélection des informateurs ont été: personnes ou familles qui ont subi un déplacement forcé, qui habitent Medellin, vivent dans un quartier périphérique (Caicedo ou Blanquizal dans ce cas). Dans le groupe, nous choisissons quelques familles avec lesquelles nous avons déjà conversé lors de l'étude préliminaire et qui remplissaient les critères. Comme nous le savons, puisque la recherche qualitative cherche à comprendre les réalités sociales à partir de la perspective de ses acteurs et des contextes, cette étude s'est enrichie d'une gamme de participants dont l'âge, l'activité, l'appartenance politique ou le niveau culturel sont divers.

Eu égard à la filiation politique, à aucun moment elle n'a fait l'objet de questions, par sécurité personnelle, mais les positions idéologiques étaient différentes dans les discours au moment de raconter leurs expériences vécues et leurs agissements quotidiens. À cet égard, un des participants parlant du comportement des guérilleros dans son village, disait que tant qu'ils avaient occupé ce territoire, il n'y avait jamais eu de vols ni de viols de petites filles, mais quand sont arrivés les paramilitaires, tout a changé et les gens avaient peur de sortir. Par contre, une autre personne interviewée commentait qu'avec l'arrivée des paramilitaires, les filles ne se mettaient plus de minijupes et cessaient ainsi d'aguicher les hommes.

Une des familles indigènes a passé seulement une courte période à Medellín. Son séjour n'a été que de quelques semaines pendant lesquelles elle a exploré les possibilités de s'y établir, mais a décidé de changer de lieu, compte tenu des difficultés rencontrées sur place. C'est le lot d'une famille indigène (Emberá) qui est venue à Medellín et ses membres, bien qu'ayant obtenu l'appui de la municipalité, ont été exploités par des personnes peu scrupuleuses qui les ont transformés en vendeurs ambulants et ne leur ont donné que l'argent suffisants pour s'offrir le repas du jour.

2.3 COLLECTE ET ÉLABORATION DE L'INFORMATION

Pour poursuivre notre travail de recherche avec les nouveaux éléments obtenus grâce aux informations collectées auparavant et sachant que nous voulions développer la recherche de type qualitatif, nous partageons de longues journées de conversations, déjeuners, goûters arrosés de café. Au sujet de ce type d'études, Galeano dit que *“La recherche qualitative cherche la compréhension des motifs et croyances qui sont derrière les actions des gens, privilégie les techniques de collecte et de production d'informations qui favorisent la relation inter-subjective, le regard à partir de l'intérieur des acteurs sociaux qui vivent et produisent la réalité socioculturelle”*. (Galeano, 2004, p. 19).

Ces familles nous ont raconté comment étaient leurs vies avant de sortir du territoire, comment se déroulait leur vie quotidienne et ensuite les changements enregistrés avec l'arrivée des groupes en marge de la loi qui les ont obligés à se déplacer. En plus, par l'entremise de l'assesseur colombien, nous arrivons à la communauté afro surnommée *Esfuerzos de Paz II*, formée de personnes déplacées du Chocó, département de Colombie qui compte plus de 80% de population noire, selon les informations du Département National de Statistiques (DANE, 2005). La grande majorité de cette communauté a subi le déplacement forcé, soit depuis des municipalités comme Acandí, Turbo, Apartado, Tutunendo, entre autres, soit depuis le centre-ville, ce qui est connu sous le vocable de *déplacement forcé intrarurbain*. Et comme cette communauté recevait une majorité d'Afros, cette dernière est devenue sa caractéristique, si bien qu'ils savaient qu'ils avaient la possibilité de trouver un terrain pour y bâtir leur logement.

Dans cette communauté, nous passons de longues journées à converser et interagir avec divers groupes de familles. De même, nous accompagnons le Conseil d'action communale (JAC) dans une formation visant à l'élaboration de projets assurée par l'assesseur de thèse colombien, avec l'appui de l'université d'Antioquia et, de cette manière, nous parvenons à une meilleure approche et compréhension des problèmes de la communauté.

Au moment des travaux de terrain dans le quartier Caicedo, il nous faut faire des contacts pour pouvoir entrer dans le quartier et la communauté *Esfuerzos de Paz II*. Le contrôle est tellement efficace que lorsque je m'approche du quartier, un inconnu me salue par mon nom et me dit de monter tranquillement. Il y a aussi des moments où on nous fait savoir que mieux vaut, pour raisons de sécurité, ne pas monter au quartier, pour cause d'affrontements avec d'autres bandes qui prétendent prendre le contrôle du secteur. Pour ce motif, les conversations avec les informateurs ont lieu au centre-ville pour éviter ainsi les dangers d'affrontements.

Nous réussissons à nous approcher et à gagner la confiance de ces gens et avons l'occasion de connaître de près leur vie quotidienne, pour ainsi élaborer avec eux l'information qui nous sert à mettre en forme notre thème d'étude et à structurer nos connaissances. Nous réalisons le processus, entre autres modalités, par observation participante: cette technique a rendu possible l'interaction avec les sujets de l'étude dans leur contexte.

Parmi les éléments qui caractérisent l'ethnographie, nous pouvons évoquer:

- la proximité du groupe étudié par l'enquêteur qui assume un rôle visible et actif;
- la compilation de données recueillies lors du travail sur le terrain;
- Les techniques d'obtention des informations;

- Les systèmes de fichiers et de traitement des données obtenues;
- L'approche culturelle de l'interprétation.

Tout le processus de collecte de l'information a eu lieu lors d'entretiens individuels non structurés, d'entretiens groupaux des familles participantes et grâce à l'observation active. Par l'observation participante, nous partageons différents aspects de la vie de leur quartier et nous entrons un peu dans leur vie familiale. Initialement, nous posons des questions générales de mise en situation, sur leurs activités actuelles et quotidiennes, la formation de la famille, l'arrivée au quartier, puis nous approfondissons un peu plus sur la vie antérieure au déplacement. Ce processus requiert plusieurs rendez-vous pour gagner la confiance des participants qui racontent alors ce qu'ils ont vécu. Nous passons ensuite à une seconde étape quand il y a suffisamment d'empathie et qu'il est plus facile qu'ils nous parlent de l'arrivée des groupes armés, de leurs relations avec eux, des événements vécus, de leurs craintes, de la vie avant de quitter leurs terres et de leurs activités. Pour ce faire, nous suivons les suggestions de Gutiérrez Brito (2009).

Selon les mots de Minayo (2009, p. 128), la narration dans le cadre de l'enquête qualitative est un puissant instrument pour découvrir, explorer et évaluer comment les personnes comprennent leur passé, relie leur expérience individuelle à leur contexte social, en l'interprétant et en lui donnant un sens, à partir du présent.

Mais il est clair que toutes ces histoires et expériences vécues des participants restent sur le plan emic, sous l'angle de leurs expériences vécues, de leurs coutumes et interprétations du vécu, alors que nous, avec notre enquête théorique, nos interprétations et observations, pouvons avoir une approche plus centrée sur l'etic. Nous espérons lors de l'analyse et l'interprétation de l'information parvenir à un consensus sur ce que nous avons trouvé et à une interprétation correcte qui réponde à nos questions.

Nous collectons ces informations lors de trois voyages en Colombie d'une durée d'environ 5 mois chacun. Il s'agit de réaliser une convention administrative entre l'EHESS et l'Université d'Antioquia pour que la thèse soit en co-tutorat avec l'Université d'Antioquia en Colombie, mais cela n'a pas été possible. Toutefois, l'Université d'Antioquia nous a fourni un tuteur qui nous a accompagnés et fourni son appui académique en Colombie. Sans oublier le travail sur le terrain, qui a dû faire face à de nombreuses difficultés pour des problèmes d'ordre public et de sécurité dans les quartiers où la recherche a été menée. Tout au long de la recherche, nous opérons une révision bibliographique constante pour ainsi recouper la théorie avec les données trouvées.

Les informations tirées des exercices d'observation des espaces décrits ont été enregistrées de manière systématique dans un carnet de route, conformément à la logique suggérée par Taylor et Bogdan (1987) selon lesquels tout ce qui se passe sur le terrain constitue une source importante d'informations. Les entretiens aussi ont été consignés sur des supports magnétiques pour être transcrits et analysés postérieurement.

2.4. TECHNIQUES UTILISÉES POUR COLLECTER L'INFORMATION

Observation participante: cette technique a rendu possible l'interaction avec les sujets étudiés dans leur contexte. L'observation apporte des données importantes pour la construction de significations, et la reconstruction contextuelle de l'ethnographie requiert une interaction sociale entre le chercheur et les informateurs dans leurs contextes et à partir de leurs logiques internes; l'immersion dans la vie quotidienne des sujets apporte des données et de précieuses informations qui doivent être collectées de manière systématique (Taylor; Bogdan, 1987).

Nous réalisons l'observation lors de visites périodiques à l'endroit où vivent les sujets qui participent à la recherche, nous partageons leurs espaces sociaux et culturels, leur culture culinaire et leurs ateliers de formation programmés par le conseil d'action communale. Ils nous racontent individuellement leurs histoires durant de longues conversations chez eux où ils se sentent plus sûrs pour parler d'un passé qui les terrorise encore.

Nous avons connu de très près la communauté et, en compagnie de la JAC, nous l'avons parcourue dans tous les sens, ses membres nous ont conté le processus de construction de leurs ranchs et, de même, la démolition de certains logements par la force publique. En effet, étaient démolis les logements des personnes qui acceptaient de louer une maison aux frais de la municipalité. Ces personnes qui sortaient de la communauté étaient relogées dans un autre endroit, sans avoir la possibilité de reconstruire leur ancienne maison en cas de problèmes dans leur nouveau quartier. Beaucoup de ces habitants de *Esfuerzos de Paz* n'acceptèrent pas la proposition car ils connaissaient des histoires de certains qui avaient accepté, et la municipalité avait cessé de payer le loyer, les personnes se retrouvant à la rue et ne pouvant retourner à la communauté, car leur maison était déjà détruite.

Lors de ces parcours, nous faisons une carte du secteur et les habitants nous racontent comment ont été construits leurs ranchs, l'installation des services publics d'aqueduc et d'égout, ce dont ils étaient très fiers. Durant nos traversées de l'implantation, nous pouvons découvrir cet espace, ses acteurs, ses processus et dynamiques quotidiennes. C'est ainsi que nous réussissons à construire avec l'aide des habitants la carte actualisée du secteur.

Nous effectuons aussi des interviews de groupe qui nous ont servi à connaître plus d'aspects de la région d'où provient la majorité de nos informateurs (le Chocó). Ces réunions se tiennent dans l'espace de réunion de la JAC où nous avons eu plusieurs rencontres, de manière amène et sous forme de groupes de discussion. Ils narrent leurs histoires, racontent des anecdotes, se souviennent de sites et de personnages de la région. Les interviews de groupe et les conversations informelles avec des habitants et des leaders communautaires, recueillies dans les différents espaces d'interaction du quartier et de la communauté, ont permis un exercice préliminaire de vérification et de validation des informations dérivées des récits construits à partir des entretiens individuels et du carnet de route. Nous partageons avec eux les plats régionaux typiques cuisinés par une des intégrantes du groupe qui, de cette manière, faisait la promotion de ses produits parmi les assistants des groupes de discussion.

2.5. ANALYSE DE L'INFORMATION

Pour le développement de cette thèse et en accord avec le Dr Enric PORQUERES, nous allons développer certaines parties en suivant ce qui a été réalisé par Oscar Lewis dans son travail sur l'anthropologie de la misère (les Fils de Sánchez). De cette manière, nous prétendons introduire davantage les lecteurs dans le contexte des expériences vécues par ces gens pendant le processus qu'ils ont vécu avant et pendant le déplacement, et dans leur adaptation et insertion dans le milieu, le quartier et la ville.

Nous avons écouté attentivement les récits de toutes ces familles et *les éléments qu'ils avaient en commun* pour forger une vie nouvelle. On percevait chez ces personnes une grande nostalgie de tout ce qu'ils avaient laissé derrière eux, ils décrivaient comment était leur quotidien, comment ils tiraient leur alimentation de la culture et de la collecte de fruits sylvestres, comparant cette situation avec celle qu'ils devaient affronter en ville. Toutefois, certains voyaient le changement campagne/ville comme quelque chose de positif, disant qu'à la campagne ils avaient moins accès aux services de santé et d'éducation.

Nous réalisons de forme manuelle l'analyse des informations collectées en lisant de manière attentive les notes de terrain et les entretiens transcrits. Pour ensuite catégoriser les données collectées. Les catégories sont entendues comme des classeurs épistémologiques, des champs de regroupement thématique, des hypothèses implicites du problème et des ressources analytiques.

Comme unités significatives, elles donnent du sens aux données et permettent de les réduire, comparer et recouper. Les catégories d'analyse se conçoivent comme des "constructions pour ordonner le monde vécu et, en même temps, comme une vision anticipée de ce monde" (Alvarado, 1993, p. 274, cit. par Galeano, 2003).

Durant le processus d'analyse, convergent les concepts et les données, tressant des relations et découvrant des significations. Il est important de prendre en compte que la collecte et l'analyse de l'information sont des moments séparés. Taylor et Bogdan (2009, p. 158) allèguent que l'analyse des données est un processus en progrès continu dans la recherche qualitative. Tout au long de l'observation participante, des entretiens individuels et de groupe, ainsi que de la révision documentaire, a été suivie la piste des thèmes émergents que nous fournissait la catégorisation. On a fait des lectures des notes de campagne ainsi que des transcriptions, et on a développé des concepts et des propositions tendant à donner du sens aux données. Les transcriptions sont des outils fondamentaux pour passer du discours oral au discours écrit (Galeano, 2013).

En vertu de cette manière d'interpréter la réalité, la construction des connaissances pertinentes doit mettre en évidence selon les mots de Morin (1999, p. 14): a) Le contexte. La connaissance des informations ou des éléments isolés est insuffisante. Les informations doivent être replacées dans leur contexte pour acquérir du sens; b) La globalité, plus que le contexte, est l'ensemble qui contient des parties diverses reliées de manière inter-rétroactive ou organisationnelle. De cette manière, une société est plus qu'un contexte, c'est un tout organisateur dont nous faisons partie. Le tout a des qualités ou des propriétés que les parties séparées les unes des autres ne montreraient pas, et certaines qualités ou propriétés des parties peuvent être inhibées par la force du tout; c) Le multidimensionnel, les unités complexes, comme l'être humain ou la société sont multidimensionnelles; l'être humain est à la fois biologique, psychique, social, affectif et rationnel. La société comporte des dimensions historiques, économiques, sociologiques et religieuses. La connaissance doit reconnaître cette multi-dimensionnalité et y insérer ses informations; et d) Le complexe, la connaissance pertinente doit faire face à la complexité. *Complexus* signifie ce que est tissé ensemble; en effet, il y a de la complexité quand sont inséparables les éléments différents qui constituent un tout (comme l'économique, le politique, le sociologique, le psychologique, l'affectif et le mythologique) et qu'il existe un tissu interdépendant, interactif et inter-rétroactif entre l'objet de la connaissance et son contexte, les parties et le tout, le tout et les parties, les parties entre elles. Pour cela, la complexité est l'union entre l'unité et la multiplicité.

Afin de mieux comprendre les informations collectées et d'interpréter de manière adéquate tout ce que ces personnes ont vécu, nous croisons ces informations empiriques avec d'autres sources d'information comme celles des entités étatiques ou de l'ONG qui sont présentes dans le secteur et fournissent un type d'appui quelconque à la communauté. De même, nous les mettons en relation avec des recherches antérieures sur la résilience des personnes déplacées. Nous nous appuyons sur d'autres référents historiques de travaux réalisés sur le thème du déplacement forcé et des implantations dans les secteurs suburbains et sur la construction de stratégies pour la survie physique et socioculturelle, les relations sociales et les processus collectifs dans les implantations de Medellín (Gómez, GM, (2010); Domínguez, (2007); Medellín F, (2000); Suarez N, (2001). Nous avons eu la chance de voir de près ce que signifie être Afro dans une ville où, ils sont systématiquement ignorés, mais ils savent comment s'associer et défendre ensemble leur condition d'être déplacés, Afros et donc discriminés pour ce motif. Tout cela nous montre les capacités d'adaptation de ces personnes et nous donne des éléments pour analyser comment ils parviennent à être résilients. Nous entrevoyons l'importance et le besoin de compter sur l'autre, de savoir que d'autres personnes ont vécu le même processus, qu'elles comprennent leurs angoisses et leurs besoins, et qu'en plus elles peuvent partager un objectif commun: la survie.

Ces personnes s'unissent pour différentes causes, ont beaucoup à partager et beaucoup à construire ensemble. Elles nous ont montré l'essentiel qui est de vivre en société quand un groupe social a des intérêts communs, est uni par un même objectif, que le groupe travaille pour le bénéfice de tous ses intégrants. De cette manière, se produit le développement. Mais si un membre s'isole, ne participe pas à l'entrelacement de conversations et de relations qui se nouent jour après jour, ce membre ne peut s'adapter à la société. En tant qu'êtres humains, en tant qu'êtres sociaux, nous avons besoin de coexister avec d'autres, et nous en avons conscience dans notre quotidien. Dans cette coexistence, nous sommes dans l'attente de normes idéales de participation avec d'autres et pour les autres, et ainsi nous pouvons faire partie du tissu social.

Le recoupement des expériences, histoires, faits vécus par les personnes, avec les études sur la résilience, avec les avis d'experts en résilience exprimés dans différents textes, voilà ce qui nous fournit des éléments d'analyse, pour tirer nos conclusions qui coïncident avec les travaux d'auteurs comme Werner, Cyrulnik, Anaut et Jorland, parmi d'autres. Ces travaux nous montrent l'importance de la résilience dans l'évolution de la vie des sujets sociaux que nous sommes. Sans oublier le rôle important joué par le social dans le développement de la résilience. Nous verrons si cela est

conforme ou non à une société colombienne déchirée où une grande partie de la population lutte pour survivre.

Tout au long des prochains chapitres, nous essaierons de montrer que dans un pays comme la Colombie, pays en voie de développement, la violence est devenue une composante culturelle de la société, société qui selon les termes de Daniel Pécaut est devenue la somme d'individualités. C'est ce qu'il semblerait avec l'essor du trafic de stupéfiants où l'important est l'accumulation d'argent indépendamment de la vie d'autrui. Ou avec le métier de la "politique" où la majorité de ceux qui cherchent à arriver au pouvoir, le font non pour le bénéfice de la communauté, mais pour le leur. Il y a heureusement des secteurs qui contredisent cette appréciation (somme d'individualités) et montrent la préoccupation qui entoure la société colombienne, pour qu'elle soit un état social de droit, ainsi que le stipule la Constitution politique de 1991.

Un des problèmes dont souffre le plus le pays est la violence qui dure depuis plus d'un demi-siècle, sans la moindre accalmie pour les dernières générations, avec pour enjeux la possession de la terre et le trafic de stupéfiants qui affectent toutes les classes sociales et tous les domaines.

Toutefois, les gens ont aussi montré leur aptitude à émerger de cette problématique. Ils sont parvenus à survivre au chaos, et c'est pour cela que nous voulons en savoir plus sur la résilience, car c'est une des valeurs qui nous paraît fondamentale pour trouver les outils pour continuer à construire et à forger un pays différent face à la carence de justice sociale.

Un exemple nous montre la tenacité des gens face aux difficultés qui peuvent affleurer dans un pays présentant tellement de problèmes: c'est le travail réalisé par JR. Aparicio (2012) qui a développé une thèse sur le phénomène du déplacement forcé, montrant une stratégie de la population. Il nous parle de ce que fait une communauté pour affronter la guerre, du harcèlement des groupes armés. C'est un travail qui porte sur la *communauté de paix d'Apartado*. Un groupe de personnes qui vit dans une zone à haut risque d'affrontements entre groupes en marge de la loi, s'unit, forme une communauté qui s'oppose, par tout moyen pacifique, à l'installation de groupes ou à leur présence dans la communauté, même s'il s'agit de l'armée nationale. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, cette communauté compte sur l'appui d'ONG nationales et étrangères. Cette expérience a porté ses fruits, et elle nous montre son intérêt comme moyen d'adaptation à un milieu violent. Ce serait pour nous un exemple de communauté résiliente.

Quant à nous, à partir des expériences vécues par chacun des participants à notre travail, nous voulons plonger dans leur vie et essayer de connaître un peu mieux comment ils vivaient à la

campagne, ce qu'ils cultivaient, comment ils le commercialisaient ou quelle était la destination finale de leurs cultures; sur quoi se basait leur économie familiale, celle du territoire où ils vivaient, car la Colombie a une grande variété de produits comme le café, la banane plantain, le cacao, le sucre, les bois, le tabac et la banane. Elle exploite de grandes richesses dans ses mines d'or, d'émeraudes et de charbon. Les confections et textiles sont aussi des produits d'exportation. Les émeraudes ont, en outre, un grand prestige international. La Colombie a aussi des gisements de pétrole et une position géographique enviable pour le commerce mondial, car elle est située "dans le meilleur coin d'Amérique du sud" comme le mentionne JR. Aparicio (2012). Nous voulons donc explorer un peu cette société colombienne avec toutes ses richesses, ses problématiques et observer comment cette même société, bien qu'affectée, a trouvé la manière de surmonter les inégalités sociales, la discrimination et l'iniquité auxquelles elle est confrontée.

2.6. CLASSEMENT DES DONNÉES

Galeano définit la catégorisation comme un processus qui consiste à "regrouper les données qui vont dans le même sens, à classer les informations conformément à des critères thématiques visant à la recherche de sens. C'est conceptualiser et codifier, avec un terme ou une expression qui sera clair et non équivoque, le contenu de chaque unité thématique afin de classer, mettre en opposition, interpréter, analyser et théoriser" Galeano (2004, p. 38).

Pour réaliser ce processus, nous avons procédé à une lecture exhaustive de toutes les transcriptions des entrevues, nous posant des questions sur les textes et remplissant le carnet de route d'annotations. En ce moment, nous construisons des catégories avec les données les plus significatives pour notre recherche pour pouvoir ainsi ramener le grand volume d'informations à des données plus maniables pour leur analyse postérieure. Nous analysons de nouveau cette catégorisation pour extraire le plus d'informations possible de la collecte réalisée pendant le travail sur le terrain.

3. CONTEXTUALISATION

3.1 UN BREF REGARD SUR L'ÉCONOMIE COLOMBIENNE

Entrons un peu dans la vie de quelques-unes des personnes avec lesquelles nous avons effectué ce travail. En général, ce sont des personnes avec des vies ordinaires à la campagne où elles travaillaient, cultivaient ce qui servait à leur subsistance, et même un peu plus pour le troc ou la vente à petite échelle. Beaucoup d'entre elles se disaient satisfaites de la vie qu'elles menaient, ayant accès aux aliments dont elles avaient besoin, avec du surplus, car la campagne leur fournissait des fruits variés à chaque époque de l'année. La Colombie a une superficie totale de 1.141.748 km² soit 114.174.800 hectares. Une grande partie est consacrée à l'élevage dominé par de grands propriétaires terriens qui ont formé une puissante association nationale d'éleveurs, le FEDEGAN (Federación de Ganaderos). Cette organisation a un grand pouvoir économique et politique dans le pays. Les chiffres sur la destination et l'utilisation des sols montrent de manière incontestable que dominant les latifundi consacrés à l'élevage par rapport à ceux qui produisent des denrées agricoles. D'où la thèse renforcée de la spoliation des paysans de leurs terres au profit de l'élevage. En Colombie, sur 10.4 millions d'hectares aptes à la production agricole, seuls sont utilisés 4.2 millions, à peine 40%. D'autre part, les sols bons pour l'élevage représentent 10.2 millions d'hectares, alors qu'actuellement 41,7 millions sont utilisés à cette fin, c'est-à-dire 400%, quatre fois plus que les terres à vocation d'élevage (F. Ordoñez, 2012). De son côté, Mondragón (2010) déclare que "la terre est aux mains de 2000 propriétaires: 500 familles qui ont plus de la moitié des terres enregistrées comme propriété privée".

La campagne colombienne comme celle de nombreux pays en voie de développement est une campagne sans grande technologie; en général, les paysans travaillent une terre qui ne leur appartient pas en échange d'un salaire. D'autres ont une petite terre qui leur fournit leur subsistance; un autre pourcentage de paysans parvient à avoir un peu plus de terre et reçoit conseil et appui de l'État pour leur production agricole, en particulier le café, un des principaux produits d'exportation du pays. Toutefois, la terre appartient pour sa plus grande part à quelques familles, à des entreprises nationales et étrangères.

Pour passer à d'autres secteurs productifs, l'industrie textile et des confections est également développée, ainsi que l'industrie manufacturière et de la bière, à une moindre échelle.

Le développement économique du pays s'appuie sur des chiffres qui seraient globalement positifs, mais le problème est que les exportations sont basées sur les matières premières. Jusqu'en octobre 2004, les exportations se montaient à 13.390 millions de dollars et les importations à 12.492

millions de dollars. Les ventes à l'étranger reposent principalement sur le pétrole, le ferronickel, le charbon, les confections, les produits chimiques et alimentaires.

Dans d'autres régions de la Colombie, nous trouvons les zones minières qui sont historiquement les zones d'extraction des richesses, comme l'or et l'argent, mais qui restent les plus pauvres du pays. Le charbon, le pétrole et les émeraudes représentent une autre source importante d'exploitation minière.

Le Plan National de Développement mis en place par le Président Santos (2010-2014) laisse aux mains des industries extractives, qui exploiteront 40 millions d'hectares, de grandes extensions de terres destinées au secteur minier, à l'extraction du pétrole, à la culture de la canne à sucre et du palmier à huile pour la production d'agrocarburants. Il reste évidemment bien peu pour les 12 millions de paysans qui travaillent la terre.

En 2014, la pauvreté du fait de ressources insuffisantes a affecté 77,3% de la population. Au niveau national, l'indice qui mesure la concentration des revenus (Gini) est de 0.52 pour 2001-2004, faisant du pays un des plus inégaux de la planète sur le plan socioéconomique.

Le modèle économique reste inchangé et le gouvernement a renforcé le néolibéralisme en signant le traité de libre-échange avec les États-Unis, en 2012. La Colombie conservera un taux de change flexible, sans restreindre les mouvements de capitaux, restera favorable à la spéculation financière, exportatrice de matières premières, avec un déficit fiscal de 2,5% du PIB, financé à 50% par les ressources externes, et avec des intérêts de 12.000 milliards de COP sur la dette externe. Dans ces conditions, la propriété et les revenus continueront d'être hautement concentrés sur 10% des foyers. (L. Sarmiento Anzola, 2004).

Il faut préciser que la croissance économique sur les 12 derniers mois 2004 a été le résultat de l'essor des exportations et de l'évolution des secteurs de la construction et du commerce. En 2005, la Colombie a bénéficié des prix internationaux élevés des produits de base, face à la réactivation de la croissance mondiale conduite par la Chine et les États-Unis, et en même temps a attiré les capitaux internationaux en quête de hauts rendements.

Entre 2003 et 2004, l'investissement étranger direct a crû de 47%. L'économie colombienne a reçu 2.600 millions de dollars d'investissements étrangers en 2004. L'industrie pétrolière et houillère sont devenues les plus grands bénéficiaires de l'investissement étranger.

En plus, les envois de devises par les "émigrants" colombiens restent élevés, puisque selon la Banque Interaméricaine de Développement, ils étaient estimés à 4.600 millions de dollars, en 2004 (une grande partie provenant du blanchiment de l'argent du trafic de stupéfiants). Les importations sont concentrées sur les véhicules, les matières premières et les machines industrielles.

La croissance de l'économie s'explique principalement par: la croissance de 12.1% de la construction, de 5.8% du commerce, de 4.4% de l'industrie et de 4% de l'agriculture.

En 2005, la dévaluation du dollar a affecté les exportations des producteurs de fleurs, de bananes et de textiles. La mise en marche du TLC sera la ruine de l'économie paysanne et de la petite et moyenne entreprise qui n'ont pas les moyens de concurrencer les produits importés, à moindre coût, des États-Unis.

En 2010, une analyse de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes a souligné que les exportations de la région "sont ancrées" aux ressources naturelles. En 2009, presque 40% des ventes portaient sur les matières premières contre 26.7% en 1999. Dans les pays miniers et surtout pétroliers, la proportion a dépassé 40%. (Libardo Sarmiento Anzola, 2004).

Dans le développement de l'économie colombienne, il y a des éléments importants à évaluer comme l'Accord de libre-échange avec les USA qui est entré en vigueur le 15 mai 2012. Ce traité est très critiqué par l'opposition car il place le commerce colombien en concurrence directe avec les États-Unis, pays beaucoup plus développé et qui octroie des subventions à ses agriculteurs, alors qu'en Colombie il n'y a pas de subventions et que le traité interdit expressément d'en accorder au secteur agricole colombien. Cela prendrait du temps d'analyser ce thème, toutefois nous avons des chiffres sur le caractère inadéquat de ce type de traités pour l'économie colombienne. Le sénateur de l'opposition Jorge Robledo l'a expliqué dans différents discours. Il établit un parallèle et fait un rappel historique de l'expérience mexicaine de ce type de traité et il démontre que le Mexique est actuellement dans une situation pire qu'au début du Traité de libre-échange avec ses voisins du nord. Pendant la présidence de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), a été signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) par les États-Unis, le Canada et Mexico. Actuellement, sur les 107 millions de Mexicains, 55 vivent dans un état déplorable de pauvreté et d'insalubrité. Le salaire minimum au Mexique est un des plus bas d'Amérique latine-147 USD par mois, alors qu'en Uruguay il est de 300, au Chili de 372 et en Argentine de 475 USD par mois. Au Mexique, le produit le plus affecté par l'accord de libre-échange a été le maïs. C'est la culture la plus importante en termes de volume de production, de nombre de producteurs et de superficie ensemencée, sans oublier que c'est l'aliment de base de toute la population. A présent, le Mexique est obligé d'importer 30% du maïs pour sa consommation interne, selon les statistiques officielles. Il est évident que dans la vie réelle les chiffres sont plus élevés. Et, il ne peut en être différemment, car les distributeurs transnationaux tels Cargill, Corn Products International, Archer Daniels, Minsa, Maseca, Ariancia et Midland contrôlent le marché du maïs au Mexique. Les petits cultivateurs de

mais qui 20 ans en arrière (avant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA) représentaient plus de 50% de la production nationale, ont pratiquement disparu, mettant ainsi un terme à la souveraineté alimentaire.

Pour en revenir à la Colombie, il y a une autre culture en essor et c'est celle du palmier à huile. Ce type de palmier est très recherché par les grands propriétaires terriens, et les cultures vivrières cèdent le pas aux biocarburants comme l'huile de palme, d'où un changement d'affectation des sols dont s'emparent les grandes entreprises et les grands propriétaires. Ceci a causé le déplacement de personnes et de petits groupes au niveau régional. Les régions les plus touchées sont l'Urabá du Choco et d'Antioquia, zones convoitées pour la plantation et la culture de ce palmier.

Une dernière précision pour comprendre un peu l'économie colombienne concerne la flexibilité du travail que le gouvernement permet aux grandes entreprises qui s'installent dans le pays. Ces dernières n'embauchent pas directement la main d'oeuvre, mais le font au travers de coopératives, intermédiaires entre les entreprises et les travailleurs. C'est une méthode très courante grâce à laquelle l'entreprise est exemptée de responsabilité, puisqu'elle a des accords avec un intermédiaire qui, à son tour, embauche la main d'oeuvre. De cette manière, l'ouvrier perçoit moins d'un salaire minimum, quelque 600.000 COP qui équivalent à 250 euros, et doit déduire de son "salaire" les cotisations santé et retraite. L'intermédiaire garde une bonne partie du montant du contrat. Aussi les ouvriers colombiens ont-ils un pouvoir d'achat très bas et n'ont-ils pas de pension vieillesse ou chômage garantie. Actuellement (2014), l'âge de la retraite est de 62 ans pour les hommes et de 57 pour les femmes. Quand termine ce type d'embauche, l'ouvrier n'a pas de subventions ou d'indemnité chômage pour survivre pendant qu'il cherche un nouvel emploi.

Toute cette situation découle de plusieurs raisons, la principale étant, selon nous, l'ouverture du pays au marché international et les exigences que cela implique. Pour y parvenir, il est nécessaire de développer les infrastructures nationales en construisant des ponts, des centrales hydroélectriques, des routes départementales et des aéroports. Les gouvernements successifs et les élites au pouvoir ont mis en oeuvre une politique d'expulsion rurale, afin de pouvoir réaliser les méga structures que le pays nécessite. Nous pouvons l'observer en procédant à une analyse des zones où se produisent les massacres et les déplacements qui coïncident exactement aux zones de mise en place de ces méga projets, comme la région du Pacifique colombien. C'est là qu'est en construction (modernisation et agrandissement) le port le plus grand de Colombie sur le Pacifique, qui draine 60% du fret du pays. Le port de Buenaventura a une situation privilégiée dans le contexte mondial et il est connecté à 215 ports de la planète. Suite à la construction de ce port, une violence sans précédents s'est déclenchée dans cette zone. L'évêque de Buenaventura, là où est en voie de

réalisation le projet de grande envergure, s'est prononcé à cet égard; -Monseigneur Héctor Epalza (HP) dans une interview pour une revue d'opinion colombienne, vous avez dit aussi que les quartiers en conflit coïncident avec ceux qui sont compris dans l'expansion portuaire ou avec ceux où se feront les mégas projets... Réponse de Monseigneur Héctor Epalza: *“Malheureusement, cette stratégie coïncide, dirions-nous, avec cette réalité. On veut faire des travaux monumentaux, mais parfois la population n'est pas prise en compte”*.

-Mais cette simple insinuation est très délicate... Réponse de Monseigneur H.E: *Oui, et c'est là qu'il faut enquêter pour savoir à fond ce qu'il y a derrière tout cela. Ce qui est certain, c'est que Buenaventura compte deux sociétés portuaires et une autre en construction. Et dans le cadre de cette expansion, certains terrains correspondent aux quartiers conflictuels comme le Lleras, où sera construite la jetée. Dans ces quartiers et secteurs, ont lieu des massacres et des assassinats collectifs* (Revue Semana, mars 2014).

En outre, ce déplacement catastrophique se produit aussi dans les régions les plus propices à la plantation et à la culture des agrocarburants. A cet égard, un journaliste intitulait son article sur Buenaventura *“Il semblerait que progrès et criminalité font la paire”*. Ce sont les grandes entreprises, nationales et/ou étrangères, qui ont les capitaux et la technologie pour développer ces cultures de palmiers à huile. Elles n'ont qu'à vider le monde rural de leurs habitants ancestraux pour mettre à exécution leurs projets, et c'est ce à quoi servent les paramilitaires. En ce sens, il y a des plaintes de différentes ONG qui ont trouvé et dénoncé des liens entre *certaines entreprises et le financement du paramilitarisme, ainsi que le constate une coupure de presse: Le rapport connecte Prodeco et Drummond aux 'paras': “Des organisations environnementales et en faveur des droits de l'homme ont présenté à Berlin le rapport intitulé “Le face cachée du charbon” qui dénonce la relation entre les paramilitaires colombiens et les entreprises minières Prodeco et Drummond qui fournissent le charbon à certains pays européens. En se basant sur les témoignages d'ex-commandants paramilitaires, entrepreneurs et anciens employés, l'organisation hollandaise PAX, chargée de l'étude, a assuré que tant Drummond, basée aux États-Unis, que Prodeco, filiale d'une entreprise suisse, ont financé les paramilitaires colombiens entre 1996 et 2006, durant les conflits avec la guérilla. Les entreprises minières ont profité de cette collaboration jusqu'à ce jour et les paramilitaires ont expulsé des dizaines de milliers d'habitants de la zone minière du Cesar, a relaté Marianne Moor de PAX dans une conférence de presse convoquée par l'organisation environnementale Urgewald et par l'association des droits de l'homme Power Shift”*. (<http://www.semana.com/nacion/articulo/informe-relaciona-paras-con-drummond-prodeco/393408-3>).

Parmi les mégas projets développés pour se conformer à ces exigences, on compte:

- Le canal sec Atlantique-Pacifique, les interconnexions avec le chemin de fer Medellín-Buenaventura et les routes du Pacifique à Medellín et Pereira;
- La voie Urabá-Maracaibo (Venezuela);
- Le barrage hydroélectrique d'Ituango dans le Nudo de Paramillo;
- L'autoroute du Llano qui rejoindrait la route Marginal de la Selva pour mettre en communication terrestre les frontières vénézuélienne et équatorienne;
- Dans le Magdalena Medio: la voie du Magdalena, la Troncal de la paz, zone franche industrielle, fluviale, technologique et environnementale et un pont allant de Barrancabermeja à Yondó.

La carte de Colombie du déplacement forcé montre clairement que les zones d'où sont le plus expulsés les Colombiens par la violence sont celles qui ont une plus grande valeur stratégique, en particulier celles qui sont situées là où se trouvent les méga projets. Le déplacement forcé, plus qu'un effet de la guerre et de la violence que vit le pays, est le produit de ses stratégies et dynamiques (Zulúaga, 2004).

Nous avons pu observer comment le développement de l'économie colombienne est conforme aux exigences de l'ouverture au marché international et de la mondialisation. Tout ceci passe par la possession des terres par de grandes entreprises nationales et étrangères, ou par des propriétaires terriens et des familles colombiennes dominantes. Pour acquérir les terres, ces groupes ont recours à n'importe quelle stratégie légale ou illégale pour parvenir à leurs fins.

Le paramilitarisme a été une des stratégies utilisées pour la dépossession des terres, en plus d'être un mécanisme contre-insurrectionnel. De cette manière, s'est mise en place pendant des années la possession des terres. Certains auteurs parlent de contre-réforme agraire en Colombie, pays où les élites ont eu recours à tous les types de stratégies pour se perpétuer à tout prix au pouvoir.

Le recours à la violence pour le contrôle de la population, nous le voyons actuellement. Mais l'histoire se répète. En 1928, a eu lieu le massacre des bananeraies, un des événements les plus terrifiants. L'armée nationale, afin de mettre fin à une grève des ouvriers de la United Fruit Company, dans l'agglomération de Ciénaga, Magdalena, a ouvert le feu contre un nombre non précisé de travailleurs. A la fin de cet épisode dantesque, le gouvernement de Miguel Abadía Méndez annonça officiellement que les troubles de Ciénaga avaient causé 13 morts et 19 blessés. Mais les commissions d'enquête, comme celle dirigée par Jorge Eliécer Gaitán, en représentation du Congrès de la République, découvrirent des fosses communes, et l'on croit que le nombre des

victimes fut supérieur à 1500. Ce fut le massacre de travailleurs le plus grave de toute l'histoire du pays.

A cette époque, le leader Jorge Eliécer Gaitán débattit de cet épisode au sein du Congrès et dénonça le gouvernement colombien en le traitant de “marionnette du capitalisme américain qui tue ses propres citoyens au bénéfice d'investisseurs étrangers”.

Comme nous pouvons le constater, la situation n'a pas du tout changé et les populations doivent se déplacer pour préserver leurs vies, mais y perdent leurs biens. Les points de chute de ces personnes déplacées, les territoires de réimplantation, sont marqués par la pauvreté, la précarité, l'informalité et l'exclusion urbaines. Et si nous ajoutons à cela un autre facteur qui affecte de nombreux déplacés, le fait d'être Afro complique encore plus la situation. C'est un facteur qui accroît les inégalités d'un vaste groupe de personnes, comme nous le verrons plus avant.

3.2. ÊTRE AFRO EN COLOMBIE

Il nous semble important de jeter un coup d'oeil sur la population afro-colombienne, à cause de la marginalité dans laquelle vit la majorité de ses membres. Bien que représentant un pourcentage limité de la population colombienne, ils sont les plus affectés par le déplacement forcé, comme nous le montrons ci-dessous.

Le paragraphe qui suit sera basé, avec son autorisation, sur un travail réalisé par l'anthropologue Lina Garcia, dans la ville de Medellín. (*Memoria y prácticas culturales de la población afro-colombiana de las comunas 8 y 9 de Medellín, 2009*).

Être afro-descendant dans un pays où une loi sur l'immigration prétendait “améliorer les conditions ethniques”, n'est pas chose aisée. Ce pays métis était condamné au retard, le sang noir constituait une “tare” pour les élites et leur appartenance à la nation colombienne était une honte pour beaucoup d'entre elles. Et elles prétendirent opérer un blanchissement.

Dans le cas d'Antioquia, depuis le XIX^e siècle, le projet de civilisation promu par les élites visait à instaurer une société “blanche”, observant la tradition et les préceptes moraux catholiques. En conséquence, le “blanchissement” de la population et de la culture a été la stratégie imposée pour unifier les “races” et en terminer avec l'hétérogénéité, puisque: “l'instauration d'une représentation d'elle-même comme une civilisation supérieure impliquait une dépossession violente de l'histoire, de la culture et de l'identité de l'autre”. (Rojas, 2001, p. 111).

A cet égard, Peter Wade montre que la civilisation et le progrès s'appuyèrent sur des représentations "blanches", occultées par un discours démocratique sur le métissage derrière lequel *"est présent le discours hiérarchique du blanchissement qui souligne la différence raciale et culturelle, en valorisant le blanc et méprisant le nègre et l'indigène"* (Wade, 1997, p. 50).

Le département du Chocó est habité, pour un pourcentage élevé, par une population noire qui y puise son identité ethnique et territoriale. Elle a été amenée à cette région pour la peupler car il n'y avait pas d'indiens dans la zone pour extraire l'or. Voici un fragment du texte de la charte de Nóvita, écrite en 1590: *"...il n'y a pas d'autre moyen pour extraire un trésor aussi grand que celui du Chocó que celui de le peupler de noirs capturés dans les colonies qui, bien qu'esclaves, devront être affectés aux métaux, constituer des villages, ce qui sera extrêmement bénéfique, sans que personne ne soit lésé, et utile à tous"*.

Cette population a migré pour différents motifs, l'un d'eux étant le déplacement forcé. Les communautés afro-descendantes sont celles qui ont le taux de déplacement le plus élevé, équivalant à presque un quart de la population déplacée en Colombie (CODHES, 2008) dont 98% vit dans des conditions d'extrême pauvreté. N'oublions pas que l'enquête de vérification réalisée en 2010 par la Commission de suivi, a indiqué que 22,5% de la population déplacée est afro-colombienne et que 6.7% est indigène. C'est une proportion très élevée par rapport à la population totale, car selon le recensement 2005 réalisé par le DANE: 10.6% de la population colombienne sont Afros; 3.4% indigènes; 49% métis et 37% de blancs. Ceci nous montre que les afros et les indigènes sont les plus affectés par le déplacement forcé.

Les territoires ancestraux focalisent aujourd'hui l'attention des intérêts nationaux et multinationaux qui sont conscients des richesses minérales et naturelles ou des avantages géostratégiques; les communautés sont disputées comme bases d'appui et ne connaissent de l'État que sa présence répressive et non pas sociale. Pour ces populations, l'idée d'un retour à la terre est lointaine, face à la réappropriation du territoire par les groupes armés et les multinationales. Un grand nombre de déplacé(e)s afro-colombiens est dépourvu de titres de propriété, puisque leurs formes d'appropriation répondent à des dynamiques traditionnelles d'héritage familial par occupation prolongée. En outre, ce n'est qu'à partir de la promulgation de la loi 70 de 1993 que le territoire afro-colombien du Pacifique a cessé de figurer comme une "terre en friches". (García, L., 2009).

La reconnaissance des droits fondamentaux des peuples indigènes et de la population noire ou afro-colombienne, a généré depuis 1991, conformément aux préceptes de la Constitution politique de 1991, une rénovation du discours tant dans les communautés indigènes et noires ou afro-colombiennes qu'au niveau des propositions gouvernementales. La loi 70 de 1993, déjà citée, le

confirme puisqu'elle reconnaît et réglemente le droit à la propriété collective des communautés noires. Dans son article premier, cette loi dispose:

Article 1: La présente loi a pour objet de reconnaître aux communautés noires qui ont occupé des terres en friches dans les zones rurales riveraines des bassins du Pacifique, conformément à leurs pratiques traditionnelles de production, le droit à la propriété collective, en vertu des dispositions des articles suivants. De même, elle tend à établir des mécanismes de protection de l'identité culturelle et des droits des communautés noires colombiennes en tant que groupe ethnique et à encourager leur développement économique et social, afin de garantir que ces communautés obtiennent des conditions réelles d'égalité de chance face au reste de la société colombienne. [...cette loi s'appliquera aussi aux terrains vacants, ruraux et riverains qui ont été occupés par des communautés noires qui auraient des pratiques traditionnelles de production dans d'autres zones du pays et rempliraient les conditions fixées par la présente loi].

Comme nous pouvons l'observer, les dispositions mêmes de la loi circonscrivent la population noire à des régions préétablies et à l'observation de certaines conditions pour lui octroyer ce qui appartient aux communautés noires depuis les temps ancestraux.

Initialement ces populations étaient surtout situées dans les zones rurales, mais à présent il y a eu un grand exode vers la zone urbaine pour cause de déplacement forcé, depuis la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle ou pour chercher de meilleures options professionnelles. De cette manière, "le déplacement forcé s'ajoute à la longue chaîne de violations subies par les groupes sociaux afro-colombiens qui ont été laissés en marge des bénéfices de l'économie et du "développement". Il est important de mentionner que les communautés noires de Colombie sont distinctes les unes des autres, ont des coutumes et des langues particulières: les afro-colombiens sont ceux qui déclarent descendre d'Africains de l'époque de la colonie; les palenqueros sont les habitants de la circonscription de San Basilio de Palenque située dans la municipalité de Mahates, dans le département du Bolivar, et ils représentent une forme de résistance culturelle anti-coloniale apparue aux XVII^e et XVIII^e siècles; et enfin, les "raizales" sont des insulaires originaires des îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, descendants métis de l'union entre Européens, principalement Anglais, Hollandais et Espagnols (Plan national de développement des communautés noires, afro-colombiennes, palenqueras et raizales, cit. par Garcia L.).

Dans le cas concret de Medellín, des travaux comme ceux de Wade (1987, 1993 et 1997) sont un référent pour la compréhension de la configuration de l'ordre racial, les processus de conformation d'identités, les dynamiques du peuplement noir et la ségrégation spatiale dans la ville. La territorialité des communautés afro-colombiennes se débat entre les contextes urbains où elles

réclament la possibilité d'exister et les contextes ruraux d'occupation territoriale traditionnelle. Surgit une problématique que doivent affronter les groupes ethniques et elle concerne l'assimilation de l'ethnique au rural, en ce sens que les groupes de population ethnique qui s'urbanise, souvent grâce au conflit armé, semblent perdre leur ethnicité et se muer en déplacés ou en autres catégories. Et ainsi, à la ville, ils doivent faire face à la discrimination ethnique, de genre et de classe sociale. Ceci donne lieu à une lutte additionnelle: la réclamation de leur identité culturelle. Immergés dans le tissu urbain pour cause d'abandon de leur territoire rural, ils affrontent la tâche de conserver leur identité culturelle. Ils livrent cette bataille en milieu urbain où, bien que le facteur ethnique passe au second plan dans la lutte pour la survie, on note un mélange de pratiques et discours de multiples origines, mais il s'agit de conserver ses coutumes et pratiques culturelles.

Malgré cela, on continue de penser que l'habitant noir des villes est un immigrant, quelqu'un qui vient du dehors, un citoyen en cours d'intégration en milieu urbain, qui apporte un capital culturel d'ailleurs, et ceci occulte les apports des communautés afro à la construction même de la ville.

Les conditions précaires dans lesquelles habitent les hommes et les femmes déplacés, leur origine rurale et le stigmate d'avoir été dépossédés de tout, rend difficile l'insertion des communautés afro dans la vie urbaine.

Ces circonstances qui s'ajoutent à la peur secrétée par la violence fixent les habitants sur leurs nouveaux territoires urbains.

Généralement, les Afro-colombiens manquent de garanties pour mener une vie digne en milieu urbain, car leurs habitudes de subsistance leur viennent du milieu rural. A cela, il convient d'ajouter la discrimination professionnelle et la subordination de leurs femmes: "*Ils nous méprisent parce que nous sommes noirs, ils ne nous donnent aucune option, nous voient comme des animaux, parce que leur mentalité sur nous n'a pas changé*". Tel est le commentaire d'un habitant afro de la communauté *Esfuerzos de Paz II*. Quelque temps après le déplacement, après l'occupation du lieu, quand on est qualifié d'indésirable ou ce qui est pire d'invisible, comment peut-on, dans le cas des communautés afro-colombiennes, reconstruire un chez soi quand on n'est qu'un numéro pour les politiques publiques, quand on est connu comme objet d'investissement, et quand on ne nous concède une place que contre certification qui valide la condition de déplacé(e). Quels territoires peuvent être construits si la seule certitude possible est l'incertitude?

Avec la population de *Esfuerzos de Paz*, nous voyons des cas concrets du vécu par certains habitants. *En général, nous pouvons voir que plus de 80% de la communauté est afro, ainsi que l'affirme Leidy Jhojana Nagles dans son travail de fin de licence (2012), réalisé dans la communauté Esfuerzos de paz II. Lors d'une conversation avec Jesus (leader de cette communauté et participant à ce travail comme informateur), il commente les motifs pour lesquels ce sont surtout*

les Afros qui le cherchaient pour lui demander un terrain, mais qu'il ne refusait pas l'espace aux non-Afro qui le lui demandaient. Jesus commente que la population afro-descendante est celle qui en a le plus besoin, car à la ville, ce sont les plus discriminés pour obtenir un logement en location. "Ils doivent chercher des gens comme eux", pour les aider à trouver un logement, c'est pour cela que sont arrivés ici davantage d'Afros. Jesus dit aussi: "Nous nous aidons et sommes plus enracinés dans nos coutumes que les non-Afros, et nous ne voulons pas être éloignés de notre "race". L'Afro ne renonce pas si facilement. Pour confirmer ce que dit Jesus, il nous raconte que lorsque la municipalité est venue proposer l'expulsion contre une location⁵, presque aucun Afro ne l'a acceptée, alors que presque tous les non-Afros l'ont fait, et c'est pour ce motif que la grande majorité de la communauté Esfuerzos de Paz II est composée de familles afro-descendantes".

Comme nous l'avons déjà mentionné, les communautés afro déplacées qui habitent en ville se trouvent dans des situations d'exclusion sociale, au fur et à mesure que l'inégalité économique s'accroît. "La pauvreté et l'inégalité sont le produit d'une mauvaise répartition des ressources économiques. La pauvreté se réfère à la rareté ou à l'absence des ressources qui permettent la satisfaction des besoins de base et l'accès aux moyens requis pour le développement de l'activité humaine" (Jelin, 2001). Même si la pauvreté n'équivaut pas à l'exclusion, l'une contribue à l'existence de l'autre (Villamizar, 2009). Nous ne pouvons pas parler d'exclusion sociale sans nous référer à ce qu'Escobar emprunte à Frazer, c'est-à-dire que l'exclusion concerne la justice sociale; des sociétés ne garantissent pas l'équité pour cause d'inexistence des conditions qui rendent possible une interaction de tous les membres présentant les mêmes potentialités. Cette situation peut découler sur le plan conceptuel de deux grandes causes: la mauvaise distribution des ressources matérielles et le manque de reconnaissance. (Escobar citant Frazer, 2003).

Les déplacés de souche africaine ne se poseront pas toutes ces questions, mais tel est le sentiment et la vie quotidienne de ces personnes afro qui habitent, en l'occurrence, la Colombie. Bien qu'étant colombiennes, elles se sentent discriminées en milieu urbain, même si elles y ont toujours vécu à leur manière ethnique. Et, pour se tirer d'affaire, pouvoir s'adapter et s'insérer dans la communauté, elles maintiennent leur identité ethnique par différentes activités.

Desormais, nous allons voir comment les communautés afro-colombiennes qui habitent ces implantations se sont appropriées ces espaces, la manière dont elles ont construit le territoire en lui imprimant leur marque propre au travers de leurs pratiques quotidiennes, la mise en oeuvre de stratégies pour la survie économique et leur manière d'entrer en relations avec les autres.

⁵ La municipalité propose à ceux qui vivent sur un terrain d'invasion de payer le loyer d'une maison pour qu'ils abandonnent le ranch d'invasion et aillent vivre dans la nouvelle maison.

Mais habiter ces territoires, ces implantations, est une autre forme de discrimination, parce que si tu y vis, tu es noir, déplacé, pauvre et habites des quartiers périphériques, marginaux, dangereux, des zones à haut risque, que, tout ceci a son importance au moment de chercher un emploi, de prétendre bénéficier d'un service à domicile ou d'élargir ton cercle social. Ces quartiers et qui les habite, sont pour l'autre ville des invisibles, des gens qui n'existent pas.

Un des éléments qui caractérise la population afro dans son quartier est son rassemblement autour de points névralgiques, autour de référents qui ont permis la construction de son identité. C'est ainsi qu'on connaît, en particulier, certains sites importants comme "La cancha de Tavo", le terminus de microbus installé à l'entrée de l'implantation, les billards et dancings de l'entrée, le terrain del Pacifico ou le collège CEDEPRO. Il faut aussi souligner dans cette culture l'énergie de la femme afro et son allant pour réclamer ses droits, en particulier l'eau et l'éducation. La construction des ranchs a été un acte de résistance puisque la police venait les démolir, et eux la nuit les reconstruisaient. Ils ont alors commencé leurs constructions dans la partie la plus élevée et éloignée, parce qu'ainsi la police peinait davantage pour aller les démolir. Quelques-uns, comme dans leur village natal pour échapper aux crues, ont même construit sur des souches en bois, pour éviter ainsi le contact avec la terre humide.

Les maisons sont en bois rustique, avec peu de décorations et des espaces séparés par des rideaux en toile, avec aux murs les photos des parents généralement absents. Ces photos sont souvent directement collées et, dans d'autres cas, sont encadrées ou dans des porte-photos.

Les salles des maisons, quand elles existent, deviennent des salons de coiffure, des points de vente de vivres ou une pièce supplémentaire si plusieurs familles cohabitent. Les cuisines des Afros sont des lieux de rencontre et les marmites bien propres et brillantes occupent le devant de la scène. C'est une tradition campagnarde, selon le rapport "Memoria y Prácticas de la población afro-colombiana", de L. Garcia, qui rappelle que les femmes avec une cuisine nickel passent pour propres, actives, aptes à élever les enfants et à s'occuper du mari. C'est un plaisir pour elles qu'on admire leur cuisine. Mais cela tend à disparaître à cause des nouvelles occupations de la femme qui travaille en dehors de la maison pour pourvoir à ses besoins, le pourvoyeur mâle faisant souvent défaut.

Les maisons des familles afro sont des maisons aux portes ouvertes où on cuisine, on converse, on danse, on reçoit la famille et les amis. Les maisons sont décorées extérieurement avec des plantes mises dans des pots improvisés dans les couloirs qui longent la maison.

La gastronomie afro est une de leurs manières de conserver des racines culturelles, avec des produits typiques de la région dont commande est passée aux amis ou proches qui voyagent. Ils sont cuits sur des foyers de fortune en dehors de la maison. Au Chocó, les hommes comme les femmes savent les préparer. Les hommes préparent la nourriture dans la montagne où ils chassent plusieurs jours d'affilée, pêchent ou coupent des arbres.

Dans les maisons du Chocó, on cuisine certains plats comme la soupe au fromage (potages avec des morceaux de bananes vertes et de fromage de la côte, ou des pâtes avec du fromage), patacón (banane verte pilée et frite), riz "clavao" ou "arrecho" (riz avec fromage et saucisse ou chorizo, thon et vermicelle) et sancocho de poisson, avec des variantes de préparation selon la région d'origine.

Pendant la semaine sainte qui, en Colombie, est une semaine de repos complet pour les étudiants, chez les habitantes du Chocó, dans la région d'Acandí, on prépare un ragoût de poisson au coco, accompagné de riz, de petits haricots noirs, de danses (chica) et de sucreries. A partir de 5 heures du matin, on allume le foyer et on offre à manger à tout arrivant. Le poisson est un plat très apprécié par la culture afro, mais à la ville, selon eux, il n'est pas aussi bon que le poisson frit du Chocó. En plus, il faut l'acheter, alors que là-bas, on le pêche.

La rivière est présente dans la mémoire de la majorité des Afros qui viennent du Chocó. Autour de la rivière convergent beaucoup d'activités sociales. Les femmes se réunissent près de la rivière pour cuisiner, laver leur linge, converser et se baigner. Les hommes s'y livrent à la pêche ou à des activités minières, ce que les femmes font aussi. Dans la communauté *Esfuerzos de Paz*, au début quand ils n'avaient pas d'eau et devaient aller la chercher à la naissance du torrent, ils évoquaient les jours passés près des rivières du Chocó. Près du torrent "La Castro", ils se réunissaient pour laver leur linge, se baigner et parler.

Plantes médicinales et jardins potagers: c'est une coutume et une tradition des familles afro, surtout pour les femmes qui utilisent les plantes médicinales afin de soulager différents maux, tant corporels que spirituels. Ils disposent d'une grande variété de plantes qu'ils peuvent cultiver dans des espaces restreints, des plantes pour condimenter les aliments, donner du goût au poisson, préparer leurs boissons aromatiques, mais aussi pour leurs traitements, pour éliminer les parasites intestinaux, soulager les maux de tête ou pour préparer les femmes à l'accouchement.

C'est une tradition ancestrale qui se transmet oralement de génération en génération. Dans la communauté, c'est évident car tant les vieilles femmes que les jeunes connaissent les secrets des plantes médicinales. Dans certains cas, elles les cultivent et, sinon, elles les achètent sur les places du marché.

C'est une manière de conserver leur culture et leurs pratiques. La transmission orale est une tâche qui revient traditionnellement à la femme afro.

Toutefois, l'homme a plus de prestige que la femme au moment du maniement de ces plantes médicinales. "Il existe un précieux savoir, car les pratiques curatives sont très enracinées, on fait constamment référence aux personnes qui savent soigner, hommes comme femmes, quoique compte tenu des rôles interprétés, le savoir de l'homme semble avoir plus de prestige que celui des femmes, puisque le soigneur (curandero), comme ils l'appellent, a un don, les esprits l'accompagnent et il est davantage respecté, alors que le savoir des femmes tourne autour des plantes et de leurs bénéfices et parfois on les appelle sorcières au sens péjoratif et on va même jusqu'à les craindre" (*Memoria y prácticas culturales*, 2009).

Dans cette communauté, nous observons que les habitants cultivent encore leurs plantes pour la consommation familiale ou les échangent avec voisins et amis. Pour ce motif, sur les bords du ruisseau qui traverse l'implantation ou derrière les maisons, nous pouvons voir de petites cultures, entre autres, de banane plantain, maïs et haricots.

Les liens de parenté: chez les Afros, il est très commun de trouver différents groupes familiaux qui habitent le secteur, et nous trouvons aussi des unités domestiques où cohabitent plusieurs générations. La raison en est qu'ils vivaient de cette manière à la campagne et que lorsqu'ils ont été déplacés à la ville, ils vont tous au même endroit, montrant leur solidarité avec leurs parents. Ils se retrouvent aussi avec des parents qui habitent d'autres quartiers de la ville et ils sont en contact permanent par des visites, des appels téléphoniques et de petites réunions pour fêter les événements familiaux comme, entre autres, les anniversaires, premières communions et Noël. Une de ces familles, en particulier, est formée du père, de la mère, d'une tante côté maternel, de trois filles de la même mère et d'un fils d'une autre épouse qui ne vit pas dans la communauté. Ces familles afro essaient de maintenir un lien avec les parents restés sur le lieu d'origine qui, s'ils en ont l'occasion, voyagent à la ville pour apporter des objets et des produits de la région qui aident à conserver les coutumes et alimentent la nostalgie de la terre perdue.

Religiosité: nous verrons ici l'appropriation territoriale des espaces telle qu'elle est opérée dans ces implantations par les noirs de souche africaine, au moyen de la réinterprétation de leurs pratiques mortuaires. Les rituels funéraires ont une grande importance dans la vie des Afro-Colombiens, hommes et femmes, en milieu rural, car ils montrent le syncrétisme de leurs croyances religieuses, mélange de catholicisme espagnol et de sainteté africaine. Toutefois, dans les contextes urbains, les rituels funéraires sont accompagnés de chants et cessent souvent d'être pratiqués pour des questions

de prestige social et de confrontation avec les mentalités “modernes”. Mais ils sont transmis aux nouvelles générations de bouche à oreille comme partie de leur mémoire culturelle.

“Chigualo” ou “guali” est le nom du rituel pour la veillée funèbre d’un petit enfant. Il est célébré pour les moins de 7 ans qui, en mourant, deviennent de petits anges. Pendant le chigualo, on chante, on prie (ce qui exclut la “neuvaine” pour l’enfant comme pour l’adulte) pour fêter l’ascension au ciel du petit ange (Orozco, 2007).

Dans ces rituels, on utilise les “arrullos” (cantiques pour égayer le moment) pour les moins de 7 ans et les “alabaos” qui sont des cantiques qui parlent de la nature et de la vie quotidienne. Ces derniers sont chantés dans les veillées funèbres d’adultes, demandant leur repos et qu’ils laissent les vivants en paix.

“(…) C’est ce qu’a dit le tatou en montant par une liane, que si les chiens me rejoignent, ce sera parce que je marche mal (…)” (Fragment du cantique “El armadillo”. Région Alto Baudó).

Veillées chantées, “alabaos”, “gualies”, ne se voient presque jamais, sauf dans certaines maisons du quartier où nous avons presque tous la peau mate, mais presque jamais au siège des compagnies de pompes funèbres. Les “alabaos” sont tristes, alors que les “gualies” sont une fête où on joue et on chante, l’enfant mort passant de main en main.

Comme nous le voyons, ces traditions se maintiennent en ville et font partie de la résistance afro pour le maintien de son identité et de sa culture dans une ville qui tend à les rendre invisibles et à mimétiser ces rituels.

La musique: les pratiques musicales sont fortement liées à la danse. Reprendre la danse et la fête dans les communautés afro-colombiennes équivaut à retrouver son esprit ancestral, le lien avec le corps qui évoque le mouvement, la guérison, la rencontre au-delà de la simple distraction et des loisirs. Les musiques “profanes” ou celles interprétées pour la danse et la célébration requièrent des instruments et des voix. Pour leur donner de l’ampleur, on utilise un ensemble instrumental caractéristique du Chocó appelé “chirimía” et au sud du littoral, l’ensemble de marimba (Memoria y prácticas culturales de la cultura afro, 2009).

La “chirimía” (Quibdó, Itsmina et Andagoya) remonte au début du XIX^e siècle lors de la migration de mulâtres pour étudier en Europe.

Dans la culture afro, la musique et le mouvement, on l’a dans les veines. Leur rythme est inné pour la danse. Les weekends sont toujours festifs, ils sortent les hauts-parleurs sur le trottoir pour que

tout le secteur entend la musique. Ils trouvent toujours un motif pour écouter leurs cantiques et leurs histoires.

Économie: la culture économique afro est surtout liée aux travaux domestiques, à l'alimentation, aux soins des enfants et à la culture de certaines plantes. La préparation et la vente d'aliments sur la voie publique, dans des points de vente improvisés, est un élément important de l'économie et de la tradition culturelle des familles déplacées. Les femmes s'adonnent aussi aux travaux domestiques, au soin des enfants et à l'entretien des maisons. Les hommes trouvent habituellement un emploi dans la construction et dans les ventes ambulantes. Dans ces ventes sur la voie publique, ils recommandent les produits de la région, comme le poisson frit, les beignets au fromage, les pâtés à base de viande ou les viandes à la broche. Ils affichent leur savoir faire culinaire et leurs saveurs.

La coiffure: autre forme de manifestation afro, le port des cheveux et les coupes. Savoir les faire est devenu une forme de subsistance, surtout à cause des jeunes qui se font couper les cheveux à ras, et y dessinent des figures, des marques de chaussure, des toiles d'araignée etc., ce qu'ils appellent "muecas".

Les femmes apprennent à tisser les cheveux. C'est très apprécié et pas à la portée de tout le monde. Pour celles qui savent le faire, c'est une manière d'améliorer leurs revenus. Pour cette raison, avoir un salon de coiffure dans le quartier ou au centre-ville est le rêve de nombreuses femmes.

Les salles de rumba: hommes et femmes afro-colombiens disent qu'ils ont la musique et la danse « dans le sang ». Pour eux, le lieu le plus emblématique de l'enclave est la salle de rumba où l'on danse et tisse des liens, chaque weekend. Cette activité est associée à la consommation d'alcool. Les jeunes, grâce à la danse, ont un moyen de subsistance. En effet, ils montent des groupes de danse et de chorégraphies pour faire des représentations et enseigner aux autres jeunes les rythmes musicaux et la danse. Les femmes participent peu à ces groupes et, quand elles le font, elles apportent une note esthétique.

Le jeu dans ces communautés est une autre forme d'intégration. Aux tables des tripots, dans un bar quelconque, aux portes des maisons, dans les jardins et jusque sur les trottoirs, arrivent toutes les informations et racontars du quartier. On joue habituellement au poker ou au rami de petites quantités d'argent. Il y a toutefois une modalité qu'on appelle "fierros" réservée à quelques-uns, car on mise au minimum 200.000 pesos (80 euros) ce qui est une jolie somme si nous la comparons au salaire minimum de l'ordre de 600.000 pesos (240 euros). C'est un tiers du salaire.

L'associatif: à cet égard, on peut noter dans cette communauté le rôle important de la femme comme promotrice et comme participante aux associations, mais nous nous rendons compte aussi du machisme ambiant. Bien que les femmes décident de la conformation des groupes et au conseil d'action communale, ce ne sont pas elles qui occupent les postes de direction. De même, nous pouvons observer la solidarité au sein de la communauté pour aider les voisins et les membres de la famille. Normalement, quand meurt quelqu'un dans la communauté et que sa famille n'a pas de ressources pour payer les frais funéraires, les voisins se chargent de collecter l'argent ou de trouver d'autres sources, afin de fournir à la famille dans le besoin de quoi couvrir ses frais.

Ces liens de fraternité sont particulièrement évidents dans le processus de peuplement. Face à une situation de déplacement, les membres d'une même famille et les amis s'unissent pour construire une maison, cherchant ensemble l'espace disponible, les matériaux et participent à la construction. La solidarité à l'égard de quelqu'un qui n'a rien à donner à manger à ses enfants, pour les soins aux enfants, maladie ou autres, est évidente en cas de besoin.

Relations de dépendance chez les Afros: s'il y a quelque chose de notable dans la population afro, c'est la gestion de l'argent. Même si ce sont les femmes qui apportent l'argent à la maison, puisque ce sont elles qui ont le plus de possibilités de trouver un emploi, elles doivent le remettre à leur époux, et c'est lui qui décide des dépenses et de l'affectation des sommes. Si une femme afro refuse de remettre l'argent à son époux, elle est victime de mauvais traitements. Les hommes argumentent que les femmes n'ont pas besoin d'argent, et que si elles l'ont, c'est pour le donner à leur bien-aimé. De leur côté, les femmes afro disent que les hommes n'aiment pas travailler, qu'ils sont peu courageux et plus à l'aise dans les bars et tripots, dans l'attente que la femme leur apporte l'argent. Dans les relations de couple de la communauté, on tolère sans récriminations qu'un homme ait plusieurs femmes, mais la femme ne peut avoir plus d'un compagnon et ne peut être infidèle, sous peine d'exclusion et de réprimandes.

Pour les femmes, les hommes afro sont "*des machistes cogneurs, des ivrognes et des paresseux*". Pour les hommes, les femmes sont "*infidèles, fêtardes, grossières et travailleuses*".

Au sein de la communauté, les hommes n'ont aucun type d'activités. Ce sont les femmes qui travaillent, s'occupent des enfants et tiennent la maison en ordre. Si un homme accomplissait les tâches ménagères, il serait qualifié par les autres hommes et femmes d'ensorcelé ou catalogué comme manquant de caractère. Pour cela, l'homme afro appartient à la rue, au public, alors que la femme appartient à la sphère de la maison, du privé.

Dans ces communautés afros, très proches de la culture des Caraïbes, les femmes sont chefs de famille et gèrent l'économie du foyer. S'il y a un homme au foyer, c'est un simple spectateur qui peut arriver à participer aux décisions, surtout par l'usage de la force.

Les femmes de la communauté semblent s'estimer bien peu. Elles se sentent méprisées et rabaissées par les tâches qu'elles accomplissent dans une société qui les respecte peu. Les hommes ont pour coutume de partir avec d'autres femmes et d'abandonner le foyer, mais ils reviennent rapidement, et elles les reçoivent comme si rien ne s'était passé. Elles prétendent que tout cela est normal et que, quand ils reviennent, ils sont plus affectueux.

En général, la population afro-colombienne a été discriminée et elle l'est toujours. Elle tente de surmonter cette discrimination par une lutte pour la reconnaissance. Mais elle a une mauvaise mémoire qui tente d'oublier les rigueurs du passé et, parfois, elle ne se souvient pas des luttes pour les revendications qu'elle a dû livrer et pense pouvoir effacer certains éléments pour construire une solidarité avec autrui.

Il y a des mémoires de luttes symboliques des Afros-Colombiens pour leur reconnaissance et acceptation par leurs nouveaux voisins, qui sont mises sous l'éteignoir. Il y a des histoires de luttes gagnées par les Afros pour plus d'équité sociale.

La population noire était considérée comme faisant partie de la population métis, comme un groupe qui a perdu sa tradition et a été mélangé (Wade, 1996). Toutefois, à partir de la Constitution de 1991, elle obtient sa reconnaissance comme groupe ethnique et, par la loi 70 de 1993, le droit à la propriété collective. Mais cette population noire continue son processus d'homogénéisation, et sont passées sous silence les différentes manières d'être, de sentir et de penser. Comme le dirait Axel Rojas (2004, 35-52) "depuis la seconde moitié du XX^e siècle, le discours est passé du terme noir à descendant d'Africain, et cette population est devenue visible". Et il laisse cette question en suspens: "Reste à savoir si les 70% de noirs qui vivent en zone urbaine peuvent se reconnaître dans la définition des communautés noires introduite par la loi 70 de 1993; s'il existe dans sa mémoire une trace de l'Afrique ou de l'esclavage, deux éléments constitutifs qui occultent les différences entre communautés noires".

La société colombienne devrait donc décoloniser et décoloniser impliquerait de comprendre la complexité des relations et subordinations qui s'exercent sur ceux et celles considérés comme différents. Les revendications ethniques suggèrent la décolonisation face à la négation identitaire, culturelle et à la réduction de l'autoestime.

Ce n'est qu'à partir de la Constitution de 1991 que la Colombie a déclaré être un pays multiethnique et multiculturel. Elle incite les personnes de souche africaine à se reconnaître et à être reconnues comme interlocuteurs valables dans un dialogue interculturel.

Toutefois, ce qui pourrait être considéré comme des réminiscences de la période coloniale reste vivace dans l'imaginaire social et maintient inchangées les relations de genre, selon la couleur de la "race", instaurées pendant l'esclavage.

La production académique devrait aussi réserver des espaces pour que les Afros-Colombiens, hommes et femmes, puissent se raconter, parler de la reconnaissance de leurs territoires, de leurs pratiques culturelles, de leurs manières de concevoir et d'habiter la ville.

“La reconnaissance de l'identité culturelle est fondamentale pour la promotion de la participation et de la démarginalisation sociale et politique des communautés africaines pour qu'elles deviennent des sujets capables d'incider sur les processus de transformation sociale à partir d'une vision propre” (García, L., 2009).

Il est vrai que la lutte pour la reconnaissance n'est pas seulement celle de la population afro. Comme le dirait Axel Honneth, la lutte pour la reconnaissance est celle de tous les êtres humains. Ce philosophe la propose dans trois domaines fondamentaux: au niveau familial et individuel avec l'amour, au niveau social avec l'aspect juridique et au niveau communautaire avec la solidarité (Honneth, A., 2010, p. 113).

Être Afro, pauvre et déplacé sont des conditions très difficiles pour affronter un nouvel espace, un nouveau territoire. Toutefois, les déplacés par la force doivent affronter cette situation, car ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent sauver leurs vies et celles de leurs familles. Ils doivent prendre le chemin de l'exil et recommencer à la ville, cherchant à obtenir l'appui de leurs familles ou de leurs amis. Ou alors, attendre la charité publique et livrer des luttes pour leur reconnaissance, pour leurs revendications et pour pouvoir appartenir à une société qui souvent les occulte pour les raisons déjà mentionnées précédemment, qui ne sont pas les seules.

Nous réalisons ce travail avec un groupe hétérogène (noirs, métis, blancs et mulâtres), fidèle échantillonnage de la société colombienne. Nous prenons comme base la ville de Medellín et nous nous situons dans les quartiers auxquels arrivent les déplacés.

3.3. LES PROTAGONISTES

Medellín, la ville de l'éternel printemps ou capitale de la montagne. C'est ainsi qu'on la connaît en Colombie. Elle compte 2.184.000 habitants (recensement 2005). C'est une ville qui offre des attraits touristiques comme la place Botero, le musée d'Antioquia, le petit village paisa, le jardin botanique, le parc Explora, le parc Arvi, parmi beaucoup d'autres. Medellín est une ville de contrastes avec ses quartiers luxueux qui côtoient des quartiers défavorisés. Contraste entre l'opulence des centres commerciaux avec des magasins qui font étalage des plus grandes marques et, à la périphérie, des enfants et des familles qui mendient.

Medellin qui est située dans une vallée (Valle de Aburra) est entourée de montagnes, et c'est vers les montagnes que croît sa population. Se forment des quartiers périphériques sans aucun contrôle de la part des autorités compétentes. D'où une kyrielle de problèmes de sécurité, d'urbanisme, de services publics et de couverture scolaire, entre autres. Toutefois, la ville jouit d'une grande réputation au niveau international pour sa couverture de services publics (100% en énergie et en eau potable), parmi lesquels le transport urbain. Medellín a été la première cité au monde à utiliser le périphérique comme service de transport public (métro-câble) qui est relié au métro de la ville, permettant une meilleure mobilité des habitants des quartiers périphériques. Avant la mise en exploitation de ce service, les habitants des quartiers périphériques devaient attendre un bus de transport public qui effectuait un trajet de plus d'une heure, si toutefois il y avait de la place pour les prendre, car aux heures de pointe, ils ne s'arrêtaient même pas car ils étaient archi pleins, avec des passagers suspendus aux portes, dans des rues en pente et étroites. C'était le spectacle du matin et du soir, au retour du travail. Les files au centre-ville pour prendre le bus étaient interminables, et prendre le bus de retour pouvait durer une heure trente. Il escaladait la montagne et comme il stoppait aux arrêts de bus tous les 100 mètres après avoir quitté le centre, le trajet pouvait durer plus d'une heure.

Face à ces difficultés, certaines personnes ont imaginé le transport "collectif", installant des bancs dans des camionnettes privées, et la place coûtait le double du voyage en bus. Cette augmentation du coût du transport et les risques induits par le mauvais état des voitures qui tombaient souvent en panne et dont les freins lâchaient, générant des accidents mortels. Vivre dans les quartiers périphériques était donc un grand problème au niveau du transport, car les gens y passaient en moyenne 5 heures par jour. Les motos se multiplièrent alors, ainsi que les accidents de la circulation. Les motos de faible cylindrée s'achètent à crédit dont le coût mensuel est égal ou inférieur au coût du transport mensuel. Les vendeurs de motos se multiplièrent et offraient les motos sans premier acompte, et peu importait que l'acheteur ait ou non un permis de conduire. De cette

manière, la ville s'est remplie de motos et de conducteurs imprudents. A présent, le transport vers ces quartiers est devenu un peu plus fluide. Le métro-plus arrive à la partie la plus élevée en 20 minutes, à partir du centre-ville. Toutefois, il existe toujours des queues pour accéder au métro-câble, mais elles ne dépassent pas 10 minutes. Cependant, la plupart des jeunes ont opté pour la moto qui est un moyen récréatif de transport. La conséquence est que les accidents de moto se sont multipliés au cours de ces dernières années.

Medellín s'est développée du centre vers la périphérie. Les quartiers les mieux situés se trouvent sur la partie plane de la ville, et ce sont les plus anciens. Ensuite, la ville s'est élargie et les nouveaux habitants se sont installés aussi sur des terrains plats, mais éloignés du centre. Après quoi, ils ont peuplé les montagnes. La ville n'a plus d'espace pour s'agrandir davantage. En plus, c'est une ville qui n'a pas de planification urbaine. Avec les problèmes de déplacement forcé depuis les années 80, l'urbanisation des collines du Val d'Aburra a été rapide et sans planification. Le résultat est une ville centrale de quartiers avec des maisons confortables et une augmentation du nombre d'édifices, et une périphérie pleine de petites maisons incrustées dans les montagnes.

Medellín est une ville industrielle. La plupart des entreprises sont situées aux deux extrémités de la ville, nord et sud, avec prédominance du secteur sud.

L'industrie textile est dominante et, chaque année, se tient la Foire internationale de la mode. Il y a de grandes entreprises bien implantées, mais nous y trouvons aussi des micro-entreprises qui fabriquent des vêtements pour des industries étrangères qui commandent à moindre coût les produits finis. C'est ce qu'on appelle les "maquilas". Plusieurs de nos informateurs ont travaillé pour ce type de micro-entreprises dont le fonctionnement est très rentable pour l'entreprise donneuse d'ordres et l'intermédiaire qui trouve les ouvriers pour faire ce travail. Un intermédiaire peut obtenir un contrat pour confectionner 20 000 pantalons. Le donneur d'ordre lui fournit le tissu déjà coupé, et l'entrepreneur peut alors travailler de différentes manières; l'une d'elles consiste à trouver un local, à acheter des machines et embaucher des ouvriers qui sont payés à la pièce. La rétribution dépendra du nombre de pantalons confectionnés à la journée. Les journées de travail sont de 10 heures, sans aucun droit à prestations sociales et l'ouvrier lui-même doit s'affilier à la sécurité sociale (santé) et payer sa pension retraite. Mais comme ces contrats ne sont souvent pas exécutés, ces micro-entrepreneurs sous-traitent le travail à d'autres personnes pour un prix beaucoup plus bas, afin d'engranger un meilleur profit. Ainsi, les nouveaux "contractants" cherchent à leur tour des ouvriers ayant un lieu où travailler, soit fourni par leurs soins, soit par les ouvriers qui achètent deux ou trois petites machines et travaillent à domicile, faisant de la maison

leur atelier. Dans tous ces cas, le salaire que peut obtenir un ouvrier est toujours inférieur au salaire minimum mensuel légal.

Les ventes de rues sont un autre moyen de subsistance pour les personnes qui n'ont pas d'emploi. C'est pour cela qu'il est difficile de marcher sur les trottoirs, car le commerce formel et informel inonde les rues de la ville. Cela n'a pas que de mauvais côtés, car c'est une ville où les gens sont attentifs et cordiaux avec les touristes nationaux et étrangers. En août, a lieu la fête des fleurs qui culmine par le défilé des "silleteros" (porteurs de chaises fleuries). Les "silleteros" sont des cultivateurs de fleurs qui, pour cette occasion, dessinent avec leurs fleurs de différentes couleurs des paysages, monuments et textes. Puis ils les disposent sur de petites chaises qu'ils portent sur le dos. C'est un défilé de couleurs de renommée internationale.

Autre attrait de la ville, les illuminations de Noël, en décembre, qui ont deux épencentres: l'un est la rivière Medellín qui traverse la ville du sud au nord. La rivière est illuminée par des milliers d'ampoules de couleurs et chacune a un motif différent. L'autre site est l'avenue principale (Av la Playa) qui est particulièrement arborée, et les arbres sont remplis de lumières colorées, tandis que l'avenue est fermée à la circulation automobile. C'est un attrait touristique pour la ville et, en plus, cela lui donne une ambiance de Noël et un motif de plus pour que les vendeurs ambulants vendent leurs bonbons, cadeaux et liqueurs.

Le trafic automobile urbain est très compliqué. Pour ce motif, les autorités ont mis en oeuvre un mécanisme de réglementation de la quantité de véhicules aux heures de pointe (7 à 9:00h et 17 à 19:00h). Ce mécanisme consiste à interdire aux personnes privées de circuler, en fonction du chiffre final de l'immatriculation. Ainsi, par exemple, les lundi et mercredi, pendant les horaires mentionnés, les autos et motos dont l'immatriculation termine par un numéro pair ne peuvent pas circuler. Les mardi et jeudi, c'est le tour de celles qui ont un numéro impair. C'est organisé de telle manière que tous les véhicules privés ont deux jours de circulation restreinte par semaine aux heures de majeur transit véhiculaire. Il est clair que les taxis sont devenus les principaux occupants des rues. Plus de 50% des véhicules du centre-ville sont des taxis qui, en vertu de la loi, doivent être jaunes. Quand on a la possibilité de survoler la ville, on peut observer une grande "tache jaune" dans les rues due à la quantité de taxis. Être chauffeur de taxi en Colombie est une alternative pour beaucoup de personnes qui ne trouvent pas d'emploi. En plus, cette profession n'est pas réglementée, et toute personne apte à conduire un véhicule peut l'exercer.

C'est dans cette ville que se trouvent les quartiers où nous travaillons avec quelques-uns de leurs habitants. Caicedo se trouve au sud-est, à vingt minutes de voiture du centre-ville. En bus, cela peut prendre 50 minutes. Après être arrivé à Caicedo, il y a 10 minutes de marche pour arriver à *Esfuerzos de Paz II*. On y entre par une rue étroite où ne peuvent circuler les voitures. Seules quelques motos y passent. Ensuite, on traverse un joli petit pont en béton, construit sur le torrent La Castro et, à partir de là, il n'y a que des escaliers pour arriver aux constructions. C'est un dédale d'escaliers qui aident à monter la côte où s'est niché ce petit village aux maisons construit avec différents matériaux. Certaines sont en bois rustique avec un toit en fer-blanc, d'autres, peu nombreuses, en matériau bien résistant type torchis avec un toit en faïence, d'autres encore en torchis avec un toit de tuiles en argile. Bien d'autres sont en bois avec une couverture d'amiante qui n'est pas encore interdite en Colombie. Il est possible de trouver des maisons qui offrent une combinaison de bois rustique et de torchis. A peine ont-ils quelques pesos en poche, les gens achètent des briques en terre crue et construisent une partie du mur tout en enlevant le bois. Les maisons sont petites, construites sur des terrains de 30 m². Certaines ont un petit terrain qui sert à semer quelques légumes, conformément aux habitudes acquises à la campagne. Le terrain de *Esfuerzos de Paz* est très incliné et les escaliers ont été la seule solution pour accéder aux maisons. Avant la construction des escaliers, c'était tout un exploit d'y arriver, à l'époque des pluies. Le travail d'amélioration de l'environnement a été important et est loin d'être terminé car les gens n'aident pas beaucoup, et il y a le problème des immondices. Certains habitants s'en fichent et jettent leurs déchets n'importe où, d'où la prolifération de rongeurs et autres problèmes de santé, ainsi que la pollution. Le conseil d'action communale (JAC) a essayé de résoudre ce problème, mais tous les habitants du secteur ne collaborent pas, soit par manque d'intérêt, soit parce qu'ils sont hostiles aux leaders de la communauté.

Nos informateurs associés à ce travail sont des hommes et des femmes de différents âges, origines et métiers. Certains sont indigènes, d'autres noirs, il y a aussi des métis et des "blancs". La plupart étaient propriétaires de la terre qu'ils travaillaient eux-mêmes. Tous ont en commun d'être "pauvres", d'avoir vécu à la campagne et d'être victimes du déplacement forcé. Les deux indigènes qui travaillent avec nous appartiennent à l'ethnie emberá, une des rares à subsister en Colombie. Les indigènes, en général, vivent dans des réserves où ils sont protégés et ont une terre pour leur subsistance. Ces informateurs indigènes sont Sandino et Francisco. Le premier s'est déplacé seul, a quitté sa réserve et ses proches quand il était très jeune, avant d'avoir 20 ans. Il vivait dans un petit village où il a essayé de trouver un emploi de conducteur de canot à moteur pour le transport de marchandises et de personnes, mais la pression des groupes armés l'a obligé à se déplacer et à

chercher quelque chose de plus sûr pour survivre. Par chance, il avait un peu d'instruction et outre l'embera, sa langue natale, il parlait et écrivait l'espagnol. D'apparence frêle, le teint mat, il a le cheveu lisse et noir. Son espagnol n'est pas très bon, mais il se fait comprendre clairement et accompagne ses phrases de gestes qui révèlent ses sentiments, sa surprise, sa tristesse ou son euphorie. Ses récits sont longs, détaillés et il vit les mots qu'il prononce. Il s'attriste en nous racontant comment il a dû laisser son village, mais se réjouit quand il raconte comment il a été accueilli par l'OIA (Organisation Indigène d'Antioquia) et comment elle lui a offert une seconde chance pour refaire sa vie en ville. Bien que paraissant timide et discret, quand nous parlons avec lui, nous notons qu'au contraire il est assez décontracté, a un bon humour et, pendant les entretiens, se montre un locuteur plus enjoué.

Le second participant indigène, Francisco, contrairement au premier, a abandonné la réserve située dans le département du Chocó, avec tout son groupe familial composé de: ses cousins, frères, enfants, neveux, grands-parents, etc. Au total, plus de trente personnes de différents âges, avec enfants et personnes âgées. Francisco est le porte-parole du groupe et, en plus, un des seuls à parler un peu espagnol. Ses récits sont difficiles à comprendre et, parfois, il doit répéter certains mots pour que nous parvenions à les comprendre. Ses vêtements, comme ceux de son groupe, sont très peu soignés, de même que sa présentation personnelle. Les enfants vont toujours nu-pied, sans chemise, avec un estomac proéminent pour cause, sans doute, de parasites intestinaux. Leurs cheveux sont extrêmement secs avec les caractéristiques de la dénutrition et ils ont le nez sale. Ils jouent à la guerre avec un morceau de bois que leur imagination transforme en pistolet.

Le troisième de nos informateurs, nous l'appellerons Jaime. C'est un jeune Afro, au regard joyeux et qui sourit constamment. Il est passionné par les événements du quartier Caicedo et de sa communauté *Esfuerzos de Paz*. Il est toujours en compagnie de quelqu'un, soit qu'ils le questionnent sur un projet ou l'informent d'un problème. Il vit seul dans une petite construction sur les bords du torrent La Castro où il a aussi un atelier de travail du bois (menuiserie). Dans sa pièce de 8m², il a un lit, une table de nuit et un frigidaire. Quand il a quitté son village, il est parti avec son épouse et ses deux enfants, mais une fois à Medellín, ils ont divorcé. Il est originaire de la localité de Tutunendo, dans le département du Chocó, à la limite de l'Antioquia. C'est de là que proviennent presque tous les membres de sa famille, sauf son père qui est parti seulement quand il a reçu l'ultimatum.

Notre quatrième informateur est Jesús, homme de 40 ans, Afro aussi qui vit à *Esfuerzos de Paz*. C'est un leader de la communauté et un de ses fondateurs. Il a une stature moyenne, mais un corps râblé, conséquence de son travail physique comme ouvrier du bâtiment. C'est l'ex- président du conseil d'action communale, maintenant il en est membre, et il partage aussi avec Jaime la direction

d'une association qu'ils ont fondée pour travailler avec les enfants et les jeunes de la communauté. Jesús est le plus populaire du quartier, car c'est un de ceux qui a aidé à construire la communauté et qui a organisé le premier conseil d'action communale. Il est aussi populaire parmi les femmes de la communauté. Il a deux foyers, chacun avec des enfants.

Notre cinquième personnage vit dans ce même secteur du quartier Caicedo. C'est un homme plus âgé, quinquagénaire, avec une histoire plus difficile parce que plus périlleuse. Artemio a dû fuir et se jeter à l'eau pour sauver sa vie. Ce fut un difficile apprentissage d'une vie nouvelle, car comme il le dit lui-même, cette fois-là, il est né une deuxième fois. Cet Afro a ses racines dans l'Uraba dont il est originaire, et il a travaillé dans les plantations de bananes de cette région. Presque toute sa famille en provient et, pour la plupart, ils ont fini par vivre à Medellín. Il est père de trois filles qui sont parvenues à étudier à Medellín, mais son épouse est décédée suite à un long cancer de la matrice. Artemio, à présent, se consacre au conseil d'action communale d'un secteur voisin de *Esfuerzos de Paz*, ici même à Caicedo.

La sixième informatrice est Maria, femme menue de stature moyenne, née dans l'Uraba Antioqueño. Maria est venue d'Uraba, et nous l'avons connue lorsqu'elle travaillait comme domestique dans une maison bourgeoise, à la fin des années 90. Comme nous connaissions un peu son histoire, ce fut une des premières personnes que nous avons contactée lorsque nous avons décidé de faire cette recherche. Elle a accepté de nous conter les détails de son histoire. Nous passons chez elle de longues journées à converser et nous nous immisçons un peu dans sa vie quotidienne. Elle est mère de trois filles et a à sa charge deux neveux qui sont orphelins depuis que leurs parents sont tombés sous les balles de groupes de hors-la-loi, ces derniers ne leur laissant aucune chance de fuir et de devenir des déplacés. Selon Maria, "on ne sait pas ce qui est pire, mourir ou être déplacé". Quelques jours après son arrivée à Medellín, elle a acheté un terrain dans le quartier de Blanquizal et s'est refait une santé, malgré toutes les difficultés qu'elle a connues. D'abord, son déplacement, ensuite son veuvage car son époux a préféré retourner à la ferme, plutôt que de ne pas savoir quoi faire dans une ville où il n'avait pas trouvé son espace. Mais deux de ses trois enfants se sont forgé un destin différent.

Carmen est notre septième informatrice. C'est une femme Afro aux longs cheveux, au corps svelte et de belle stature. Elle est peu diserte et ne parle que lorsque nous lui posons des questions. Mais s'il s'agit de vendre les biscuits et les plats qu'elle prépare, elle a du bagout. Elle dit ne pas vouloir se souvenir beaucoup de son passé et que ce qui l'intéresse est l'avenir de ses enfants, de son nouvel époux et le sien. Elle a un grand talent pour la couture et les arts culinaires. Elle prépare des plats typiques de sa région qu'elle va vendre dans la communauté où elle vit, *Esfuerzos de Paz II*, et aux alentours de son quartier. Elle est associée à une autre informatrice (Lucia) avec laquelle nous avons

eu un peu moins de contacts, mais qui cependant nous a beaucoup parlé d'elle, de comment elle vivait avant d'arriver à Medellín et comment elle a dû s'adapter à un quartier aussi dangereux que celui-ci. Elle se souvient de comment était ce secteur avant: "Quand je suis arrivée, il était plus grand à l'époque, au bord du ruisseau, il y avait des maisons et des maisons, il y avait des maisons partout"... "Par ici, il y avait des maisons et beaucoup d'arbres, la lumière nous la volions, l'eau nous la prenions du haut de l'aqueduc et la violence était très compliquée. Je n'étais pas habituée, alors quand se déclenchaient les fusillades, je renforçais les côtés du lit et me cachais à même le sol, jusqu'à ce qu'un jour on me dise que les balles entraient aussi par le toit. Alors, j'ai cessé de m'inquiéter".

Nous appellerons notre huitième informatrice Nora. C'est une autre Afro du quartier de Blanquizal, à Medellín. C'est une femme de stature moyenne, de constitution épaisse. Elle est tranquille et très bavarde. Elle a toujours une anecdote à raconter ou une histoire dont elle est la protagoniste.

Maintenant, entrons un peu plus dans un des espaces où nous travaillons, la communauté de *Esfuerzos de Paz II*, et voyons comment nous nous sommes mêlés à ses habitants et à ses leaders, en assistant aux réunions de la JAC et aux réunions des dirigeants qui étaient programmées. Toute personne intéressée par les sujets abordés pouvait y assister. Nous y parlons des projets à mettre en œuvre pour la communauté, des origines d'*Esfuerzos de Paz*, de comment les maisons se sont construites peu à peu et des difficultés avec les autorités et les voisins qui les percevaient comme une menace pour la sécurité du quartier du fait qu'ils étaient déplacés, et en plus Afros. Dans cet espace, nous conversons avec des personnes que nous invitons à raconter l'histoire de leur arrivée à la communauté, d'où elles sont originaires. Mais beaucoup n'aiment pas s'identifier, raconter comment elles sont arrivées et pourquoi elles ont dû abandonner leur terre. Elles disent que c'est le passé, qu'il faut le laisser là où il est, et ne veulent plus rien en savoir. Que maintenant elles doivent affronter d'autres difficultés comme trouver du travail pour tous les gens du quartier, régler les conflits entre familles et beaucoup d'autres problèmes qu'elles ont rencontrés. Nos travaux portent leurs fruits. Nous laissons les discussions ouvertes, et les conditions sont les mêmes pour tous. Lorsqu'il y a plus de 10 personnes, nous divisons le groupe pour améliorer la qualité du dialogue avec les participants. Les thèmes que nous traitons sont centrés sur les aspects les plus concrets des objectifs de la réunion comme le propose Gutiérrez Brito (2009). Dans ce cas, on parle des projets d'avenir de la communauté, de la participation ou de l'inclusion des personnes non intéressées. Nous parlons aussi de l'origine de l'implantation et nous écoutons attentivement les anecdotes de chacun des participants. Elles montrent à l'évidence le dynamisme et l'envie de travailler de ceux qui sont les plus actifs depuis le début de l'implantation, et aussi l'attitude de ceux qui ne s'intéressent à rien. A *Esfuerzos de Paz*, s'est installée une famille nombreuse sur la partie la plus

élevée de la communauté dans plusieurs maisons. Ses membres ne participent pas au conseil d'action communale ni à aucune activité collective. On connaît cette famille comme "los numerosos", ils restent toujours entre eux, c'est difficile qu'ils saluent. De notre côté, nous essayons de nous approcher, mais ce n'est pas possible car ils n'acceptent aucune modalité de réunion. Ils se contentent d'envoyer un porte-parole qui parle un peu avec le président de la JAC, seulement quand c'est strictement nécessaire.

4. LA VIOLENCE ET SES MODALITÉS

Comme nous l'avons déjà mentionné, la violence généralisée s'est installée dans la vie quotidienne de la culture colombienne. Cela a généré une grande quantité de littérature spécialisée sur ses origines et ses conséquences. Parmi les études les plus représentatives, citons celles du sociologue Orlando FALLS BORDA (2004, éd. Taurus), *la violence en Colombie*, et d'un autre sociologue, Pécaut, D., *L'ordre et la violence*, pour ne citer qu'elles. Nous allons mettre l'accent sur quelques-uns de ces types de violence constamment subis par la population colombienne.

4.1 Violence Causée Par La Délinquance Commune

La délinquance commune est source d'une grande quantité de faits divers dans la ville comme le vol à la tire ou les attaques à main armée (arme à feu et arme blanche). Tel est le quotidien dans différents secteurs de la ville, en forte augmentation le weekend et en fin de quinzaine. En effet, en Colombie, il y a des entreprises qui paient en fin de semaine, en début de mois ou au milieu du mois (la quinzaine). Ces époques provoquent une augmentation des vols aux distributeurs électroniques lorsque les gens font des retraits. On entend des histoires, non vérifiées, de bandes de délinquants qui recevaient de leurs complices employés de banque l'indication des personnes qui opéraient un retrait important. Est bien connu en Colombie le cas d'un entraîneur de football (Luis Fernando Montoya) qui avait retiré plusieurs millions de pesos d'un organisme bancaire, et qu'ils ont suivi jusque chez lui, attaqué et pendant la lutte une balle lui a perforé la colonne vertébrale. Cet entraîneur qui avec son équipe (Once Caldas) venait de gagner la coupe Libertadores de America (2004), la compétition la plus prestigieuse du football latino-américain, est actuellement quadruplé. La situation d'extrême pauvreté que connaît le pays où, selon le DANE, les personnes qui vivent en situation de pauvreté représentent 77% du total de la population, ne justifie pas ce type d'actions, mais contribue à l'expliquer. Au milieu de cette pauvreté, sans la moindre possibilité de trouver un emploi, certaines personnes choisissent cette option. Comme le disent certains déplacés, la délinquance est une option plus rentable et qui exige moins de sacrifices, car en quelques minutes ils dépouillent une personne de l'argent gagné pendant la semaine ou la quinzaine antérieure. Durant une conversation avec ces gens, ils disent qu'ils ne vont pas travailler toute la semaine pour gagner ce qu'ils gagnent "d'un coup"; voici le témoignage du frère d'un délinquant: *"Mon frère a commencé à travailler dans la construction et c'était un bon travailleur, intelligent, car au bout de quelques mois il faisait déjà des crépis et jointoyait les briques, mais au fur et à*

mesure qu'il connaissait les mouvements du quartier et nouait des amitiés, il a changé, d'autant plus que, comme vous le savez, et comme je vous le dis, le travail de construction est bien dur. J'imagine que cela ne lui plaisait pas de dépenser en peu de temps, le weekend, ce qu'il avait gagné pendant la semaine, j'imagine que sa pensée était: je travaille bien dur toute la semaine, je gagne tant et en fin de semaine j'ai les poches vides, j'ai une meilleure option avec laquelle je gagne plus et c'est plus facile; oui, c'est ce que pense ce type de personnes qui gagnent leur vie de cette manière. Il allait enlever l'argent d'un autre qui avait travaillé dur toute la semaine, tout cela en 10-15 minutes. Oui, il aura pensé: je ne vais plus travailler si dur, alors il a choisi l'option la plus facile pour lui, et c'est comme cela qu'il a fini comme il a fini, par sa propre faute, car on ne peut pas dire qu'il n'a pas eu d'autre option". ...Ce type a fini comme beaucoup d'autres, car la bande avec laquelle il travaillait fut remplacée par une autre, et il s'opposa au changement ce qui, comme ils disent, coûte la vie.

4.2 Violence Politique

“On comprendra par violence politique celle qui est exercée comme moyen de lutte politico-sociale, soit dans le but de maintenir, modifier, substituer ou détruire un modèle d'État ou de société, soit pour détruire ou réprimer un groupe humain doté d'une identité sociale pour ses affinités sociale, politique, corporative, ethnique, raciale, religieuse, culturelle ou idéologique, qu'il soit ou non organisé” (Trochas de Memoria, 2012).

La violence politique que vit le pays est aussi vieille que le pays lui-même. Existents différents livres avec diverses approches, historiques ou analytiques, écrits par des violentologues comme: Rojas, C. *Civilización y violencia. La búsqueda de la identidad en la Colombia del siglo XXI* (éditions Norma, Bogotá, Colombie, 2001). Il analyse les racines de la violence en Colombie. Nous ne ferons que passer sur ce que beaucoup appellent la naissance des mouvements insurrectionnels, comme réponse de la population au problème de la possession des terres, problème qui n'a d'ailleurs pas encore trouvé de solution. Cinquante ans plus tard, le conflit armé dure toujours, même si en ce moment (janvier 2014), se déroulent des négociations à La Havane, Cuba, entre le gouvernement national et le groupe des FARC. Le problème de la terre fait partie de l'agenda des négociations, ainsi que d'autres questions d'intérêt national, comme le trafic de stupéfiants et le terrorisme d'État, entre autres.

Dans les années 40, le pays était divisé radicalement entre deux partis politiques: les libéraux et les conservateurs. A cette époque, les conservateurs étaient aux commandes et voyaient leur hégémonie

menacée par la montée du parti libéral et de son leader, Jorge Eliécer Gaitán. Ce dernier, avocat issu des classes modestes, était parvenu à s’immiscer dans la vie politique de son pays comme porte-drapeau de la classe la moins aisée. L’hégémonie conservatrice de cette époque n’hésitait pas à recourir à la violence et voyait l’adversaire politique comme un ennemi qu’il fallait exterminer. Ce leader politique, Gaitán, réclamait du gouvernement qu’il calme les esprits et distribue les postes politiques d’une manière plus équitable. Il réunit une grande marche nationale qui sera dénommée *La marche du silence*. Une manifestation politique avec des torches, au cours de laquelle aucune voix ne s’est élevée ce qui montre le pouvoir de réunion de Gaitán et l’appui de la population. Quelques mois plus tard, Gaitán allait être assassiné, ce qui causera le soulèvement de la classe populaire du pays et le déclenchement d’un vandalisme sans précédent historique. Pendant la nuit du 9 avril, la capitale du pays fut mise feu et à sang, mais cette population acéphale mit seulement à sac les magasins de la capitale. Les partis libéral et conservateur conclurent un pacte politique qui donnait aux libéraux une participation au gouvernement et, grâce à ce pacte, les libéraux privés de Gaitán obtinrent quelques portefeuilles et calmèrent la population. L’assassinat de Gaitán provoqua une insurrection généralisée et une guerre civile qui fut nommée “L’époque de la violence” (1948-1957): quelque 300 000 morts éparpillés dans les champs. Pendant cette époque horrible et apocalyptique, libéraux et communistes furent les cibles destinées au supplice.

Beaucoup de leaders populaires ne respectèrent pas le pacte bipartite, continuant d’adresser des pétitions au gouvernement comme le souligne l’historien Renán Vega Cantor (*El 9 de Abril de 1948 y su impacto en la vida colombiana*):

Beaucoup d’insurgés du neuf avril furent les principaux protagonistes de gestes de résistance contre la violence officielle, aussi bien pendant les gouvernements conservateurs (1948-1953) que lors de la dictature militaire de Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957) et ils organisèrent d’importants bastions guérilleros dans plusieurs zones du pays. Mais ils allèrent guerroyer dans les zones rurales, parce que le 9 avril déplaça la violence des villes à la campagne où furent aussi transférés les foyers et centres les plus importants de la résistance populaire, certains d’entre eux allaient progressivement donner naissance au mouvement insurrectionnel qui hérita des drapeaux populaires et nationalistes du gaitanisme”.

Pour ne pas avoir trop de difficultés politiques avec le peuple, le bipartisme colombien fit un pacte de répartition du pouvoir par périodes de 4 ans. Ce fut le Front National selon lequel un seul des deux partis se présentait aux élections tous les 4 ans, garantissant ainsi l’alternance au pouvoir. Ce

pacte fut respecté de 1958 à 1974. Pendant 16 ans, il y eut répartition, à parts égales, des sièges du Congrès et des autres postes bureaucratiques de l'administration publique.

Pendant ce temps, la population continuait de gronder et la réponse ne se fit pas attendre. Il y eut une augmentation soudaine du budget pour réprimer ce type de manifestations. Comme nous le savons, elles connurent une forte accélération à la fin des années 50 et au début des années 60, avec la révolution cubaine. A cette époque, en Colombie, furent créés différents mouvements guérilleros comme l'Armée de Libération Nationale (ELN), le mouvement du 19 avril (M19) et l'Exercice populaire de Libération (EPL). Les affrontements entre ces groupes rebelles et l'armée nationale ont laissé un pays avec beaucoup de veuves, trop d'orphelins et plus de personnes disparues que dans des pays soumis à une dictature comme le Chili ou l'Argentine. Parmi les disparus figurent des leaders syndicaux, estudiantins et paysans ou des gens ordinaires.

Dans les années 80, se tinrent des négociations de paix et se démobilisèrent des groupes guérilleros comme le M19 et l'EPL et, à cette même époque, la guérilla et d'autres personnes de gauche décidèrent de se lancer dans la bataille électorale, et fut alors créé le mouvement d'Union Patriotique. Il fut bien accueilli, et aux premières élections auxquelles il participa, il parvint à faire élire plusieurs sénateurs, députés et conseillers dans une bonne partie des communes. Mais la réponse de l'extrême droite fut catégorique et, en moins de 10 ans, elle assassina plus de 5 000 militants de l'Union Patriotique.

“L'Union Patriotique (UP) est un parti politique colombien de gauche, fondé en 1985 comme partie d'une proposition politique légale de plusieurs groupes guérilleros, parmi lesquels le Mouvement d'Autodéfense Ouvrière (ADO) et deux fronts démobilisés (Simón Bolívar et Antonio Nariño) de l'Exercice de Libération Nationale et des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Avec le temps, le parti UP prit ses distances avec les groupes insurgés et invita à négocier une paix démocratique et durable. Le Parti Communiste Colombien (PCC) participa aussi à la formation et à l'organisation de l'UP.

Trois candidats présidentiels, les avocats Jaime Pardo Leal et Bernardo Jaramillo Ossa et un ancien leader guérillero, Carlos Pizarro León Gómez, 8 parlementaires, 13 députés, 70 conseillers municipaux, 11 maires et environ 5000 militants furent exterminés systématiquement par des groupes paramilitaires, des membres des forces de sécurité de l'État (armée, police secrète, renseignements et police régulière) et par des trafiquants de stupéfiants. De nombreux survivants abandonnèrent le pays”. (I. Cepeda, 2006, p. 101-112).

Dans la période la plus récente, les choses n'ont pas changé. La violence est toujours exercée en toute impunité et certains auteurs parlent de “*Violence d'État*”.

Le sociologue américain James Petras dans un article intitulé “*Conversaciones de Paz en La Habana, asesinatos en Colombia*” nous offre un bilan, sur une courte période, des assassinats dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme et les leaders syndicaux.

Les groupes colombiens et internationaux des droits de l'homme et les mouvements sociaux nous fournissent ponctuellement des données sur la portée et la gravité des violations des droits de l'homme et des droits politiques qui continuent à se produire en Colombie, tandis que se déroulent les négociations de paix. Si nous prenons en compte les données compilées par des avocats et experts en droits de l'homme affiliés à la Marche Patriotique (Alliance de douzaines d'organisations de proximité, paysannes, syndicales et de droits de l'homme), d'avril 2012 à janvier 2014, il est évident que la terreur imposée par les forces gouvernementales et paramilitaires continue de sévir parallèlement aux négociations de paix. Pendant cette période de 21 mois, 29 activistes de la Marche Patriotique ont été assassinés et 3 autres furent “éliminés” (morts présumés). Beaucoup ont reçu des menaces. L'origine sociale des victimes montre la fragilité des accords de paix. 23 des 29 membres de la Marche Patriotique assassinés étaient des leaders paysans et des activistes qui promouvaient la réforme agraire, les restitutions de terres en vertu de la loi des victimes et la restitution de terres (2011) ou étaient engagés dans d'autres activités pacifiques de la société civile. 4 autres victimes étaient des activistes de mouvements sociaux qui luttaient pour le programme de “paix avec justice sociale”; 2 étaient avocats des droits de l'homme; 2 autres étaient des leaders communautaires et 1 était dirigeant d'un mouvement local de jeunes. Aucun des agresseurs n'a été arrêté. Les officiers de l'armée et de la police qui avaient été prévenus des menaces de mort, ne prirent aucune mesure de précaution. Aucune enquête n'a pas non plus eu lieu, même si les proches ou les voisins avaient des preuves irréfutables. (J. Petras, 2014).

Cela nous permet d'apprécier le climat politique dans lequel se déroulent les débats électoraux en Colombie. Dans cette ambiance, s'est développée une extrême droite très forte qui prétend diminuer l'appui éventuel de la population civile aux insurgés au moyen de massacres de populations et d'assassinats de leaders sociaux. A leur tour, ces groupes sont alliés aux dirigeants politiques, comme l'a démontré le fameux cas de la “parapolitique” au cours duquel ont été mis en examen et arrêtés plus de 60 éminents personnages de la vie publique, sénateurs, maires et leaders politiques de premier rang, pour avoir des liens et protéger des groupes paramilitaires qui, à leur tour, obligeaient les gens à voter pour eux lors des “joutes” électorales.

Mais cette violence politique va bien au-delà de ce qu'on pourrait imaginer. Politiciens et militaires, pressés de se prévaloir de résultats dans une guerre apparemment sans fin, y ont aussi recouru et imaginé les “falsos positivos”.

4.3 Les Faux Positifs

C'est un euphémisme inventé pour masquer l'assassinat de personnes innocentes qui étaient abattues, après quoi on leur mettait un uniforme guérillero pour ensuite les présenter devant la presse. On appelle "falsos positivos" (exécution extra-légales) les opérations militaires qui se prévalent de l'assassinat de soi-disant guérilleros ou paramilitaires morts au combat. Faux (falsos) en ce sens que les morts ne sont pas des personnes qui appartiennent à un groupe hors-la-loi, mais des paysans, des sans abri (SDF), des travailleurs informels, entre autres. Positifs (positivos) parce que c'est la terminologie utilisée par les Forces Armées de Colombie pour se référer à un succès opérationnel dans son combat contre les insurgés.

Cette problématique plonge ses racines dans la politique de sécurité démocratique du dernier gouvernement, mais remonte aux gouvernements précédents, délégitimisant l'action des forces publiques et devenant une pratique systématique dans le cadre de la directive ministérielle 029 de 2005⁶.

En 2008, les faux positifs déclenchèrent un scandale médiatique de portée internationale qui déclencha l'expulsion de 27 officiers de l'armée (parmi lesquels, 3 généraux) et la démission en personne du Commandant en chef des Forces armées qui avait été impliqué dans des violations des droits de l'homme. Actuellement, le Ministère public enquête sur quelque 2 000 exécutions extrajudiciaires qui, semble-t-il, furent commises directement par des membres des forces de sécurité de l'État colombien. Pour les militaires, livrer le cadavre d'un "guérillero" présente des avantages économiques importants et une permission de 15 jours à leur domicile. Suite à la directive 029 de 2005, les morts ont augmenté de manière inusitée. Le scandale n'en finit pas et les plaintes vont bon train. A cette date, de nouveaux procès sont engagés et le nombre des victimes augmente.

4.4 Violence de l'extorsion

Au milieu de tout ce conflit que vit le pays, se développe une économie de guerre au moyen de l'extorsion utilisée pour financer les mouvements d'extrême gauche ou d'extrême droite, ou la criminalité commune qui cherche à s'enrichir.

La guérilla utilise ce mécanisme dans différents secteurs (industriel et éleveurs), en application d'une loi qu'ils ont inventée, la loi 001, qui oblige les personnes ou les industries qui possèdent un capital supérieur à 1 million de dollars à payer un impôt aux FARC. Si elles ne paient pas, elles sont

⁶ Les militaires qui abattent un guérillero obtiennent des récompenses en argent et des permissions pour rentrer dans leurs foyers.

déclarées objectif militaire et sont alors susceptibles d'être abattues ou prises en otage pour payer une rançon. En parallèle, les paramilitaires apportent leur appui aux entreprises pour qu'elles ne paient pas ce type d'extorsions. En échange de leur protection, les paramilitaires se font payer par les entreprises ou les personnes qui disposent de ces capitaux. En plus, les petits groupes de paramilitaires qui opèrent dans les villes du pays perçoivent des sommes sur des petites activités comme chauffeurs de taxi et conducteurs de bus. En général, toute personne qui a de l'argent doit payer sa protection, et si elle refuse, elle est assassinée et cet assassinat est censé servir d'exemple. En Colombie, cette extorsion s'appelle "vaccin".

La criminalité commune profite à son tour de cette situation. Au nom des groupes armés les plus connus ou redoutés, elle procède à des extorsions sur l'ensemble de la population. Pour ce motif, la création d'emplois a cessé, car nombreux sont les gens qui s'abstiennent de monter des entreprises ou d'ouvrir des magasins, par crainte de l'extorsion, de devoir travailler sous la pression de ces groupes ou de ne pas pouvoir payer le vaccin.

4.5 Violence intrafamiliale (violence infantile)

La population infantile colombienne est aussi victime de la violence et il serait étonnant que la violence quotidienne n'affecte pas aussi les enfants. En Colombie, dans de nombreuses familles, les difficultés financières et les modifications culturelles obligent les deux parents à travailler. Leurs enfants restent alors à la dérive en face de la télévision ou, sinon, passent une grande partie de leur temps dans la rue, sans aucun accompagnement, victimes d'abus ou de mauvais traitements.

Mais existe aussi la violence intrafamiliale dans un pourcentage élevé de familles, et les plus affectés sont les femmes et les enfants. On estime que 41% des femmes ont été soumises à une violence physique de la part de leur compagnon, 53% des parents frappent leurs enfants et c'est leur méthode d'éducation, 65% des femmes subissent des violences psychologiques (source: enquête nationale de démographie et santé. ENDS-2010 Pro Familia). Selon l'UNICEF, en Colombie, 2 millions d'enfants sont maltraités chaque année dont 876.000 de forme violente et extrême, 38% des groupes familiaux enregistrent de mauvais traitements à enfants. Telles sont les statistiques officielles de la violence déclarée. D'autre part, existe la violence qui n'est pas dénoncée comme la violence psychologique, le rejet, le manque d'affection, la dévalorisation, les atteintes à l'auto estime qui peuvent laisser des traces, surtout sur les enfants. Selon l'analyse réalisée par Llorente y cols (CEDE: Centro de Estudios sobre el Desarrollo) de l'Université de Los Andes, en 2004, les

foyers affectés par la violence intrafamiliale sont surtout ceux qui ont de faibles ressources, présentent un déficit d'éducation et ont le plus d'enfants.

Il est fréquent que dans un pays avec ces indices de violence, on lise dans la presse:

Le 28 février 1993, la jeune Sandra Catalina Vásquez a été chercher son père qui se trouvait au poste de police n° 3 de Bogotá. Quand sa mère est arrivée, elle l'a trouvée agonisante, car elle avait été brutalement violée. Quelques jours plus tard, on apprenait que l'auteur de l'agression était l'agent de police Diego Fernando Valencia qui était de service ce jour-là. Le cas a été jugé comme violence de genre, avec rapport charnel violent et homicide. Le Conseil d'État a ordonné d'indemniser la famille et que la police présente des excuses publiques aux parents en ligne directe de la mineure assassinée dans le poste de police.

Ceci nous montre l'état dans lequel se trouve la société colombienne quand survient une telle situation du fait de la force publique qui doit précisément surveiller, protéger et arrêter les abus contre la population. Une des majeures répercussions sur la vie même du pays est la violence politique qui selon certains analystes (M. Palacio, 2003) forge l'avenir. La violence est considérée par certains auteurs comme l'ensemble des activités destructives que la culture transmet de génération en génération au processus de socialisation, et elle dépend étroitement de l'état société qui témoigne de mille manières de la violence au travers des moyens de communication et des relations qui, souvent, surgissent dans la cadre même des institutions (Aldana et cols, 1999, cité par M. Lafaurie). On ajoute à ce contexte les conflits sociaux qui, dans un pays comme la Colombie, se surajoutent aux diverses manifestations violentes.

Ainsi, en Colombie, tant que le problème de la violence politique n'aura pas été résolu, il sera très difficile de s'attaquer aux autres types de violence qui submergent le pays. Et, il continuera d'y avoir des déplacements, des massacres, des mauvais traitements à enfants, de la violence intrafamiliale et l'assassinat de leaders sociaux ou de défenseurs des droits de l'homme. Un cas emblématique de la violence à laquelle sont soumis les enfants colombiens, est celui de Nora (une de nos informatrices) qui a quitté son foyer du fait de la violence intrafamiliale, alors qu'elle était encore petite. Nora est une femme d'ascendance africaine qui était discriminée dans son foyer depuis sa petite enfance. Elle y subissait de mauvais traitements de la part de ses parents et était contrainte d'effectuer les tâches ménagères, alors que ses frères et sœurs n'avaient aucune obligation. Pour cette raison, elle décide de partir, à 10 ans, de chez elle, et s'enfuit à un autre village en quête d'une nouvelle vie. Arrivée à Buenaventura, elle est hébergée par un parent lointain, mais peu de temps après le maître des lieux veut abuser d'elle sexuellement. Elle doit alors s'enfuir de nouveau et chercher un nouvel endroit où vivre.

D'autre part, la violence peut être vue comme le fondement de l'obtention et de la manifestation de pouvoir, pour obtenir des bénéfices personnels aux dépens du malaise et de l'annulation des autres et comme l'expression d'idéologies visant à la domination, à l'autoritarisme et à la force, qui ont pour résultat la soumission, la dépendance et l'absence d'autodétermination. Pour contrecarrer ces situations, existe alors la nécessité de se déplacer pour pouvoir conserver son indépendance, son autodétermination et, bien sûr, sa vie.

5. LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Le contrôle territorial

Le contrôle territorial par des bandes de trafiquants de stupéfiants est un phénomène qui est source de grands problèmes dans la Colombie actuelle. Il est particulièrement sensible à Medellín, du fait de l'alternance des chefs de bande après les captures et extradition aux États-Unis de quelques chefs paramilitaires et barons de la drogue. Si vient à manquer le chef d'une de ces bandes de délinquants, beaucoup d'autres prétendent occuper sa place, ce qui est source de grande violence. Ces bandes veulent aussi contrôler leurs territoires d'influence et s'emparer de nouveaux territoires pour gagner un nouvel espace de marché, de distribution d'armes, de drogue et d'extorsion.

Si une bande a le contrôle d'un territoire donné, elle fait surveiller le secteur par des hommes armés et elle fixe des limites territoriales à ses voisins de quartier. Cela peut même diviser un quartier en deux. Les personnes appartenant au secteur non contrôlé qui franchiraient ces limites pourraient être assassinées, parce que suspectées de chercher à obtenir des informations sur la situation du quartier et sur les intégrants des bandes, pour ensuite les transmettre à des bandes ennemies qui opèrent dans le voisinage.

Ces cas sont tellement aberrants que les habitants d'un secteur ne peuvent pas se rendre aux centres de soins publics de leur propre quartier et doivent s'adresser à un autre centre, car ces "frontières invisibles", ainsi qu'on les connaît, divisent le quartier sans rien respecter ni personne. On a vu des cas d'enfants de dix ans qui dépassaient ces frontières invisibles, sans le savoir, et qui étaient assassinés.

A cet égard, les autorités n'ont pu exercer le moindre contrôle. Ce n'est que lorsque les plaintes et les affrontements augmentent, que des renforts sont envoyés. Parfois, le secteur est militarisé, mais ce ne sont que des palliatifs et, très vite, les forces policières ou militaires sont retirées et les activités des bandes retournent à la normalité.

Le contrôle des cultures illicites

La violence du trafic de stupéfiants n'entraîne pas seulement le pays à la guerre pour des territoires ou des parts de marché. Elle influe sur de nombreux autres aspects quand, par exemple, les autorités prétendent contrôler la culture de la feuille de coca par des fumigations comme le souligne le

sociologue Alfredo Molano: “...on a aspergé 1.5 millions d’hectares, 128 000 hectares en moyenne par an, soit un hectare toutes les quatre minutes...et rien. Il y a toujours 50.000 ha de coca, verts et luxuriants. Avec un facteur aggravant: les petites plantes donnent à présent quatre récoltes au lieu d’une, l’alcaloïde contenu dans la feuille a une concentration de 90%, contre 40% avant, et les techniques de production sont beaucoup plus raffinées et rentables. Non seulement, ils ne sont pas parvenus à réduire la production de cocaïne, mais en plus ils ont contribué à la migration des cultures d’une région à l’autre et d’un département à l’autre, détruisant la forêt et créant de nouveaux espaces pour l’élevage et le palmier à huile. La fumigation des cultures illicites est une des causes du déplacement paysan, car si elle assèche les plantes de coca, elle tue aussi les cultures de maïs, manioc, banane plantain et pâturages pour les trois vaches qu’ils ont. Les avions lancent leur poison, mais comme dans le cas pour l’Équateur, “il dérive avec le vent” et ne tombe pas seulement sur la coca. C’est donc une arme qui, comme les engins explosifs des FARC, ne fait pas de discriminations, ce qui en fait, aux yeux du DIH des procédés terroristes. En effet, la fumigation engendre la terreur dans les zones paysannes. Il est démontré qu’elle affecte la peau des enfants et des adultes et qu’elle contribue à l’augmentation des avortements. Plus criminel encore: il s’avère que “les taux de mortalité infantile dans les municipalités fortement aspergées sont plus élevés que dans d’autres municipalités similaires, mais sans cultures de coca” et que le taux d’homicides augmente...”

...Il faut ajouter à tout cela l’effet politique de la lutte contre la drogue dans les zones de culture de la coca et de la marijuana: les gens s’appuient sur la guérilla qui est, de fait, leur force défensive. Les colons bombardés avec du poison légitiment les actions de la guérilla contre l’armée qui intervient après la police chargée de la lutte contre les stupéfiants qui, à son tour, est postérieure au passage des marchands d’armes étrangers. Une chaîne honteuse! Et ce qui est pire: tout cela pour rien. Ou mieux, pour quelque chose: alimenter la guerre, le ressentiment paysan, le déplacement des populations, l’avancée du palmier à huile et la destruction de la forêt. Combien coûte au pays cette stratégie ridicule? Personne ne le sait. Et ceux qui le savent, gardent le secret, alors que dans les États de Washington et du Colorado, en Uruguay, Hollande et Portugal, on va progressivement vers la dépénalisation. Il n’est pas facile de comprendre les négociations sur le problème des cultures illicites à La Havane, tandis qu’en Colombie le gouvernement aggrave la situation en aspergeant à droite et à gauche les productions des colons et des paysans. Pendant ce temps, les Américains continuent de consommer tout ce qui leur arrive (El Espectador, le 2 février 2014).

Mais ces cultures sont aussi une source de revenus pour les paysans qui le font à petite échelle, car l’achat et le transport sont garantis, ce qui n’est pas le cas pour les produits régionaux licites. Les cultures à grande échelle doivent, elles, payer un impôt à la guérilla quand elles se trouvent dans sa zone d’influence. Il y en a d’autres qui sont protégées par les paramilitaires qui, en outre, commercialisent et distribuent la drogue.

6. RELATIONS ENTRE LES ZONES DE MIGRATION FORCÉE, L'ACTIVISME POLITIQUE ET L'EMPLACEMENT DES MÉGAPROJETS

Ce thème ne concerne qu'incidemment tout ce travail de recherche, mais il nous semble important de lui consacrer un espace propre de par son importance vitale pour la mise en contexte du problème du déplacement et sa relation avec le développement du pays et le type de personnes qui sont victimes du déracinement ou de l'élimination physique, selon les intérêts et les finalités de ceux qui sont à l'origine de ces faits. La presse mentionne le cas qui suit nous montrant les modalités de combat sur terre:

Le chapitre de l'hacienda Bellacruz

Le 14 février 1996, un groupe en marge de la loi fit une incursion dans l'hacienda Bellacruz, située dans la municipalité de La Gloria, département du Cesar, et après avoir menacé et brûlé les maisons d'au moins 280 familles paysannes, obligea ses intégrants à fuir de la région. Ce fut un des cas de déplacement forcé les plus impressionnants des années 90. La justice pénale procéda à une enquête qui finit par absoudre l'ancien Ministre Carlos Arturo Marulanda, propriétaire de terres dans la région et soupçonné d'être un des instigateurs. Le Conseil d'État, en février 2010, admit la responsabilité de l'administration publique dans le cas de ce déplacement forcé. De plus, il ordonna au ministère public d'enquêter sur cet épisode, car il s'agissait d'une grave violation tant des droits de l'homme que du Droit International Humanitaire.

Conformément aux rapports officiels, aux communiqués de presse et aux informations qui nous arrivent quotidiennement, nous avons coutume de penser que la violence qui affecte le pays depuis plus de 50 ans est responsable des déplacements. Toutefois, une analyse économique et historique minutieuse infléchit notre point de vue lorsque nous constatons qu'un pourcentage élevé des déplacements ne dépend pas seulement des forces insurrectionnelles, mais que les forces publiques et parapubliques (paramilitaires) ont aussi leur part de responsabilité. Reste la question souvent répétée: les personnes sont-elles déplacées par la violence ou la violence est-elle exercée pour obliger les personnes à se déplacer et ainsi s'emparer des meilleures terres du pays. Cette dernière hypothèse est affirmée par de nombreux analystes comme Alfredo Molano (Desterrados, 2005) et aussi quelques ONG (Rapports du CODHES, 2012).

La région d'Urabá est une des zones les plus affectées par la violence politique et par le déplacement forcé. Ses terres sont d'une beauté exubérante et extrêmement fertiles. Le climat

tropical est un atout pour les cultures, notamment celle du palmier à huile. En plus, elle est baignée par deux mers, l'océan Pacifique et l'océan Atlantique. C'est pour cela que tous les acteurs armés du conflit s'efforcent de la dominer. Au cours des périodes présidentielles 2002-2006 et 2006-2010 d'Uribe Vélez, une négociation a été amorcée avec les paramilitaires pour leur démobilisation. Mais ce fut un montage sur lequel s'est prononcé un leader social: *“Les structures de pouvoir des paramilitaires sont restées intactes, sont apparus le microtrafic et le trafic d'armes, et les Monts de Maria sont devenus une zone stratégique pour ces groupes en marge de la loi. Bien que le Front 37 des FARC ait été démantelé, la région ressent toujours les séquelles de la peur et de l'absurdité, continuent de compter ses victimes.*

Ensuite, en 2008, a eu lieu le déplacement de populations le plus grand de notre histoire et une vague pluriforme d'achats massifs de terres. Ces achats massifs ont profondément altéré notre culture parce qu'ils ont modifié notre vocation agricole. Nous sommes passés de la culture du tabac qui créait des emplois et stimulait le travail de la famille, à l'agroindustrie et aux cultures du teck ou des palmiers qui n'exigent pas beaucoup de main d'œuvre et ne permettent pas le même compérage que la culture du tabac. Nous sentons qu'il y a un plan stratégique pour changer notre culture. En ce sens, j'aime le concept de paix territoriale, parce qu'il permet de penser la paix à partir des territoires, et on ne peut pas nous imposer la mode de l'agroindustrie comme cela” (Soraya Bayuelo, Prix national de la paix, 2014). Ceci nous permet de découvrir le sentiment d'un secteur de la population et la manière dont on prétend imposer une autre culture en éradiquant le passé par l'exil des populations et en imposant l'agroindustrie.

Ainsi, dans le sillage de la naissance de mouvements insurgés en Colombie, l'Urabá fut une des régions où s'implantèrent rapidement, comme conséquence des injustices sociales, plusieurs multinationales exploitant des plantations de bananes, recourant à des politiques répressives contre les paysans. De même, cette zone fut stratégique pour l'importation des armes. Ces groupes dominèrent la région pendant quelques années, mais dans les années 80, le paramilitarisme s'enracina plus profondément, initialement dans le but de faire échec à l'insurrection, ensuite comme outil d'expulsion et d'évacuation des terres, pour motifs économiques.

Au début, il y eut des assassinats sélectifs de leaders syndicaux et de défenseurs des droits de l'homme de la région, ensuite des massacres de populations accusées de collaborer ou de sympathiser avec les groupes guérilleros. Ces groupes guérilleros appuyaient ouvertement les syndicats de travailleurs des multinationales de la zone. C'est pour cette raison que les syndicats et leaders sociaux régionaux sont devenus un objectif militaire.

C'est ainsi que les régions les plus riches du pays ont été affectées par la violence résultant, d'un côté, de la conquête des terres, et de l'autre, du droit au travail.

Ce phénomène n'est pas circonscrit à la région d'Urabá où confluent les départements d'Antioquia et du Chocó avec les océans Atlantique et Pacifique. Nous le trouvons aussi dans la région Pacifique qui abrite un grand port colombien. Ces deux régions ont en commun le fait d'être des régions de développement potentiel, d'être ouvertes sur la mer, d'être appropriées pour les cultures industrielles, de pouvoir importer des armes et exporter de la drogue.

Ces régions sont le siège de différentes entreprises nationales et étrangères auxquelles le gouvernement a accordé une flexibilité du travail qui s'est traduite par des contrats à court terme sans aucune prestation sociale (retraites, vacances, santé 100% à la charge du salarié). D'où des personnes insatisfaites et la naissance de mouvements sociaux pour réclamer des améliorations. Historiquement, la réponse de l'État a été la répression et la militarisation, avec pour conséquence un conflit social que nous avons déjà mentionné.

Le massacre de Mapiripán est un cas typique de la situation vécue en Colombie par la population indigène et non indigène, à cause de la lutte pour les terres et leur richesse: le 15 juillet 1997, commença la tragédie des habitants de Mapiripán (Meta). À cette date, débuta une semaine de terreur quand les paramilitaires, de connivence avec l'armée et la police, dans certains cas, et par laxisme, dans d'autres, perpétrèrent un des massacres qui est resté dans la mémoire des Colombiens: 49 personnes furent torturées et équarterées une à une.

Le général Jaime Humberto Uscátegui a été condamné pour ce crime et l'État colombien a dû dédommager les victimes, suite à la condamnation de la CIDH, en 2005. La page d'Internet réfère ce qui suit:

“Du 15 au 20 juillet 1997, des unités des Autodéfenses Unies de Colombie (A.U.C), parvinrent au village de Mapiripán, Meta, appuyées par des unités de l'armée et transportées par des unités de la brigade des stupéfiants. Il y eut des complicités, au niveau du renseignement, de fonctionnaires de l'État. Le village resta 5 jours aux mains des paramilitaires, avec l'assentiment de l'État qui leur permit de perquisitionner les maisons pour y chercher les “suspects” qui furent torturés à la tronçonneuse, au foret et à la machette, pour être ensuite, pour beaucoup d'entre eux, exécutés en présence de la communauté. La guérilla des FARC-EP, fortement implantée dans la zone, tenta d'affronter les paramilitaires. L'armée s'en mêla, lui bloquant le passage, tout en permettant aux AUC de terminer leur “nettoyage social” au cours duquel, selon la version officielle corroborée par le commandant paramilitaire Carlos Castaño, il y aurait eu 49 morts, alors que le chiffre est resté indéterminé puisque les cadavres démembrés furent jetés dans l'impétueux Guaviare”.

La polémique autour de l'affaire de Mapiripán est centrée sur trois haciendas: Macondo 1, 2 et 3 qui comptent presque 6 000 hectares. Conformément à la surintendance du Notariat, ces terrains sont restés en friches jusqu'en 1989 quand l'ancien Incora (actuellement Incoder) les adjugea aux paysans Eudoro Rodriguez Laguna et Álvaro Gallego Pallau pour y développer des projets productifs. Après la violente incursion paramilitaire à Mapiripán, en 1996, organisée à partir de l'Uraba Antioqueño (zone à partir de laquelle les groupes armés ont été transportés), tant Rodríguez Laguna que Gallego Palau vendirent leurs terrains. La vente fut enregistrée, le 3 août 1999, par l'Étude 4 de Medellín. La nouvelle propriétaire est Ángela María Mejía Santamaría, originaire de Manizales, qui a payé 30 millions de pesos pour les trois haciendas. La transaction ne fut enregistrée que 3 ans plus tard. La dernière transaction en date sur les haciendas Macondo 1, 2 et 3 remonte à août 2009 quand Mejía Santa, par l'intermédiaire de son époux Gabriel Jairo Ángel Bernal les a vendues à l'entreprise *Poligrow* pour presque 3 000 millions de pesos. C'est dire qu'en 10 ans les 6 000 hectares qui, jusqu'en 1989, avaient été des terres en friches, ont vu leur valeur multipliée par 100. La transaction a été enregistrée par l'Étude 6 de Bogotá.

A présent, ces terres, et beaucoup d'autres hectares à Mapiripán sont plantées de palmiers à huile pour la production de biocarburants.

Existent beaucoup d'autres exemples que ceux que nous venons de lire. Les enquêtes sur ces cas sont longues, hérissées d'obstacles et les juges sont parfois assassinés. Tout cela pour conserver l'impunité.

Les problèmes vécus par la Colombie peuvent être analysés de manière différente en fonction de l'approche politique ou académique. A cet égard, il nous semble intéressant de citer ici une étude publiée en 2006 par la Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Les auteurs proposent comme origine des déplacements forcés en Colombie la pression des groupes insurgés contre le gouvernement et disent textuellement:

“Dans les conflits internes, les stratégies militaires des groupes rebelles ont pour objectif l'augmentation de leur pouvoir, tant économique que politique, et l'affaiblissement de l'État. Une des formes les plus efficaces d'y parvenir est d'attaquer la population civile ce qui déclenche l'évacuation du territoire, la désarticulation des réseaux sociaux, l'intimidation, les menaces et l'appropriation d'actifs et de précieuses ressources” (Azam y Hoeffler, 2002, p. 6, cit. par Ana María Ibáñez et Andrea Velásquez, *El impacto del desplazamiento forzoso en Colombia: Nations Unies, CEPAL*).

Notre avis, ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans ce travail, est que le déplacement forcé de notre population rurale obéit à d'autres facteurs déjà cités qui sont l'appropriation de la terre par des propriétaires fonciers et des entreprises nationales ou multinationales qui en sont les bénéficiaires à long terme. La preuve en est que les déplacés proviennent des terres les plus riches qui ont un avenir prometteur en termes de développement industriel.

Pour corroborer ce que nous avons dit, citons une coupure de presse qui mentionne les enquêtes réalisées sur certains bénéficiaires du barrage hydroélectrique d'Ituango. Nous sommes conscients que ces articles de presse ne sont pas des études universitaires, mais nous révèlent l'opinion de certains analystes et leur interprétation personnelle de la vie d'une société:

“Une magistrat du Tribunal de Justice et Paix a sollicité une enquête pour déterminer jusqu'à quel point les actions militaires des AUC ont été un bénéfice pour le projet énergétique Hydro-Ituango.

Une tâche difficile attend le procureur 15 de l'Unité de Justice et Paix de Medellín: enquêter sur les opérations paramilitaires du Bloc Mineros des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC), à la fin des années 90 et au début des années 2000, pour savoir si elles ont favorisé le développement du projet de construction du barrage hydroélectrique le plus grand qu'aura le pays, connu sous le nom de Hydro-Ituango, et actuellement en construction.

La légalisation a été confiée à Patricia Hernández, Procureur 15 de l'Unité Justice et Paix qui a affirmé que “le principal obstacle à ce projet a été la présence de la guérilla. En 1996, est entré le Bloc Mineros à Ituango et, seulement deux années plus tard, a été constituée la société Promotora de la Hidroeléctrica Pescadero S.A.”.

Cette société a été créée le 31 décembre 1997 par le gouvernement d'Antioquia, c'est-à-dire le dernier jour du gouvernement du mandataire régional, Álvaro Uribe Vélez. C'est une date clé dans l'histoire du département, car le rêve des dirigeants d'Antioquia, commencé en 1969, entré dans sa phase de réalisation quand fut faite la première étude sur la production d'hydroélectricité du fleuve Cauca, dans la sous-région du Nord. Actuellement, le projet est la propriété de l'Institut pour le Développement d'Antioquia, des Entreprises Publiques de Medellín et de petits actionnaires des secteurs public et privé.

Mais au fur et à mesure de l'évolution du projet, se produisait l'avancée paramilitaire. Le Procureur 15 a précisé qu'entre 1996 et 1998 ont été perpétrés au moins 15 massacres dans les municipalités limitrophes de la future centrale. Les trois premiers eurent lieu en 1996; 4 en 1997; et en 1998 il y eut 8 assassinats de masse. Les municipalités affectées furent Ituango, Liborina, Sabanalarga, Toledo, Briceño, Olaya, Yarumal et San Andrés de Cuerquia, entre autres. Ensuite, jusqu'en 2002, la constante a été l'assassinat collectif de paysans, accusés d'aider les guérillas des FARC et de l'ELN.

Bien que le Procureur Hernández n'ait pas présenté les preuves qui pourraient confirmer son hypothèse, elle a expliqué les raisons qui l'amènent à suggérer que "le plus important pour ce projet était de parvenir à expulser la guérilla et comme le disent les militaires à pacifier la zone pour pouvoir donner le feu vert aux travaux." A son avis, le sale boulot a été fait par les paramilitaires" [...].

Selon Hernández, "la richesse en ressources naturelles (de ces municipalités) a été un motif pour que de grands groupes économiques veuillent les exploiter. La présence de ce capital naturel et économique est une des raisons pour lesquelles les groupes armés illégaux ont fait acte de présence en ces lieux".

La répartition des actions de la Sociedad Hidroelectrica Ituango est la suivante: l'Instituto para el Desarrollo de Antioquia détient 52,89%, les Empresas Públicas de Medellín (EPM) et la Central Hidroelectrica de Caldas (CHEC) 46.47% et le reste (0.64%) est aux mains d'autres associés publics et privés.

La Magistrat a demandé au Procureur 15 d'identifier "qui sont ces autres associés" afin d'enquêter s'ils ont eu des relations avec les paramilitaires ou s'ils ont été favorisés par les actes perpétrés par les AUC, au travers du Bloc Mineros.

Suite à la démobilisation des paramilitaires du Bloc Mineros, le 20 janvier 2006, le Front 36 des FARC et quelques bandes criminelles émergentes établies sur les sites stratégiques pour le contrôle de la production et du trafic de drogues, ont repris des couleurs. Actuellement, la zone est protégée par environ 2 000 militaires.

On attend dans les prochains mois que soient présentés par le Procureur 15 les résultats des recherches sollicitées par la Magistrat de la Chambre de Justice et Paix du Tribunal Supérieur de Medellín. A ce moment-là, seront prises les décisions relatives à l'ouverture ou non d'actions pénales contre ceux qui auraient été liés au Bloc Mineros des AUC".

(publié le 26 décembre 2011 sur la page web verdadabierta.com).

Face au volume d'informations apporté par le Procureur de la Chambre de Justice et Paix du Tribunal Supérieur de Medellín, les magistrats ont demandé que soient placés sous enquête les associés minoritaires du projet qui détiennent 0.64% des actions. Toutefois, la demande n'a pu être concrétisée parce que, curieusement, une année plus tard, le Procureur qui avait émis l'hypothèse fut limogé de l'Unité Nationale de Justice et Paix (Medellín) et transféré à Florencia, Caqueta (petite ville située dans la forêt vierge amazonienne). Des ombres continuent de planer sur HidroItuango.

Faire une relecture de la presse et continuer à enquêter sur le déplacement forcé et la situation sociale d'une grande partie de la population colombienne, nous aide à mieux contextualiser, à essayer de comprendre, à nous immerger dans le quotidien des personnes ordinaires et à saisir les différentes pressions subies par les groupes les plus vulnérables. De cette manière, on entrevoit que le déplacement ne met pas un terme à la pression des groupes armés et que pour aider à affronter le quotidien, il faut une force non seulement intérieure, mais aussi sociale.

Le sociologue Alfredo Molano est une des personnes qui connaît le mieux la Colombie et la parcourt constamment en recueillant les histoires des gens. En tant que chercheur, il est très intéressé par les déplacements forcés ou "exiliés" comme il les appelle. Dans une de ses chroniques, il nous raconte cette histoire intitulée "Carnet de route":

"Pitalito est une división administrative de Chimichagua, Cesar, sur les contreforts des monts de Perijá, formée de deux fermes: San Miguel et Pitalito. Jusqu'en 1980, quand elles furent abandonnées, elles étaient la propriété de la famille Chacón. Les paysans les travaillèrent et divisèrent en 14 parcelles; il élirent un conseil d'action communale, organisèrent un magasin communal, construisirent une école et réparèrent les routes. Ils semèrent du manioc, des potirons et surtout du maïs qu'ils vendaient à Curumaní. Personne ne demandait rien à personne. Entre 1998 et 2005, les exploitants des parcelles furent décimés par une vague terrible d'assassinats et de vol de bétail; quelque 30 familles partirent vivre dans les villages voisins ou au Venezuela. [...] Selon les témoins, le 16 janvier 2010, arriva dans les bagages de l'armée un nommé Juan Manuel Fernández de Castro del Castillo, surnommé le capitaine, pour prendre possession des terres, disant avoir les titres [...] Le 21 mai 2013, les exploitants retournèrent à leurs parcelles, convaincus que la loi sur les terres les protégeait (Loi 1448⁷ sur la restitution des terres). Ils reconstruisirent les maisons, firent une salle communale où les enfants avaient leurs cours et semèrent de nouveau maïs, manioc, haricots verts, tomates et pastèques. Le 25 octobre, entra l'Esmad (Escadron mobile anti-émeutes) accompagné de la Sijin, du Procureur régional et de plusieurs autres personnes. Les paysans furent accusés de cultiver la coca. Les autorités expulsèrent les exploitants des parcelles [...] Plus tard, elles détruisirent à la tronçonneuse les maisons et tous leurs avoirs, y compris leurs bottes en caoutchouc. Un terrible avertissement aux 17 familles: 24 enfants et 30 adultes" (Alfredo Molano Bravo, 2014).

⁷ Loi 1448 Loi de Victimes et de restitution des terres" qui fixe des mesures d'accueil, d'assistance et de réparation intégrale aux victimes du conflit armé interne et autres dispositions". Approuvée le 10 juin 2011.

C'est au milieu de ce type d'histoires que se déroule la vie de millions de personnes en Colombie. La possession des terres s'ébauche avec l'appui direct ou indirect de l'État qui, souvent, comme dans ce cas, accompagne la population civile, non pas pour défendre ses droits, mais pour l'aider à se déplacer, comme on a pu le voir dans le texte antérieur. En effet, le Procureur, le contrôleur et l'armée accompagnaient la population dans son déplacement.

Le traumatisme des gens s'élabore au quotidien avec des faits comme celui-ci, mais aussi leur manière de s'adapter aux circonstances pour avoir ensuite le courage de recommencer dans un autre espace. Comme nous pouvons le voir, ce type de plaintes provient parfois de rapports d'associations, d'organismes nationaux ou internationaux, d'ONG ou d'autres entités, et peu souvent de la presse, une fois que la divulgation est devenue inévitable. Mais ne sont jamais pris de correctifs, car la plupart des infracteurs sont des personnes qui ont un grand pouvoir politique et économique qui les met au-dessus de la loi. Par contre, les leaders de ce type de mouvements revendicatifs sont accusés d'être des guérilleros ou des auxiliaires de la guérilla, ce qui équivaut à une sentence de mort de la part des paramilitaires. Ils peuvent aussi terminer en prison pour délit de rébellion. S'ils ont un peu de "chance", ils vont grossir les rangs des déplacés.

Centrale Hydro-Électrique D'ituango: Avant Et Après

Dans différents points du pays, sont prévus ou en phase d'exécution plusieurs types de travaux, projets et mégaprojets. Ceci a donné naissance à différentes réactions et mouvements de refus face à certains travaux, car les populations sont affectées de différentes manières au cours de ces périodes, ne sont pas consultées, ou on leur fait miroiter de fausses attentes qui deviennent évidentes au moment de l'exécution des travaux. Par exemple, Hidro-Ituango a généré de grandes controverses, conflits et déplacements.

Hidro-Ituango est le nom du mégaprojet hydroélectrique le plus important de l'histoire de la Colombie, dont la construction a démarré en 2010. Selon les prévisions du constructeur, il entrera en fonctionnement en 2018. Le barrage du projet Hidro-Ituango est situé à l'ouest de la Colombie, dans le département d'Antioquia, à 171 km environ de Medellin, capitale de ce département, sur les terres des municipalités de Briceño, Ituango et Toledo. Il produira 2.400 MW, ce qui en fera le premier barrage de Colombie et le second projet hydroélectrique le plus colossal d'Amérique latine

après celui d'Itaipu, joint-venture entre le Brésil et le Paraguay, dont la puissance installée est de l'ordre de 14.000 MW.

Le développement de ce projet aura certains effets socioéconomiques sur le déplacement forcé de la population qui interférerait avec la zone du projet, et habiterait dans la zone qui sera inondée. Cette inondation détruira les activités dépendant du lit naturel du Cauca et de ses affluents, comme la pêche, les petites cultures et l'exploitation artisanale des mines. Comme le disent ses habitants, cette région ne possède pas de grandes cultures, car ses terres ont été achetées par des propriétaires fonciers peu intéressés par la culture, mais par la valorisation des terres consécutive à la mise à exécution du projet.

La région où est en construction le barrage hydroélectrique d'Ituango a enregistré des changements substantiels depuis l'époque où a été adoptée la décision de construire ce mégaprojet. Selon la presse, la région était une zone d'exploitation minière près du lit du Cauca. C'était une exploitation minière artisanale dont vivaient les familles de la région. Dans la zone qui sera inondée habitent environ 10.000 personnes qui devront être réinstallées suite à la destruction de la base productive agricole de la zone intéressée. Cela causera un déracinement culturel et une perte d'identité suite à la rupture des liens communautaires avec l'environnement.

Il a aussi été démontré que la construction de ces mégaprojets en zones rurales génère de la prostitution liée à l'arrivée des entreprises constructrices dont les employés, le weekend, vont au village en quête de divertissements. Est également notable l'augmentation de la consommation et du trafic de stupéfiants, ainsi que celle de l'alcool avec ses problématiques sociales subséquentes. À en croire la population, ces situations commencent à poindre et aucun correctif n'a été encore pris, bien que connaissant à l'avance les problématiques générées.

Pour la seule municipalité d'Ituango, la production agricole s'est réduite de 70%. Sur 25.000 habitants de la municipalité, 16 000 ont été déplacés au cours des dernières années. L'augmentation du coût de la vie pour cause d'expectatives dérivées du barrage a été de 40%, et le pourcentage des besoins de base insatisfaits est de 76%. Comme on peut l'observer, le développement communautaire n'est pas à la hauteur du projet (J.C. Fernández, 2011).

Bien que les travaux de construction du barrage n'aient commencé qu'en 2010, ce projet existe depuis les années 70. C'est pour cela que cette région focalise l'intérêt du pays.

Les antécédents de la zone d'Ituango en matière de droits de l'homme sont catastrophiques. Depuis la fin des années 70, Ituango est un territoire stratégique pour les groupes armés et la construction du barrage n'a fait qu'intensifier les affrontements.

Le contrôle territorial a été la cause de violents combats. Entre 1996 et 1997, les paramilitaires ont contrôlé la municipalité provoquant des centaines d'assassinats, des déplacements forcés, des vols dans les petits commerces, des disparitions de têtes de bétail et autres violations des droits de l'homme. Après le massacre de El Aro, fin 1997, les services du Procureur ont remis un rapport alarmiste sur cette situation. Selon ce document, 150 personnes ont été exécutées en face de l'église de Santa Bárbara. Pendant toute la durée de la suprématie paramilitaire, on estime que plus de 350 personnes ont été assassinées dans toute la région.

En 1998, Jesús María Jaramillo, conseiller municipal d'Ituango et défenseur des droits de l'homme, est assassiné après avoir entrepris une campagne dénonçant le groupe paramilitaire Autodéfenses de Córdoba et Urabá. En 2002, les Autodéfenses reviennent à la municipalité pour y perpétrer un véritable massacre. Ils violent des femmes, assassinent 15 paysans et provoquent le déplacement de 190 personnes. Depuis lors, les affrontements entre l'armée, les paramilitaires et les FARC sont devenus plus fréquents.

Face à ce contexte historique, il est préoccupant que 200 mineurs artisanaux aient été délogés des municipalités d'Ituango et de Briceño, et que les propriétaires aient dû céder leurs domaines pour un tiers de la valeur réelle des terres. Le maire de Briceño a même collaboré à ces expulsions, puisqu'il a signé les expulsions en présence d'un colonel de l'armée, n'hésitant pas à aller à l'encontre des intérêts de ses concitoyens qui voulaient conserver le territoire.

Le 14 mars 2011, pour exprimer leur mécontentement à l'égard du mégaprojet, entre 4 000 et 5 000 personnes des municipalités d'Ituango, San Andrés de Cuerquia, Briceño et Toledo organisent une marche de protestation regroupant les différents secteurs affectés par les impacts sociaux, environnementaux et économiques depuis le début du projet hydro-électrique Hidro-Ituango.

La situation conflictuelle est latente dans les territoires affectés par la construction du barrage à cause de l'accusation d'appartenance et/ou de collaboration avec le Front 18 des FARC d'une grande partie de la population. Cette situation a été révélée par un blog publié à la mi-juin 2011 qui concernait 1 900 habitants des terres proches du projet. Le blog déclinait les noms, documents d'identité et autres coordonnées personnelles des personnes accusées. Face à une telle situation, 405 intéressés ont recouru au droit de pétition devant le Procureur et 250 ont reçu une réponse. De

même, 32 informations ont été envoyées au Gouverneur par les 32 secteurs organisés de la municipalité, demandant les explications afférentes, sans toutefois obtenir de réponse.

Cette situation qui vient s'ajouter à la présence historique de groupes d'insurgés a conduit à une militarisation de la zone par les forces armées colombiennes et la police nationale. Face à la construction d'infrastructures présentant ces caractéristiques, la population connaît à fond ce type de situations. C'est ainsi que la peur est entretenue pour forcer les gens à abandonner leurs terres comme l'ont déjà fait en Colombie plus de 6 millions de personnes depuis l'entrée en vigueur de la loi 387 de 1997, date officielle de début des statistiques.

Outre les actions légales intentées, comme les plaintes déposées auprès du bureau du Procureur, l'accusation d'appartenance et/ou de collaboration avec la guérilla au travers du blog, le manque de reconnaissance des activités liées à la propriété de la terre découlant d'un recensement manipulé par l'entreprise et son refus d'actualiser les données, entre autres, il faut ajouter les actions intimidatrices comme la démolition des ranchs des mineurs pendant leur absence, le sectionnement des passerelles qui permettent aux populations locales de traverser la rivière et surtout le bombardement par l'armée, le 12 septembre, de la zone connue comme "El bombillo" qui n'a fait heureusement aucune victime. Cette dernière est l'action la plus violente perpétrée à ce jour.

Dans le conflit autour de la construction du barrage Hidro-Ituango, il convient de mentionner aussi l'activité dans une zone contiguë, le Valle, d'une autre grande entreprise transnationale, la cimenterie ARGOS S.A. Il existe aussi dans la région des concessions à des entreprises minières transnationales comme Anglo Gold Ashanti. Ces deux projets ont un fort impact sur les droits de l'homme (J.C. Fernández, 2011).

De même, certains habitants de la zone affectée par ce projet sont venus à Medellín pour chercher à faire comprendre la situation qu'ils vivent et, à cette fin, ont pénétré dans les installations de l'Université d'Antioquia en quête d'appui de la part des étudiants. Cette université publique est connue pour sa belligérance dans les conflits sociaux que vivent le pays et la ville de Medellín. Au cours d'une réunion, ces paysans exposèrent leurs points de vue et leur malaise face au projet. L'un d'eux disait: *"Quand ils sont venus, ils nous disaient qu'ils allaient construire le barrage avec nous et maintenant qu'ils commencent les travaux, ils amènent la main d'œuvre d'ailleurs et ils ne nous embauchent pas. En plus, nous ne savons plus où travailler car nous sortions l'or de la rivière et ils ne nous le permettent plus parce que c'est devenu propriété privée"*.

Toutefois, rien n'a suinté de ce conflit régional qui reste peu connu dans le reste du pays. Ce pays, en proie à tous les problèmes qu'il connaît, devient indolent à l'égard d'autrui. Il est clair que telle est la réaction d'une partie de la population, mais qu'il existe des personnes qui continuent de se préoccuper et de lutter en faveur des plus défavorisés. Le problème, c'est que cette frange de la société est qualifiée par certains médias de "guérilleros en civil". Ce terme a été très populaire pendant les deux présidences d'Uribe Vélez (2002-2006 et 2006-2010) qui, avec sa politique de "sécurité démocratique" est parvenu à polariser l'opinion publique colombienne de telle manière qu'ont été criminalisés les organisations non gouvernementales (ONG), les adversaires politiques du gouvernement et tout mouvement de solidarité qui se manifesterait (qui n'est pas avec moi est contre moi). Cette incrimination a été vécue par la "Marcha patriótica", mouvement politique et social de gauche, pour s'être solidarisée avec les populations les plus indigentes. Quand ce mouvement surgit, en juillet 2010, il est immédiatement stigmatisé par le gouvernement qui le qualifie de "guérilleros en civil", imité à présent par une bonne partie de la société. L'extrême droite a procédé à des assassinats systématiques.

Un autre témoignage de ce que vit le pays avec les politiques économiques de développement et le rôle joué par les mégaprojets des multinationales est le jugement éthico-politique, avec audience pétrolière, tenu à Puerto Gaitán, les 12, 13 et 14 juillet 2013.

On y a délibéré sur la responsabilité des sociétés transnationales et la complicité de l'État colombien qui ont fait de la Colombie un paradis économique pour les intérêts de ces entreprises: elles paient peu d'impôts, personne ne contrôle leur production, elles ont les forces militaires à leur disposition et peu d'obligations sociales et environnementales.

Ce jugement a été réalisé avec la participation active des tribunaux permanents des peuples (TPP), le Réseau de Fraternité et de Solidarité en Colombie (REDHER) et l'accompagnement de diverses organisations. Ce jugement éthico-politique sur le dépouillement en Colombie a eu lieu après 3 audiences préparatoires à niveau régional portant sur des secteurs type: minier, pétrolier et hydro-électrique. Un jugement qui s'est appuyé sur l'expérience des TPP et a jugé aussi les politiques étatiques nationales et internationales qui autorisent la spoliation. Un jugement éthique et politique, non pas comme une fin en soi, mais dans la perspective de créer des mécanismes légaux pour juger les actions des multinationales.

De cette manière, les 16, 17 et 18 août 2013, ont été jugées sur le double plan éthique et politique les compagnies transnationales responsables de conflits sociaux, environnementaux et politiques.

Dans le secteur pétrolier, Pacific Rubiales Energy de Puerto Gaitán, grâce à la richesse de cette municipalité, a pu s'étendre dans tout le pays, étant désormais propriétaire des mines des municipalités de Marmato et Segovia, ainsi que de la plupart des blocs pétroliers du Casanare, Boyaca, Meta et Vichada. La population ne bénéficie pas des retombées de ces richesses qui constituent même un problème pour les communautés locales.

C'est de cette manière qu'est orchestrée l'expulsion des déplacés, comme nous l'avons vu dans le cas de la population affectée par le mégaprojet d'Ituango. Mais nous pouvons observer aussi qu'en général la population colombienne, actuellement comme depuis plus d'un demi-siècle, vit au milieu d'une forte violence qui se manifeste dans tous les domaines. Pour ce motif, nous avons écouté les propos de certains déplacés qui disent être partis de la campagne pour sauver leur vie et celle de leurs, mais quand ils sont arrivés à la ville, ils y ont trouvé une violence souvent plus forte que celle qu'ils avaient ressentie et affrontée. La seule différence est que la violence urbaine est générale, alors que celle de la campagne était plus ponctuelle et tendait à les déplacer pour confisquer leurs terres.

A présent, la région d'Ituango, à la différence des années 70, quand le projet n'était pas encore connu, a connu de grands changements dans tous les sens du terme. Initialement, il n'y avait dans cette région que des populations qui vivaient d'agriculture à petite échelle, d'exploitation minière artisanale et d'élevage, rassemblées dans de petits villages peu connus au niveau national. Mais, après avoir appris le mégaprojet, les protagonistes en armes, tels la guérilla et les paramilitaires, ont commencé à s'y installer. Actuellement, la région est très connue au niveau national du fait des conflits régionaux armés, de la violence extrême qu'elle a vécue et pour le mégaprojet qui est entré, il y a un peu plus de trois ans, dans sa phase d'exécution. Ses habitants se plaignent du mode de négociation des terres, de l'interdiction de poursuivre l'exploitation minière artisanale et du coût élevé de la vie.

Nous savons bien que la culture se transmet de génération en génération dans la vie quotidienne. Les enfants apprennent des adultes ce qui permet de perpétuer nos croyances, coutumes, musiques et habitudes, en général. La presse, la radio et la télévision font également leur apport silencieux. Pour nous les Colombiens qui vivons depuis plus d'un demi-siècle dans une violence généralisée où confluent les problèmes politiques, les difficultés économiques, le trafic de stupéfiants et un tas de difficultés, il est très difficile de croître dans cet environnement sans être affecté par un de ces fléaux. Pour le plus grand bien du pays, il y a heureusement des personnes qui ont des principes

moraux et éthiques tournés vers le bien-être commun, qui sont animées du désir de dépassement et d'avoir un pays moins corrompu, avec moins de problèmes de drogue ou de prostitution. Beaucoup de ces personnes sont frappées par la violence et fuient en quête de bien-être et de nouveaux espaces où renaître.

Ces éléments nous montrent quelque peu le cadre sociopolitique du déplacement forcé en Colombie qui, comme nous le savons, se déroule avec la participation des secteurs politiques et militaires. Les problèmes et les traumatismes subis par la population persistent, ainsi que les politiques appliquées, sans tenir compte du bien-être social. On oublie que la Colombie est censée être la plus vieille "démocratie" d'Amérique du sud et que, selon la Constitution colombienne, c'est un État sociale de droit.

DEUXIÈME PARTIE

7. LE DÉPLACEMENT FORCÉ

Un des grands problèmes que connaît la Colombie en tant que pays en voie de développement est la possession de la terre. C'est un problème depuis la période de l'indépendance et Peter Wade (1993) le définit ainsi: "la propriété des terres continue, dans une grande mesure, à ne pas être réglementée en Colombie". La Colombie affronte donc les mêmes problèmes qu'à l'époque post-coloniale. Une des manières de s'emparer des terres est de déplacer leurs habitants. Quant au déplacement vécu par des centaines de milliers de personnes, mentionné dans son argumentation par Juan José Cañas, historien spécialisé en déplacement forcé, (entrevue personnelle, 2012, carnet de route), de même que d'autres auteurs comme A. Molano (2009), il propose de ne pas parler de déplacement, mais de *déracinement* ou *d'exil*. Pour lui, quand on parle de déplacement, on dissimule le drame du déracinement et de l'exil. Ce terme "déplacé" est utilisé pour dissimuler une des conséquences du développement économique colombien, et mieux vaut alors qualifier les personnes de déplacées que de déracinées, car le second terme a un impact politique majeur.

Lorsque nous parlons de déplacement, nous parlons simplement de mouvement des personnes d'un lieu à l'autre, alors que le terme de déracinement implique être arraché de la terre et de son tissu social, de son milieu. Le déracinement ou exil a une acception plus large et une force politique plus grande. Pour éviter ces débats, on a créé le mot déplacement forcé. Le problème est que le terme ne précise pas s'il s'agit d'un déplacement forcé suite à une catastrophe naturelle ou pour motifs de violence humaine. Pour ce travail, nous adopterons le terme de "déplacés par la force", comme conséquence de la violence humaine exercée avec une finalité particulière. Ce déplacement en Colombie est le fait de groupes en marge de la loi qui cherchent à s'emparer des terres. Ces derniers privilégient les lieux les plus développés qui sont plus stratégiques et acquièrent plus de valeur.

Pour générer un conflit là où il n'y a pas de conflit armé, on envoie un détachement de paramilitaires pour semer la peur et la terreur, instaurer la violence et ipso facto le déplacement forcé. Quinze ou vingt ans plus tard, la vérité affleure: les propriétaires terriens savaient à l'avance, car ils ont accès à des informations privilégiées, que dans cette zone allait être réalisé un mégaprojet. Grâce au déplacement, ces propriétaires ont acheté à vil prix, se sont emparés de nouvelles terres et ont tiré profit de leur développement et de leur valorisation subséquents. Des

enquêtes actuellement en cours concernent la centrale hydro-électrique d'Ituango et le port de Buenaventura. Nous les examinerons plus avant.

Dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, persiste encore un conflit social et de possession des terres. S'y ajoutent le trafic de drogues et l'exclusion des Afros et des indigènes. Nous avons une population sans terres à travailler, l'industrialisation a provoqué l'exode des populations vers les villes, soit parce qu'elles aspirent à un emploi, soit pour cause de déplacement forcé provoqué, ainsi que nous l'avons indiqué, par des groupes en marge de la loi. Le sociologue J. Petras et le linguiste Chomsky (2000, 41) parlent du conflit colombien en ces termes:

“Le pays est en guerre civile depuis presque toujours, à cause des nombreux conflits armés qui affectent simultanément les Colombiens. Une violence généralisée dont l'origine sociale est la marginalité et l'exclusion, avec pour problématique principale non pas les groupes illégaux ou le trafic de stupéfiants, mais l'échec de la construction de la nation, au triple plan social, moral et politique”.

Ce fut l'évidence même avec la signature du Front National, pacte bipartiste en vertu duquel les partis traditionnels gouvernèrent tour à tour pendant des périodes quadriennales, de 1958 à 1974. De cette manière, ils se partageaient le gâteau et, en passant, excluaient tout autre groupe politique qui aurait prétendu participer aux luttes de pouvoir. Sans oublier l'assassinat déjà mentionné du caudillo Jorge Eliécer Gaitán, leader enraciné dans les couches populaires. Les auteurs intellectuels de ce crime n'ont jamais été découverts, d'autant plus que son auteur a été assassiné par la foule quelques heures après le magnicide, effaçant de la sorte les traces des instigateurs. Tout ceci a généré, en plus de ce que nous avons exposé antérieurement, un bain de sang qui n'a jamais cessé. (Alape A., *El Bogotazo, 1987*). Les racines de la lutte armée colombienne sont libérales, tout comme l'était le leader assassiné. Les conditions sociales qui ont généré le conflit n'ont toujours pas été résolues et les FARC, en 2014, ont célébré leurs 50 ans d'existence⁸.

L'appauvrissement de la campagne face à la concentration des terres induite par le modèle de production a provoqué le départ des personnes et des familles des secteurs ruraux vers les métropoles, en quête de “progrès” (Gómez, GM, 2010, p. 13). Le phénomène de déplacement forcé qu'a vécu le pays pendant des décennies n'a été reconnu et pénalisé qu'en 1997, date de l'adoption

⁸ Sur l'origine et les causes du conflit armé en Colombie, existent plusieurs travaux. Le plus important est celui développé par la commission historique du conflit. Il a été réalisé par 12 intellectuels. Parmi eux, Daniel Pécaut, Alfredo Molano et Rénan Vargas.

de la loi 387⁹ selon laquelle: *“Est déplacée toute personne qui s’est vue forcée à migrer à l’intérieur du territoire national, abandonnant sa localité de résidence ou ses activités économiques habituelles, parce que sa vie, son intégrité physique, sa sécurité ou sa liberté personnelle ont été violées ou sont directement menacées pour une des causes les suivantes: conflit armé interne, troubles, tensions internes, violence généralisée, violations massives des droits de l’homme, infractions au droit international humanitaire ou autres circonstances induites par des situations antérieures qui pourraient altérer ou altèrent drastiquement l’ordre public”*.

Les personnes qui sont parties intégrantes de ce travail (informateurs) nous ont raconté leurs expériences et les raisons de leur déplacement. Ces récits nous montrent que ce phénomène est surtout sensible là où sont situées les meilleures terres du pays. Ce que confirment divers organismes: les départements qui concentrent 84% des déplacés concentrent aussi 78% de la production pétrolière du pays (Reasentamiento en Colombia, Banco Mundial, 2005).

Depuis 1980, la Colombie s’est ouverte aux marchés internationaux et on y projette de grands plans de développement, surtout pour la région Pacifique, qui consistent fondamentalement en projets d’infrastructures: routes, ports, gazoducs, chemins de fer, réseaux électriques à haute tension, barrages hydroélectriques et un canal interocéanique. C’est précisément dans cette région que se présente le plus grand nombre de déplacés. De même, les migrations forcées se produisent à partir de zones où les collectivités ont un faible niveau d’activisme politique (mesuré par la participation électorale), mais un niveau élevé d’activisme social (marches, protestations...). C’est le contraire de ce qui se passe dans les lieux qui reçoivent le plus de déplacés. Cela confirme la perte de capital social qu’implique le déplacement (El desplazamiento forzado en Colombia, Médicos sin Fronteras, 2007). Cette région est nommée “du Pacifique” car elle côtoie l’océan du même nom. C’est la zone qui actuellement présente les conflits majeurs du pays. Y confluent les groupes armés, légaux et illégaux, qui se disputent le contrôle du territoire. De grandes infrastructures sont construites dans cette région pour y réaliser des mégaprojets, comme par exemple le port de Buenaventura. Pour la réalisation de ce mégaprojet, un vaste secteur de la ville en bordure de l’océan Pacifique sera nécessaire. Cette ville de Buenaventura est l’une des plus violentes du pays et aussi une de celles dont proviennent le plus de déplacés. Tout commence par une simple reconnaissance du terrain pour y vérifier ce que ces entreprises savaient à l’avance. Les compagnies, avec la complicité du gouvernement utilisent alors différentes stratégies: la pression sur les leaders, la division des communautés et ensuite, l’intimidation qui, faute de résultats, peut évoluer vers l’assassinat. C’est

⁹ Loi 387 de 1997 (18 juillet) qui adopte des mesures pour la prévention du déplacement forcé; l’accueil, la protection, la consolidation et la stabilisation socioéconomique des déplacés internes par la violence dans la République de Colombie.

ce que vit Buenaventura, comme le reste du pays. Voici ce qu'écrit A. Molano dans une de ses chroniques: [...] *“Nous commençons déjà à vaincre l'indifférence. Il y a eu, le 19 février passé, une autre marche convoquée par l'Église et les organisations sociales [...] Le lendemain de la marche, il y a eu sept assassinats: deux personnes mises en pièces et cinq morts par balles”*. Ce récit est postérieur à la grève de Buenaventura du 19 février 2014. Mais son récit continue et il nous parle des fameuses maisons de “trituration” où sont équarries les victimes pour intimider le reste de la population. *Dans les commandos paramilitaires apparurent les maisons de trituration, une des pratiques de mise à mort les plus monstrueuses qu'on puisse imaginer. [...] Je ne parle pas du passé, même si la pratique a été dénoncée par l'Église, il y a quelques années. Je parle de ce qui se passe aujourd'hui [...] A la lumière du jour, la victime est conduite à coups de bâton jusqu'au lieu où elle est démembrée vive dans l'obscurité. Dans les quartiers populaires, on entend les appels au secours désespérés, le bruit des tronçonneuses, les coups de hache. Les autorités dorment. Le jour se lève et la vie continue. La terreur qui sert d'exemple se répand. Personne n'a rien vu, ni entendu, ni ne pipe mot [...] Au delà de la brutalité, il y a l'effet: la soumission totale de la population qui toujours voit, entend et sait ce qui se passe dans les maisons de trituration. Une soumission qui a des effets économiques et contribue à ce que beaucoup de négociants fassent fortune en achetant la terreur”*.

Ce récit narre le quotidien de Buenaventura, et comme le dit Molano, l'Église l'avait déjà dénoncé, mais les autorités ne s'en sont pas préoccupées car elles semblent elles-mêmes être impliquées dans ce type d'actions.

C'est de cette manière que l'opinion publique se forme et qu'on étouffe toute tentative de protestation. La population vit en proie à la peur et s'y habitue. La peur devient le quotidien, et mieux vaut ne rien dire pour ne pas finir dans une de ces maisons. Finalement, les gens optent pour la fuite et la recherche d'un endroit moins dangereux pour vivre. Ce sont les nouveaux déplacés qui emportent avec eux des souvenirs de terreur et le désir de s'en guérir. Tout cela a bien lieu et, néanmoins, la population trouve des justifications d'une manière ou d'une autre ou ne lui prête pas d'importance, car malheureusement nous souffrons d'analphabétisme politique. Nous sommes désireux de ne pas nous impliquer, par ignorance, ou parce que nous ne croyons pas ce que nous disent les gouvernements successifs.

Les actes des paramilitaires sont appuyés par les autorités et par un secteur de la population, comme le constate un chef paramilitaire, fondateur en plus du paramilitarisme, et qui a été extradé aux USA. Voici ce qu'il dit:

Salvatore Mancuso Gómez (qui s'est livré aux autorités pour bénéficier de la loi Justice et Paix¹⁰) a raconté comment ont été créés les groupes paramilitaires dans le département du Nord de Santander, qui avaient pour principal objectif de combattre les fronts guérilleros [...] Il a qualifié à plusieurs reprises "d'alliés" l'Armée, la police ou les forces militaires [...]. Pour les déplacements effectués dans leur région, a assuré Mancuso, ils utilisaient des camions, canots à moteur, motos, voitures ou marchaient. Toutes leurs actions étaient coordonnées et appuyées par les Forces militaires qui avaient pleine connaissance de ces mobilisations [...].

¹⁰ La loi de Justice et Paix est une loi controversée qui a été approuvée par l'État colombien, durant les présidences 2002-2006 et 2006-2010 d'Alvaro Uribe Vélez qui est accusé d'avoir été un Président narco-paramilitaire. Il a offert une amnistie aux paramilitaires pour qu'ils se démobilisent et, en échange, leur a promis qu'ils n'auraient pas de peines supérieures à 7 ans de prison. A cette époque, on calculait qu'il y avait environ 9 000 paramilitaires. Toutefois, plus de 30 000 se sont démobilisés, mais les bandes paramilitaires continuent d'opérer comme par le passé. Selon les analystes politiques, il y a eu une fausse démobilisation. En plus, il a été démontré que s'étaient démobilisés de faux blocs de paramilitaires qui en réalité étaient des trafiquants de drogue et qui voulaient, de cette manière, s'en tirer à bon compte. C'est pour ces faits que Luis Carlos Restrepo, ancien "Haut-commissaire pour la paix" de ces gouvernements, est en fuite. Personne ne peut enquêter sur Monsieur Uribe Vélez en sa qualité d'ancien chef d'État et encore détenteur d'un fort pouvoir politique en Colombie.

8. SUR LA TERRE D'ORIGINE

Comment Nous Vivions

Dans les paragraphes suivants, nous nous intéresserons à l'Uraba Antioqueño, une des régions les plus riches de Colombie, mais aussi celle qui génère le plus de déplacés. De même, nous essaierons d'en savoir plus sur le Chocó, département qui possède aussi des terres dans l'Urabá. Cette région a une grande richesse agricole, est bordée par deux mers, l'Atlantique et le Pacifique, possède des terres d'une beauté exubérante et d'une grande fertilité, et elle offre un climat chaud et humide. Les températures moyennes sont de l'ordre de 30° centigrades tout au long de l'année. Sa population compte un fort pourcentage (69% selon le DANE, 2006) de descendants d'Africains. Dans cette région, on trouve de grandes plantations de toutes les variétés de bananes, avec prédominance de la banane plantain. En plus, des plantations d'arbres exploités pour leur bois, de cocotiers et de palmiers à huile, manioc, maïs, canne à sucre, entre autres. De même, les terres de cette région sont bonnes pour l'élevage intensif.

D'autre part, le palmier à huile gagne beaucoup de terrain et remplace différentes cultures, ce qui est une des causes des déplacements forcés dans la région. Puisque ce sont des cultures industrielles qui nécessitent de grandes extensions et peu de main-d'oeuvre, seuls les grands propriétaires et les industriels peuvent s'adonner à ce type de cultures. Ils s'emparent alors des terres par différentes méthodes, y compris les déplacements, obligeant les occupants à abandonner leurs terres.

En sus de toutes ces richesses agricoles, minières et d'élevage, sa situation géographique est privilégiée car elle est située à l'extrême nord de l'Amérique du sud, est bordée par deux mers et possède de hautes montagnes. Sa situation géographique en fait un corridor pour le trafic des armes et de la drogue. Par ce corridor sort un pourcentage élevé de la drogue illicite que produit le pays, avec pour destination finale les marchés européens et nord-américain. C'est par là qu'entrent les armes pour les différents acteurs du conflit comme la guérilla, les paramilitaires et les trafiquants de stupéfiants, qui alimentent la belligérance colombienne. Différents cartels de la drogue, ainsi que les paramilitaires se disputent ce corridor, alors que l'armée et la guérilla essaient de le contrôler. Le résultat est l'indice élevé de violence dans une zone où le développement ne s'est jamais installé, bien que soient réunies toutes les conditions pour en faire une région prospère.

Malgré toutes ces richesses, la population reste en-dessous du seuil de pauvreté. Cette région est aussi une des régions les moins développées du pays, sous tous les aspects, entre autres celui des infrastructures routières. Il faut beaucoup d'heures de route pour arriver en Urabá à partir du centre du pays où sont situées les villes principales comme la capitale, Bogotá, ou les villes industrielles comme Medellín et Cali. Pour nous faire une idée, parcourir les 736 km qui séparent Bogotá d'Apartado, une des principales villes de l'Urabá, nécessite environ 13 heures si les conditions climatiques le permettent. En général, les infrastructures routières colombiennes ne sont pas très développées¹¹, et les 736 km mentionnés se font en partie sur l'équivalent français des routes nationales. Pour le reste, les voies sont plus étroites, l'asphalte est en mauvais état et dépasser un camion est difficile, car la plupart des routes n'ont que deux voies.

Un des problèmes de la région est le transport des cultures que produisent les paysans de ce secteur puisque les voies de communication ne sont pas adéquates et que, pour ce motif, le développement régional a été freiné. Les paysans essaient de sortir leurs récoltes, mais beaucoup se perdent en bord de route à cause des glissements de terrain qui empêchent les camions de les recueillir à temps.

Tous les axes de cette riche région auraient besoin de travaux. L'un des principaux, appelé "la route de la mer" n'est qu'une voie étroite où, à la saison des pluies, de grands glissements de terrains obstruent certains secteurs routiers, empêchant le transport du produit des récoltes des rares paysans qui sont encore restés dans la région.

L'état de ces infrastructures routières laisse imaginer le développement des autres secteurs de l'Urabá. Il semblerait que c'est par terre que doivent arriver le développement, l'investissement social et culturel à cette région du pays. En Urabá, on ne pense qu'aux campagnes politiques et aux suffrages du peuple. Les politiciens vont y faire leurs promesses électorales, toujours les mêmes que lors de la campagne antérieure. Une fois élus, ils oublient leurs promesses et la région. Un journaliste d'opinion prétendait dans un journal colombien que "les politiciens ne peuvent tenir leurs promesses, car sinon ils ne sauraient pas quoi promettre lors de la prochaine campagne électorale". Mais ces infrastructures routières que nous plaçons au premier plan et qui véhiculent les marchandises produites dans la région, sont aussi nécessaires au transport vers les ports régionaux

¹¹ Conformément aux chiffres du Ministère du Transport (2006), le pays compte un réseau total de 162 000 km de routes. Le réseau primaire en compte plus de 16 000 km (entretenu par la Nation), 71 000 km de réseau secondaire (entretenu par les départements) et environ 60 000 km de réseau tertiaire (entretenu par les municipalités). La Colombie est un des pays qui a le moins de km de route/1000 habitants (3.5), moins que le Brésil (10), le Costa Rica (9), l'Argentine (5.5), le Chili (5.2) et le Venezuela (4.1) (Cárdenas et al., 2005).

qui mobilisent une grande partie de l'import-export du pays. En vertu des informations publiées par le Ministère du Transport et la Banque Mondiale, en Colombie, le transport interne de fret s'effectue surtout par route (79%), ensuite par chemin de fer (15%) et enfin par les voies fluviales (6%). Si nous considérons l'état de développement du réseau routier des municipalités de la région et de ces dernières avec les communautés locales, nos difficultés augmentent encore. Nous pourrions dire que ce réseau est encore très rudimentaire avec des chemins de terre par où un 4x4 peut difficilement passer. Ce sont des chemins transitables à dos de mulet ou à pied, et c'est par là que sortiront les récoltes des paysans, cultivées sur de petites parcelles qu'eux-mêmes ou leurs ancêtres ont défrichées à la main, à la hache ou à la machette. Ces parcelles sont toujours plus éloignées des centres urbains. Quand elles sont prêtes à être mises en culture, quand les paysans ont débroussaillé, quand ils ont enfin un bon lopin de terre à travailler, pour y faire de l'élevage ou construire un ranch pour leur épouse et leurs enfants, c'est alors qu'arrive un propriétaire terrien ou un éleveur qui lui dit qu'il aime cette terre et qu'il va la lui acheter. Le paysan n'a pas alors beaucoup d'options. Il pourrait refuser, mais ce serait se faire un ennemi puissant et riche qui, en fin de compte, deviendrait son bourreau. Une autre option serait de lui vendre au prix proposé par le propriétaire terrien et de se mettre en quête, en pénétrant toujours plus avant dans la forêt, d'un nouveau terrain à coloniser. Si le paysan ne vend pas sa terre à ces propriétaires ou éleveurs, ces derniers ont coutume de dire: "Si vous ne me la vendez pas, je l'achète à votre veuve", et c'est ainsi que peu à peu la géographie colombienne a évolué et que les territoires se sont façonnés.

Pour pallier la difficile situation du transport de récoltes, faute d'axes routiers et de justes prix, les paysans compensent actuellement par la culture des feuilles de coca. Auparavant, ils cultivaient la marijuana. C'est pour eux la solution pour commercialiser et transporter. La récolte de certains produits se perd, faute de pouvoir les sortir de la ferme, et quand ils y parviennent, les intermédiaires leur offrent les prix qu'ils veulent. Les paysans sont alors en difficulté pour payer les engrais et préparer une nouvelle récolte. Par contre, la culture de la coca est relativement facile. Elle n'exige pas d'engrais et le transport est assuré, ainsi que l'achat par le trafiquant. C'est un des facteurs qui a contribué à développer rapidement les cultures illicites, avec les graves problèmes que l'on connaît.

A titre d'exemple, et pour illustrer ces situations, nous allons écouter quelques histoires de déplacés ou déracinés. Comme le suggèrent plusieurs auteurs et tel qu'en témoigne le rapport de "Basta ya" du Groupe de mémoire historique, dirigé par Gonzalo Sanchez (2012), il n'est pas vrai que les personnes sont déplacées par la violence, voulant dire ainsi que les personnes fuient le conflit armé

national au milieu de tirs croisés. En effet, ces rapports et les spécialistes du conflit ont démontré que la violence est la méthode utilisée pour déplacer les gens, s'emparer de leurs terres ou les acheter à vil prix.

En Urabá, le phénomène du déplacement existe depuis plusieurs décennies mais, dans les années 80, il a enregistré un pic avec l'arrivée des paramilitaires. A cette époque, il a été promu au rang de méthode contre-insurrectionnelle pour attaquer les mouvements guérilleros de la région. Le paramilitarisme est une stratégie des élites pour étendre leur pouvoir et le conserver. Nous affirmons cela sur la base des rapports remis par différents organismes qui ont fourni les données qui confirment l'existence de liens entre l'armée et les paramilitaires (E. Velásquez, 2007, Rapport Basta ya; Vargas, 2002; Zamora, 1983), et entre les paramilitaires et plusieurs hommes politiques comme l'a démontré le scandale de la parapolitique¹² découvert pendant les périodes présidentielles 2002-2008.

Le paramilitarisme est un des principaux facteurs incidents de la violence et de sa dégradation. Les paramilitaires emploient cette violence contre la population civile lorsqu'ils pensent qu'elle appuie les mouvements subversifs. Pour eux, "peu importe que tombent quelques innocents quand il s'agit de tuer un subversif" (Velásquez Edgar, Historia del paramilitarismo en Colombia).

Certains témoignages insistent sur le changement notoire de mode de vie avant et après l'arrivée des groupes armés. Les personnes qui témoignent parlent de leurs vies antérieures, de leur alimentation ou de comment elles vivaient.

¹² La parapolitique (ou politique des paramilitaires) est le nom sous lequel on connaît le scandale politique déclenché en Colombie, à partir de 2006, par la révélation des liens d'hommes politiques avec les paramilitaires. Selon les enquêtes et les condamnations judiciaires, certains dirigeants politiques et fonctionnaires de l'État ont bénéficié de ces alliances grâce à l'intimidation et à l'action armée des groupes paramilitaires contre la population civile, certains obtenant des postes dans les mairies, conseils et assemblées municipales, gouvernements régionaux, ainsi qu'au Parlement et autres organismes étatiques. À leur tour, certains hommes politiques, profitant de leur poste, ont capté illégalement des sommes pour former des groupes armés illégaux et ont filtré des informations pour faciliter les actions de ces groupes comme les massacres, assassinats sélectifs, déplacement forcés, entre autres actions criminelles dont l'objectif était d'étendre leur pouvoir sur le territoire national.

9. QUELQUES RÉCITS

L'exode de la campagne à la ville introduit beaucoup de changements dans la vie de ces gens déplacés, parmi lesquels le type d'alimentation. A la campagne, disent-ils, on peut trouver une grande variété de fruits qu'eux-mêmes ou leurs voisins cultivaient. Selon l'époque, les arbres fruitiers leur donnaient des fruits qu'ils pouvaient cueillir sans le moindre problème et à coût zéro. Ils mangeaient donc des oranges, corossols (guanabana), des bananes, des mangues et une grande variété de fruits, principalement sylvestres. En plus, ils cultivaient pour les commercialiser et pour leur consommation propre ou celle de la communauté: maïs, canne à sucre, riz, banane plantain, haricots et manioc. Ce qui compte ici, c'est la grande variété d'aliments de ces régions et la facilité de se les procurer à bas prix, et même gratis. L'arrivée à la ville met un terme à cette facilité, compte tenu des prix élevés du transport et des différents intermédiaires. Ils se plaignent qu'à Medellín il faut tout payer et qu'ils ne peuvent rien acheter, vu le prix, et qu'ils n'ont pas d'emploi ou qu'ils en ont un mal payé. L'un d'entre eux raconte ce qui suit: *Un de nos informateurs dit qu'il est triste de tout laisser derrière soi, et il se souvient avec nostalgie de son arrivée à la ferme, il y a sept ans, en provenance du Quibdó avec sa famille. Ils y ont accédé par une rivière peu profonde, traînant le canoë derrière eux la plupart du temps et navigant quand c'était possible. Quand ils sont arrivés, ils ne connaissaient rien du secteur. La mauvaise herbe couvrait la ferme, il y en avait partout, dans la maison, dans les prés et dans la zone réservée aux cultures. La ferme était abandonnée. "Quand nous sommes descendus du canoë, la première chose qu'a fait mon père a été de se frayer un chemin à la machette pour pouvoir arriver au petit abri". Les murs de la maison étaient en canne à sucre et en terre, elle avait trois pièces et une salle, mais le sol était en terre et le toit, presque tombé, en tuiles de terre et en canne à sucre. Le toit servait seulement à se protéger du soleil parce que quand il pleuvait, l'eau tombait plus fort à cause des torrents qui se formaient entre les tuiles mal ajustées. La cuisine était à cinq mètres de la maison, loin des chambres, et les toilettes et la douche étaient la rivière. Après leur installation, ils se sont mis à semer et planter du maïs, de la banane plantain et du riz. Quelque temps plus tard, ils ont pu sortir les bananes de la ferme pour les exporter. Nando s'en rappelle très bien, mais à cette époque, ce qui l'intéressait, c'était de jouer dans la montagne et de monter aux arbres. Il avait sept ans, allait à l'école et n'avait aucun souci. Il raconte que c'était la bonne vie à la ferme, qu'ils avaient toute liberté de manger tous les fruits qu'ils cueillaient sur les arbres. Son bien-être était tel que lorsqu'il allait à la ville, il voulait rentrer immédiatement à la ferme. La ville ne l'attirait aucunement. Il se rappelle*

avec nostalgie qu'à la ferme on ne connaissait pas la famine. Il y avait toujours un fruit sur un arbre, alors qu'à la ville il fallait tout acheter." Être à la ferme, c'était le vrai bonheur. Pour moi, il n'y avait rien de mieux".

Le temps passait et Nando grandissait. Gagner son argent commençait à l'intéresser, et ses parents l'encouragèrent en lui laissant un secteur de la ferme à cultiver en propre. Ses parents ne l'ont jamais obligé à travailler pour la famille. Le travail était libre et pour son bénéfice propre ce qui le stimulait. Il précise que pendant sa vie à la campagne, jusqu'à quatorze ans, il n'a jamais eu l'obligation de travailler, mais que quand il est arrivé à la ville, les choses sont devenues plus difficiles car s'il ne travaillait pas, il n'avait rien à manger. Le travail de sa mère (Maria) n'était pas suffisant pour couvrir les frais de la famille. La situation était différente à la campagne, et la vie était tranquille jusqu'à ce qu'y arrivent les groupes en marge de la loi pour tout remettre en question.

La mère de Nando, Maria, nous donne sa version: "ces gens (la guérilla) ne nous cherchaient pas de noises. Ils faisaient seulement des réunions pour nous demander s'il y avait des problèmes. En fin d'année, ils faisaient même des fêtes, tuaient un boeuf et partageaient la viande avec tout le monde".

Au début quand Maria et sa famille sont arrivés à la ferme de Pueblo Nuevo, ils n'avaient pas de capital et ils se sont mis à travailler comme journaliers pour d'autres personnes, et parallèlement à la ferme. Ils achetaient aussi des bananes pour les revendre. Trois mois plus tard, ils effectuaient un dépôt à Belén de Bagirá pour achever de payer leur ferme.

Une fois en place, ils mirent les enfants dans une école à une heure et demie de marche de leur ferme. Avant, cela n'avait pas été possible à cause des distances que les enfants devaient parcourir. Les enfants partaient de la ferme à 6:30, étudiaient jusqu'à 16 heures et rentraient à la maison à 17:30. Maria leur préparait le déjeuner qu'ils emportaient pour le manger à l'école.

Une fois installés, ils travaillèrent comme journaliers dans des fermes voisines et semèrent dans leur ferme du maïs, du riz et plantèrent des bananiers. Ils ouvrirent aussi un magasin de vente de marchandises, d'articles de première nécessité et firent du troc d'aliments avec les paysans du coin. Un an après leur arrivée à la ferme, ils parvenaient à la payer. Deux ans plus tard, ils achetèrent un couple de vaches et, quand l'une d'elles fut pleine, ils eurent un veau et achetèrent un cheval de labour. De cette manière, ils diversifièrent le travail en ajoutant aux cultures la vente de marchandises. En outre, ils étaient intermédiaires dans la vente d'autres produits. Plus tard, ils achetèrent un canot à moteur pour transporter les marchandises, plantèrent 7 hectares de bananiers et obtinrent un contrat de fourniture de bananes avec une entreprise exportatrice ce qui garantissait à

la famille une rentrée supplémentaire. Ils achetaient à leurs voisins des bananes plantains qu'ils revendaient à l'entreprise. Tous les paysans n'avaient pas le droit de vendre leurs cultures. Les ventes étaient canalisées et Maria et son époux avaient un coupon de fourniture pour l'entreprise bananière. Comme leur affaire prospérait, ils embauchèrent deux travailleurs pour pouvoir fournir plus de bananes à l'entreprise. En plus de cela, ils avaient aussi cinq hectares de maïs, avec deux récoltes par an, quatre hectares de riz une fois par an, équivalant à 10-12 sacs. Sans oublier, les avocats et les noix de coco. Ils transportaient tout cela sur la rivière "los Chivos" qui passait près de leur ferme.

Leur vie se déroulait centrée sur leurs affaires, avec les enfants qui changèrent d'école et allèrent étudier au chef-lieu de canton, à Belén de Bagirá. L'aîné échoua en cinquième et ne voulut pas continuer ses études. Alors, il resta travailler à la ferme. L'autre garçon, au contraire, aimait étudier, alors ils lui achetèrent un vélo pour faire le trajet ferme-collège-ferme.

Maria, la mère, apprit à se servir du canot à moteur qui devint son outil de travail quand elle cherchait des marchandises pour les revendre. Ce fut ensuite le fils cadet qui apprit à se servir du moteur. Ils le remplissaient de marchandises à vendre au village, le bourraient de coriandre et de tomates qu'eux-mêmes cultivaient et les vendaient dans le port.

Avec les bénéfices, ils achetèrent aussi une motocyclette pour se déplacer. Maria et son époux faisaient des promenades et grâce à ce mode de transport allaient au village faire des visites et boire un coup de trop. Une fois de retour à la ferme, ils se demandaient comment ils avaient pu rentrer sains et saufs. En général, selon ce que nous raconte María, ils menaient une vie tranquille, sans aucun contretemps, malgré la présence de la guérilla. En effet, les guérilleros ne se mêlaient pas de la vie de la population dans la mesure où elle se conformait aux paramètres qu'ils avaient fixés et communiqués dès le premier mois de leur arrivée, huit ans auparavant.

À cette époque, la visite de groupes guérilleros aux différentes fermes de la région était fréquente. Ces groupes bivouaquaient dans une ferme pendant des jours, voire des semaines. Ils faisaient cuire leurs aliments, tuaient des animaux qu'ils préparaient eux-mêmes et les consommaient. Chaque jour, ils faisaient un bilan de ce qu'ils avaient consommé et le payaient au propriétaire de la ferme. Avant d'utiliser la cuisine, ils s'assuraient qu'ils n'interrompaient pas le petit déjeuner du personnel. C'était, en général, une région très excentrée et rien ne filtrait de son développement, de ses besoins ou de ses habitants. Les visiteurs n'y venaient que pour les campagnes électorales, en cas de catastrophe naturelle, type inondation, ou bien en cas de grève dans les entreprises bananières de la région.

Pendant toute la période que Maria et sa famille ont habité cette région, le seul groupe guérillero qui leur a causé problème est celui qui se faisait appeler les “corrientosos”. Ces derniers, un groupe d’une trentaine d’hommes, s’installèrent sur la ferme pendant plusieurs jours, consommant les produits du magasin, tuant les poules et même un cochon gras que Maria pensait vendre au village. Quelques jours plus tard, ils sont partis sans payer ce qu’ils avaient consommé dans le magasin et à la ferme. Mais Maria et sa famille n’y pouvaient rien et n’avaient personne à qui se plaindre.

Dans cette zone était opérationnel le front 54 des FARC, Teófilo Forero. Ses intégrants cohabitaient avec les paysans, sans les harceler. La seule chose qu’ils exigeaient des gens était qu’ils ne volent pas. Ils leur disaient aussi de ne pas croire les choses qu’on disait d’eux, qu’ils volaient, prenaient en otage ou humiliaient les paysans. Vingt jours environ après l’arrivée de Maria et de sa famille dans la région, les guérilleros se réunirent avec les paysans pour leur faire cette déclaration.

Maria se souvient que pendant les 8 années de cohabitation avec les guérilleros, ils n’ont jamais eu de rappel à l’ordre ou la moindre difficulté avec ces gens. Au contraire, ils rendaient agréable la vie de la région. En fin d’année, il y avait des fêtes, et ils offraient des aliments et des boissons aux paysans. Maria continue: “Pendant tout le temps que j’ai passé avec eux, je n’ai pas eu une plainte à formuler. Ce qu’ils disent à la télévision ne m’est pas arrivé, je ne sais pas comment ils se comportent ailleurs et avec d’autres gens, mais moi personnellement je n’ai rien eu à leur reprocher”.

Dans cette zone, on vivait bien et sans problèmes, mais au milieu de l’année 1995, tout commença à changer avec l’arrivée de l’armée et des paramilitaires.

Les paramilitaires firent une incursion à Belén de Bagirá et tuèrent plus de cinquante personnes. Ce jour-là, Maria en réchappa parce qu’elle n’était pas encore arrivée au village. Elle y allait avec des membres de sa famille quand un voisin qu’ils rencontrèrent en chemin les avertit que les paramilitaires occupaient le village et qu’ils enfermaient tous les paysans qui arrivaient, parce que pour les paramilitaires tous les gens de cette région étaient des auxiliaires de la guérilla. Ensuite, Maria et sa famille surent que ces paysans avaient été tués par balle, brûlés avec de l’acide ou électrocutés. Ce jour-là, ils rentrèrent à la ferme et y restèrent. C’était un dimanche et le lundi les paramilitaires firent savoir à la famille de Maria qu’ils avaient trois jours pour vider les lieux, parce que selon eux leur magasin fournissait des vivres aux guérilleros. Après cette communication, María ne dormit pas à la ferme pendant les trois nuits suivantes. Elle alla dormir dans la montagne avec le cadet, les autres restant à la ferme avec leur père. Le 6 mars 1996, Maria suggéra à son époux de partir à Medellín, parce qu’elle ne voulait pas mettre sa famille en danger. C’est ainsi

qu'ils abandonnèrent tout, même leur magasin avec son assortiment, neuf têtes de bétail, un cheval et quelques autres animaux. Deux enfants restèrent sur place: Francis et Ruth, cette dernière en compagnie de son époux. Ils amorcèrent le déplacement par la rivière jusqu'à la municipalité de Riosucio (Chocó), par crainte de passer par Belén de Bagirá où avait eu lieu le massacre. Ils passèrent une nuit à Riosucio et continuèrent vers Quibdó, laissèrent le bateau à moteur dans un mouillage et partirent pour Medellín s'installer dans la maison d'un parent. Ils arrivèrent à la maison d'une belle-soeur de María, la soeur de son époux. Ce qui faisait en tout 9 personnes de plus dans cette maison: père, mère et trois enfants, plus les grands-parents maternels et deux neveux. Ils y demeurèrent deux mois jusqu'à ce qu'ils leur demandent la maison. Alors, ils louèrent une pièce dans le quartier de Blanquizal qui est une zone d'implantation de Medellín pour déplacés.

Dans le cas concret de María et de sa famille, ils arrivent à Medellín dans un quartier appelé Sucre et s'installent dans une maison qui appartient à la soeur de son époux. La maison est commode et peut accueillir toute la famille. Toutefois, la famille s'agrandit car plusieurs autres foyers viennent s'y ajouter. Quelques semaines plus tard, on leur demande de vider les lieux, parce qu'ils ne peuvent pas payer le loyer très coûteux pour des gens qui arrivent de la campagne et n'ont pas d'emploi, et ceci est un problème pour tout le monde. Les propriétaires de la maison occupent le second étage et les tensions sont fréquentes. Vu la situation, Maria et sa famille décident de s'installer dans le quartier Blanquizal qui, comme nous l'avons dit, est un quartier périphérique habité par une majorité de déplacés, sans grandes ressources économiques. Le loyer ici est moins cher que dans leur quartier d'arrivée. Dans ce quartier, ils louent dans une maison une seule pièce avec entrée indépendante. Dans cette pièce, onze personnes devront cohabiter. Il y a seulement deux lits pour dormir, entre lesquels ils placent un petit gril électrique sur lequel ils font la cuisine. Le bain est commun avec le propriétaire de la maison. Ils sont à l'abri du froid, mais ils doivent payer un loyer qu'ils ont du mal à réunir. En plus, ils vivent les uns sur les autres. Pour cette raison, ils cherchent un lieu à eux. Ces gens qui étaient propriétaires à la campagne arrivent à la ville avec la même idée, même si c'est petit et dans un quartier périphérique. Ils cherchent alors un terrain où bâtir un petit ranch. Ils trouvent le terrain dans ce même quartier et ils le financent avec la vente d'un autre terrain que la mère de Maria possédait à Riosucio (Chocó), plus les économies de deux mois de travail que Maria avait négociées avec un de ses employeurs. Son patron lui avance la somme, et elle travaille pour le rembourser, si bien que pendant deux mois elle ne perçoit rien. A cette époque, ils s'alimentent des rognures de boucher et de la soupe qu'ils faisaient avec des cédrats trouvés sur les terrains vagues. Le premier ranch qu'ils parviennent à construire a quatre pieux en

bois et des planches rustiques qui servent de parois, le sol est en terre jaune, le toit est une bâche en plastique. Quelques semaines plus tard, ils pourront acheter des lattes en zinc pour faire le toit, mais il n'est pas bien fait et, s'il pleut la nuit, il est impossible de dormir. Trop d'eau tombe du toit ou remonte par le sol. La nuit, leur unique option est de mettre debout les matelas improvisés et d'attendre que passe la pluie pour pouvoir dormir. Dans les murs, ils plantent des clous pour accrocher le linge et les ustensiles de cuisine. Les services sanitaires sont inexistantes. Les besoins physiologiques se font dans le ruisseau qui passe à 50 mètres de l'endroit où ils ont construit. Maria, à présent, en rit et dit: "Je devais attendre le matin pour pouvoir y aller tranquillement".

Pour le père et la mère de Maria, c'est difficile de descendre au ruisseau et ils doivent faire leurs besoins entre les arbres qui y mènent. C'était une époque très difficile pour eux, mais cela ne les inquiétait pas car au Choco, ils n'avaient pas non plus de sanitaires.

Quelques mois plus tard, au prix d'un grand effort économique, grâce à la vente d'une vache qu'ils avaient pu sauver de la ferme et qu'ils avaient laissée à Riosucio, ils parviennent à réunir la somme pour construire une terrasse à la maison, terrasse qui allait servir de fondation au nouveau ranch qu'ils allaient construire sur le premier et diminuer un peu la promiscuité. Du même coup, est résolu le problème des services sanitaires, car ils investissent un peu plus et construisent une douche-WC au premier étage. Ils se souviennent avec satisfaction de ce petit pas vers le bien-être. A présent, ils ont un espace pour le gril, ne doivent plus le changer de place pour pouvoir dormir. Ils disposent aussi de sanitaires et ne doivent plus attendre le matin ou la nuit pour faire leurs besoins. Ils ont aussi un peu d'argent pour faire un sol en ciment et il n'y a plus de terre dans la maison. Cela s'améliore, ils peuvent dormir dans un lit et il n'y a plus de problèmes quand arrive la saison des pluies. Tout ceci grâce aux sacrifices de Maria, la seule à avoir trouvé du travail, mais aussi grâce à la famille qui avait supporté le pire.

Le mari de Maria n'eut pas la même chance. Incapable de trouver un emploi à Medellín, il retourna à la ferme pour y travailler un peu et soutenir sa famille. Il périt à la ferme, assassiné alors qu'il essayait de repartir de zéro.

Quatre mois après ces événements, Maria dit à ses enfants qu'elle veut retourner à la ferme pour voir dans quel état elle est. Quand elle arrive au village, les personnes qu'elle connaît lui disent qu'il vaut mieux qu'elle décampe, car ils la cherchent. Elle rentre à Medellín immédiatement et décide de ne pas retourner à la ferme jusqu'à ce que les choses se calment.

Les neveux qu'elle prend à sa charge sont un autre drame, tout aussi dur. A Belen de Bagirá, vit toujours une soeur de Maria appelée Amparo. Elle a quatre enfants et n'a pas reçu de menaces. Elle désire pouvoir, un jour, faire une visite à sa soeur et lui apporter un peu d'argent de la vente des ustensiles du magasin laissés par Maria: un frigo et l'installation électrique vendue à crédit à un pasteur évangélique. Mais quand la soeur de Maria annonce à ce Monsieur qu'elle veut la première tranche du frigidaire, ce dernier lui dit qu'il la paiera dans huit jours. Huit jours plus tard, des hommes armés pénètrent chez elle, lui demandent si elle s'appelle Amparo. Elle répond "oui". Ils s'invitent au petit-déjeuner et quand ils ont terminé, elle débarrasse et leur tourne le dos pour emporter les couverts. C'est alors qu'ils lui tirent dans le dos en présence des deux enfants; un enfant de quatre ans et une petite fille de deux. Ensuite, ils enferment les enfants dans une pièce et jettent le corps d'Amparo dans un ruisseau qui passe près de la maison. Les enfants qui regardent entre les planches du mur de la maison voient tout. Pendant ce temps, les deux autres enfants de huit et dix ans ramassent des bananes. Le petit de quatre ans, Yuber, va pendant longtemps craindre les soldats. Chaque fois qu'il en voit un, il dit: "C'est lui qui a tué maman". Après la mort de sa soeur, Maria assume la charge de deux de ses neveux, l'enfant de quatre ans et celui de huit ans. L'époux d'Amparo garde la petite fille de deux ans et le garçon de dix qui ne veut pas laisser seule sa petite soeur. Ces deux neveux deviennent les enfants de Maria. Deux déplacés de plus.

Pendant longtemps, l'enfant de quatre ans va raconter que l'armée a tué maman parce qu'elle a brûlé le beurre du petit déjeuner des policiers (à cet âge-là, l'enfant ne fait pas de distinction entre les policiers, l'armée, la guérilla ou tout homme porteur d'un uniforme et d'une arme). Quand ils sortent dans la rue pour un motif quelconque, l'enfant terrorisé se cache entre les jambes de María dès qu'il voit un uniforme. Maria raconte que la Croix-Rouge a fourni un support psychologique aux deux enfants, mais que le traitement du cadet a été le plus difficile.

Elle décide alors de le sortir de la maison tous les huit jours pour qu'il voie des gens et cesse d'avoir peur. Peine perdue, car chaque fois que l'enfant voit un homme armé en uniforme, il revit la mort de sa mère. Pour Maria, c'est compliqué de travailler et de lutter à la fois contre les difficultés de ses enfants et de ses neveux. Quand la situation se complique et que le travail manque, elle doit chercher la nourriture d'une autre manière et elle se voit de nouveau parcourant la place du marché et les terrains vagues pour ramasser le fruit appelé "cédra" qui n'est pas difficile à trouver et pousse en pleine nature. Avec cela, elle prépare les repas, déjeuners et dîners compris, et elle ajoute à la soupe des déchets de viande jetés par les boucheries, tout cela complété par une "agua de panela". C'est une boisson très commune en Colombie qui, comme son nom l'indique, se prépare avec de l'eau et un pain de canne à sucre (panela). On ajoute à un litre d'eau 200 à 300 grammes de panela,

on fait bouillir jusqu'à ce que la panela qui est solide se dissolve complètement. Cela donne une boisson sucrée. Pour produire la panela, le jus de la canne à sucre est étuvé à de hautes températures jusqu'à ce qu'il forme une mélasse assez dense que l'on verse ensuite dans des moules en forme de prisme (de 500g environ) pour laisser reposer jusqu'à la solidification (cuaja). Sur le marché, on achète des pains d'une livre à un prix très accessible. Cette boisson est très populaire dans les couches les plus pauvres. L'alimentation des pauvres est basée sur la pomme de terre, le manioc, le riz, la viande, les haricots, les tomates et les oignons. En général, ils consomment peu de fruits et de légumes à la ville, contrairement à ce qu'ils faisaient à la campagne. Le passage pour Maria et sa famille du secteur rural à la ville a été très difficile. Ils ont dû affronter de nombreuses difficultés qu'ils sont parvenus à surmonter grâce à leur force intérieure, au désir de se surpasser et à beaucoup de travail.

Cependant, il y a des personnes qui ont un regard différent sur la vie et qui rêvent d'autres horizons. C'est le cas de Jaime qui, après avoir conçu des projets dans son village natal et les avoir abandonnés, arrive à la ville et veut faire quelque chose pour les gens et améliorer leur environnement. Jaime est originaire du Chocó. Il nous raconte que dans son village il avait une grande famille et beaucoup d'illusions, que la nourriture était riche et variée, qu'il pouvait pêcher dans la rivière, aller à la chasse, cultiver bananes, riz, manioc et tout ce dont il avait besoin. En outre, il trouvait à la campagne divers types d'arbres fruitiers grâce au climat tropical et à des conditions géographiques favorables, puisque le terrain montagneux lui permettait des cultures étagées. Il avait aussi des poules et des cochons. Quand il arrive à la ville, le changement est drastique. Dans les chaînes de grands magasins et sur les places de marché, il y a plus de variété et d'abondance qu'à la campagne, mais il faut avoir de l'argent et cet argent, la plupart des déplacés ne l'ont pas et ne peuvent accéder à ces produits. Il y a quelques années, il vivait dans une municipalité du département du Chocó appelée Tutunendo. Ce village est situé sur les rives de la rivière du même nom. Comme dans beaucoup de régions, les fermes les plus riches sont en bordure de rivière. C'est une région avec un bon potentiel de croissance: Jaime, depuis qu'il vivait dans cette région, cherchait à développer un projet de plantation de bois de construction, surtout les plus rares, car les gens continuent d'apprécier le bois comme le chêne, le cumin ou le cèdre. Il voulait aussi démarrer d'autres projets comme l'élevage communautaire de cochons et monter une entreprise avicole. Pour commencer, son père possédait un vaste terrain qu'il décida un jour de diviser entre ses enfants. Le terrain fut divisé en parcelles, et chacun des enfants reçut sa part pour la travailler. C'est ce qu'ils faisaient, chacun aidant les autres en cas de besoin de main-d'oeuvre ou aux moments clés, comme les récoltes. Chacun avait son terrain, et tous collaboraient. Les paysans

nomment “jornal” une journée de travail. Ils échangeaient donc des journées de travail, ce qui profitait à tous.

Cette famille avait beaucoup de rêves et de projets. Il n’avaient pas grandes richesses, mais suffisamment pour bien vivre. Jaime a toujours aimé travailler pour la communauté, il avait toujours un projet à l’esprit et voulait le concrétiser sur sa terre avec ses gens. A Tutunendo, il faisait aussi du troc avec la population indigène et il apprenait ses manualités, à pêcher sans canne, avec un harpon qu’il fabriquait avec un morceau de bois. Il taillait l’extrémité en pointe et le préparait pour le lancer. Il entrait dans la rivière, restait immobile jusqu’à ce qu’arrive sa proie et il lançait son harpon. Sur dix tentatives, il arrivait à prendre un ou deux poissons, et c’était suffisant pour manger. Il chassait aussi les animaux sur la montagne, comme le capybara, grand rongeur natif d’Amérique du sud dont la viande est très appréciée par les gens de la région d’Urabá. “Quand nous en chassions un, nous avions à manger pour plusieurs jours”. Au milieu de toutes ces activités, Jaime consacrait aussi du temps au travail du bois, une de ses passions. Jaime raconte qu’il a appris à travailler le bois avec un groupe de prière. De souche africaine, Jaime a une culture riche en mythes et il a différentes anecdotes sur ses expériences et son apprentissage. Il nous raconte des histoires de trésors enterrés qu’on ne voit que lors de la semaine sainte et d’enfants appelés “illuminés” ou “vertueux” qu’il a connus au Choco et qui l’ont aidé à se forger une personnalité. Il nous parle d’un frère cadet illuminé qu’il regardait dans son berceau et qui était nimbé de lumière. Malgré son jeune âge, il était capable de s’asseoir seul dans son berceau et de prononcer des mots avec une grande clarté. Mais cet enfant est mort peu avant d’avoir trois ans. Il raconte aussi qu’il a appris l’art de tailler le bois grâce à un groupe de prière auquel il assistait. *“Ce fut un cadeau de Dieu, parce que nous étions en groupe et ils me demandèrent ce que je voulais. Je leur répondis que je voulais apprendre à travailler le bois. Ils me conseillèrent de le demander à Dieu tout puissant. Nous nous réunissions par couples et chacun faisait part à l’autre de ses désirs, et moi je demandai d’apprendre à sculpter des chevaux, ce qui était mon ambition. Ensuite, nous formions un cercle, et chacun à son tour entrait dans le cercle et nous priions pour lui ou pour elle. Quand je suis entré dans le cercle, je suis tombé dans une espèce de transe pendant laquelle je voyais plusieurs choses et, entre autres, Jésus qui s’approchait de nous et nous illuminait. Moi, je pensais que ça avait duré plusieurs heures, mais mes compagnons me parlèrent de quelques minutes seulement. Quand je suis revenu à moi, je me sentais déjà capable de tailler le bois et je l’étais”*. Trois jours de jeûne plus tard, il est capable de tailler le bois et, depuis lors, il s’y consacre.

Puis, tout commence à changer et les problèmes s'accumulent. En 2000, un groupe de paramilitaires implanté dans la région commence à faire pression sur la population pour qu'elle se déplace et libère tout ce territoire. Un jour, ils réunissent les gens et leur disent qu'ils doivent partir parce qu'ils ont besoin de toutes ces terres et ils leur donnent 24 heures pour plier bagage et abandonner la terre qu'ils ont travaillée toute leur vie. Les personnes les plus âgées se refusent tout d'abord à abandonner leurs terres, mais voyant que ces groupes, tronçonneuse à la main, commencent à exécuter les gens, il ne leur reste d'autre option que celle de partir et de tout laisser. C'est une zone qui n'a été dominée par aucun groupe, paramilitaire ou guérilla, mais c'est une zone conflictuelle pour la domination de la terre. Toutefois, à cette époque-là, ce sont les paramilitaires qui sont présents. Quand ils arrivent, ils s'emparent des animaux qu'ils veulent manger, violent les femmes et tuent les hommes jugés auxiliaires de la guérilla, recrutent par la force et proposent aux jeunes de devenir leurs informateurs. Cela signifie que les jeunes doivent faire un rapport périodique sur les activités de la population et les informer des actions qu'ils considèrent suspectes.

Ainsi, la famille de Jaime quitte ses terres et s'installe dans une maison de sa propriété dans le village. Mais ils n'ont ni emploi ni moyen de subsistance, car ils dépendaient de ce qu'ils cultivaient et des animaux de la ferme. Conscient de la situation, Jaime décide de partir à Medellín avec son épouse et ses enfants. A leur arrivée, Jaime qui avait déjà une expérience de la ville, du fait des voyages effectués auparavant pour ses différentes formations, contacte un homme de sa connaissance, ami à lui, et le met au courant de sa situation. Ce Monsieur lui donne un emploi d'apprenti menuisier, lui prête de l'argent pour le voyage des autres frères, car le père refuse de voyager et reste dans sa maison de Tutunendo.

Les autres membres de la famille s'installent à Medellín, travaillent dans le secteur de la construction et bénéficient du programme de remplacement de la Mairie de Medellín. Toutefois, une des soeurs préfère aller vivre avec sa mère dans une autre partie du Chocó. Elle a essayé de vivre à Medellín, mais n'a pu supporter ni le climat ni le manque d'espace, car elle est cultivatrice et donc toujours active. Selon Jaime, elle a une nature inquiète et elle a un besoin perpétuel d'activité ce qui n'est pas possible dans cette zone, car Jaime vit dans un petit bidonville et n'a pas de parcelle à cultiver.

Lorsqu'il arrive à Medellín, Jaime y travaille comme apprenti menuisier et il survit pendant des mois grâce à ce travail, jusqu'à ce que le menuisier lui dise qu'il ne peut plus le payer et qu'il doit se chercher un autre travail. C'est ce qu'il fait, et il le trouve dans une fabrique de cuisines dans une

commune proche. À cette époque, Jaime loue une petite maison où il vit avec sa femme et ses enfants, jusqu'au moment où il perd son emploi, ne paie pas deux mois de loyer et est jeté à la rue avec toutes ses possessions.

Il s'installe alors avec sa femme et ses trois enfants chez une personne de sa connaissance, mais la maison est trop petite et ils y vivent entassés. Cette situation ne dure pas longtemps car d'autres déplacés lui indiquent où ils peuvent s'installer, acheter une parcelle et comment ils peuvent faire pour mieux vivre. Grâce à ces informations, Jaime achète à crédit une petite parcelle deux cent mille pesos, sur le versant de la montagne. Elle n'a que cinquante mètres carrés et, pour pouvoir commencer à construire, il doit niveler pour ériger son petit ranch avec quatre pieux et un toit en plastique. C'est un vrai taudis, et c'est là qu'il commence sa vie familiale au sein d'une implantation d'habitants d'ascendance africaine du quartier Caicedo, dans un secteur appelé Villa Lilian, sur le site de *Esfuerzos de Paz II*. Pour payer la dette qu'il a contractée antérieurement, Jaime nivèle un autre terrain pour le compte d'un tiers et il divise la journée en deux pour faire à la fois les deux nivellements. Son épouse a trouvé un emploi deux jours par semaine et contribue ainsi à la subsistance de la famille. Le couple laisse les enfants en garderie et les voisins aussi s'en occupent. Un jour, on leur propose d'aller vivre dans un autre quartier et la municipalité leur donne une aide au logement, parce que ces ranchs sont dans des zones à haut risque d'éboulement, car ils sont situés dans le bassin d'un torrent appelé "La Castro". En plus, la municipalité veut transformer en site touristique des cascades de la partie haute de la montagne. Au début, Jaime et sa famille acceptent de partir de cette zone, mais ils ne peuvent pas s'adapter car le nouveau ranch ne dispose pas d'un endroit pour la menuiserie qui est le moyen de subsistance de la famille. Pour ce motif, il refuse les aides de la municipalité et il retourne à son taudis, ce qui n'est pas très fréquent, car une fois abandonné, le ranch est normalement démoli par les autorités qui ne permettent pas aux personnes d'y revenir. Toutefois, il y retourne, mais son épouse s'installe dans la maison d'un de ses parents avec les enfants. Elle s'installe sur la terrasse de la maison et dans le logement qu'ils lui construisent. Pour Jaime, les choses ne marchent pas fort dans son secteur. Il est fréquemment arrêté par les "gars" du quartier qui lui demandent qui il est, parce que Jaime doit s'absenter pendant de longues périodes pour travailler et, chaque fois qu'il rentre, il doit donner des explications. C'est un autre motif pour lequel, il retourne à son ranch *d'Esfuerzos de paz II* où il peut vivre puisqu'il est leader municipal et il peut y travailler la menuiserie.

À l'époque de sa réinstallation, Jaime montre son leadership et découvre le fonctionnement du quartier. Sur ces entrefaites, la municipalité propose un nouveau projet de relogement de la

communauté. Ce secteur présente en effet de hauts indices de violence due à la délinquance de droit commun. En plus, son secteur est situé dans une zone tampon entre deux bandes “la sierra” et “la cañada” qui luttent pour le contrôle du territoire. Compte tenu de ces éléments, ils décident de reloger la famille ailleurs. Jaime leur objecte qu’en tant que déplacés, ils ont droit à un logement et à un endroit pour travailler. Pour ce motif, il ne veut pas aller là où le lui propose la municipalité. En plus, il craint que la municipalité ne respecte pas ses engagements de payer le loyer, comme c’est déjà arrivé à d’autres personnes. Il a peur aussi de ne pas recevoir de logement. En effet, la municipalité s’est engagée à ne payer le loyer que jusqu’à l’octroi d’un logement propre. Il conserve la fiche qui lui donne droit au relogement.

Dès son arrivée, Jaime cherche à promouvoir un projet. Pour l’instant, il est intéressé par un projet de mise en culture du bassin du torrent et il veut aussi faire quelque chose pour les jeunes et les adolescents dans le domaine culturel. Il a pensé à les occuper, à la sortie de l’école, avec un projet de sculpture sur bois. Mais il doit aussi affronter d’autres problèmes. En tant que leader du conseil d’action communale, il doit trouver les ressources concédées par la mairie pour améliorer la qualité de la vie. Vers le milieu de l’année 2012, la municipalité de Medellín développe des projets de logement et d’emploi dans les différents quartiers, mais éclate une dispute entre les conseils d’administration locaux (JAL), qui sont responsables de la communication entre les conseils d’action communale et la municipalité. Le JAL accorde la priorité à un quartier et non à *Esfuerzos de paz*. D’où des difficultés entre les leaders de chaque zone, des intrigues et des malentendus pour pouvoir débiter le projet dans un quartier plutôt que dans un autre. Selon Jaime, un des problèmes est la qualité du projet de chaque JAL. Le JAL auquel appartient Jaime a remis un bon projet par écrit, alors que les autres ont seulement fait des propositions verbales.

Face à toutes ces difficultés, Jaime dit que la vie lui donne des forces pour apprendre à supporter l’adversité, qu’il a appris à dormir dans des lieux très incongrus qu’il n’aurait jamais imaginés. Il a dû s’adapter à son nouvel environnement et apprendre à survivre. Son ancien mode de vie lui manque beaucoup, ainsi que les coutumes de sa terre, mais le temps l’aide à s’adapter à sa nouvelle vie.

Ses coutumes familiales ne prévoient normalement pas la réunion de la famille. Elle ne se réunit qu’à Noël, à la demande de Jaime, et c’est surtout lui qui fait des visites. Il dit que le contact avec ses gens lui manque.

Dans la communauté où il vit, les habitants sont en général unis, malgré les quelques difficultés qui se présentent. Mais quand on parle de désintégration de la communauté, les choses changent. Ils

prétendent que les familles ne soient pas relogées individuellement, mais que toute la communauté soit réimplantée. Ainsi, la communauté gagnerait à rester unie pour donner de la continuité aux projets proposés au conseil d'action communale. Jaime a aussi une Corporation dans laquelle il veut mettre en oeuvre des travaux culturels en faveur des enfants et des jeunes. À la Corporation aussi, ils ont eu des difficultés et ne sont pas parvenus à renforcer l'association pour pouvoir promouvoir un bon projet.

C'est la première période, et c'est la première fois que Jaime est à la tête du conseil d'action communale. Il vient à peine d'être nommé Président. Il a beaucoup de projets en tête et il se propose de les développer. "J'espère seulement avoir un peu plus de temps", dit Jaime, et il espère ardemment qu'au cours de cette période de présidence, il aura le temps de réaliser tous les projets qu'il désire pour la communauté. Quand Jaime a été déplacé, il était avec son épouse et ses deux enfants. Mais son épouse s'est trouvée un autre compagnon et elle vit, à présent, chez une soeur avec ses enfants, alors que Jaime vit seul. Il dit qu'il n'a pas rencontré la personne avec laquelle il veut vivre et, qu'actuellement, il est plus intéressé par son travail du bois et par le travail communautaire dont il pense tirer parti car il assiste à cette époque (2013) à de nombreux cours de formation, par exemple en matière d'élaboration de projets, avec deux autres membres du conseil d'action communale.

Les plans actuels de Jaime consistent à faire de la technologie et il cherche l'appui soit du SENA (organisme étatique qui dispense une formation professionnelle), soit celui d'autres entités pour acquérir une formation en matière de santé du travail. Il rêve aussi d'avoir un atelier où travailler la sculpture sur bois, la menuiserie et fabriquer des meubles.

Depuis son arrivée dans le quartier, Jaime rêve. Il cherche comment développer un projet de mise en culture du bassin du torrent et il veut aussi faire quelque chose avec les jeunes et adolescents dans le domaine culturel. Ce dernier projet porterait sur la sculpture du bois pour que les jeunes et adolescents aient une occupation à leur sortie du collège.

Il voudrait aussi que le conseil d'action communale et l'association soient appuyés par l'Université d'Antioquia dans l'élaboration et la gestion de projets. Pour l'instant, il continue de travailler sur les deux projets qu'il a en tête, l'un déjà mentionné relatif à un atelier d'art, et l'autre en matière d'environnement. Tout cela pour fournir des alternatives aux gens, surtout aux femmes du quartier, pour qu'elles n'aient pas à chercher un emploi d'aide domestique et doivent laisser leurs enfants seuls à la maison pendant toute la semaine. En effet, la seule option de nombreuses femmes est de trouver un emploi de domestique résidente. Ces projets seraient travaillés en commun par l'association et le conseil d'action communale, mais il prétend aussi que l'association s'unisse à

d'autres associations. Toutefois, se présente toujours une difficulté que Jaime est prêt à surmonter et il veut continuer son travail en faveur de la communauté.

Telle est sa manière de chercher son espace dans la société. Il livre donc un combat pour être reconnu pour les actions entreprises et non pour son argent.

Voyons maintenant ce que dit une autre de nos collaboratrices. Elle nous parle de différents moments et soucis auxquels elle a dû faire face, à cette époque. Il nous semble important de les transcrire avec ses propres mots qui permettent de découvrir les sentiments qui animent notre informatrice. On peut percevoir son angoisse quand elle raconte comment elle s'alimentait et pourquoi elle s'est vue obligée à quitter sa région. On note dans ses propos l'humilité d'une femme paysanne dont la seule prétention était de continuer à vivre à la campagne pour subsister grâce à ses cultures et à l'élevage, et de vendre les excédents pour faire face à ses autres besoins.

Carmen se souvient avec nostalgie de tout ce qu'il y avait dans sa ferme et de comment elle pouvait négocier avec les produits qu'elle cultivait, quand les récoltes étaient bonnes. *“Nous avions de la banane plantain, nous cultivions le manioc, l'igname, la canne à sucre, comme la plupart des gens de là-bas, le riz aussi, parce que les paysans le cultivent et vont le vendre dans les villages. Nous allions alors le vendre aux villages de Condoto, d'Itsmina, à tous les villages où il y a du commerce. C'est l'avantage de la récolte, on la transporte au village, on la bat, il y a une presse et on peut faire tout le processus. Parfois, on vend sur place, dans les négoce. Pour le dire autrement, j'ai semé et vous ne l'avez pas fait. Celui qui a semé a déjà le produit et peut le vendre dans un barraquement. Alors, les clients l'achètent meilleur marché qu'au village. Au moment où je vous parle, il ya des gens qui cultivent là où la guérilla n'a rien détruit...”*

En général, nous pouvons observer que la base alimentaire de ces gens varie en fonction de leurs ressources économiques, pour ce qui est de la variété. Mais la base est similaire dans la mesure où il y a un large éventail de produits, mais les gens consomment surtout des pommes de terre, du manioc, le plantain, le maïs et un peu de viande. A l'arrivée en ville, la consommation d'aliments emballés augmente, comme les amuse-gueules (dans un projet développé par l'université d'Antioquia, on a pu déterminer que pour un kilo de pommes de terre cultivé et vendu, ils pouvaient acheter l'équivalent d'un paquet de pommes frites) et les enfants en sont les principaux consommateurs. Conformément à leurs récits, à la campagne, ces gens accédaient plus facilement aux fruits et légumes qu'à la ville, vu leur coût élevé, et compte tenu de leur pouvoir d'achat qui

varie beaucoup selon leur statut de paysans ou de personnes déplacées. Elle continue son récit: *“Bon, je suis passée de ma terre à Medellín, mais les choses n’ont pas été faciles. Mes deux aînés sont nés là-bas parce que je vivais avec leur père et, de là, nous sommes allés vivre sur notre terre, au Chocó. Après cela, le père est mort et je suis restée seule avec mes enfants et je me suis déplacée avec eux de notre terre au village. Ensuite, j’ai connu un autre homme, et nous nous sommes mis ensemble jusqu’à l’autre déplacement quand nous avons dû venir à Medellín et alors ma fille est née ici. Depuis, nous sommes ensemble, mais nous avons dû partir d’un moment à l’autre, en 2001, quand ces hommes sont arrivés”.*

“Nous sommes originaires du département du Chocó, municipalité de Nóvita. Là-bas, nous n’avons pas de gros problèmes et nous cultivions ce dont nous avons besoin. Mais nous avons dû plier bagages d’un moment à l’autre... nous ne savions pas exactement de quel groupe il s’agissait, parce que les paysans voient passer, mais ils ne savent pas quel est l’uniforme de qui... vous me comprenez. Ils doivent seulement partir immédiatement, et on leur laisse tout juste le temps. Alors, nous avons réuni tout ce que nous avons pu et nous sommes venus ici. Nous avons été logés dans ce collège qui avant était une petite école.

C’est une histoire plutôt triste de devoir abandonner ses semilles. Nous avons du manioc, de la canne à sucre et toutes les autres cultures dont je vous ai parlé. Mon père et ma mère ont toujours vécu là-bas. Ils nous ont élevé là-bas. On a dû faire venir mon père ici et il y est mort. Par contre, ma mère est morte là-bas. Alors, nous n’avons plus rien ni personne. Là-bas, tout le monde a des cochons, des poules, parce qu’il y a beaucoup d’espace. Ce n’est pas comme ici où tout est limité, un petit lopin de terre. Allez-y, arrangez-vous avec ça! Là-bas, il y avait de l’espace, parce que mon père avait une terre et ma mère aussi. Dans ces conditions, on peut faire les semilles et l’élevage que l’on veut. Il faut aussi clôturer parce que le cochon, s’il n’est pas enfermé, il peut couvrir de longues distances et il va manger les cultures d’un voisin. C’est un animal coureur. Alors, ça fait mal de renoncer à tout cela, surtout dans les conditions de notre départ. Nous sommes partis quand il y a eu le problème à Bojayá. Il s’est passé quelque chose de terrible. Le village a été rasé après la tuerie qu’il y a eu. Ils ont tout détruit, lancé des bombes, c’était en 2000. C’est après cela que nous sommes partis. La destruction de Bojacá coïncide avec l’époque où j’ai dû abandonner ma terre¹³.

¹³ Le 2 mai 2002, un cylindre bombe des FARC est tombé dans l’église où les habitants s’étaient réfugiés pour se soustraire aux affrontements entre la guérilla et les paramilitaires (AUC). 119 personnes furent tuées et il y eut près de 6000 civils déplacés

C'est alors que sont arrivés ces groupes armés. Ils ont révolutionné Novitá, ils ont révolutionné tous les petits villages de cette région. Alors, tout le monde a eu peur. Ils ont détruit aussi une grande partie de San Lorenzo, en contrebas de là où où je vivais, en-dessous de Novitá, dans la descente. San Lorenzo, Novitá, tous ces villages étaient envahis. C'est alors qu'ils ont dit "vous avez tant pour disparaître". Et nous, sans répondre. Mais que peut-on y faire? Alors, on a réuni tout ce qu'on pouvait, et on est venus ici et nous sommes descendus chez des personnes de notre connaissance qui avaient une petite maison.

Une personne de notre région est arrivée sans rien, seulement avec ce qu'elle portait, parce qu'elle n'avait rien pu emporter. Vous imaginez bien qu'une maison abandonnée là-bas, personne ne va la respecter.

Parmi ceux qui vivaient là-bas, il y en a quelques-uns qui ne sont pas restés. Ils sont partis pour Ismina ou Andagoya. A partir de Novitá, il y a eu beaucoup de déplacements. Comme vous le savez, de San Lorenzo, il ne reste presque rien. Par ici, il y en a plus d'un qui vient de là et qui a dû partir. A San Lorenzo, il y a eu plusieurs massacres. Les guérilleros sont restés longtemps, parce qu'ils ont tendance à s'incruster quand ils occupent les routes, par exemple. J'ai entendu dire, ces jours-ci, qu'ils tiennent la route de Quibdó-Pereira et que l'ELN attaque les bus de voyageurs. Je l'ai vu aux informations. Ils arrivent à un endroit et ils y restent un bon moment, alors les gens ont peur quand ils voient ces armes, ils fuient. Qui va rester, avec en plus la menace que vous devez partir parce qu'ils vont s'emparer de ceci ou de cela...ils disaient seulement qu'ils étaient là, qu'ils allaient y rester et que nous devions partir. A vous de voir, disaient-ils. Si vous restez, vous en assumez la responsabilité, sinon tirez-vous.

Arrivait la guérilla, c'est-à-dire la guérilla et les autres. Mais allez-savoir qui est qui. Ce n'est pas eux qui vont nous le dire. Comment faire pour les identifier, on ne va tout de même pas le leur demander. Ils voudraient savoir pourquoi on le leur demande. Un jour, sur la route, quand nous venions, ils y avait un barrage et ils inspectaient, et 3 ou 4 kilomètres plus loin, un autre barrage. Alors, nous ne savions pas quels étaient ceux du premier et ceux du second barrage. Ils nous ont dit: "tous les hommes descendent, la carte d'identité à la main. Les femmes, avec leurs sacs"...Tout le monde avait peur. Comment savoir si c'étaient des soldats ou la guérilla, ou d'autres groupes. C'est une chose horrible et, en plus, ne pas pouvoir poser de questions et devoir clore son bec.

Par exemple, les guérilleros arrivaient et ils disaient: “Donnez-nous tant de poules et vous nous préparerez un ragoût avec”. On avait l’air de “collabos¹⁴”. Vous donnez à manger à ces gens et vous passez pour collabo. Après, arrivaient les autres, et comme vous aviez déjà donné à manger aux uns, il fallait en donner aux autres. C’était horrible, et il y en a plus d’un qui a perdu beaucoup de poules ou d’autres animaux à chaque passage...et aussi, ils obligeaient les gens qui avaient des moteurs (canots à moteur) à les transporter d’un point à un autre. S’ils les transportaient, ça n’allait pas. S’ils ne les transportaient pas, ça n’allait pas non plus...Alors, une situation comme cela, c’était triste.

Il y a eu un moment où ça a recommencé à chauffer. Ils sont revenus et repartis. D’autres sont arrivés, nous incitant à ne pas avoir de “mauvaises habitudes”, comme par exemple battre sa femme. Sinon, ils vous collaient un ultimatum: “Où tu te conduis bien, ou on te tue”. Alors, ils restaient un temps et ensuite s’en allaient. Lorsqu’ils prenaient des gens, ils allaient vérifier qui avait des animaux, des cochons ou des poules, et s’ils avaient des animaux qui leur faisaient envie, il fallait tuer un de ces animaux pour le leur offrir. Ils pouvaient aussi dire: “nous allons emporter tant de cochons ou tant de poules” et vous deviez tout bêtement les leur donner.

Par exemple, il y a eu des fumigations de cultures illicites dans le coin et l’armée était très proche, alors au moment où elle allait commencer les fumigations, il y a eu beaucoup d’affrontements entre elle et la guérilla, l’une pour détruire les cultures et l’autre pour les protéger. Ils vivaient dans la montagne, mais s’ils descendaient dans les hameaux où sont les habitations, ...cela déclenchait la terreur qu’ils s’installent, alors on pense, n’allez pas croire que c’est facile d’abandonner sa terre et de venir ici pour y trouver un autre conflit, parce que le conflit des quartiers est aussi bien réel, alors on reste avec la peur au ventre sans savoir si c’était mieux de venir...on ne sait pas exactement ce qui est bien et ce qui est mal”.

Pendant tout le temps que nous avons passé avec elle, alors qu’elle relatait ce qu’elle avait vécu, on percevait une grande mélancolie dans sa voix qui était entrecoupée. Elle revivait ce qu’elle avait souffert et elle disait que cela lui faisait du bien de parler un peu de ce qu’elle avait vécu. Certaines personnes, par contre, ne veulent rien savoir du passé et préfèrent essayer d’oublier.

¹⁴ Qui agit de manière à faire plaisir à quelqu’un, même au-delà de ses désirs. On utilise aussi cette expression pour qualifier quelqu’un qui est un délateur, selon l’observateur.

“...malgré tout le temps que nous avons passé là-bas, nous ne savions pas qui était qui, qui étaient les “bons” et qui étaient les “mauvais”. Je fais partie de celles qui ne savent pas les distinguer. Je sais que par ici il y en a beaucoup, mais je ne sais pas les identifier...mais si vous ne voulez pas de problèmes, ne cherchez de noises à personne. On a surtout peur des balles perdues. Mais si vous vous conduisez bien¹⁵, vous n’avez rien à craindre. Par exemple, nous, une fois, on a eu peur, en 2001, non il me semble que c’était en 2000 qu’ils sont passés par ici. A cette époque, nous n’avions pas encore la petite maison, nous avions un ranch et on leur avait dit que tous ceux qui vivaient dans ces ranchs avaient des armes. Alors, ils sont venus. Moi, ce jour-là, j’étais de retour du travail. J’étais arrivée vers 3:00 heures de l’après-midi. Comme les enfants étaient rentrés de l’école, je leur ai dit de rester tranquilles ici et je me suis mise à laver. J’étais dans la buanderie quand j’entends qu’ils frappent à la porte. Alors, le plus petit vient m’avertir en disant: “Maman, les miliciens arrivent”. Je leur dis d’entrer et de fermer la porte. Puis, ils sortent et vont menacer mon frère de leur arme et fouiller son ranch pour chercher des armes et, ensuite, ils reviennent chez moi avec mon frère sous la menace d’une arme et comme je n’ouvre pas la porte parce que j’ai mis le verrou, ils me crient que si je ne l’ouvre pas rapidement, ils vont l’enfoncer. Je ne savais plus où j’avais laissé la clé. Eux, de toutes façons enfoncent la porte en bois, ils entrent avec mon frère, l’un lui pointant le revolver sur le front et l’autre cherchant de tous les côtés. Je leur demande ce qu’ils cherchent et eux me répondent de rester tranquille parce que je pose trop de questions, de rester à côté de mon frère, et mon frère me regarde avec une profonde tristesse et moi je ne pouvais rien lui dire. Finalement, ils me demandent la clé du chiffonnier et je réponds que je ne sais pas où elle est. Ils me disent alors que si je ne la donne pas de bon gré, ils vont aussi rompre le meuble. Finalement, la clé apparaît, ils l’ouvrent et se mettent à fouiller, mais comme ils ne trouvent rien, ils voient un rasoir enveloppé et pensent que c’est une arme, alors que c’est le rasoir de mon mari. Ils le secouent au-dessus du lit, retournent le matelas, mettent tout sens dessus dessous et me recommandent de ne faire aucun commentaire, qu’il ne s’est rien passé. Ils sortent laissant tout en désordre car, à cette époque, nous n’avions pas beaucoup de meubles et c’est la seule fois que nous avons vécu une chose pareille.

Depuis, la situation est devenue plus préoccupante, parce que nous sommes là tranquilles et brusquement peut éclater une fusillade, alors nous rentrons tous, mais si l’un de nous est encore dehors pour son travail ou pour un autre motif, alors on craint qu’il arrive au beau milieu de la

¹⁵ Se conduire bien ou mal dépendra toujours de la conduite morale de qui observe l’action. A cet égard, la tradition judéo-chrétienne nous a présenté cette dichotomie comme deux antagonistes. Pour dissenter sur ce sujet, il faudrait tout un essai, mais ici nous nous contenterons de souligner que tant les guérilleros que les paramilitaires pensent bien oeuvrer et se bien conduire, alors que c’est l’adversaire qui se comporte ou agit mal.

¹⁶ Les notions de bien et de mal ont changé selon les peuples, les siècles, si bien que souvent elles se contredisent ouvertement (C. Marx, F. Engels, t. 20, p. 94).

fusillade. Alors, on cherche comment lui faire savoir pour qu'il rentre après la fusillade. J'ai dû moi-même dormir chez des amis quand je travaillais parce que j'appelais mon frère qui me disait, Carmen, il y a une fusillade, ne viens pas. Alors, j'allais dormir chez une compagne.

Au début, chez Carmen, quand ils venaient d'arriver, elle cohabitait avec ses quatre enfants, son époux qui est le père d'un seul d'entre eux et un frère de Carmen. Tous dormaient initialement dans une seule pièce qui servait aussi de cuisine. Les lits consistaient en un morceau d'éponge (éponge synthétique, poliuréthane) ou avaient de vieux matelas, dans le meilleur des cas, car pour la plupart c'étaient des sacs en toile et des papiers placés pour mitiger la dureté du sol.

A cette époque, ni Carmen ni son époux ne travaillaient, seul son frère avait un travail. Les enfants de Carmen étaient encore mineurs et fréquentaient l'école. Le seul revenu de la famille était celui du frère qui ne gagnait même pas le salaire minimum. Il travaillait dans le bâtiment, et ce type de travail est épisodique et, quand s'achève une construction, passent plusieurs jours, parfois des semaines, avant de commencer un nouveau chantier. Avec ces maigres revenus qui permettaient tout juste de manger, il était difficile d'achever la construction de la maison. Cela s'est fait progressivement, pièce par pièce, pour terminer par une petite maison indépendante pour le frère.

Le frère de Carmen l'a encouragée à apprendre un métier, à se servir d'une machine de confections. Il lui a même trouvé un professeur pour lui enseigner le maniement de la machine. La personne qui lui a enseigné avait déjà les ventes des vêtements confectionnés assurées. Aussi a-t-elle appris le métier avec la garantie de vendre ses confections. Ensuite, elle a acheté une machine à coudre ce qui était un peu coûteux compte tenu de ses revenus. Mais elle a fait l'effort et a bénéficié des aides gouvernementales aux déplacés ce qui lui a permis d'installer une machine à domicile. L'obtention d'une aide gouvernementale est soumise à un grand formalisme administratif, mais avec un peu de persévérance, il est possible de recevoir deux aides par an, même si théoriquement il devrait y en avoir 4 à l'année.

Au fil des ans, les rentrées familiales s'étant améliorées, cette famille est parvenue à avoir deux petites maisons en brique et en ciment avec un toit solide.

Il y a beaucoup d'autres histoires de déplacés similaires à celle que nous raconte Carmen. Le seul péché qu'ils ont commis est de vivre sur des terres convoitées par d'autres. Pour ce motif, ils se sont vus obligés à les abandonner, non sans être soumis aux pressions de ceux qui souhaitaient s'en

approprié et qui en arrivèrent même à leur dire ce qui est “bien” ou “mal”, selon eux. Au sortir de ce danger, ils arrivent à une ville où ils croient trouver un refuge, mais malheureusement ils se trouvent face à plus de violence, à la discrimination, aux violations de leurs droits, entre autres problèmes.

Artémio

Artémio est un homme de 56 ans, d'ascendance africaine, qui habite le quartier Caicedo dans le secteur de Villa Liliam, depuis plus de 14 ans. Avant d'arriver dans ce quartier, il vivait dans la municipalité d'Apartado, dans l'Urabá Antioqueño avec son épouse et trois filles de 5, 6 et 13 ans. À Apartado, Artémio avait une maison à lui dans le quartier de Policarpa, une maison qu'il avait achetée grâce à son travail dans les entreprises bananières établies dans la région. Il avait commencé à travailler très jeune et il connaissait bien tout le processus, à commencer par la plantation des tiges de bananier, leurs soins, les engrais et, ensuite, il avait tout appris sur le ramassage et la coupe des régimes, la sélection des bananes d'exportation et des autres qui vont à la consommation locale ou régionale. Grâce à l'expérience acquise, il était devenu responsable du service emballage de l'entreprise où il travaillait. C'est dans ce service que sont chargés les containers qui seront ensuite transportés par chargeur jusqu'aux bateaux à grand tirant d'eau qui les transporteront vers les marchés internationaux. En tant qu'employé de ces entreprises, il veillait à son propre bien-être et à celui de ses collègues. Pour ce motif, il avait adhéré au syndicat des travailleurs et s'était fait élire comme représentant des travailleurs de l'entreprise. Ils constituèrent alors un syndicat fort et s'unirent aux autres syndicats des compagnies de la région. Ces syndicats étaient chargés de négocier les conditions de travail des travailleurs avec l'appui de la guérilla d'Urabá. Le foyer d'Artémio était composé de son épouse et de ses trois filles qui fréquentaient l'école. Son épouse tenait un petit restaurant où déjeuner, avec vente de liqueurs la nuit. C'était une espèce de bar dont les clients étaient les collègues d'Artémio et cela aidait la famille. Cela conférait aussi une certaine popularité à Artémio dans l'entreprise. C'était parfois dans ce local que la stratégie de grève était organisée, quand l'entreprise se refusait à négocier les revendications syndicales.

À Apartado, chaque quartier est géré par un groupe leader. Par exemple, un groupe comme l'EPL pouvait commander et diriger un quartier. Le quartier Policarpa où se trouvait la maison d'Artémio était dirigé par les “Caraballos”, et un autre quartier par les “Correntiosos”. Ainsi chaque groupe fixait les règles dans son quartier. Quand arrivait dans un quartier quelqu'un provenant de l'extérieur d'Apartado et que personne ne le connaissait, il était assassiné pour le simple motif d'être dans le quartier, car on imaginait qu'il était venu collecter des informations pour le compte

d'un autre groupe ou de l'armée. Pour ce motif, quand un proche allait rendre visite à sa famille à Apartado, il était attendu à sa descente du bus ou à son arrivée à l'aéroport, faute de quoi sa vie eut été en danger.

La vie d'Armenio se déroulait dans ce cadre et il allait travailler du quartier Policarpa jusqu'à la hacienda El Corralito, un des sièges de l'entreprise. Il a travaillé dans cette entreprise dans les trois derniers mois qu'il a vécus à Apartado jusqu'à ce que les choses commencent à dégénérer. Déjà couraient des rumeurs sur l'arrivée d'autres groupes armés venus "récupérer" la région. Face à cette incertitude, Artémio et ses collègues préparèrent un plan de fuite au cas où on viendrait les chercher.

D'autre part, Artemio nous raconte comment il vivait avant et pendant son déplacement, laissant toute une vie derrière lui, car il était né en Urabá, de même que son épouse et d'autres membres de sa famille; dans l'hacienda bananière où il travaillait, comme nous l'avons mentionné, il était le représentant des travailleurs face à la direction, c'est-à-dire qu'il était un des porte-paroles des travailleurs en cas de présentation de plaintes ou de réclamations. Ce type d'activités était très mal vu du patronat de la région. C'était déjà une époque très trouble, car les paramilitaires prenaient possession de la région dominée jusque-là par la guérilla. À présent, les paramilitaires voulaient en prendre le contrôle et pour y parvenir, n'hésitaient pas à dire qu'ils mettraient la région à feu et à sang. C'est ce qu'ils annonçaient dans les villages qu'ils traversaient, peignant sur les murs des graphitis "mort aux guérilleros", "mort aux auxiliaires de la guérilla". Artémio se souvient qu'à cette époque les massacres étaient le pain quotidien, massacres, dit Artémio, de paysans dans les haciendas bananières. L'un des plus abominables fut celui de l'hacienda La Chinita (Apartado, Antioquia) lors duquel les paramilitaires massacrèrent 35 personnes, en 1994. Elles étaient accusées d'être d'anciens guérilleros démobilisés de L'EPL (Exercice populaire de Libération). Après sa démobilisation, ce groupe avait été frappé à plusieurs reprises; quelques membres avaient été massacrés après leur retour à la vie civile; d'autres avaient changé de bande et étaient devenus paramilitaires, et quelques-uns s'étaient exilés. Ce massacre, comme nous le disions, est un des nombreux massacres qui a ensanglanté la région. Artémio et ses amis pensaient qu'un jour les responsables de ces atrocités arriveraient aussi à la ferme où ils travaillaient. C'est pour cela qu'ils imaginèrent un plan de fuite pour sortir de la ferme le jour J.

Comme c'était prévisible, un jour arriva un des groupes armés qui opéraient dans la région (paramilitaires en l'espèce, dit Artémio) et ils firent irruption dans l'hacienda parcourant les plantations de banane et tuant au passage deux collègues d'Artémio qui coupaient les régimes,

entrèrent dans l'entrepôt car un de leurs objectifs était Artémio, à cause de sa condition de leader syndical et donc suspect d'avoir des sympathies à l'égard des guérilleros ou d'être un des leurs. Mais Artémio avait déjà entendu les coups de feu et les cris de "courez, ils vont nous tuer" en dehors de l'entrepôt. Lui qui avait déjà un plan de fuite sortit en courant et se lança à la rivière comme il l'avait prévu, traversa à la nage la rivière Apartado pour rejoindre son quartier. Une fois arrivé, il se cacha pendant plusieurs heures, tandis que la situation revenait à la normale, "*je ne sais pas combien de temps, mais je savais que si je sortais, ils allaient me tuer*". Quelques heures plus tard, il sortit de son refuge pour calmer sa famille et ses amis qui le croyaient disparu. "*Cette nuit-là, je n'ai pas pu dormir car je pensais aux collègues de l'entreprise qu'ils avaient tués, au risque que j'avais couru et à chaque bruit que j'entendais, je pensais qu'ils étaient arrivés et qu'ils allaient me tuer*". Chez lui, arriva la rumeur que les travailleurs de cette hacienda ne pourraient pas retourner y travailler parce qu'ils les tueraient. C'est alors qu'il décida de s'en aller, mais il ne savait pas où puisque la plus grande partie de sa famille vivait à Apartado. Il réfléchit à plusieurs options et finalement, il se dirigea vers Medellín. Il rassembla un peu de linge, prit un peu d'argent du restaurant de chez lui, parla avec son épouse et ses filles et sortit rapidement de la ville en direction de Medellín qu'il considérait comme sa meilleure option. Il pensa qu'il serait plus facile de trouver du travail dans une grande ville, car il aurait pu se diriger vers des villes intermédiaires comme Turbo ou Quibdó, plus proches d'Apartado, mais pas aussi grandes que Medellín, et en plus dans la région d'Uraba. Le voyage à Medellín n'était pas moins dangereux que sa présence à Apartado, car il y avait beaucoup de barrages de la guérilla, de l'armée et des paramilitaires. Une des manières de reconnaître si c'est un barrage de la guérilla est de regarder les bottes, car les guérilleros portent des bottes en plastique qui sont toujours couvertes de boue. Les guérilleros, quand ils font un barrage, normalement ne s'identifient pas, font descendre les gens du bus, la carte d'identité à la main, les interrogent sur leur travail pour chercher les soldats ou policiers qui voyagent en civil ou un employé d'une entreprise pour le prendre en otage et demander une rançon à l'entreprise. Si c'est un soldat ou un policier, ils le détiennent comme prisonnier de guerre.

Si c'est un barrage de l'armée ou des paramilitaires, il est difficile de les différencier car leurs armes, leurs uniformes et leurs bottes de dotation sont tous similaires. Parfois, on peut identifier les paramilitaires ou autodéfenses, comme ils se font appeler, par un bracelet qui porte les initiales AUC (Autodéfenses Unies de Colombie). Ces barrages des paramilitaires sont les plus dangereux. Une liste de noms à la main, ils demandent à chacun sa carte d'identité. Si par malchance, un des passagers figure sur la liste, il ne peut poursuivre son voyage et il va grossir la liste des disparus en

Colombie. Il est souvent assassiné en présence des passagers avec le justificatif que c'est un membre ou un sympathisant de la guérilla.

Les barrages de l'armée sont semblables aux autres. Les hommes descendent du bus avec leur carte d'identité et les femmes restent dans le bus. Les hommes sont fouillés hors du bus. Un ou deux soldats montent dans le bus pour le fouiller de manière superficielle, cherchant des armes à feu ou quelqu'un avec un casier judiciaire qui essaierait de se soustraire à la fouille ou à son identification. Pendant le trajet entre Apartado, Turbo et Medellín, il est possible de trouver plusieurs barrages, un pour chaque groupe en activité dans la région de transit du bus. La peur au ventre, Artemio prit le bus qui va d'Apartado à Medellín, ce qui représente 10 heures de route en très mauvais état. Par chance, ce jour-là, il n'y avait aucun barrage ni aucun éboulement. Les guérilleros n'occupaient pas la route pour attaquer un camion avec un chargement intéressant. Dans ce cas, le camion est arrêté et ils bloquent la voie en mettant le camion en travers. Puis, ils le déchargent et répartissent le butin entre les paysans du secteur. C'est le lot quotidien des transports d'appareils électroménagers, d'aliments emballés, de confiserie ou de charcuterie comme les saucissons, saucisses, jambon, etc.

Finalement, Artémio arrive sain et sauf à Medellín, encore paniqué et se demandant ce qu'il va faire dans cette ville. Mais sa grande incertitude est le bien-être de sa famille. Il craint qu'en le cherchant, ils ne fassent du mal à une de ses filles, à son épouse ou à tout le monde.

A son arrivée à Medellín, Artemio va à la maison de sa soeur et, immédiatement, se met à chercher ce qu'il va faire et où il va aller avec sa famille pour avoir un espace personnel. Il change alors de quartier pour trouver un endroit pour lui et sa famille. Pendant ce temps, son épouse savait qu'ils le cherchaient pour le tuer. Il y avait des inconnus qui venaient au petit restaurant d'Apartado demander de ses nouvelles. Son épouse essayait aussi de vendre le bar-restaurant pour pouvoir aller à Medellín retrouver Artémio. Quand toute sa famille arrive à Medellín, Artémio a déjà une idée de la topographie urbaine et cherche un terrain à construire, car ses revenus ne sont pas suffisants pour faire vivre sa famille et payer un loyer. A cette époque, il fait la connaissance d'un oncle qui lui recommande d'aller au quartier Caicedo où il y a plusieurs déplacés et les loyers sont meilleur marché. Cet oncle lui dit aussi qu'il pourrait occuper un des terrains d'invasion de ce quartier. Artémio loue une petite maison dans ce quartier et s'approprie un terrain couvert d'immondices, juste à côté. C'est là qu'il commence à construire sa nouvelle maison. La première chose qu'il fait est nettoyer et niveler le site pour pouvoir poser les fondations d'un "ranch" (petite maison aux murs en bois et au toit en fer-blanc ou en plastique). Il s'y installe pour ne plus payer de loyer.

Tandis qu'il s'habitue à la vie du quartier, il entre au conseil d'action communale, renouant ainsi avec sa vie urbaine, sa femme trouve un travail d'employée de maison. Elle sort le samedi après-midi et reprend son travail le dimanche soir. Artémio trouve un travail dans une entreprise d'estampage de textiles. Il y travaille quelque temps, puis s'emploie comme ouvrier du bâtiment, ce qui est usuel pour les déplacés. Ensuite, il change d'entreprise et pendant deux ans est auxiliaire d'entrepôt. Mais il a un problème de colonne vertébrale et exige de son entreprise qu'elle reconnaisse son incapacité professionnelle, car il a été licencié dès le début de son incapacité. A présent, il travaille de nouveau dans la construction et il combine cette activité avec le conseil d'action communale. Il gagne sa vie avec la construction et grâce au conseil, il trouve un lieu dans le quartier Villa Liliam pour refaire sa vie dans le domaine social, ce qu'il a toujours aimé. Dans ce nouveau quartier, Artémio et son épouse trouvent une école pour leurs filles, très différente de ce qu'elles avaient connues jusqu'alors, mais elles y sont accueillies sans discrimination comme toutes les petites filles du quartier. Artémio nous raconte qu'elles n'ont jamais été discriminées, car cette école compte d'autres enfants déplacés par la force et des enfants de souche africaine. Pour la famille, c'est une aide précieuse pour le processus d'adaptation à un nouvel espace. A la différence d'autres déplacés, la famille d'Artémio n'a pas connu de variation structurelle car, quand ils se retrouvent, ils vivent dans une maison à eux, certes modeste, mais néanmoins une maison où toute la famille est réunie. C'est donc une exception à la règle, car la plupart des déplacés n'ont pas cette chance.

Parmi les autres activités d'Artemio, il y a celle de président du conseil d'action communale. Ce conseil qu'il préside est situé dans un quartier voisin de *Esfuerzos de Paz*. Artémio profite de cette expérience pour obtenir des aides au logement pour lui et d'autres intégrants de la communauté. Par ce moyen, il obtient une maison qu'il loue, et cet argent l'aide à subsister. Qui plus est, il apprend comment faire pour bénéficier des subventions gouvernementales en espèces. Ces aides, censées être trimestrielles sont en fait semestrielles, mais il est au courant de la marche à suivre pour les obtenir pour lui ou d'autres personnes de son quartier. De même, il est sur une liste d'attente pour bénéficier d'un "emploi productif", sommes versées aux déplacés pour monter une affaire, pour qu'ils créent ainsi leur propre emploi.

Fort de toutes ces initiatives et expériences, Artémio continue de travailler dans le quartier Caicedo Villa Liliam sur différents projets culturels, sociaux et privés pour faire quelque chose en faveur des jeunes de la communauté qui sortent du collège, puisque pour beaucoup d'entre eux, l'entrée à l'université n'est pas une priorité ou bien ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour ce faire.

Artémio cherche des ressources auprès d'organismes ou d'associations comme "Reconnaissance afro" avec la collaboration d'une association de Bilbao (Espagne), et auprès d'un autre organisme de la mairie de Medellín qui s'appelle "Afro Medellin".

A voir et à entendre Artémio, on a la sensation qu'il aime ce qu'il fait, mais on a l'impression qu'il cherche une reconnaissance pour son travail en faveur de la communauté. Pendant nos conversations, il disait espérer que le quartier se rappelle de tout ce qu'il a fait et que grâce à son travail, les choses se sont améliorées.

Lucia est une Afro qui vit à *Esfuerzos de Paz*. Elle y travaille avec son amie Carmen dans la fabrication de biscuits noirs qui dans sa région (Novitá, Chocó) sont nommés "cucas". Elles alternent ce travail avec celui du conseil d'action communale du quartier et avec quelques autres activités. Mais sa vie a changé de manière soudaine. Elle vivait avec toute sa famille dans une maison à elle, son père travaillait et maintenait sa famille, mais voilà qu'un jour il meurt de mort naturelle, encore jeune, ce qui prend au dépourvu tous les siens. Sa mère n'était aucunement préparée pour gagner sa vie et celle d'enfants en bas âge. Ils ne savent pas quoi faire. En plus, quelques mois après la mort du père, ils perdent leur maison dans un glissement de terrain. Heureusement, il n'y a pas de pertes humaines, mais toute la famille n'avait plus d'endroit où vivre. Au début, ils sont hébergés par un voisin, mais ils sont trop pour rester tous dans cette maison. Alors, chacun cherche de son côté. Lucia part vivre chez une voisine qui lui offre un emploi de domestique. A 17 ans, sans endroit où aller vivre, elle accepte cette offre d'emploi et sa patronne profite de la situation pour la faire travailler sans salaire. Elle la traite mal, mais Lucia n'ose pas la contredire car elle n'a pas d'autre endroit où aller. Elle vit dans ces conditions environ une année. Une autre voisine qui s'est rendue compte de ses difficultés lui offre de vivre avec elle. Dans ce nouveau foyer, elle reçoit un salaire et est traitée comme un membre de la famille. En plus, elle a l'option de travailler dans le jardin d'enfants de sa nouvelle patronne, ce qui lui donne du temps pour étudier et lui paie ses études. Suite à quoi lui arrive la proposition d'un oncle (frère de sa mère), qu'elle évoque de cette manière:

"Bon, après cela, mon oncle qui vivait dans les environs m'appelle parce qu'ils lui avaient parlé de ma situation et m'invite à aller chez lui en ville. On s'imagine aussitôt qu'on va avoir une vie super cool (rires de Lucy), mais ce n'est pas vrai! On pense arriver...non pas au paradis, mais on imagine une vie très différente et bien meilleure, mais jamais la surprise de découvrir à mon arrivée que je vivais dans de meilleures conditions, car où j'étais tout était tranquille. On voyait

beaucoup de plastique, tout était beaucoup plus grand. Mais j'avais imaginé vivre autrement. J'y allais avec ma mentalité de travailleuse et non pour qu'on me traite comme une reine, mais j'avais une idée de la ville très différente...et les conditions du logement n'étaient pas des meilleures! Toutefois, j'ai remercié mon oncle parce que, vous me comprenez, il avait eu le geste. Je recommençai à travailler, avec une famille, à la journée. La même chose que toujours. Ils me payaient peu à cette époque, bien peu, et je ne continuais pas mes études. Je me concentrais seulement sur le travail, parce que qui allait me donner les choses à moi? Travailler, travailler et travailler...jusqu'à ce que je me dise que ce serait bon de préparer le bac, le weekend...je vivais dans la famille, alors j'avais moins de temps pour étudier. Mais j'ai dit à ma patronne que j'allais étudier, je me souviens ne pas lui avoir demandé l'autorisation et lui avoir dit simplement que j'allais étudier le samedi, et que le samedi je m'en irais à telle heure. Si je lui avais demandé l'autorisation, elle m'aurait dit non.

Comment? me dit la patronne – si, je vais étudier et je pars à telle heure...! Ah! Très bien –et elle m'a dit de commencer à étudier. C'est ce que j'ai fait et, peu après, je l'ai rencontré (son compagnon et père de sa fille de 5 ans), et on a commencé notre relation très rapidement, sans être fiancés pendant une bonne période, sinon que viens (rires de Lucy), nous allons vivre là-bas, un peu rapide, n'est-ce-pas? Quand je suis tombée enceinte, j'ai interrompu mes études, parce que j'étais mal les premiers temps, si bien que le bac je l'ai eu seulement en deux mille onze, et encore je l'ai fait par modules parce que le bébé me prenait beaucoup de temps et j'étais malade, je n'avais de temps pour rien...c'étaient des modules que je travaillais...il me semble que c'était le système "école neuve". On reçoit des modules et on les développe –j'ai choisi cette option parce qu'il me manquait un seul module. Que vous dire d'autre? Depuis que j'ai ma propre famille ici, j'aime y vivre.

Je suis arrivée directement à Medellín, en provenance d'Istmina (Chocó), après bien des difficultés grâce à mon oncle qui vivait ici. J'ai vécu avec lui une année environ. Ensuite, j'ai habité chez des amies, et c'est là que je l'ai connu et je suis revenue ici, à Caicedo, à Villatina. Depuis l'an 2000, ça fait douze ans que je suis ici...quoi d'autre? C'est miraculeux que je n'aie pas pleuré en vous racontant tout ça...parce que j'ai vécu des choses tellement dures et je l'ai raconté comme si c'était normal, alors que pour moi ça a été tellement difficile.

Nous pouvons voir qu'une fois en ville, elle s'est rendue compte que les conditions de vie n'étaient pas celles qu'elle imaginait. Elle avait l'intention de travailler, mais la seule chose qu'elle a trouvée a été une place de domestique.

Elle nous raconte comment elle vivait dans son hameau avant de devoir abandonner la terre de ses parents: *“Je ne suis pas née à Istmina, mais à Novitá, effectivement j’ai vécu là-bas jusqu’en...je ne m’en souviens plus. Nous ne vivions pas dans l’agglomération urbaine, mais dans la zone rurale de San Lorenzo et, pour des motifs de violence, nous avons dû partir pour Istmina. Nous étions tout petits et nous sommes restés vivre là-bas. Quand nous sommes arrivés, le changement a été drastique, parce que nous étions habitués à la vie à la campagne, on produisait tout, et la cour de la maison était comme une ferme. Il y avait de tout.*

“San Lorenzo était très riche- très riche, parce que, comment dire? On vivait à la campagne car on était...ma maison était très jolie et, derrière elle, passait la rivière Samaná qui a débordé, il y a peu, près d’un bras, là où la rivière se divise. Ma maison était là et c’était délicieux parce que nous allions à la rivière, pêchions, nous baignions, rien que des choses agréables. Nous pouvions cueillir des fruits sur les arbres et nous mangions tout cela, les heures passaient sans le besoin de retourner à la maison parce que nous avions tout à portée de la main. Mon père cultivait, allait à la mine d’or. Je me rappelle qu’ils rentraient à la maison avec l’or, on voyait des petits grains dans les batées, ils le pesaient et l’envoyaient à un magasin où ils pesaient l’or et le vendaient. C’était la routine quotidienne; on vendait l’or pour faire le marché et pour le surplus, on avait la terre et même la forêt, des poulets, on avait tout et on n’achetait pratiquement rien. Mon père avait même du riz, du maïs...quoi vous dire d’autre? C’était un hameau très religieux, très évangélique comme on dit. Effectivement, ils m’ont toujours amené à l’église, et c’est la seule chose qui ne m’a pas plu de mon enfance et, même si je ne voulais pas y aller, il m’y emmenaient. Ma mère, elle y allait. Lorsque je suis arrivée ici, elle allait encore à cette église. Moi, j’ai commencé à me poser beaucoup de questions du type pourquoi y vais-je. Je ne pouvais pas faire grand chose, je ne pouvais pas me vernir un ongle, m’épiler les sourcils ou me mettre un pantalon. Je ne comprenais pas et j’imaginai être dans quelque chose que j’aimais, mais c’était seulement par habitude, car ils m’y emmenaient tout le temps et je n’y suis jamais retournée. –Lucia, as-tu des soeurs? De père et mère, j’en ai cinq, mais de père, une seule qui est la majeure. Elle a déjà 45 ans...elle vit aussi au Chocó, à Playa de Oro. Elle travaille comme enseignante, elle a étudié, mais dans cette zone la mauvaise administration est irresponsable et vole l’argent. Ils l’envoient enseigner dans des hameaux, et il y a de grosses sommes d’argent qu’ils lui doivent. Alors, elle a décidé de changer d’activité. Elle aussi, finalement, s’est mariée. Elle avait eu un enfant dans sa jeunesse, ensuite elle s’est mariée et s’est mise à faire des enfants. –Combient en a-t-elle donc? Ouf, elle en a cinq. –Et, elle travaille? Oui, elle travaille sur la route qui va au Chocó, à la hauteur de Playa de Oro, elle vend des aliments frits... des “cucas”, elle se débrouille, et elle a des résultats puisque ses enfants

étudient...On ne veut pas que les enfants souffrent, on veut pour eux ce qu'il y a de mieux, qu'ils aient une vie meilleure que la nôtre"...

Chacun de ses frères a fait sa vie dans le village d'où ils proviennent, mais chacun pour soi. Sa mère est partie vivre dans un autre village avec une des soeurs de Lucia. Pour elle, cette séparation a été très dure et elle se souvient avec nostalgie du type de vie qu'elle menait quand son père était encore en vie et que la famille était réunie.

Elle raconte avec orgueil que son frère cadet a été le premier à s'organiser pour vivre en couple et se procurer le nécessaire pour vivre. Il a commencé par charger et décharger les marchandises des camions qui arrivaient sur la place du marché. Il était très organisé et économisait une partie de l'argent qu'il gagnait, si bien que rapidement il a pu payer la première traite d'une moto. Alors, il allait travailler en transportant des personnes (moto taxi). Ce nouvel emploi aidant, il avait un peu plus de revenus et continuant à économiser, il a décidé de monter un atelier de réparation de motos, de suivre une formation, de faire tous les cours nécessaires et est parvenu à avoir son propre atelier. A présent, il a sa maison, un atelier où il travaille et en plus a créé un emploi. Pour Lucia, c'est un grand succès de son frère cadet qui, à force de beaucoup de sacrifices et de discipline, est parvenu à faire ce qu'il voulait.

Il y a d'autres frères qui vivent au Chocó...*"ils sont là-bas et sont très sérieux. Ils ont fait une croix sur leurs études parce qu'ils se concentrent sur leur travail et, comme dit l'un d'eux: "Je n'ai ni études, ni rien, mais au moins j'ai une activité et un bon salaire, je n'ai pas de problèmes". L'autre aussi a commencé à travailler...comment appelle-t-on ceux qui réparent les frigos, désosent les voitures...ferblantiers, ou quelque chose comme ça. Il travaillait avec un "paisa", un type de la région de Medellín. Il y a beaucoup de paisas là-bas qui démarrent des activités, alors il a commencé à travailler avec lui et a beaucoup appris. Il disait: "je sais monter et démonter une voiture, je sais un peu de tout, et plus que pour la paye, je travaille pour apprendre". A présent, il est à son compte. Le second des trois frères travaille dans une mine, il est opérateur de machines et il a une mauvaise tête. Il travaille et a un salaire correct, mais non...on ne sait pas ce qu'il fait de l'argent, il le dépense à tort et à travers. Il gagne quand même deux millions de pesos. Pour moi, c'est beaucoup d'argent, surtout pour lui qui est célibataire. Je lui dis toujours qu'il peut s'acheter une parcelle d'un seul coup, construire sa maison en un instant et s'organiser immédiatement parce qu'il n'a personne à charge, est nourri par son employeur et tout son salaire lui tombe dans la poche. Mais non, il n'a pas voulu se ranger. Et de moi, que dire? Jusqu'à présent, mon mari s'est montré responsable. Actuellement, je ne travaille pas, mais je n'aime pas le rôle de femme*

entretenu, alors je cherche toujours quelque chose à faire, à gagner quelque chose, par exemple en ce moment je vends des fromages et je fais des tresses, je n'aime pas rester inactive.-Comment fais-tu pour le fromage? Ils te l'amènent d'où? Non, je vais l'acheter à la Minorista. En fait, j'ai commencé il y a peu parce que ce fromage, il est tout de même cher. Quand je le vendrai, j'en achèterai un peu plus. Mais je veux surtout me consacrer à la coiffure, faire des tresses, des extensions de cheveux (très utilisées par les femmes afro), faire des cartes de visite, et quand j'aurai la clientèle, aller à domicile et mieux gérer le temps pour mon enfant, car je n'aime pas le laisser à n'importe qui, je veux pouvoir m'en occuper, il entre à 10 heures du matin et il sort à deux heures, surveiller ses devoirs et son alimentation et tout ranger. Ce quartier est très violent et il vaut mieux qu'il ne traîne pas trop par ici".

Comme nous le voyons, pour Lucia les choses ont pris une autre tournure, et elle a fini par travailler comme domestique, tant dans son village natal, qu'à Medellín. Cependant, elle a forgé son destin pour améliorer sa situation et cesser d'être une employée de maison. Selon elle, elle avait été forcée de le faire du fait de l'urgence de trouver un emploi et de son manque de formation pour trouver un travail différent.

La plupart des femmes contraintes de migrer de la campagne à la ville doivent affronter cette réalité, les unes pour sauver leurs vies, comme dans le cas des déplacements forcés, et les autres, à cause de la violence intrafamiliale qui les oblige à fuir de la maison. Ce type de migrations obéit aussi à des motifs culturels, comme c'est le cas pour la population afro. À douze ans, les Afros considèrent que leur petite fille a déjà "l'âge de servir", ce qui signifie que dans cette culture les petites filles sont déjà des femmes qui peuvent effectuer des travaux domestiques dans une maison de famille et contribuer ainsi aux revenus du foyer. D'autres, comme c'est le cas de Lucia, sont des survivantes. Sans foyer ni maison, la seule option qu'elle avait était les travaux domestiques, parce que dès leur plus jeune âge, les filles apprennent à faire ces tâches. L'option la plus alléchante est alors de migrer à la ville et d'entrer à travailler comme employée de maison. Mais un jour, ils nous ont obligé à quitter nos terres.

Relativement au déplacement, nous avons beaucoup d'éléments à prendre en considération comme les motifs, les raisons des victimes, des victimaires, leurs origines, les conséquences pour le pays, pour le gouvernement, pour l'image internationale du pays, pour ne citer qu'eux.

Nous pourrions dire pour commencer que l'histoire des déplacements est aussi ancienne que la violence dans notre pays.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le déplacement n'est pas un phénomène dû à la violence. La violence est orchestrée pour provoquer le déplacement, et plusieurs auteurs en font état et l'analysent. Ils nous montrent par exemple que les paramilitaires sont un instrument essentiel à l'origine du déplacement. L'historien Juan José Cañas qui travaille depuis plusieurs années sur le déplacement forcé, nous relate le modus operandi des paramilitaires: *“mais, d'abord, nous devons expliquer quelque peu le terme de déplacé. Ce terme est utilisé sur le plan politique pour occulter une des conséquences du développement économique en Colombie, et mieux vaut traiter les personnes comme déplacées que comme exilées, car le terme d'exil est beaucoup plus fort. Quand nous parlons de déplacement, nous parlons simplement de mobilisation de personnes, mais le terme exil implique un extirpation de la terre, du tissu social et de l'environnement.*

Le paramilitarisme est un artifice de l'armée pour pouvoir faire de manière illégale ce qu'elle ne peut pas faire légalement. Pour générer un conflit là où il n'y a pas de conflit armé, on envoie une escouade de paramilitaires pour semer la peur et la terreur, générer la violence et, ipso facto, le déplacement forcé et, quinze-vingt ans plus tard, affleure la vérité; c'est que les propriétaires terriens savaient de manière anticipée que dans cette zone allaient être mis en oeuvre des mégaprojets (notes de terrain, conversation avec l'historien J.J. Caña).

Grâce aux déplacements, les propriétaires terriens achètent bon marché et s'approprient les terres, tirant ainsi profit de leur développement et de leur mise en valeur. Cette approche est différente de celle du gouvernement ou de nombreux organismes internationaux pour le développement qui voient le déplacement forcé comme le résultat du conflit armé colombien, et non comme un moyen de s'approprier les meilleures terres arrachées aux paysans pour tirer profit de leur développement. En d'autres termes, l'État colombien traite le problème du déplacement forcé comme une conséquence du conflit et non comme un dérivé du modèle de développement économique colombien. Pour ce motif, les paramilitaires sont considérés comme des tueurs à gage (mercenaires) et sont un rouage essentiel de la tuerie de milliers de leaders populaires et de l'expropriation (2009) de trois millions de paysans, recevant l'appui de l'armée et de grands groupes économiques, ainsi que nous l'avons déjà démontré. Nous pouvons citer à l'appui un rapport de la délégation asturienne des droits de l'homme (DDHH) de 2013 qui mentionne dans ses derniers articles:

“(…) 9-Les communautés paysannes elles-mêmes ont dénoncé les collusions entre les propriétaires fonciers et les entreprises bénéficiaires des spoliations. L'usage abusif des ressources hydriques et du déboisement, très souvent dû aux plantations de palmier à huile, a de graves conséquences dans les différentes régions visitées. De même, les activités minières des multinationales, ou celles

menées dans la clandestinité, ont un grave impact sur l'environnement, sur la disponibilité de l'eau, par exemple dans le centre du département du César ou dans le Casanare, ce qui porte atteinte à la durabilité des communautés paysannes, des peuplades indigènes et des personnes d'ascendance africaine. De grandes entreprises ont été accusées de tirer bénéfice des violations des droits de l'homme et de violer les droits du travail et de l'environnement comme Bioagroindustrial, Pacific Rubiales, Tcbuen, Drummond, Cerrejón, Anglo Gold Ashanti et aussi les entreprises bananières et distributrices Fyffess, Uniban Turbana.

Article 10-L'impact des traités de libre-échange limite les possibilités de subsistance des communautés paysannes, ce qui vient s'ajouter à la spoliation inhérente au déplacement forcé, aux fumigations aériennes et à l'expropriation des terres. La logique imposée par ces traités a renforcé une dynamique tournée vers l'extraction et l'orientation de la production vers les produits destinés à l'exportation, ce qui affecte la sécurité alimentaire des régions. Nombreuses ont été les plaintes présentées par des travailleurs informels pour la persécution brutale de la force publique et le contrôle paramilitaire croissant de l'espace public dans des villes comme Cúcuta et Buenaventura.

Article 11-La violence contre les femmes ne cesse pas, tant dans le cadre du conflit armé qu'en dehors. Dans le premier cas de figure, il faut souligner l'augmentation des agressions et de la prostitution dans les régions hautement militarisées. De même, dans les zones urbaines, les femmes pauvres et les victimes du déplacement forcé souffrent d'un manque élevé de protection. La réforme de 2013 de la juridiction pénale militaire a renforcé l'impunité face à ces graves violations des droits de l'homme.

Nous pourrions, dans ces conditions, dire que le “nettoyage” politique réalisé par l'armée et les paramilitaires a éradiqué les paysans pauvres de nombreuses régions colombiennes. Hommes et femmes qui ont commis une de ces “erreurs” impardonnables, ou toutes à la fois: avoir vécu dans des territoires immensément riches; s'être organisés pour exiger le respect de leurs droits; avoir milité ou donné leurs votes à des formations politiques d'opposition; ou peut-être avoir sympathisé avec la guérilla. Leurs terres sont passées aux mains de propriétaires terriens, de chefs paramilitaires ou de représentants de puissants intérêts économiques.

En 1999, une des exigences de l'amendement au “Plan Colombia” (1) imposée par quelques sénateurs américains, fut de donner la priorité aux investissements étrangers et, en particulier, dans le secteur de l'industrie pétrolière. Ces exigences ont été acceptées et les forces armées, avec

l'appui des *paramilitaires*, se sont chargées de contribuer à la disparition des paysans et indigènes de ces grandes zones pétrolières.

Le paramilitarisme a eu un grand rôle dans la vie politique, économique et sociale de la Colombie pendant les 30 dernières années. En plus, les paramilitaires sont devenus le plus grand cartel de drogue du pays. Leur enrichissement leur a permis de financer et d'appuyer les campagnes politiques de leurs candidats préférés avec lesquels ils échangeaient ensuite des faveurs politiques et économiques. L'action de ces groupes a modelé la participation sociale des Colombiens.

En Colombie, il est plus facile d'organiser une guérilla qu'un syndicat. Selon l'Union européenne, plus de 300 activistes des droits de l'homme ont été assassinés par le régime d'Uribe pendant son premier mandat 2002/2006. Dans les deux premières années de son régime, Uribe a été responsable de l'assassinat ou de la disparition de 6 148 civils désarmés dans des circonstances de non-belligérance.

Selon la page EcuRed, "La Colombie offre un cadre complexe avec plus de 50.000 disparus; 10% de sa population est déplacée; plus de 150 000 homicides et une grande destruction des communautés (18 peuplades indigènes presque exterminées, des secteurs populaires, des mouvements sociaux, syndicaux et des défenseurs des droits de l'homme qui sont continuellement victimes d'assassinats). Tel est le panorama général de la dégradation des droits de l'homme pendant les dernières décennies".

Les chiffres publiés par l'Observatoire des Droits de l'Homme et du Droit international humanitaire de la coordination Colombie-Europe-États-Unis corroborent la magnitude de la problématique. Pendant le dernier gouvernement (2002-2008), 1.190 personnes ont été victimes de violations du **droit à la vie** du fait d'agents publics (235 par disparition forcée et 955 par exécution hors procès). (EcuRed.Org).

Dans la presse, nous trouvons presque tous les jours des échantillons de délinquance des paramilitaires et de certaines entreprises. En atteste la colonne écrite par le journaliste León Valencia, le 2 février 2014, dont voici quelques extraits: *commençons par le plus grave: l'alliance avec les paramilitaires et la mort de trois syndicalistes. En mars 2001, ont été assassinés Valmore Locarno, président du syndicat, et Víctor Orcasita, vice-président; sept mois plus tard, a aussi été assassiné Gustavo Soler qui avait remplacé Locarno à la tête du syndicat. Les dirigeants syndicaux et les familles des victimes ont été d'accord pour rendre l'entreprise responsable des crimes. Mais ce fut lors du processus de paix avec les Autodéfenses Unies de Colombie que le pot aux roses a été découvert: pour frapper le syndicat, avait été conclue une ténébreuse alliance entre employés ou contractants de la Drummond, des militaires actifs ou à la retraite et le bloc des paramilitaires*

commandé par Jorge Cuarenta...”Mais celui qui contextualise les assassinats et les graves pressions exercées sur les travailleurs et la communauté de la zone où opère la Drummond est Rafael García, ancien fonctionnaire du DAS et témoin du ministère public dans le scandale de la parapolitique. García raconte que lors de diverses réunions entre fonctionnaires de la Drummond et Jorge Cuarenta (chef paramilitaire), il a été convenu de créer le front Juan Andrés Álvarez des Autodéfenses grâce au généreux financement de l’entreprise, et il signale que l’agent de liaison pour ces accords était Alfredo Araújo.

“Voyons les entourloupettes à l’État. Non contents d’être exonérés d’impôts et des fortes subventions que les gouvernements –en particulier, les deux mandats d’Alvaro Uribe- ont accordé aux entreprises minières, la Drummond s’est mise à frauder sur les royalties pour accroître encore plus ses bénéfices. L’entreprise a été sanctionnée en 2007 et 2008 par des amendes qui atteignaient les quatre-vingts millions de dollars pour préjudice patrimonial causé à la Nation, au département du Cesar et aux municipalités où opère la multinationale”. (Revue Semana, le 2 février 2014).

Il convient d’ajouter à cette modalité de déplacement forcé, celle de la guérilla des FARC et de l’ELN qui ont été accusées d’entreprendre des actions contre la population civile afin de s’emparer des terres. Différents auteurs entérinent ou contestent cette attitude des guérillas. Voyons sur ce point la déclaration de Michel Ogier et d’autres intellectuels, publiée dans un journal français.

...De son côté, l’Union européenne ne cesse de se voiler la face devant une réalité humanitaire désastreuse, au nom d’intérêts économiques indiscutables. Pourtant, faut-il rappeler que la Colombie compte plus de 3000 otages- dont un peu moins d’un tiers détenus par les Farc -, 30 000 victimes de disparition forcée (essentiellement du fait de l’action des groupes paramilitaires) et 3.9 millions de déplacés? Faut-il rappeler que ce pays est, avec le Soudan, celui qui connaît le plus grand nombre de déplacés au monde, que 60% de la population y vit en dessous du seuil de pauvreté et qu’il est le théâtre d’injustices sociales et culturelles insupportables?...

Cette déclaration a été signée par plus de 300 personnes de différentes nationalités comme, entre autres, ABEL Olivier, AGIER Michel, CHOMSKY Noam, FALS BORDA (Libération 31/01/2008). Mais les déplacés, non seulement en Colombie, sinon dans le monde entier, dit Michel AGIER, laissent un témoignage par leurs actions et leurs manifestations.

“En même temps, les réfugiés et les camps qui les abritent sont des porte-paroles utiles et véhiculent de nouvelles formes d’action politique. La prise de parole par les réfugiés (comme témoins pour le compte des ONG, dans les tribunaux nationaux ou internationaux, voire comme acteurs dans des représentations théâtrales...) est non seulement nécessaire pour eux, pour leur reconstruction personnelle ou collective, mais encore profitable et féconde pour l’humanité entière en tant que mémoire historique des “guerres sales”. C’est un témoignage de l’action humaine qui se défait de son humanité, à la recherche d’un bénéfice.

10. LA VIOLENCE COMME MÉTHODE DE DÉPLACEMENT

Dans les années 80, avec tout le potentiel et la richesse de la région, la situation se dégrade et commencent à arriver des contingents de paramilitaires pour récupérer, selon eux, cette région sous la domination de la guérilla. C'est alors qu'une grande violence s'instaure dans la région. Différents secteurs font l'objet de massacres, surtout les haciendas bananières avec de puissants syndicats de travailleurs qui négociaient les salaires et les conditions de travail avec les multinationales exportatrices de bananes en Europe et aux USA. Un des déplacés d'Urabá fait le commentaire suivant:

Dans la municipalité de Rio Sucio (Chocó), les opérations paramilitaires contre les insurgés étaient commandées par un lieutenant qui se faisait appeler "Centella". Il dirigeait une opération appelée ORION. Le lieutenant "Centella" est arrivé dans cette zone et les choses ont commencé à se compliquer, commente-t-il. L'accompagnait un groupe qui disait appartenir à l'armée, mais personne n'a jamais su s'il s'agissait de l'armée ou des paramilitaires. Toujours est-il qu'ils prétendaient appartenir à l'armée. Ils sont arrivés en annonçant la venue des paramilitaires et ils disaient qu'ils allaient couper à la tronçonneuse la tête de tous les paysans qui appuyaient la guérilla et que, pour cette raison, ils avaient apporté un échantillon de tronçonneuse. "Elle était très petite, de moins d'un mètre". Ils faisaient tout cela vêtus d'uniformes de l'armée. Cela se passait vers le milieu de l'année 1995. *"Ensuite, quand la guérilla passait, les guérilleros ne descendaient plus dans les fermes de Riosucio pour ne pas causer de problèmes aux paysans et leur éviter de mauvais traitements de la part de l'armée."*

Puis, en 1996, sont arrivés les paramilitaires proprement dits. Cette fois, ils se présentèrent comme paramilitaires et ils portaient les mêmes uniformes que l'armée, le seul changement était leur présentation. A présent, ils disaient être des paramilitaires.

Parfois, des paramilitaires portaient des bracelets des AUC (Autodéfenses Unies de Colombie). D'autres n'en avaient pas. Mais tous avaient des armes égales ou similaires à celles de l'armée. Ces paramilitaires allaient une ou deux fois par semaine dans les fermes. Une fois, ils sont allés dans un hameau appelé "7 de Agosto", et ils ont coupé la tête de deux paysans à la tronçonneuse. Le lieutenant "Centella" était présent, et personne n'a su s'il appartenait à l'armée ou aux paramilitaires.

Sandino (indigène embera)

“Les premiers souvenirs que j’ai remontent à quand j’étais petit et vivais dans la communauté, mais j’allais aussi étudier au village et, une fois, la guérilla est arrivée et elle a attaqué la population. Les affrontements ont duré plusieurs jours et, finalement, les guérilleros ont tué tous les policiers, brûlé les maisons et tout ce qui avait un rapport avec la police. La guérilla s’est emparée du village et elle y est restée environ une année. Pendant cette période, ils ont fait partir toute la population afro. Ils les ont réunis et leur ont donné 24 h pour décamper de la municipalité de Bella Vista. Les Afros sont alors partis pour Quibdo, Vigía del Fuerte et autres villages proches. Cette année-là, la guérilla a totalement pris le contrôle de la municipalité, mais à la fin de cette première année, on a commencé à murmurer dans le village qu’allaient revenir les paramilitaires et la police. C’est ce qui arriva. Les guérilleros se sont enfuis et les paramilitaires et la police sont revenus. Ce fut une époque difficile car ils capturaient beaucoup de gens qu’ils accusaient de travailler pour la guérilla et les tuaient. Moi, à cette époque, j’ai commencé à travailler pour des commerçants en bois et j’utilisais un canot à moteur. Une fois, à Murindó, les paramilitaires m’ont arrêté, et ils m’ont dit qu’ils me surveillaient et que s’ils voyaient que je transportais des guérilleros sur le canot, ils allaient me tuer”.

Sandino nous parle de son mode de vie avant le retour des paramilitaires dans la région où il vivait et de comment il a survécu. Dans la communauté indigène dans laquelle vivait Sandino, il y avait des guérilleros qui vivaient en son sein. Pour le dire d’une autre manière, la guérilla avait infiltré les réserves indigènes, mais selon Sandino, la cohabitation était pacifique. Comme il préparait son bac au village, il pouvait ainsi jeter un autre regard sur sa communauté qu’il rejoignait pendant les vacances. A cette époque, les paramilitaires commencèrent à encercler toutes les communautés de ce secteur de la rivière “Pogadó”: les communautés appelées *vaquiaza*, *playita* et *hoja blanca*, pour ne citer qu’elles. Toutes les communautés furent isolées, ne pouvant plus commercer entre elles et avec les villages limitrophes. Les paramilitaires empêchaient l’entrée et la sortie des membres de ces communautés. En plus, ils entraient et disposaient de tous les aliments et animaux des indigènes. Ils violaient aussi les femmes et les petites filles. Jusqu’à ce qu’un jour arrive une femme emberá les informant qu’ils devaient se préparer à partir parce que dans la matinée les guérilleros allaient attaquer les paramilitaires qui les avaient évincés quelques mois auparavant. C’est ce qui arriva. Le lendemain matin, la guérilla occupa les communautés et attaqua les paramilitaires ce qui occasionna un déplacement massif de la population indigène. Les communautés affectées par cette occupation des guérilleros durent se déplacer et arrivèrent à Vigía del Fuerte, Bella Vista, La Loma et Bojaya. Sandino était dans ce groupe et il vécut jusqu’en 2008

dans la municipalité de Vigía del Fuerte où il termina son bac, avant de venir à Medellín. Au sein de sa communauté indigène, c'était un privilégié car ses parents étaient les propriétaires d'un poste d'essence et il avait d'autres rêves. Il travaille actuellement comme interprète de la UAD (Unité d'accueil aux déplacés) pour les nombreux indigènes qui ne parlent pas espagnol. Les UAD sont des centres d'accueil pour les personnes affectées par le déplacement. Les déplacés y sont accueillis pour dénoncer les faits et sont orientés par des personnes formées à cet effet pour accéder aux aides gouvernementales. Ils sont aussi hébergés jusqu'à ce qu'ils trouvent où s'installer dans la ville.

Il raconte que pendant la période qu'il a passée dans sa communauté, il n'y avait pas beaucoup de problèmes de cohabitation, mais que quand sont arrivés les groupes armés, chacun voulant dominer la communauté indigène, les choses se sont compliquées. Ils ont même proposé à Sandino de s'unir aux paramilitaires et de rester dans la communauté pour "dénoncer" les personnes liées à la guérilla, ce qu'il n'accepta pas. Il préféra abandonner la communauté, s'enfuir à Medellín et s'y installer. Avoir des infiltrés est la stratégie utilisée par tous les groupes, guérilla, militaires ou paramilitaires. Cela leur permet de repérer dans la population celui qui sympathise avec tel groupe et de prendre des représailles contre les personnes ou même contre des populations entières, comme ce fut le cas dans la municipalité de Segovia (Antioquia) lorsqu'un groupe paramilitaire s'empara du village, en 1998, et assassina sur la place principale du village 43 personnes affiliées pour la plupart à l'Union patriotique. Le motif était l'élection d'un maire de cette tendance, alors que le mouvement avait été exterminé. Vingt-cinq ans plus tard, l'ancien parlementaire libéral, Cesar Pérez García, sera condamné pour avoir été l'instigateur. Pour en revenir à notre histoire, nous pouvons dire que la proposition des paramilitaires de le transformer en délateur et la certitude des problèmes que cela allait lui occasionner, éventuellement la perte de la vie, effrayèrent tellement Sandino qu'il décida que sa meilleure option était de refaire sa vie à Medellín.

L'attitude de Sandino et sa manière de procéder nous montrent une adaptation rapide à la ville. Il abandonne son village natal du Chocó et arrive à la ville, et là il doit faire face à la discrimination, car il est déplacé et, en plus, appartient à une ethnie indigène. Ses coutumes lui ont rendu le processus d'adaptation plus difficile, mais il veut faire quelque chose à la ville et entre en contact avec différents organismes et institutions, connaissant de cette manière l'Organisation Indigène d'Antioquia (OIA). L'association des Conseils de l'OIA est une association à but non lucratif qui est financée par la gestion de projets avec des agences de coopération internationale et des institutions étatiques. Parmi ses activités figure l'accueil aux indigènes qui arrivent à la ville pour différents motifs. Dans cet organisme, Sandino a trouvé un milieu social qui l'accepte comme interprète des nombreux indigènes qui viennent à la ville et qui ne parlent pas espagnol. De cette manière,

Sandino a pu trouver à la fois un site où vivre et une activité. Il a pu aussi entrer à l'université, même si postérieurement il n'a pas terminé ses études.

Pendant cette période de transition, il a été de nouveau déplacé, cette fois à l'intérieur de la ville. Les indigènes sont logés dans une maison du quartier Prado Centro, à Medellín. Mais un groupe de jeunes du secteur leur a cherché des noises dans cette maison. Ils n'aimaient pas que cette maison soit habitée par des indigènes et ils ont commencé à harceler les indigènes qui l'habitaient. Chaque fois qu'ils les voyaient entrer ou sortir de leur maison, ils les agressaient verbalement. Un jour, ces agressions verbales sont devenues physiques, et ils ont même été menacés de mort, s'ils ne quittaient pas le quartier. La réaction des autorités face à cette situation a été d'aider les indigènes à libérer les lieux, de les protéger pendant leur changement de quartier pour que les agresseurs ne les tabassent pas. Mais à aucun moment les autorités n'ont procédé à une enquête sur ceux qui avaient menacé les indigènes. C'est une manifestation d'indifférence à l'égard de cette population.

Plus tard, Sandino s'est consacré à son travail au sein de l'OIA pour aider ses frères indigènes qui continuaient d'arriver de tous les coins d'Antioquia, du Chocó et d'autres régions du pays où ont toujours lieu des déplacements forcés. Comme dans le cas de Prado centro, les autorités ne font rien pour empêcher ces déplacements. Elles ne font qu'accompagner les victimes et les aider à se déplacer, comme ce fut le cas à plusieurs reprises.

10.1 Les Différents Types De Déplacés

Nous verrons que parmi les déplacés, nous pouvons trouver aussi des déplacés qui dépendent de facteurs économiques, du lieu d'origine, de l'ethnie, du niveau culturel et de l'expérience associative. Et c'est ici qu'apparaît en pleine clarté la notion de capital social dont nous parle Pierre Bourdieu. Ces gens qui ont été représentants aux conseils d'action communale, conseillers municipaux et, en général, ont un niveau culturel plus élevé, sont des gens qui lors de leur arrivée à la ville parviennent plus rapidement à nouer des liens avec des associations existantes ou qu'ils constituent eux-mêmes (Suárez, 2000) et ils se mettent à tisser un réseau social qui, plus tard, deviendra leur force au niveau du processus de résilience. Les accompagne la mémoire de toutes leurs activités passées et de la vie qu'ils menaient, jointe à un projet de vie animé du désir de se sortir de leur nouvelle situation. Tels sont les éléments constitutifs de la vie que se forge le nouvel habitant de la ville. Cette combinaison de la mémoire et du projet est déterminante au moment d'aller de l'avant et de savoir affronter les difficultés présentes et futures. Ces outils sont alors

essentiels et sont complétés par d'autres éléments comme le fait d'être blanc ou d'arriver à un quartier qui n'est pas périphérique. Le fait d'être un déplacé lui posera des problèmes qui seront toutefois moins difficiles à surmonter s'ils ont d'autres caractéristiques physiques et culturelles.

C'est là que réside la pire difficulté que doivent affronter les déplacés indigènes. Cette population, du seul fait qu'elle est indigène, même si elle n'est pas déplacée, affronte des difficultés quand elle arrive à la ville. Elle doit faire face à la discrimination et s'insérer dans un milieu culturel différent du sien. En outre, la population urbaine, complètement ignare de la culture indigène et hostile envers eux, les juge et prétend qu'ils aient un comportement similaire à celui du citoyen. Pour les indigènes, c'est très difficile, sinon impossible, de trouver un emploi et cela les condamne à une vie de mendicité et d'extrême pauvreté.

Les indigènes doivent affronter des difficultés supérieures à celles des autres déplacés, car si le déplacement est un traumatisme difficile à surmonter, le surmonter en tant qu'indigène est un défi encore majeur. En plus, ils sont poursuivis s'ils prétendent s'organiser en association. Nous trouvons dans la presse des entrefilets comme celui-ci:

Le 27 janvier 1990, dans la municipalité de San Andrés de Sotavento (Córdoba) ont été ponctionnés de chez eux les indigènes Fredy Pérez, Saúl Ortiz, Jaime Beltrán et Eliécer Suárez. Le lendemain, les corps sans vie des quatre indigènes sont apparus dans la zone rurale de la municipalité de Chinú. Le Conseil d'État a confirmé qu'il s'agissait d'une exécution extrajudiciaire perpétrée par des agents de police. En outre, il a considéré ce fait divers d'autant plus grave que les victimes étaient membres de la communauté zenú, appartenant à la réserve indigène de San Andrés de Sotavento. Outre l'aspect pénal, il y a eu une sérieuse défaillance des services publics.

Dans les villes colombiennes, comme Medellín, la population indigène est très réduite, et on n'en voit que quelques-uns qui pour la plupart mendient, alors que les autres sont vendeurs ambulants d'herbes ou de plantes médicinales. Ceux qui sont parvenus à des positions privilégiées, le doivent à leur position de leaders d'associations de défense des droits indigènes ou d'ONG, comme l'OIA. A mi-chemin entre le déplacé indigène et les paysans "blancs", on pourrait placer ceux de souche africaine qui, comme nous l'avons vu auparavant, doivent affronter la discrimination urbaine qui n'est pas aussi forte que celle à l'encontre des indigènes, mais qui existe néanmoins. Il ne faut pas oublier que la condition et la solidarité afro sont aussi un avantage pour l'insertion urbaine, car ils trouvent auprès de leurs compagnons un précieux appui pour s'adapter et entreprendre un peu plus aisément leur itinéraire vers la résilience. Par exemple, ainsi que nous l'avons mentionné dans la

communauté de *Esfuerzos de Paz*, l'aide aux enfants pour que les mères aillent travailler. A cet égard, on connaît des travaux de communautés unies qui tirent leur force de cette union; sur ce point, Bustillo (2004) affirme que:

“Grâce à leur tradition communautaire, certains groupes de déplacés ont montré collectivement une capacité d'organisation et de résilience. Ils ont adopté des formules élémentaires d'organisation pour faire face à l'urgence [...] Ils se sont appuyés sur les leaderships naturels et traditionnels mis en place avant le déplacement, à partir de leurs formes communautaires, et sont parvenus à nouer des contacts avec des ONG, avec les autorités et des organismes internationaux (Bustillo, 2004, p. 234, cit. par Marcela Builes).

Nous n'avons pas de paramètres pour mesurer les estimations dont nous avons parlé lorsque nous avons décrit les catégories de déplacés. En effet, être le nouvel intégrant d'une ville à laquelle on arrive par la contrainte est déjà un grand traumatisme. Les témoignages sont déchirants lorsqu'ils parlent du vide qui les entoure après avoir laissé leur vie derrière eux. Toutefois, pendant nos colloques avec chacune de ces personnes, nous percevons les difficultés qu'ils devaient affronter du fait d'être Afros, indigènes ou paysans “blancs”. D'une certaine manière, les expériences de chacun sont différentes, ainsi que la manière de les affronter. On peut noter que c'est plus compliqué pour les indigènes car, pour eux, le changement est plus grand, plus radical. Leurs habitations sont différentes, ainsi que leur langage et leur musique. Même leur manière d'utiliser les sanitaires (W.C., douches) l'est. Dans un contexte aussi particulier que celui-ci, un processus de résilience se fera nécessairement plus difficile, car sont inexistant certains des éléments décrits antérieurement pour parvenir à la résilience, comme l'appui social. Les indigènes se trouvent face à une barrière sociale, difficile à surmonter, mais ils savent où ils doivent aller, et la majorité finit dans des peuplades plus petites où ils trouvent d'autres réserves indigènes où recommencer leur vie.

Pour les Colombiens de souche africaine, faire l'expérience du déplacement n'est pas une tâche facile, mais ils parviennent, d'une manière ou d'une autre, à avoir plus d'occasions de surmonter leur traumatisme, de même que les autres déplacés non-Afros et non-indigènes. Étudier soigneusement l'adaptation de chacun de ces groupes de déplacés est une matière à réflexion qui reste ouverte. Existe un pourcentage de déplacement de chacun de ces groupes et nous savons aussi que proportionnellement les Afros et les indigènes sont les plus affectés par cette stratégie, avec respectivement 22.5% et 6.7% de la population déplacée (Codhes, 2008).

10.2 Lieux de départ. Départ et abandon de la terre.

Après avoir connu une vie marquée par la normalité du monde paysan, où on vit dans une harmonie relative sur un territoire ancestral où ont grandi les grands-parents, les parents et où grandissent les enfants, il faut tout laisser, ramasser les quelques objets que l'on peut emporter dans un délai qui va de 0 à 72 heures, avant que l'ultimatum ne touche à sa fin. Tous, sauf les anciens, sont disposés à partir. Ces derniers refusent de changer d'environnement, préférant être assassinés sur leurs terres que les abandonner sans savoir ce qui les attend ailleurs. Mais certains comprennent la nécessité d'abandonner la ferme, la maison et partent pour la ville où ils meurent rapidement. Ils attrapent une maladie létale quelconque, mais la vraie raison, c'est l'exil. C'est ce que racontent quelques-uns de nos informateurs. Les histoires semblent se répéter dans différentes familles, les vieux restent prostrés sur une chaise, sur un lit, ne sortent pas et ne parlent pas. Ils laissent filer leur vie, ruminent leurs regrets et rêvent de retour.

Le père de Jaime, leader du conseil d'action communale (JAC) de *Esfuerzos de Paz*, est un de ceux qui a eu ce type de destin:

Quand le groupe armé arrive à la maison de la famille de Jaime, on les avertit qu'ils ont trois jours pour disparaître. Le père refuse de voyager, il part de la ferme et s'installe dans sa maison de Tutunendo. Peu de temps après, les paramilitaires arrivent au village, assassinent neuf personnes et menacent les autres, leur donnant 24 heures pour quitter le village. Le père de Jaime voyant la situation et sachant que le village va rester seul, car ses vieux amis sont déjà partis, se décide à aller à Medellín. À son arrivée, il raconte comment les groupes faisaient pression sur les habitants de Tutunendo pour qu'ils évacuent le village. Il s'aperçoit alors qu'il n'y aura pas d'exception pour les anciens, les femmes et les enfants, tous vont devoir partir et abandonner leurs terres. Quand il arrive à Medellín, Jaime lui donne un petit lit qu'il a dans son ranch. A son côté, à même le sol, Jaime dort sur un lit improvisé avec des sacs et des draps, et il essaie de s'occuper de lui, de le faire se sentir à l'aise. Mais le père n'arrive pas à comprendre comment vivre dans un ranch d'à peine 12 mètres carrés, avec un sol en terre et sans un espace pour mettre une chaise et se reposer. Il était habitué à la ferme à avoir beaucoup d'espace, avec des corridors autour de la maison et une pièce pour lui et pour son épouse. Dans les autres chambre de la ferme, reposaient les enfants avec leurs maris et femmes. C'est très difficile pour lui de s'adapter à cette nouvelle situation. Un autre facteur aggravant de son exil est la séparation d'avec son épouse qui est partie avec une de ses filles pour un autre village du Chocó parce que Medellín ne lui plaisait pas. Mais le père est resté à Medellín avec Jaime dans cette petite habitation, couché et ne faisant que regretter sa terre.

Le père de Jaime n'a jamais pu surmonter cette douleur. Il est mort à Medellín, dix mois seulement après avoir quitté la terre où il avait toujours vécu et travaillé. Non seulement il est resté affecté par déplacement, mais aussi par la spoliation et le déracinement.

Une anecdote que Jaime conte sur son père est que ce dernier n'avait jamais voulu le reconnaître et avait toujours dit que ce n'était pas son fils. À la fin de sa vie, c'est Jaime qui a partagé avec lui les derniers mois, car ses autres enfants ne voulaient pas s'occuper de lui. Ceci a permis de les rapprocher, et son père lui a demandé pardon de ne pas l'avoir reconnu.

Pour certains déplacés, le départ de leur terre signifie aussi se séparer du groupe familial quand, pour un quelconque motif, ils ne peuvent pas tous partir pour la même destination et chacun tente de trouver la meilleure option.

Pour Jésus, au début, quand il vivait à Novitá (Chocó), sa terre natale, les choses étaient plus simples, raconte-t-il, car il avait tout ce dont il avait besoin: "*La terre nous donnait tout. Nous ne devions acheter que peu de choses*". Dans la ferme où il vivait avec ses parents et celle qui fut sa première compagne, ils cultivaient le maïs, la banane plantain et quelques légumes. Mais à l'arrivée des groupes armés, quand ils ont commencé à imposer leur loi, les choses ont pris une autre tournure. Les premiers arrivants furent les paramilitaires, ensuite la guérilla, les deux groupes se disputant le territoire. Quand un groupe n'a pas vraiment le contrôle, les affrontements sont sanglants, peuvent se produire à tout moment et le nombre de morts est très élevé. Jésus, sa famille et d'autres paysans vivaient au milieu de tirs croisés et ne pouvaient parler avec aucun des acteurs du conflit. S'ils parlaient avec l'un, les autres l'accusaient d'être partisans. Un jour, un groupe de paramilitaires s'installe sur la ferme de la famille de Jésus. Ils y restent quelques jours jusqu'à ce que finalement ils poursuivent leur chemin. Quelques semaines plus tard, arrive la guérilla qui s'installe aussi sur la ferme pour quelques jours. De cette manière, c'est très difficile d'y vivre, car on ne peut rien faire quand ces groupes s'installent et existe la crainte de déplaire à un des groupes parce que l'autre a occupé le même lieu. Un jour qu'il pêche dans la rivière, il voit un oiseau de proie qui semble perché sur l'eau et cela le surprend beaucoup. Il scrute de son mieux et voit que l'oiseau est perché sur un cadavre. Il saute dans son canot, s'approche et avec une gaffe en bois, il gaffe le cadavre, ou ce qui en reste et l'amène jusqu'au rivage. Une fois sur la terre ferme, il appelle la police pour la levée légale du corps. Une autre fois, il tombe sur un homme que les paramilitaires ont attaché à un arbre. Il est si bien attaché que personne ne peut rien faire pour lui. Il est resté attaché à l'arbre plusieurs jours jusqu'à sa mort. Une fois mort, ses proches ont pu le détacher et l'enterrer.

C'était leur lot quotidien jusqu'à ce que Jesus soit directement menacé par la guérilla qui l'accusa d'avoir hébergé des paramilitaires. Conscient de la tournure des événements, puisqu'il voyait quotidiennement les cadavres descendre la rivière Tamaná, il savait que des menaces à leur exécution, il n'y avait qu'un pas.

Jesus affirme que "l'ambiance était pénible, on ne pouvait pas dormir tranquillement et, comme nous étions propriétaires des terres, ils nous pressaient de partir parce que ce qu'ils voulaient, c'était les terres". Après avoir analysé tous les éléments, Jesus prend la décision de partir et propose à ses parents d'aller à Medellín, mais ces derniers refusent. Au début, ils restent sur leur terre, essayant de continuer à y vivre sans prendre parti pour aucun des camps. C'est impossible car ils tiennent le village et tout tourne autour d'eux. Finalement, la situation s'aggrave et, peu après, ils doivent s'en aller vivre avec Jesus à *Esfuerzos de Paz II*. Les parents de Jesus s'installent dans le ranch qu'il a construit. Mais aucun des deux n'aime cette nouvelle situation et ils veulent retourner sur leur terre qui n'est plus la leur. Les paramilitaires contrôlent le village et ils ne veulent le retour d'aucun propriétaire. Ils doivent alors se résigner à rester à Medellín où, peu de temps après, ils tombent malades et meurent. Comme dans le cas du père de Jaime, ils meurent moins d'une année après avoir été déracinés. D'abord, le père et exactement un mois plus tard, la mère. Jesus raconte que dans presque tout le Chocó, les terres ont été confisquées et, sous la menace, les gens ont été déplacés.

Nous demandons à Jesus ce qu'il est advenu de sa terre, quelle est la situation et quelle possibilité il a de se réinstaller sur sa ferme, de retourner à Novitá. Il dit que c'est impossible, qu'en ce moment toute cette région est exploitée par des entreprises minières qui extraient l'or. "Il y a de gros bulldozers et des dragues qui font de grands trous dans la terre, tout est sens dessus dessous, il n'y a pas moyen de planter un bananier. Là-bas, il n'y a plus d'espace pour nous". Jésus ajoute: "La situation s'est quelque peu calmée parce que les gouvernements actuels ont pris les choses en mains". Il se réfère aux gouvernements d'Alvaro Uribe qui ont renforcé les forces armées et augmenté la présence militaire dans les zones rurales. Le scandale, mentionné ci-dessus, des faux positifs date de cette même époque. L'efficacité de l'action anti-guérilla se mesurait alors par le nombre de victimes, quelle que soit leur origine.

Francisco

Francisco est un indigène Emberá qui vivait dans une réserve avec la communauté Matecaña, dans la municipalité de Carmen del Atrato (Chocó). Ces réserves sont des territoires protégés où vivent

les indigènes, sous la protection du gouvernement. Théoriquement, les terres ne peuvent être vendues, troquées ou habitées par d'autres personnes. On prétend ainsi garantir aux indigènes la conservation de leurs terres pour qu'ils y vivent et y fassent des cultures vivrières. On prétend aussi de cette manière les maintenir unis et conserver leurs us et coutumes. Malheureusement, cela est resté lettre morte car les réserves ont fait aussi l'objet de déplacements si elles sont situées dans des zones qui présentent un intérêt commercial pour y monter un projet ou pour la richesse de leur terre. La communauté de Matecaña est située dans une zone conflictuelle pour la possession des terres et les affrontements sont constants entre la guérilla, l'armée et les paramilitaires. Pour Francisco et sa famille, c'était très difficile de rester dans cette zone car les acteurs armés voulaient contrôler la communauté, oubliant que les communautés indigènes sont autonomes. La pression de chaque groupe était constante. L'armée intervenait constamment, demandant des informations sur les guérilleros pour savoir s'ils les avaient vu passer, s'ils savaient où ils se cachaient ou qui dans la communauté était en contact avec eux. De même, la guérilla faisait pression pour savoir si les indigènes parlaient avec les militaires ou les paramilitaires et s'ils leur passaient des informations. En plus, les affrontements armés étaient constants et ils avaient peur d'être blessés. Les enfants étaient les plus affectés car, dès qu'ils entendaient les détonations des fusils, ils se mettaient à pleurer et se cachaient. Face à cette situation, Francisco et une bonne partie de sa famille décidèrent de partir pour Medellín. Au total, 36 personnes, hommes, femmes et enfants, partirent à pied de la communauté de Matecaña. Ils firent le trajet en un peu plus de cinq jours. Quand ils sont arrivés à Medellín, une des petites filles de Francisco avait mal au ventre. Ils la traitèrent selon leur culture et leurs connaissances, mais l'enfant ne guérissait pas. Ils allèrent à l'OIA pour être orientés et la petite fille fut internée dans un hôpital universitaire de la ville, mais ils ne purent la sauver car sa déshydratation était sérieuse. Deux jours plus tard, elle mourut d'une maladie diarrhéique aiguë. Elle avait seulement sept ans.

La situation de ce groupe indigène reflète la réalité des peuplades indigènes de Colombie. Le recensement des peuplades ancestrales colombiennes fait état de 87 peuplades, chiffre contesté par les organisations représentatives de ces communautés qui mentionnent 102 peuplades indigènes en Colombie, dont 18 en voie d'extinction. La population indigène de Colombie se monte à 1 378 884 personnes (DANE, recensement général, 2005) dont 933 800 sont réparties entre les 710 réserves nationales. Leurs territoires sont actuellement exploités par des grands propriétaires terriens et/ou des multinationales pétrolières, ce qui accroît la vulnérabilité des indigènes.

Aussi les paysans et les indigènes doivent-ils, dans ce cas, se déplacer pour chercher à sauver leurs vies et à recommencer ailleurs. Francisco et son groupe sont partis à Medellín et ont cherché à s'implanter dans cette ville. Ils ont trouvé un endroit où vivre, un entrepôt de 25 m², avec sanitaires. C'est là que les 35 membres de la famille se sont installés. Deux des hommes ont pu trouver un emploi de vendeurs ambulants de glaces qui leur laissait un peu moins de 2 euros par jour. Tout le groupe vivait dans cette salle sans espace pour cuisiner. La cuisine était dehors. Les anciens et les enfants restaient toute la journée à la "maison". Les femmes, quant à elles, partaient mendier avec les enfants en bas âge. En fin de journée, c'est Francisco qui réunissait l'argent collecté, environ 25.000 pesos (l'équivalent de 10 euros) et avec cet argent, il achetait la nourriture qu'il pouvait pour tout le monde. En plus, il devait s'organiser pour payer le loyer. Pour les frais de subsistance au jour le jour, ils recevaient aussi l'aide de quelques associations qui leur donnaient nourriture et vêtements.

Lors des quelques conversations que nous avons eues, nous avons toujours parlé avec les hommes de la famille. Les femmes n'avaient pas l'autorisation de parler et, selon Francisco, elles ne savaient pas l'espagnol, ce que nous n'avons jamais pu constater. Durant nos visites nocturnes, elles étaient dans un coin du salon où elles restèrent pendant toute la conversation.

Compte tenu de ces conditions de vie, l'adaptation à la ville n'a pas été possible. C'est pourquoi ils ont décidé de poursuivre leur route jusqu'à Andes, à environ 120 km de Medellín. Ils disent qu'ils auront plus d'options là-bas, car y vit une communauté indigène dans une réserve et le travail de cueillette du café y est mieux rémunéré. Ce n'est pas bien payé, parce qu'ils sont indigènes, mais c'est un peu mieux rémunéré que le travail qu'ils avaient en ville. Ce groupe est parvenu à vivre un temps à Medellín, jusqu'à l'arrivée des subventions gouvernementales pour les déplacés et, avec cet argent, ils ont acheté les billets pour partir.

Un des indigènes adultes de ce groupe, appelé Marco, n'ira pas à Andes, faute d'avoir reçu l'aide du gouvernement. Il restera donc à Medellín avec son épouse et ses six enfants. Ce jour-là, toute la famille a dormi dans la rue. Quand nous lui demandons où il allait dormir la nuit prochaine, il répond: "Nous allons dormir avec les poules, à l'air libre".

Face à cette situation, nous avons demandé l'aide de l'Organisation indigène d'Antioquia (OIA) qui a fourni un numéro de téléphone que nous avons donné à Marco avec quelques pièces pour appeler la directrice indigène, mais Marco ne savait pas utiliser un téléphone public et n'avait aucune idée de comment cela fonctionnait. Nous l'avons aidé et il est parvenu à parler, mais la directrice lui a dit

de rappeler plus tard. Voilà quelques-unes des complications auxquelles se trouvent confrontés les indigènes à leur arrivée en ville.

Les enfants qui voyagent avec ce groupe familial n'ont aucune possibilité d'accéder à l'éducation, car leurs parents n'ont aucun intérêt à les inscrire à l'école. L'école ne se soucie pas non plus d'eux pour différentes raisons, entre autres, le manque de places disponibles. De fait, existe en Colombie une carence d'institutions éducatives pour pouvoir inscrire à l'école tous les enfants d'un quartier, et l'arrivée des indigènes ne fait qu'aviver le problème éducatif du quartier. Pour pouvoir faire ce voyage, ils ont obtenu l'argent dont ils avaient besoin des aides publiques aux déplacés par la force. Pour pouvoir accéder à ces aides, ils doivent déclarer le motif du déplacement, le groupe responsable du déplacement, le lieu d'origine et quelques informations supplémentaires. Sur le papier, on est déplacé seulement si existe un document qui certifie la qualité de déplacé, ce qui est la tâche d'un fonctionnaire. Nous parlons de ces formalités avec une avocate qui aide les déplacés à se procurer ce certificat, et elle nous explique qu'il est impossible de procéder à ces formalités sans l'aide d'un expert.

Après tout ce qu'ils ont vécu, au sein d'une culture qu'ils ne comprennent pas et qui ne les comprend pas, les indigènes embera ont dû se résigner à un nouveau déplacement, cette fois pour cause de non-insertion dans un monde hostile.

11. SURVIVRE

Pour parler du lieu physique où vit la plupart des déplacés, nous pourrions dire que presque tous connaissent les mêmes conditions, à cause des difficultés économiques qui accompagnent leur arrivée. En plus, ils ont généralement des caractéristiques similaires. En tant que paysans, ils ont dû abandonner leurs terres d'un jour à l'autre, fuir sans ressources économiques et parfois seulement avec ce qu'ils avaient sur le dos ou avec ce qu'ils pouvaient facilement transporter. La plupart arrivent à la maison d'un proche ou d'un ami et, les premières semaines, survivent entassés. Très vite, la cohabitation devient difficile, et beaucoup d'entre eux décident de vivre dans un ranch dénommé "taudis", ce qui leur permet d'être plus indépendants, dans certains cas. Nous savons tout cela de première main, grâce à nos informateurs.

Nora

Pour Nora, partir de sa maison à 10 ans, a été une prouesse, mais l'arrivée à son nouveau foyer a été difficile. D'abord, parce qu'elle a dû supporter les mauvais traitements du père et de la mère de famille, ainsi que leur discrimination, ce qui a occasionné une certaine rancœur et un désir de ne plus vivre de cette manière, dit-elle. Un jour, elle apprend que des membres de sa famille vivent dans un village proche appelé Buenaventura, dans la vallée du Cauca (autre département de Colombie) et elle décide d'aller à la recherche de cette famille pour échanger les coups reçus et la discrimination contre quelque chose de mieux. Très tôt le matin, elle prend sa *mochila* avec les quelques vêtements qu'elle a mis de côté et va à la place du village prendre le bus qui la rapprochera de sa destination. Elle n'a pas d'argent pour payer le transport et demande aux conducteurs de bus de la prendre, prétendant s'être perdue et vouloir rentrer chez elle. De cette manière, elle arrive deux jours plus tard à Buenaventura. Ce village n'est pas bien grand et elle trouve immédiatement la famille qu'elle cherche. C'est une cousine de sa mère qui l'invite immédiatement à vivre chez elle, à condition de s'occuper de ses deux enfants en bas âge. L'idée lui plaît et elle accepte, d'autant plus qu'on lui promet vêtements et chaussures. Nora s'installe contente dans son nouveau foyer.

La maison est petite, à proximité du village, a deux pièces. Dans l'une dort Madame avec son époux et l'un des enfants; dans l'autre, dort l'aîné, et c'est dans cette pièce qu'on installe un petit lit à Nora. Le toit est en feuilles de zinc, il y fait très chaud l'après-midi, mais les matinées sont plus fraîches. Les murs de torchis et ciment ne sont pas terminés. Le sol aussi est en ciment très lisse et facile à nettoyer à la serpillère. Ils n'ont pas beaucoup de meubles, mais il y a beaucoup de photos

de famille, dont une de sa mère très jeune, et elle ne reconnaît personne d'autre. Le quartier a des maisons uniformes, toutes pareilles avec leurs toits en feuilles de zinc et les mêmes façades. Les rues ne sont pas pavées, en terre ferme avec un peu de sable, pour ne pas s'y embourber à la saison des pluies, d'ailleurs assez réduite dans un climat de ce type. Quand tombe une averse, c'est un vrai déluge et, une fois passée, elle laisse de vraies mares dans les rues. Nora a peur quand il pleut, car l'eau frappe très fort le toit en zinc. Elle nous raconte que la première fois elle a cru que le toit allait s'effondrer, tellement était fort le bruit sur ce type de matériau.

Un mois à peine après son arrivée, Nora voit que l'époux de sa cousine la regarde avec d'autres yeux, non plus comme une petite fille, et il commence à trop s'approcher et à la caresser. Nora n'aime pas cette manière de faire, car elle sent que ses caresses sont différentes. Un beau jour, profitant de l'absence de sa femme qui est partie travailler, il essaie d'entrer dans la salle de bains où Nora prend sa douche du matin. Nora a très peur et reste enfermée jusqu'à ce que l'époux parte travailler. Elle sort immédiatement, réunit ses quelques vêtements et s'enfuit de nouveau pour chercher de nouveau un endroit où vivre.

Non loin de là, dans un village proche, vit un autre membre de sa famille. Elle l'a connu lors d'une visite à son ancien foyer. Elle débarque avec ses vêtements et elle explique ce qui s'est passé. Immédiatement, ils lui organisent un espace personnel, pas bien grand, elle doit dormir avec une fille qui a presque le même âge qu'elle. Au moins, elle est protégée et elle a un toit pour l'abriter. Elle est surtout hors d'atteinte de son cousin par alliance.

Cette nouvelle famille l'accueille et l'aide à étudier et à travailler. Elle y passera plusieurs années de sa vie. Elle se souvient de son mode de vie antérieur et se sent heureuse d'avoir changé de vie, car celle qu'elle avait quelques années auparavant dans la famille où elle a grandi, était très difficile pour tous. La mère était très violente et punissait corporellement les filles, alors qu'elle réservait à ses fils un autre traitement. Elle était plus permissive avec eux. Un autre problème que devait affronter Nora était celui d'avoir au sein du foyer la peau la plus sombre. Elle pensait que c'était le motif pour lequel ses parents et ses frères la traitaient plus durement. Malheureusement, il y a des sociétés où le fait d'être noire, femme et d'un milieu social défavorisé équivaut à devoir supporter différents types de vexations à tous les niveaux. C'est à rapprocher de la triple inéquité sociale: la condition de *genre*, la situation *ethno-nationale* et la situation *de classe* (Breilh, 1996, p. 19).

Sa nouvelle maison est très semblable à l'antérieure. Les rues du village ne sont pas pavées, mais cimentées, alors il n'y a ni poussière ni flaques à la saison des pluies.

Nora parvient à se sentir plus à l'aise à ce nouvel endroit et elle y reste jusqu'à son quinzième anniversaire. Cette nouvelle famille lui permet d'étudier, de finir l'école et d'entamer des études secondaires. Il faut dire qu'elle ne les terminera pas, car elle commence à travailler comme domestique dans un quartier voisin. En effet, son foyer n'a pas beaucoup de ressources et ses membres ont besoin de l'aide économique que Nora pourrait leur apporter. Lorsqu'elle a quinze ans environ, vient la rejoindre une autre sœur qui a décidé aussi de sortir de sa maison natale, pour les mêmes raisons que Nora. Progressivement, et en conversant avec une de ses sœurs, elle se rend compte qu'en son absence, tout le travail de la maison et les mauvais traitements sont retombés sur son autre sœur. Pour cette raison, elle lui a proposé de la rejoindre, et c'est ce qu'elle a fait. La sœur s'enfuit dans les mêmes conditions et vient vivre avec elle. De cette manière, les deux jeunes sœurs commencent une vie nouvelle, loin des problèmes familiaux, mais pour divers motifs, entre autres économiques, l'étude et l'idée d'éducation ne sont pas leur priorité. Elles doivent travailler et le seul travail qu'elles peuvent exercer est celui d'employées de maison. C'est ce qu'elles font.

Comme il est impossible de leur ménager un espace dans cette maison, elles trouvent une petite pièce à louer dans une autre maison. Elles s'y installent toutes deux, grâce à l'aide économique d'un frère qui vit et travaille au Venezuela. Toutefois, cette aide ne dure pas. La sœur de Nora tombe enceinte et son frère lui supprime son aide. De cette grossesse naît une petite fille que sa mère n'a pas voulu, alors elle consacre peu de temps à ses soins. Quand elle ne travaille pas, elle sort avec son nouvel amant, et la petite fille est gardée par une voisine, car Nora ne fait rien non plus pour elle et se contente de travailler dans une maison de famille, ne rentrant chez elle que le weekend. Elle n'a guère de temps à consacrer à cette petite fille.

Pour Nora, l'enfance a été la première étape de sa vie où elle a dû affronter la discrimination, les mauvais traitements à enfant, la tentative de stupre et le manque d'options pour avoir une vie prospère. Mais il semblerait que son destin soit marqué par la souffrance. A vingt-cinq ans, elle tombe enceinte et a un enfant dont elle se responsabilise, à l'inverse du père. Fille-mère, elle continue de travailler pour la maintenir elle et son enfant, puis elle se marie et a deux autres enfants. Mais le père de ces enfants, bien qu'assumant ses responsabilités économiques, n'est pas un bon gars, comme le dit Nora. C'est un délinquant qui, en plus, la bat comme plâtre. Ils vivent dans une maison toute petite dans le quartier de Blanquizal, avec une petite salle, une chambre où ils dorment tous les cinq ensemble et une cuisine. Le sol est en ciment, les murs en brique crue. La cuisine,

située au fond de la maison, a une porte qui donne sur un petit terrain où passe un ruisseau où tombent les eaux sales du quartier. L'odeur était insupportable, dit Nora. "Aussi n'ouvrons-nous cette porte que pour jeter les ordures quand passait la benne à ordures".

"Mon époux a été très gentil avec moi les trois premières années de notre vie commune. Tout allait bien. Puis, il a commencé à changer. Il buvait beaucoup et me battait de plus en plus fort. D'abord, il a commencé à me frapper le weekend quand il arrivait saoul. Ensuite, il s'est mis à boire plus fréquemment et il me frappait chaque fois qu'il se saoulait pendant la semaine. Il est devenu ensuite plus agressif et s'est mis à me battre même quand il n'était pas ivre. Je n'ai jamais su exactement quel travail il faisait, mais je peux l'imaginer. Il sortait et restait dehors un jour ou deux, puis il rentrait avec beaucoup d'argent, et c'est alors qu'il commençait à boire et à boire. Les raclées qu'il me donnait étaient tellement violentes que les voisins me disaient toujours de le quitter, de partir avec mes enfants, m'offrant même le prix du tiquet. Je n'en ai jamais été capable. Je pensais, si je le fais, qui va s'occuper de mes enfants. C'est vrai qu'il me battait, mais il apportait toujours le marché et le reste à la maison. Le seul problème avec lui, c'est qu'il me frappait".

Un des enfants se souvient qu'un jour, quand il était petit, il a vu son père arriver à la maison en état d'ivresse, avec une très forte odeur d'alcool. Il a crié à Nora, sa mère, de lui servir le repas. Nora lui a répondu que le repas était servi sur la table. Quand le père s'est assis et a senti que les aliments étaient froids, il a crié et s'est mis en colère. Nora lui a répondu de les réchauffer lui-même, si cela ne lui plaisait pas. Alors, il l'a frappée brutalement, l'a traînée par les cheveux jusqu'aux waters et lui a plongé la tête dans la cuvette et tiré la chasse. Il l'a laissée en larmes et est parti se coucher. Son fils nous raconte que cette scène l'a beaucoup marqué et qu'il a alors pensé qu'il ne ferait jamais une chose comme cela. Toutefois, la vie réelle ne lui a guère souri, car il vit à Blanquizal et ce quartier est un problème quotidien. Les amis qu'il s'est faits dans le quartier cherchent l'argent facile, des femmes pour le weekend et beaucoup d'alcool.

Son fils aîné est parti vivre avec ses grands-parents maternels et on ne sait pas grand chose de lui. Nora a un troisième enfant qui vient une fois par mois, parfois moins, parce qu'il est soldat professionnel dans l'armée colombienne. Nous n'avons jamais parlé avec lui. De la mort de son époux, elle nous dit ce qui suit: "un jour, il buvait dans un bar du quartier et sont arrivés des types en voiture et ils me l'ont tué. Je n'ai jamais su ce qui s'était passé ni ce qu'il avait fait. Mais ils sont descendus dans ce bar, lui ont tiré plusieurs balles, et j'ai dû repartir avec mes enfants pour le Chocó où m'a accueilli la famille de mon mari, car mon père et ma mère n'ont pas voulu me recevoir".

Après l'assassinat de son époux, Nora tombe dans la pauvreté sans personne qui l'aide à maintenir ses enfants et elle décide de retourner à la maison paternelle, mais ses parents ne veulent pas la recevoir, alors que la famille de son défunt époux accède à la recevoir, mais seulement avec les deux enfants qu'elle a eus de lui. Elle laisse son premier enfant aux bons soins de sa grand-mère maternelle et va vivre avec ses deux autres enfants dans la famille de son époux. En arrivant à Quibdó dans la famille de son époux, elle découvre qu'il y a des gens qui l'aiment, mais aussi certains membres de la famille qui ne l'aiment pas, comme un frère aîné de son mari. Il est très agressif et la menace constamment, disant à son fils aîné, encore enfant, que quand il sera grand, il sera comme lui pour que les gens le respectent. Cet homme est membre d'un groupe paramilitaire qui opère dans cette partie du pays. Un jour, les choses deviennent plus difficiles et passent à l'agression physique. Nora se sent très offensée par les insultes et l'agresse avec une bouteille, mais quand elle se rend compte que c'est un chef de bande, elle va lui présenter ses excuses que l'autre n'accepte pas. Pour l'effrayer, il tire un coup de feu et lui dit de partir du village. Nora ne l'écoute pas et décide de rester. Quelques jours plus tard, cet homme, son beau-frère, profitant du fait qu'elle est seule, entre à la maison, l'attache, la viole et la frappe. Après quoi, elle porte plainte à la police, mais il prend son cadet en otage pour l'obliger à se déplacer, et il la menace en lui disant que s'ils ne s'en vont pas, il va les tuer, elle et son enfant. Elle retourne alors chez ses parents dans la région du Bajo Baudó, département du Chocó. Ils veulent pas d'elle, mais elle n'a pas d'autre endroit où aller. À son arrivée, elle trouve les choses encore pires pour sa famille. Il y a un autre groupe de paramilitaires qui s'en prend à la population, la dépouille et tue les mécontents, viole les femmes, non sans avoir auparavant attaché leurs maris ou leurs pères pour qu'ils assistent aux violations. Voyant ces conditions, Nora propose à sa famille de partir et ils s'enfuient jusqu'à un village proche qui s'appelle Ismina, dans ce même département du Chocó. Ils y laissent le canot à moteur dans lequel ils voyageaient, obtiennent un peu d'argent en échange et partent pour Medellín. Parmi les déplacés, le père et la mère de Nora, ses frères et deux des enfants, puisque le troisième est séquestré par son oncle qui finalement le libèrera deux semaines plus tard. Peu de temps après, le beau-frère de Nora, celui-là même qui avait séquestré son fils, est assassiné. Plusieurs membres de la famille de son beau-frère vont responsabiliser Nora de sa mort. Sur ce point, Nora précise qu'elle n'a fait tuer personne, mais que si elle avait pu, elle aurait tué son époux, vu la manière dont il la traitait, elle et ses enfants. D'une certaine manière, elle se sent coupable de la mort de son époux, car un jour qu'il lui avait donné une bonne raclée, elle a demandé à Dieu de mourir et que si elle ne mourait pas, que meure son mari. Beaucoup de gens l'ont entendue et trois jours plus tard, son

époux était assassiné. La famille de son époux a eu vent de cette histoire et pour cela ils la responsabilisent de la mort.

Nora nous raconte que quand elle est partie du Chocó avec ses enfants et ses parents, ces derniers ne sont pas parvenus à s'acclimater à la vie urbaine et sont rentrés, mais Nora a insisté pour rester, car elle connaissait déjà un peu la vie urbaine. Elle arrive à la maison d'une amie où elle reste quinze jours au bout desquels elle doit partir parce que sa présence et celle de ses enfants est devenue problématique pour le maître des lieux. Elle se retrouve avec ses enfants dans la rue pendant quelques jours. Une dame lui offre alors un logement et un travail, mais il s'agit de vendre de la marijuana, ce qu'elle refuse pour ne pas donner le mauvais exemple à ses enfants, commente-t-elle, et elle reste dans la rue. A cette époque-là, Nora fait les démarches auprès des administrations pour s'inscrire comme déplacée et elle connaît un autre déplacé qui était déjà bien installé à Medellín. Ils deviennent amis et il lui trouve une petite maison pour elle et ses enfants, et l'aide à payer l'alimentation. Pendant ce temps, elle continue de rassembler tous les papiers qu'elle doit fournir pour accéder aux bénéfices de déplacée, mais ces aides n'arrivent pas. En attendant, elle survit avec l'aide de ce Monsieur, mais elle ne trouve pas de travail et vit dans la précarité. Un jour, des femmes lui proposent d'aller travailler avec elles. Le travail consiste à collecter de vieux vêtements de maison en maison et à les vendre sur la place du marché. La première fois, Nora n'est pas capable de demander, elle a honte et rentre chez elle. La même nuit, les dames reviennent lui demander de les accompagner et, en plus, lui apportent un peu de nourriture et de vêtements pour les enfants. Le lendemain, Nora sort avec elles, mais n'ose pas demander et se contente de les accompagner dans leur parcours urbain. Elle les regarde faire du porte à porte dans le quartier prospecté. Après l'avoir fait pendant plusieurs jours, elle trouve le courage de demander. Elle frappe à la porte d'un logement et demande de vieux vêtements que les gens ne portent plus. De cette manière, elle commence à gagner un peu d'argent et à apporter des vivres et des vêtements chez elle. Il lui en reste assez pour payer le loyer, n'a plus besoin du Monsieur qui l'aidait et ne le fréquente plus. Cette activité est rentable, mais aucune des femmes ne veut que dans le quartier où elles vivent on sache comment elles gagnent leur vie. Elles ont honte de demander. Dans le cadre de leur activité, parfois elles rencontrent des gens qui veulent les aider et qui, en plus des vieux vêtements, leur donnent de l'argent, ce qui les encourage à continuer. Elle subsiste de cette manière pendant trois ans, mais elle n'a jamais aimé mendier, ce n'est pas un travail pour elle, alors elle se décide à demander un poste de domestique, travaille à la journée dans une maison de famille pendant deux ans jusqu'à ce qu'elle tombe malade et renonce à ce travail. A présent, elle survit avec l'aide d'un fils et des subventions gouvernementales sporadiques. Deux de ses trois fils sont à

l'armée et font leur service militaire comme simples soldats. L'un d'eux voudrait devenir policier. L'autre cherchera un emploi dans la vie civile. Son troisième fils travaille dans un dépôt de matériaux pour 9 euros par jour, sans aucune assurance ou prestation sociale. C'est lui qui s'occupe le plus de sa mère et c'est le seul avec lequel nous avons pu converser.

Nora reste constamment à la maison, ne travaille pas parce qu'elle n'a aucune préparation et que les emplois domestiques ne lui plaisent pas. "C'est en travaillant dans une de ces maisons que j'ai attrapé mal au dos". C'est pourquoi elle reste à la maison où elle vit avec son fils cadet qui travaille et la maintient. Pendant nos conversations, ce jeune homme précise que l'histoire de son père et de son oncle l'a profondément marqué. Il réfléchit et se rappelle qu'ils avaient un comportement très agressif vis-à-vis des personnes qui les entouraient, ils étaient tout le temps fâchés, lançant des insultes et prodiguant de mauvais traitements. Il dit que lorsqu'il était petit et assistait à ces scènes, il se disait en lui-même qu'il ne ferait jamais cela et, qu'au contraire, il aimerait aider sa mère car c'était elle qui souffrait le plus.

La maison où vit Nora a été achetée avec l'argent que le gouvernement lui a versé à la mort de son époux. Le gouvernement colombien lui octroyé 17 millions de pesos (6 800 euros) au titre des victimes de la violence exercée par des groupes en marge de la loi. Ce cas est particulier puisque, selon Nora, son époux aurait été assassiné par la délinquance de droit commun. Elle n'aurait alors pas eu droit à cette indemnisation. Selon un organisme officiel, l'époux de Maria n'aurait pas été assassiné par les paramilitaires, mais par la délinquance de droit commun, alors que selon le bureau du Procureur, autre organisme public, les paramilitaires sont les vrais auteurs.

Jesús

A son arrivée à Medellín, il est reçu par un membre de sa famille chez qui il s'installe pendant quelques semaines. Mais il nous dit que c'était très difficile avec tellement de gens dans la maison et qu'il allait beaucoup au centre-ville à un restaurant afro où se réunissaient beaucoup de gens du Choco. Le restaurant porte le nom d'un village du Chocó "Tutunendo". C'est un lieu de rencontre. C'est là qu'il apprend qu'il peut occuper un terrain du quartier de Caicedo. Il s'y rend sans attendre avec les membres de sa famille, déplacés comme lui, et un groupe de cinq amis. Ils arrivent sur les lieux et y trouvent un petit bois, à côté du ruisseau "La Castro". Ce terrain a déjà été envahi et ensuite récupéré par la municipalité, mais Jésus et ses amis n'en ont rien à faire, ils clôturent et se mettent à abattre des arbres. Ils dressent des ranchs précaires avec le bois de taille et, en guise de toit, les couvrent de grandes bâches en plastique. En un après-midi, ils parviennent à dresser six ranchs, un par famille, mais le lendemain arrive la police pour abattre les ranchs et les avertir qu'ils

ne peuvent pas rester là. Jésus et ses amis expliquent qu'ils sont déplacés, n'ont pas d'endroit où vivre et ne peuvent payer un loyer. Comme solution, ils leur offrent de s'installer dans l'école, juste à côté du terrain qu'ils viennent d'envahir. Cette nuit-là, ils dressent de nouveau leurs ranchs et deux jours plus tard, arrive de nouveau la police pour tout démolir et leur disent: "Vous ne pouvez pas vous mettre sur ces terrains, vous êtes noirs, vous n'avez rien à faire à la ville et devez retourner dans votre terre". (le Chocó).

Mais ils insistent dans leur tentative pour s'approprier ces terrains, entrent de nouveau dans le petit bois, mettent en fuite diverses espèces de petits animaux, reptiles, insectes et construisent de nouveau les ranchs, cette fois avec l'aide du président du conseil d'action communale du secteur de Villa Liliam. Tandis qu'ils sont sur ce terrain, Jesús et ses amis décident de constituer un comité de surveillance citoyenne, afin de se faire entendre comme groupe. En réponse, la municipalité leur envoie le service d'éviction et leur donne un délai pour quitter les lieux. Le Comité demande alors une audience au Maire et lors de cette réunion, ils parviennent à un accord selon lequel la municipalité leur concède la possession du terrain pour six mois seulement. Le comité accepte et ainsi ils gagnent du temps. Une fois les six mois écoulés, personne ne leur dit rien et le temps passe. Ils restent maîtres des terrains. Sur ces entrefaites, Jesús, décide de constituer un conseil d'action communale, mais il n'a pas le nombre de personnes requises pour le former¹⁶. Alors, il décide d'y faire entrer plus de gens et les gens arrivent. Ils hébergent beaucoup plus de personnes, presque toutes de souche africaine et ainsi peu à peu, s'effectue le peuplement de ce qui est aujourd'hui *Esfuerzos de Paz II*, communauté afro qui, à son apogée, a hébergé plus de 300 familles, a eu son conseil d'action communale et son mot à dire face à la municipalité pour demander une amélioration de la qualité de vie. L'habileté de Jesús a été telle qu'ils ont obtenu l'aide des services annexes de la municipalité pour couper les arbres de ces terrains et qu'ils ont pu utiliser le bois de taille comme matière première pour construire les ranchs d'invasion. Au moment de la seconde vague d'invasion, Jesús décide de faire payer l'octroi de terrains (décision approuvée par le conseil d'action communale) et il destine cet argent à la construction d'une école pour les enfants de cette communauté. En effet, ils construisent une salle de classe double qui peut accueillir environ 50 enfants, mais la municipalité n'a jamais accepté qu'ils nomment des professeurs pour ce secteur considéré à haut risque de glissement de terrains. Cette nomenclature explique que les habitants

¹⁶ Le Conseil d'action communale est une organisation civique, sociale et communautaire de gestion sociale, à but non lucratif, de nature solidaire, doté de la personnalité morale et d'un patrimoine propre, intégré volontairement par les habitants d'un lieu qui unissent efforts et ressources pour réaliser un développement intégral, durable et soutenable fondé sur l'exercice de la démocratie participative. Il requiert la personnalité morale pour pouvoir communiquer avec la municipalité et il est réglementé par la loi 743 de 2002 et le décret 2350 de 2003.

n'aient pas eu accès aux services d'électricité, d'eau ou d'égout. Le versant était couvert de petits ranchs en bois nichés sur la montagne, sans voie d'accès principal. Il y avait seulement de petits sentiers qui menaient à chaque maison. Si l'un d'entre eux se procurait les câbles pour amener l'électricité jusque chez lui, ils disaient qu'il était riche. Les femmes allaient laver leur linge à la naissance du torrent qui servait aussi aux besoins physiologiques. Le torrent La Castro était un point de référence important pour les habitants de *Esfuerzos de Paz II*, car c'était l'endroit où faire ses besoins et aussi parce que, à sa naissance, sur la partie haute de la montagne, les femmes s'y réunissaient et retrouvaient les sensations de rivière de leur Chocó natal. À présent, le temps a passé et le conseil d'action communale de la communauté fait des propositions pour convertir le torrent en zone de reboisement, de culture de plantes médicinales et de condiments pour la gastronomie du Chocó.

Suite aux batailles livrées pour construire les ranchs, une année plus tard ils obtiennent, le secteur étant une zone d'invasion et un terrain à risque de glissement, qu'on leur construise 800 escaliers en ciment, bien situés, pour le transit des personnes, l'accès au secteur et la communication entre les maisons. Mais ceci s'est fait sans l'agrément de la municipalité, à travers d'un autre programme nommé "Plan Colombia¹⁷". Cela a causé un grand malaise dans la municipalité car le service de planification municipale n'avait pas agréé les travaux qui étaient déjà réalisés (cela montre le pouvoir de certains hommes politiques). Grâce à ces escaliers et au bien-être qu'ils ont généré pour les habitants du secteur, le politicien en question est parvenu à obtenir quelques votes de plus.

Maintenant, bien qu'il y ait toujours des ranchs en bois, avec sols en terre et des toits en fer-blanc, tous ont les services de base d'eau, d'électricité et d'égout. Ils ont aussi les escaliers qui leur permettent de marcher dans le quartier sans glisser dans la boue, surtout à la saison des pluies comme avant, quand les chemins devenaient des ruisseaux et que cette eau se confondait avec les eaux noires des maisons qui n'avaient pas d'égouts.

17 Plan Colombia: accord bilatéral passé entre les États-Unis et le gouvernement colombien. Conçu en 1999 pendant la présidence d'Andrés Pastrana Arango, pour la Colombie, et celle de Bill Clinton, pour les États-Unis, dans le but de générer une revitalisation sociale et économique, en terminer avec le conflit armé colombien et élaborer une stratégie contre les trafiquants de stupéfiants.

12. LE RÔLE DU LIEN DE PARENTÉ, DES VOISINS ET DE LA PAUVRETÉ

12.1 Le Lien De Parenté

C'est un thème étroitement lié au déplacement et à la résilience des familles avec lesquelles nous réalisons ce travail, car lorsque les acteurs armés arrivent dans une région pour obliger toute la population à partir, ces communautés sont formées de plusieurs familles unies, pour la plupart, par des liens d'affinité ou de consanguinité, surtout en ce qui concerne les communautés afro. En général, le déplacement subi par les membres se répercute sur toute la communauté. Ces familles ont un grand terrain qui leur vient de leurs ancêtres, c'est le cas des communautés indigènes, ou qui résulte de la colonisation et de l'appropriation de terrains en friches pris sur la montagne ou la forêt vierge, ainsi qu'ont coutume de le faire certains paysans. Quand les enfants grandissent et forment une nouvelle famille, avec leur compagnon ou compagne, les parents leur cèdent un lopin de terre pour qu'ils y construisent leur maison et cultivent la terre. Ce peut être le cas de l'un ou l'autre membre de cette nouvelle famille, bien que la tradition veuille que ce soit la famille de l'homme qui concède une parcelle de terrain. C'est ainsi que de nouvelles familles occupent un territoire déterminé.

Dans les communautés afro, c'est habituel qu'un homme cohabite avec plus d'une femme. Ces femmes se connaissent et prennent soin les unes des autres. La cohabitation peut avoir lieu avec la mère et sa fille. De cette manière, les groupes familiaux peuvent s'élargir. Dans un foyer, peuvent cohabiter les adultes majeurs, grands-parents, mineurs et la mère. L'unité domestique tend à s'élargir grâce à un autre type de liens ou de relations de parenté; comme le compérage, la qualité de "pays" (appartenance à une même région et autodénomination de "pays"), l'amitié et le voisinage.

Il est commun entre les déplacés qu'ils soient des pays, du fait qu'ils vivent dans la même région et subissent un traumatisme identique qui crée un lien entre eux. Ils s'identifient par leur territoire, la rivière qui y passe, le village. Ils ont ainsi quelque chose à partager, de quoi parler. "On se sent en famille quand on rencontre quelqu'un de la région où on vivait", commente un déplacé qui remémore où il vivait et les personnes qu'il voyait dans les parages.

Le Compérage

Dans la culture afro, et spécialement à *Esfuerzos de Paz*, le mot compéragé a deux acceptions. L'une est le compéragé d'oreilles et l'autre le baptême.

Le compéragé d'oreilles existe dès lors qu'un individu perfore les oreilles d'une enfant, en échange de quoi il doit lui faire cadeau d'une paire de boucles d'oreille pour qu'ainsi elle ne les perde pas quand elle sera adulte. Le compéragé du baptême est lié à la tradition catholique, car certains enfants de parents non catholiques et qui ne professent aucune religion, ne sont pas baptisés et n'ont pas de parrains dans la communauté. Cette institution a diminué de manière substantielle avec la modernité, comme le constate P. Rivers: "Dans la société urbaine moderne, les institutions de parenté rituelle n'abondent pas. En Europe, exception faite du sud, elles ont perdu de leur sens, antérieurement à la révolution industrielle. Par contre, les enfants de parents catholiques, ou d'un seul parent catholique, sont baptisés et l'institution est ainsi conservée".

Dans cette communauté *Esfuerzos de Paz II*, les compères sont sélectionnés en fonction de leur position socioéconomique. Plus une personne est populaire et plus sa situation économique est favorable, plus il est probable qu'il soit choisi comme "compère". Traditionnellement, l'institution du compéragé a des implications sociales, morales et religieuses pour le parrain, la marraine, les compères et le filleul. Les parrains doivent offrir l'habit de baptême et prendre les enfants en charge si les parents venaient à manquer. Le filleul n'a d'autre obligations que l'obéissance et le respect.

Les compères, dans cette communauté, sont parfois des amis intimes et cette relation les concerne exclusivement, sans s'étendre au reste de la famille. La parenté rituelle noue généralement une série de liens entre deux ou trois personnes et ne forme pas une structure extensive (cf. Foster 1963, p. 1285).

Comme le note Taylor (1861), le lien de compéragé atteint son apogée et sa pleine signification en Amérique latine, fait que Taylor (1861, p. 251) a été le premier à observer. Le lien entre les compères est habituellement plus important que celui entre parrain et filleul (cit. par P. Rivers).

Dans d'autres cas, la relation est plus verticale, comme lorsque l'on choisit son compère en dehors de la communauté et qu'il a une autre situation économique. On ne cultive pas alors les liens sociaux, mais on respecte l'aspect sacramental, le choix visant à obtenir un appui économique ou à créer un lien pour solliciter des avantages "au profit du filleul".

Au sein de la communauté *Esfuerzos de Paz*, quelques habitants parlent des compères comme des meilleurs amis, et c'est le motif qui conduit à lui faire "charger" le fils, comme on dit pour

illustrer la remise de son enfant à une personne qui sera son parrain de baptême. Mais le lien parrain-filleul ne consiste qu'à lui donner parfois de l'argent, comme pour son anniversaire. Pour d'autres, le compérage découle de l'importance qu'ont les personnes de la communauté, sans avoir une relation intime avec leurs compères, les parrains de leurs enfants. En général, les filleuls de *Esfuerzos de Paz*, ne savaient pas qui étaient ni ce que signifiait avoir un parrain ou une marraine.

Un des enfants de Carmen, à 15 ans ne sait pas qui est son parrain. Il ne le connaît pas et Carmen dit que c'est un ami du père de l'enfant, et qu'à l'époque de la naissance de l'enfant, ils travaillaient et buvaient beaucoup ensemble, raison pour laquelle le père lui a demandé d'être le parrain. Mais nous n'en avons jamais plus entendu parler. En revanche, les parrains de son autre enfant sont des oncles qui ont toujours été très proches, mais à présent qu'ils vivent à Medellín, ils ne les voient plus. Toutefois, les parrains appellent toujours leur filleul pour son anniversaire et lui envoient même de l'argent.

Le Président du conseil d'action communale de *Esfuerzos de Paz* est un parrain très populaire. Il dit avoir plus de 10 filleuls ou peut-être même plus. On le cherche pour sa popularité parmi les habitants de la communauté. Mais il ne sait pas combien de filleuls il a au total et cela lui importe peu. Il dit qu'il se rappelle plus de ses compères que de ses filleuls, car avec ses compères il prend parfois un pot.

Nous trouvons aussi d'autres familles dont les enfants n'ont ni parrains ni marraines, car elles n'ont pas baptisé leurs enfants. Si on leur demande pourquoi les enfants n'ont pas été baptisés, elles répondent qu'elles ne sont pas catholiques et ne pratiquent aucune autre religion.

Comme nous pouvons l'observer dans cette communauté, le lien de parrainage a plus de force entre les compères qu'entre parrain et filleul. La relation peut être plus étroite quand le parrain et/ou la marraine est un parent consanguin, mais si c'est un ami, la relation est plus forte entre compères et presque inexistante entre parrain et filleul.

Des histoires circulent dans la communauté selon lesquelles des parrains et marraines auraient eu des relations amoureuses clandestines.

La qualité de "pays" est un autre type de liens qui se forment entre personnes qui vivent dans une région, unis par un fleuve, un village, etc., et elles intensifient tellement leurs relations que quand elles se retrouvent loin de ce site, elles s'appellent "pays" entre elles et se prêtent assistance mutuelle en vertu de ce lien.

Quand ils arrivent à la ville, ces gens sont dans une situation difficile. Ils ne connaissent pas grand monde, au début seulement qui les héberge. Mais lentement, ils vont vaincre la peur, le traumatisme et nouer des amitiés qui vont en se renforçant et font boule de neige avec les amis des amis. Lors de conversations, déplacements, constitution d'associations, ils rencontrent d'autres personnes qui peuvent être originaires de la même région. Les liens s'affirment dès lors qu'il y a un référent commun, la même nostalgie et des souvenirs partagés. C'est ainsi que le cercle social s'élargit. Ce cercle servira plus tard à concrétiser leur adaptation urbaine.

La communauté *Esfuerzos de Paz* nous a montré de manière directe comment se nouent les différents types de parenté, comment se forment et se consolident les relations quand différents êtres ont un élément en commun qui, dans ce cas spécifique, consiste à habiter la même région, constituant peu à peu un groupe, une communauté, une association ou une société.

Les unions

Pour nous référer à cet aspect de la vie communautaire, il nous faut souligner le fait que cette communauté compte un nombre élevé d'Afros qui ont une forte propension à nouer des relations, à former des couples, car comme le disent les femmes afro, "le noir a plus de saveur et de rythme". D'autre part, selon les dires de certains habitants de la communauté "ici, ça fait longtemps que nous nous voyons et nous avons grandi ensemble". Ils se référaient à plusieurs couples qui se sont formés dans la communauté.

Les personnes qui vivent à *Esfuerzos de Paz* vivent fréquemment en union libre. Les mariages sont très rares du fait, selon eux, du coût élevé des festivités, invitations, boissons, repas et autres.

En général, beaucoup dans cette communauté se sont "mariés" avec des membres de cette même communauté ou avec des proches de leurs voisins qui viennent en vacances, mais qui ont un lien avec la communauté. Cela a été une manière de renforcer les liens dans cette société. Ce serait intéressant de faire une recherche approfondie sur le rôle que jouent ces mariages internes, cette espèce d'endogamie qui est une caractérisation de cette société comme le dirait Enric PORQUÈRES i GENÉ (1995, 82) car les mariages entre membres de cette communauté lui ont donné une vigueur qui est évidente au niveau de la conservation des coutumes et de la culture de la région d'origine. Trouver un couple qui ne présenterait pas ces caractéristiques est moins fréquent, mais c'est possible. C'est arrivé à une des femmes du secteur. Elle est tombée amoureuse d'un soldat affecté à la surveillance périodique du secteur; "Les uniformes m'ont toujours beaucoup plu", dit-elle en se référant aux hommes qui les portent.

Liens de parenté et terres

La colonisation des terres se fait au fur et à mesure des besoins, pour y vivre et les cultiver. Les paysans s'approprient les terrains en friches cherchant où cultiver et s'installer, occupant de plus en plus la montagne et la forêt vierge. Certains héritent un lopin de leurs parents, au moment de former une nouvelle famille, mais d'autres doivent s'approprier la terre en la colonisant. De cette manière, ils parviennent à gagner l'espace dont ils ont besoin pour vivre mais, au fil des ans, ces terrains deviennent des espaces qui servent à mettre en oeuvre d'autres types de projets. Arrivent alors éleveurs et/ou propriétaires terriens qui les obligent à vendre ou les déplacent. C'est ainsi que naissent certains problèmes que nous connaissons actuellement en Colombie, comme la possession des terres qui sont confisquées par quelques-uns. Il y a des études sur cette problématique et certains auteurs l'ont mentionnée (Wade, 1993).

Selon la troisième enquête nationale de vérification des droits de la population déplacée, réalisée par la Commission de Suivi de la Politique publique sur le Déplacement forcé (2010), dans la période comprise entre 1980 et juillet 2010, le nombre total d'hectares expropriés et laissés à l'abandon serait de 6.6 millions, chiffre équivalent à 12.9% de la superficie agricole du pays. D'autre part, un rapport publié par Acción Social e Indepaz, chiffres officiels à l'appui, affirme que la quantité de terres abandonnées suite à un déplacement forcé serait de l'ordre de 8.056.978 hectares (soit dix fois la superficie de la Corse) selon les registres publics des quinze dernières années (Acción Social-PPT, 2010).

Le sociologue Alfredo Molano écrit sur le problème de la terre en Colombie; El Incora (Institut Colombien de Réforme agraire) et l'Incodec ont réparti plus de 23 millions d'hectares, mais personne ne sait entre les mains de qui. Le plus probable est leur absorption par de grands domaines.

Comme le commente le sociologue A Molano (2013) en se référant au problème des terres en Colombie et à leur destination, le gouvernement les adjuge et elles finissent entre les mains des grands propriétaires terriens.

“Les marchands de terres et les propriétaires fonciers sont derrière les colons pour leur acheter les droits ou les leur chiper...La guerre est la condition et la meilleure stratégie de spoliation qui a un double objectif: accumuler la terre et obliger les paysans sans terre à travailler. C'est la clé de l'histoire agraire du pays. Les grands propriétaires y gagnent d'une manière ou d'une autre: soit ils font produire leurs terres, soit ils les laissent prendre de la valeur. La possession des terres en friches a été une des raisons les plus fortes des affrontements entre colons et

propriétaires terriens. La violence des années 50 a surtout été sensible dans la zone caféière, faisant grimper constamment les prix du café depuis la fin de la seconde guerre mondiale et faisant s’envoler le prix des haciendas”.

La loi 160 de 1994¹⁸, voit le jour pendant le mandat de César Gaviria Trujillo (1990-1994). Les zones de réserve paysanne non seulement empêcheront que demain les terres remises aux paysans retombent dans les mains des grands propriétaires, mais sont aussi la solution la plus juste pour que des milliers de paysans reviennent travailler leurs terres, sans crainte d’être dépouillés. [...] *Les titres sur les terrains en friches concédés par l’Incoder durant la présidence de Monsieur Uribe Vélez, doivent être confirmés; l’opinion publique doit être informée de qui sont les propriétaires de ces terres données à pleines mains par Uribe. Elles équivalent à 23 431 557 hectares. À présent, quand le Fedegan célèbre les 50 ans de sa fondation –le même âge que les FARC [...]*

Une des mesures adoptées par l’État avec les ZRC (Zones de Réserve Paysannes) a été d’essayer de protéger les propriétés des paysans, considérant que la spoliation des terres était une des causes de la violence. Ces ZRC sont en partie le fruit des mobilisations d’associations paysannes, elles stoppent en grande partie l’extension des grandes propriétés qui menacent les petites, déterminent un maximum et un minimum de terres qu’une même personne peut posséder. “C’est que personne ne peut nier la relation historique entre la terre et la guerre” (A. Molano, 2013).

C’est aussi qu’autour de la terre, se créent différents types de liens sociaux, se nouent des liens familiaux et que naissent ou se terminent des relations. Autour de la terre, se forment aussi les amitiés qui, au moment du déplacement, vont servir pour que ces gens collaborent et se fournissent l’appui nécessaire pour survivre à la ville. Nous savons que ce sont normalement des familles entières qui se déplacent, et la survie dans un nouvel environnement n’est possible que dans la mesure où existent les autres, que ce soient des membres de la famille, des amis ou des pays. Toute cette solidarité se manifeste par la communication et la relation avec les autres. Et souvent, elle est le résultat de l’appui familial, mais aussi des amis, voisins, pays ou de

18 Journal Officiel n° 41 479 du 5 août 1994 Par lequel est créé le Système national de Réforme agraire et de Développement rural paysan, est fixée une subvention pour l’acquisition de terres, est réformé l’Institut colombien de réforme agraire et sont adoptées d’autres dispositions.

Article 1: établit la zone de réserve paysanne, comme méthode préférentielle pour encourager la petite propriété rurale, réguler l’occupation et l’exploitation des terrains en friches de la Nation –conférer des titres aux paysans qui ont de faibles revenus-, dans le cadre de la conservation de l’environnement, des ressources naturelles et de l’ordre territorial.

l'imbrication de ces liens entre eux. Comme le notait Lévi-Strauss: "*Toute la famille n'est conçue qu'en tant que résultat de l'alliance entre deux familles*" et il ajoute "*ce qui différencie vraiment le monde humain du monde animal est que dans l'humanité une famille ne pourrait exister indépendamment de la société, c'est-à-dire d'une pluralité de familles disposées à reconnaître qu'existent d'autres liens que les liens consanguins et que le processus naturel de descendance peut seulement être mené à son terme au travers du processus social d'affinité*" (Levi-Strauss, 1974). Les déplacés trouvent dans les liens familiaux leur appui principal pour refaire leur vie. Les compères, voisins ou amis de la région dont ils proviennent sont le moyen d'y parvenir, une alliance se renforce pour forger ainsi des groupes solides qui collaborent mutuellement en cas d'adversité. Grâce à ces alliances, avec cet appui solidaire, le déplacé assure sa subsistance et celle de ses enfants.

Tout ce que la communauté *Esfuerzos de Paz* a vécu, l'appui familial ou entre amis que se fournissent ses membres, ratifie la citation de Levi-Strauss. Lors de ce travail, nous avons vécu et partagé des expériences avec les familles qui, grâce à leur solidarité, sont parvenues à former des réseaux d'appui pour aider leurs proches, voisins et amis. En outre, elles ont resserré leurs liens communautaires pour pouvoir subsister, cherchant un avenir pour que leurs enfants puissent vivre dignement. Tous leurs membres savent, d'une certaine manière, que s'ils sont unis, ils pourront s'en sortir, se projeter dans l'avenir sans oublier leur passé et en conservant leur culture.

Nous savons bien que la parenté va plus loin que la biologie et qu'il faut examiner les systèmes sociaux et culturels afin de la comprendre. Dans la communauté *Esfuerzos de Paz II*, c'est notable quand nous voyons comment dans toute cette communauté, un appui important est octroyé aux nouveaux venus, que ce soit un proche, un ami, un voisin, un compère ou un pays. Étant formée dans sa grande majorité d'Afros, provenant en outre de la même région, cette communauté tend à pratiquer et maintenir ses coutumes et il est clair qu'une société migre avec sa culture. C'est le cas à *Esfuerzos de Paz II* où nous pouvons trouver une majorité de coutumes afros. Par exemple, la polygamie de certains de ses membres est culturelle dans le Chocó d'où proviennent la majorité des habitants. Ainsi, nous trouvons des hommes qui peuvent avoir deux épouses, ou plus, et des enfants avec chacune d'elles. Un de nos informateurs est dans cette situation et deux de ses trois épouses vivent dans la communauté, chacune chez elle, alors que la troisième vit au Chocó. Toutefois, les trois sont solidaires, même si le fils aîné venu du Chocó vit avec l'une de ses épouses d'*Esfuerzo de*

Paz. Tout cela est un peu étrange pour la société du quartier dont dépend cette communauté, mais c'est ordinaire à l'intérieur de la communauté.

De même, est évident ce que relate Keith F. Otterbein dans *Cultura Caribe*. Nous observons que dans la majorité de ces familles afro, c'est la femme qui est chef de famille. Ce sont les femmes qui sont en charge du foyer et est notable l'absence de l'homme de ces foyers, pour divers motifs mentionnés antérieurement. Nous trouvons donc des familles dans lesquelles la femme est seule avec ses enfants, ce qu'on appelle aussi matrifocalité, et 23.9% des foyers répondent à cette caractéristique (Y. Puyana, 2004, p. 79). La famille nucléaire mise à part, ce type de famille matrifocale est la plus répandue de cette communauté.

Il est clair que dans la région côtière de la Colombie, tant caraïbe que pacifique, où vit un fort pourcentage de population de souche africaine, il est commun de trouver ce type d'organisation familiale. Les travaux de Gonzalez Solien (1959) définissent la matrifocalité comme "le groupe de parenté co-résidentiel qui inclut un mâle, pas toujours présent, dans le rôle de père-époux", ce qui est le rôle joué par un pourcentage élevé d'hommes. Dans l'idiosyncrasie des hommes de la côte, machistes afros appartenant aux strates inférieures, qui ont plusieurs femmes dans le même ou dans différents foyers, c'est la femme qui est chef de famille compte tenu de l'absence de l'homme. Les hommes travaillent fréquemment dans les exploitations laitières ou dans les mines, passant de longues journées dans les cantines, ou en dehors de la ville, et il est évident que c'est un cas de figure des classes défavorisées, comme l'affirme López R (1993) quand il dit qu'il s'agit d'une vision de la structure familiale au sein de la "classe pauvre". Le pouvoir d'achat des hommes y est déterminant, ainsi que son rôle de fournisseur, dont il est absent, puisque c'est la femme chef de famille qui a ce rôle.

12.2 Liens et appuis

Après avoir vécu le drame de l'abandon de sa terre, l'arrivée en ville est un autre défi auquel faire face, et ceci dépend en grande partie du bagage social, conceptuel, relationnel, émotionnel et affectif sur lequel peut compter le déplacé. Dans ce bagage émotionnel et relationnel, jouent un rôle important les liens de parenté et le milieu social d'où proviennent ces personnes comme le mentionne E. Erikson (1979), dans son approche psycho-historique, avec la théorie du Self ou du soi-même, dans laquelle il analyse comment la construction identitaire dépend des différents milieux et des conditions sociales de développement. C'est ainsi qu'il déclare: "La facette sociale

de l'identité doit s'expliquer en fonction de cette communauté dans laquelle se trouve l'individu. Aucun moi n'est une île solitaire. Tout au long de la vie, la construction de cette force qui réconcilie discontinuités et ambiguïtés dépend de l'appui tant des modèles parentaux que de ceux de la communauté" (p. 20).

Les personnes déplacées arrivent dans un milieu très difficile, dans la plupart des cas dans des quartiers périphériques où la problématique sociale est très forte et les conditions d'hygiène et locatives ne sont pas bonnes. Mais, bien souvent, ces personnes arrivent avec un bagage social et parental important qui les aide à faire face à cette nouvelle situation. L'appui parental devient fondamental au moment de démarrer le processus d'insertion dans le quartier, dans la ville et dans le système social. Ainsi, la communication avec les parents donne accès à l'information nécessaire pour effectuer des activités telles la recherche d'un endroit où vivre qui, dans ces cas-là, est normalement un petit lotissement où dresser son ranch pour dormir. Il leur est, en effet, impossible de payer un loyer, même celui d'un logement modeste, compte tenu des conditions économiques de leur arrivée. C'est alors que les liens de parenté jouent un rôle prépondérant, car les déplacés racontent que ce sont les membres de leur famille, en général, qui les hébergent initialement et les aident à trouver le terrain à construire. Forts de leur expérience, ces proches leur indiquent les démarches à effectuer, les services auxquels s'adresser et les documents à fournir pour légaliser leur situation de déplacés.

Comme l'indique Jesús Jáuregui (1982) "Le lien de parenté est une instance indispensable pour la reproduction sociale". Et il est ici fondamental pour le développement de nouveaux liens sociaux qu'ils doivent commencer à tisser avec leurs nouveaux voisins de *Esfuerzos de Paz II*, dans notre cas. En cours de recherche, nous n'avons pas fait d'inventaire détaillé du lien et de la nature la plus fréquente de ces liens, mais le carnet de route nous permet de dire que les liens majoritaires ont été: oncles, tantes, frères, cousins, beaux-frères, compères et autres parents qui leur ont fourni leur appui aux moments les plus décisifs. Encore faut-il mentionner que ce ne sont pas toujours les parents qui ont fourni leur appui. Parfois, ce sont les voisins ou amis du village d'origine qui les ont accueillis et leur ont servi de guides. C'est la façon de commencer à tisser des réseaux sociaux, sur la base de ces relations de parenté qui, comme nous l'avons déjà souligné, sont fondamentales, tant pour la construction du réseau social que pour le développement des personnes et, comme nous le verrons plus avant, pour la construction ou le développement de la résilience.

Outre l'appui au moment d'effectuer les démarches nécessaires, est notable l'importance de l'accompagnement et des soins aux mineurs qui, bien souvent, ont vu s'élargir le cercle familial par l'apport de nouveaux parents. Sans oublier le rôle que jouent ces nouveaux liens parentaux au niveau du développement des enfants et des agissements des nouveaux membres de la famille. Puisque comme nous l'avons dit, existe dans ces quartiers une problématique sociale très forte, sous différents aspects: avec les bandes de délinquants, les mauvais traitements à enfants et surtout, un niveau complexe de pauvreté dans ces quartiers périphériques. Sachant qu' à la campagne, le problème de la pauvreté est vécu de manière différente dans la mesure où l'accès à l'aliment est plus facile qu'en ville, les espaces sont plus amples, il n'y a pas d'entassement et, en général, le niveau socioéconomique est plus homogène, alors que la ville est un espace de discriminations économiques, sociales et ethniques.

Le nouvel environnement social et culturel façonne différemment les nouveaux membres en leur conférant des caractéristiques distinctes de celles qu'ils auraient s'ils étaient restés sur leurs terres. Dans tout cela, le groupe familial joue un rôle prépondérant, mais non définitif, ainsi que la relation qui s'instaure dans le groupe auquel appartient le déplacé. Nous savons bien que selon le lieu où nous habitons, et en fonction des personnes avec lesquelles nous cohabitons, nous acquérons une culture puisqu'elle est transmise au quotidien, par la communication journalière. La culture est un modèle de vie qui se transmet de génération en génération. En effet, notre manière d'agir nous vient du milieu dans lequel nous vivons, dans la mesure où nous acceptons ou refusons les actions et coutumes du milieu. De cette manière, nous essayons d'élever nos enfants et leur comportement reflète ce qu'ils ont appris au foyer, au collège, et les ami(e)s qu'ils ont. Tout cela interagit avec nos pensées et décisions (Maturana, 2003, p. 133). Le problème pour ces nouveaux habitants, les déplacés, sera d'apprendre à se débrouiller dans un milieu dominé par les carences économiques. Comme le montre Oscar Lewis, dans *Les Enfants de Sánchez*. Il y parle de l'anthropologie de la pauvreté et de comment on apprend à vivre en proie au dénuement.

12.3 La pauvreté

“Les traits économiques les plus caractéristiques de la culture de la pauvreté incluent la lutte constante pour la vie, des périodes de chômage ou de sous-emploi, de bas salaires, une grande quantité d'emplois non qualifiés, le travail des enfants, l'absence d'économies, un manque chronique de liquidités, une absence de provisions alimentaires à la maison, l'achat de produits alimentaires en petites quantités, plusieurs fois par jour, au fur et à mesure des besoins, le prêt sur

gage, l'emprunt local à taux usuraire, le recours à des services de crédits spontanés et informels organisés par des voisins et l'utilisation de vêtements ou de meubles d'occasion” (Oscar Lewis, Les enfants de Sanchez).

Comme le dit ce même auteur, “c’est un style de vie qui s’apprend”. D’une certaine manière, les déplacés sont condamnés à vivre à la manière du groupe où ils arrivent et à surmonter les difficultés du quartier où ils habitent. C’est une modalité de pauvreté structurelle qui préfigure comment sera leur avenir, leur activité et leur type de vie. Pour les jeunes de sexe masculin, le défi est d’importance, avec un taux de chômage trop élevé qui rend aléatoire l’obtention d’un travail. En plus, si on écrit sur le curriculum que l’on réside dans un quartier périphérique, ce n’est pas un élément favorable, c’est plutôt un facteur discriminatoire. Dans ces conditions, les jeunes n’ont pas beaucoup d’options. Alors, ils se réunissent en groupes de 15-25 ans aux coins des rues, et normalement ils appartiennent déjà à une bande qu’ils appellent “combo”¹⁹. Ces combos sont là pour planifier ou exécuter les ordres d’un chef. Ils attendent aussi une occasion de procéder à un acte de délinquance qui leur fournira de l’argent facile et rapide. Le vol de véhicules est une des meilleures options pour des jeunes de ce type, avec une préférence pour les motos qui est le mode de transport privilégié, car la moto permet de se déplacer rapidement pour effectuer ce type d’opérations. Il y a une ambiance qui peut corrompre facilement les enfants et adolescents de ces quartiers, d’autant plus qu’ils grandissent dans la solitude, sans adulte responsable qui les accompagne. Leurs mères s’occupent des enfants d’autrui dans des maisons qui les embauchent comme domestiques à la journée ou, le cas échéant, comme employées *internes* (restent toute la semaine dans la maison où elles travaillent). Dans cette dernière hypothèse, elles embauchent le lundi matin et débauchent le samedi midi.

La figure paternelle est très absente de ce milieu, car c’est une société matrifocale dans laquelle l’homme apparaît plus comme un spectateur, même lorsqu’il est présent. Bien souvent, les familles déplacées ont perdu leurs hommes à la campagne, soit qu’ils aient été assassinés ou recrutés par les groupes armés, ce recrutement étant volontaire ou forcé. Nous en arrivons ainsi au contenu des travaux sur la société caraïbe de RT Smith (1956, 240-47) et de William Goode (1961, 912). C’est un type de société qui selon leurs propres mots semble faire la part belle aux classes les moins aisées de la société parce que les hommes ne gagnent pas suffisamment pour assurer la subsistance de leurs familles (facteur économique), tandis que les femmes assument ce rôle donnant naissance au phénomène de la matrifocalité dont parle RT Smith, avec le rôle prépondérant de la femme au

¹⁹ Bande de jeunes qui se réunissent dans la rue et forment des groupes, généralement pour réaliser des actes de délinquance.

foyer. Ce sont elles qui ont le plus d'options professionnelles du fait de leur type d'activité. D'autres auteurs, comme Nancie Solien, émettent l'hypothèse que les systèmes de la famille caraïbe sont explicables en termes démographiques d'absentéisme masculin. Mais indépendamment des raisons pour lesquelles se présente ce phénomène dans cette société, les grands perdants sont les enfants et les adolescents qui grandissent seuls, sans l'accompagnement d'adultes responsables, ce qui génère un cercle vicieux de répétition infinie d'une culture de la pauvreté.

Les exemples sont frappants. Fin 2011, la population colombienne avait un taux de pauvreté de 46%, soit 20 millions de personnes, et un taux de pauvreté extrême de 17.8%, soit 7 millions de personnes, selon les rapports officiels du DANE et de Planification Nationale. Ces données sont officielles. Les données non officielles de différentes ONG mentionnent un taux de pauvreté supérieur à 60%. De même, l'inégalité mesurée par le coefficient Gini était de 0.578 en 2009.

Vivre au milieu de toute cette problématique dans les quartiers d'accueil est une tâche compliquée, car comme le disent certains de nos informateurs, ils partent de la campagne harcelés par la violence et la pression des groupes en marge de la loi qui opèrent dans le monde rural, mais quand ils arrivent à la ville et s'installent dans ces quartiers, ils se trouvent face à de grands problèmes, sans comprendre ce qui se passe et pourquoi.

Comme l'argumente Oscar Lewis "ceux qui vivent dans une culture de la pauvreté ont un sens très limité de l'histoire. Ce sont des marginaux qui ne connaissent que leurs problèmes, leurs propres conditions locales, leur propre voisinage, leur propre mode de vie". Ils ne perçoivent pas la dimension de la problématique que vit le pays.

De plus, les personnes qui vivent dans les quartiers périphériques doivent s'adapter à la morale des groupes ou combos qui dominent le quartier. Ce qui est bon pour un groupe peut être disqualifiant ou franchement mauvais pour d'autres. La différence est particulièrement notable entre groupes guérilleros et paramilitaire qui ont de grandes différences conceptuelles sur différents points, pour ne pas parler de politique. Comme exemple, nous pourrions mentionner le port de la minijupe. Dans les quartiers dominés par les paramilitaires, elle est strictement interdite, alors que dans ceux où opèrent les milices des FARC, elle n'a aucune importance.

En règle générale, les déplacés qui arrivent de la campagne, passant du monde rural à la ville, sont obligés de vivre à la périphérie de la ville, dans les quartiers les plus pauvres qui concentrent les problèmes les plus graves de la ville.

Dans cette optique, nous pouvons suivre Castellanos quand il dit que: *les populations ne se répartissent pas au hasard sur les unités territoriales [...] Elles s'approprient collectivement certains territoires, les construisent socialement comme des niches avec leurs caractéristiques culturelles, économiques, etc. Ceci se passe, pour une bonne part, à cause des relations solidaires entre individus et familles qui se reconnaissent comme membres d'un même groupe de population, porteurs d'une même identité. En partie, du fait d'un processus de sélection négative, puisqu'on leur interdit de s'installer sur des territoires occupés antérieurement par d'autres secteurs sociaux qui les repoussent et les expulsent pour ne pas les reconnaître comme intégrants de leur propre groupe ou pour s'être appropriés les premiers ces territoires* (Castellanos, 1997, p. 68).

Ces quartiers où l'on trouve les taux de chômage et de sous-emploi les plus élevés, sont ceux qui enregistrent le chiffre le plus élevé de morts violentes, surtout de jeunes entre 15 et 25 ans, si bien qu'à l'époque la plus dure du trafic de stupéfiants, les sociologues parlaient d'une génération perdue. C'est dans ces secteurs que le trafic de stupéfiants a recruté une armée de jeunes disposés à tout pour gagner quelques pesos, car la périphérie urbaine combine plusieurs facteurs: un taux élevé de chômage, le manque d'occasions, le faible niveau éducatif et une culture qui encourage les vêtements coûteux, les chaussures de marque, de grandes quantités d'argent de poche, la drogue et le sexe.

Ces jeunes ne sont généralement ni préparés ni motivés pour avoir un projet de vie différent de celui que nous avons mentionné. Pour compléter le tableau, ils sont pour la plupart fils de mères célibataires, veuves ou séparées (parfois, ce sont elles qui quittent leur mari). Un fort pourcentage de jeunes et adolescents de ces quartiers sont en situation d'abandon et de privation de protection. C'est alors qu'arrivent les milices de la guérilla, les bandes de délinquants ou de paramilitaires qui leur offrent une alternative de vie. Dans leurs foyers, le drame est la pauvreté, ils doivent partager une pièce avec trois ou quatre membres de leur famille, les revenus mensuels de la famille sont inférieurs à 250 euros et leurs seuls divertissements sont un coin de quartier, la consommation d'alcool et le sexe précoce. "L'Organisation des Nations Unies a noté qu'en Colombie près de 20% des femmes enceintes ont entre 15 et 19 ans et que c'est un des trois pays d'Amérique latine, avec le Venezuela et l'Équateur, qui présente les taux les plus élevés. Tel est le sens de la déclaration de

Mariluz Mejía Gómez, assesseur en santé sexuelle et reproductive auprès du Fonds de Population de l'ONU".

Ces enfants qui viennent au monde ont très peu de chance d'avoir une vie digne et de sortir de l'état dans lequel ils sont pris dès avant leur naissance. Leur père, ainsi que leur mère sont des adolescents qui n'ont pas les ressources pour les maintenir et leur assurer un avenir prometteur. Ils deviennent des "frères" de la mère, car c'est leur grand-mère qui finira par les éduquer. C'est une manière d'installer au foyer plus de frères qu'il n'y en avait déjà.

Dans ces circonstances, la question est de savoir si ces jeunes qui ont opté pour la délinquance obtiennent facilement ce qu'ils désirent, en recourant au crime à différente échelle. Ils peuvent effectivement avoir un certain "succès" économique et vivre leur courte vie avec un certain degré de satisfaction. Mais ils agissent au-delà du bien commun et sont loin d'être des êtres acceptés pour vivre en société, ce qui est un des éléments primordiaux pour les êtres sociaux que nous sommes.

Une des voisines de Nora, notre informatrice, est un cas familial emblématique dans ces quartiers. Les membres de sa famille sont déplacés et vivent dans un ranch dans une zone revendiquée par la municipalité pour y construire une route. Ils ont donc été relogés dans un appartement que la municipalité leur a loué à bas prix. Les conditions dans lesquelles ils vivent sont peu flatteuses; l'appartement leur a été livré sans finitions, sans carrelage, avec des murs en brique, seule une chambre a une porte. Ils ont seulement un meuble dans la salle qui est constamment occupée par le maître des lieux qui a des problèmes mentaux et vit sous les effets du médicament prescrit. La mère a eu 9 enfants, la maison a trois pièces. La famille compte deux adolescentes, une de 18 ans qui 10 jours avant notre visite a accouché d'une petite fille et une autre de 17 ans qui fait les tests de grossesse. Elle compte aussi deux adolescents, un de 23 ans et l'autre de 14 ans. L'aîné travaille dans la construction comme entrepreneur, il a une pièce à lui et les 10 autres personnes dorment dans les deux pièces restantes.

La mère me raconte que la petite fille de 4 ans est très malade et que c'est pour cela qu'elle va peu à l'école. Selon elle, mieux vaut qu'elle reste à la maison plutôt que sortir à l'air libre. Elle croit que l'enfant est très malade parce qu'elle avait 6 mois à sa naissance survenue après qu'une moto de la police ait heurtée la mère pendant sa grossesse.

Elle a aussi une petite fille de douze ans, avec une maladie mentale et autres diagnostics cliniques tels des problèmes cardiaques. Elle ne fréquente pas l'école, à cause des poux qui la rendent encore plus malade, dit sa mère. La maîtresse de maison est vendeuse ambulante de café. Chaque matin,

elle prépare le café, le verse dans plusieurs thermos et le vend au détail au centre-ville dans des verres en plastique. Elle exerce son activité dans un parc public bondé et cela lui permet de maintenir toute sa famille. C'est un travail à la sauvette interdit par la police. Plusieurs fois par jour, elle doit s'éclipser par crainte des autorités. Si elle continue à le faire, c'est parce que c'est son seul moyen de subsistance.

Le fils aîné n'apporte pas grand chose à la maison. Il verrouille sa porte et ne partage pas ses achats. C'est sa mère qui lui prépare les aliments qu'il consomme dans sa chambre.

Dans une telle ambiance familiale, c'est presque impossible que ces enfants aient un avenir digne. Comme nous le voyons, les filles partagent leur quotidien entre le collège et la rue où elle sont vite enceintes. Le père ne peut rien faire à cause de sa maladie mentale qui le maintient prostré dans un fauteuil ingurgitant des médicaments. Le jeune qui travaille ne participe pas à la vie familiale et la maison lui sert surtout à manger et dormir. La mère a tout juste le temps de travailler de manière très précaire et de s'occuper de son époux et de sa fille qui a aussi des problèmes mentaux. L'enfant de 14 ans passe pas mal de temps dans la rue.

Ces enfants grandissent sans accompagnement d'adultes responsables qui les encadrent. Comment dans un tel milieu, peut-on s'attendre à ce que plus tard ces enfants soient des adultes responsables? C'est un cercle vicieux, sans grande possibilité de changer la vie qu'ils semblent être condamnés à vivre. En effet, lorsque nous parlons de ce foyer avec Rosa, la mère, nous nous rendons compte que ses filles répètent sa propre histoire, puisqu'elle s'est retrouvée très jeune enceinte, et c'est sa mère qui l'a aidée à éduquer le premier enfant. Ensuite, est née sa seconde fille d'un autre père et, plus tard, elle a connu le père de ses autres enfants.

Certes, tout cela n'est autre que le reflet d'une partie de la société colombienne. Cela fait tellement longtemps qu'elle est immergée dans cette culture de violence, de discrimination et de concurrence qu'il serait très difficile que jeunes et adultes aient un type de conscience différent.

Tel est le sort de nos jeunes et ce qu'ils parviennent à apprendre de leurs familles ou amis. C'est ce qu'apprennent les enfants et les familles déplacées. C'est une culture d'une partie de la société colombienne, parce que dans les couches représentatives de la société, on vit des cas similaires à ceux appelés ci-dessus "faux positifs", quand les forces armées tuent pour de l'argent et autres prébendes. Les dirigeants politiques et autres personnages emblématiques de la vie publique agissent de même. Tandis que nous rédigeons ces pages, on lit dans la presse colombienne qu'a été capturé un groupe de hauts dignitaires de l'armée pour trafic d'armes qu'ils vendaient aux délinquants qu'ils étaient censés combattre. Ceci montre qu'il n'y a pas que dans les quartiers

marginaux et périphériques que l'on a des voisins embarrassants. C'est tout un secteur de la société qui est totalement décomposé.

Nous lisons aussi que dans la capitale du pays a été découvert un trafic d'influences pour la concessions de contrats publics de l'État. Le pot aux roses a été découvert à Bogotá pour les contrats concédés par le Maire, avec commissions à la clé pour ceux qui octroyaient les marchés. Au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête, beaucoup d'autres personnes se sont vues impliquées, ainsi que d'autres régions du pays. De ce fait, le maire de la capitale a été destitué et les bénéficiaires des contrats emprisonnés. Les enquêtes qui ne sont pas encore terminées révèlent l'implication de plus en plus d'hommes politiques, personnalités et entreprises dans cette chaîne de contrats de travaux publics.

C'est un préjudice important pour le Budget national car ce sont des contrats millionnaires. Ces personnes passaient des contrats avec l'État, mais n'exécutaient pas les travaux, les sous-traitaient à une autre entreprise qui devait les réaliser pour une somme inférieure, ce que reflétait la qualité des travaux effectués avec un budget insuffisant et des matériaux bas de gamme.

Dans un environnement comme celui-ci, dans une culture de la mystification, les enfants écoutent et apprennent à faire ces choses. À l'âge adulte, ils prennent le même pli, apprennent que l'important, c'est l'argent et non "l'autre". Ils ne valorisent pas autrui, alors le cercle vicieux reprend, les citoyens indolents ne font rien, surtout à l'égard des étrangers ou, dans le pire des cas, de ceux qui habitent un espace d'intérêt économique qui est conquis par la violence, générant des déplacés qui deviennent les nouveaux habitants qui essaient de s'intégrer à l'espace urbain.

13. LA VILLE

Medellín est la seconde ville de Colombie, par le nombre d'habitants, selon le recensement effectué en 2005, avec une population de 2 219 000 habitants. Elle est tristement célèbre pour être la ville du cartel homonyme. On y trouve aussi des entreprises textiles et de confection, et elle est connue en Colombie comme la capitale industrielle. C'est aussi la ville de l'éternel printemps, avec une température moyenne de 23° toute l'année.

C'est également une ville avec des contrastes accusés où on trouve des quartiers luxueux avec des maisons de plus d'un million d'euros, encloses dans des urbanisations ou unités résidentielles avec concierges et circuit de surveillance privée. Mais non loin de ces quartiers, on trouve les quartiers périphériques, avec des ranchs construits avec des restes de bois, de carton ou de fer-blanc. Avec de rares voies d'accès, des rues étroites qui se sont implantées peu à peu dans la montagne et semblent défier la loi de la gravité.

Il est difficile de marcher sur les trottoirs du centre-ville à cause du grand nombre de vendeurs à la sauvette qui offrent leurs fruits et légumes, jouets, vêtements, musique et toute une variété d'articles qu'on peut se procurer dans un monde globalisé. Le niveau de pollution acoustique est élevé, car les vendeurs des rues font l'article avec des hauts-parleurs. Circuler en véhicule n'est pas non plus chose aisée à cause des embouteillages. Heureusement que le métro urbain contribue à décongestionner un peu. Mais ce qui continue d'augmenter au fil des ans, c'est le nombre d'indigents, de mendiants, qui envahissent les intersections quand les voitures stoppent aux feux rouges. Ils offrent n'importe quoi, nettoient les pare-brises des voitures pour demander ensuite la pièce. À cet endroit-là, on voit avec fréquence des familles formées de la mère, de la grand-mère et de quelques enfants, avec un écriteau écrit maladroitement où on peut lire qu'ils sont déplacés et qu'ils ont besoin d'aide. Le centre est plein à craquer de bus et de taxis, et les véhicules privés peuvent à peine circuler. Mais ce qui abonde, ce sont les motos et, en moindre quantité, les bicyclettes.

Il y a des secteurs de la ville qui sont plus exclusifs, si l'on sort un peu du centre et si on se dirige vers le sud de la ville. On y voit des centres commerciaux de grande envergure, où on trouve les grandes marques, à l'instar de n'importe quelle autre grande ville de la planète.

L'administration municipale s'est efforcée d'arrêter la prolifération de vendeurs ambulants et de cette économie informelle. Elle a essayé de les délocaliser et de les concentrer sur un seul site. Elle

a donné à certains un carnet et une place pour vendre dans la rue. En dépit de cela, leur nombre continue d'augmenter à cause du taux élevé de chômage et de l'arrivée des déplacés. Nous savons bien que tant que les problèmes de fond n'auront pas trouvé de solution, le nombre d'arrivants ne cessera de croître, et il y en aura toujours qui dans la rage de gagner quelques pesos voudront installer une vente ambulante dans un secteur congestionné. Le fait de leur donner un carnet et de les réinstaller, c'est traiter les symptômes sans aller au fond du problème qui affecte le pays. Les habitants de l'Urabá antioqueño et chocoano trouvent à Medellín un terrain de prédilection, car ces régions sont plus affectées que d'autres.

Dans L'implantation Esfuerzos De Paz II

La communauté *Esfuerzos de Paz* est située dans la partie orientale de la municipalité de Medellín. Elle s'est constituée à partir de l'installation d'Afros en provenance du département du Chocó et de l'Urabá Antioqueño. Les déplacés se sont implantés sur les terrains en friches du quartier Caicedo de la ville de Medellín. Les terrains n'avaient pas jusque-là été construits car ils présentaient des risques importants de glissement. C'est une zone géologique instable. Malheureusement, seuls des espaces présentant ces caractéristiques sont disponibles, une fois qu'on a vécu initialement chez des membres de sa famille ou chez des amis. Les quartiers périphériques de la ville qui cumulent les inéquités et le manque d'options, sont les seuls où ils peuvent aller, car les autres secteurs sont impossibles, trop chers pour acheter ou louer une maison. C'est ainsi qu'ils finissent dans les secteurs les plus marginaux, dans les zones montagneuses, et donc les moins appropriées pour la construction. Les familles qui se sont installées dans ce qui est aujourd'hui la communauté *Esfuerzos de Paz II*, sont arrivées une à une. Les premières familles, au nombre de six, ont envahi la zone, coupé les arbres que la municipalité avait plantés pour stabiliser le terrain. Ces familles ont dégagé un espace pour y dresser un ranch, utilisant pour ce faire le bois des arbres qu'ils avaient coupés. Au début, elles mettent quatre pieux en terre, ensuite se procuraient une bâche en plastique en guise de toit, et c'est ainsi qu'ils passaient leurs premières nuits. Une des familles relate ses premières expériences en expliquant qu'ils posaient le linge de lit à même le sol, un sol en terre. Le matin, ils les pliaient, car à leur place, ils allaient improviser une cuisine. Mais quand arrivait la saison des pluies, les conditions se faisaient plus difficiles, car au moment où il commençait à pleuvoir, quelle que soit l'heure, il fallait ramasser les draps, car l'eau s'infiltrait partout et il était impossible de rester couché. L'eau ruisselait sur le sol, tombait du toit qu'un jeune de la maison avait fabriqué, sans avoir l'expérience pour construire un toit solide et imperméable. Cette situation a duré de longs mois, tandis qu'augmentaient les ressources du foyer.

Généralement, lorsque les ressources de leur foyer s'améliorent, ces familles aménagent leurs ranchs, construisent des murs en ajoutant des planches aux quatre pieux porteurs. Le sol, dans un premier temps en terre, est cimenté sommairement pour le solidifier et il est surélevé. Comme ils n'ont pas de sanitaires pour leurs besoins physiologiques, ils vont à un ruisseau de la zone d'où ils puisent l'eau pour cuisiner. Ainsi, plusieurs familles débutent leur construction par une pièce d'environ 16 mètres carrés avec un sol en terre, des murs en bois rustique et un toit en plastique, tout cela sur un terrain de vingt à trente mètres carrés qui est ce à quoi ils peuvent prétendre. Ce type de construction prolifère sur cet espace en friches qui représente, dans le cas de *Esfuerzos de Paz*, quelque 5 hectares qui concentrent trois cent cinquante logements à l'époque du plus fort peuplement. Ces trois cent cinquante constructions sur un versant de la montagne ont l'air de crèches. Il y a tout juste la place pour marcher sur un terrain glissant quand il pleut, et nous pouvons observer en plus des coulées d'eaux noires qui sortent des maisons dont les habitants ne vont plus au ruisseau, mais ont leur propre service sanitaire, évidemment sans tout-à-l'égout.

La communauté *Esfuerzos de Paz*, de même que les constructions de ceux qui y vivent, a un peu évolué au fil des ans. Des escaliers sont apparus pour unir toutes les maisons du quartier, puisque l'espace entre les maisons n'était pas suffisant pour y faire des rues. En plus, le terrain est très escarpé et la meilleure solution, ce sont les escaliers. Les ressources affectées aux escaliers ont été gérées par le conseil d'action communale, au prix d'intrigues politiques et d'affiliation à des projets d'aide internationale comme le *Plan Colombia* qui est une stratégie des États-Unis qui financent certains projets sociaux, à condition que l'armée américaine soit présente sur le territoire colombien pour pouvoir ainsi "combattre le trafic de stupéfiants". Avant de construire les escaliers, les habitants du quartier ne pouvaient pas se mobiliser facilement, car il y avait des pistes en terre qui, avec la pluie, se transformaient en ruisseaux. Il n'y avait pas moyen de marcher, et c'était dangereux pour les habitants de la communauté.

Chaque logement, en fonction des ressources qui sont toujours limitées, remplace les sols en terre par des sols en ciment, avec des murs de torchis, mais nous trouvons encore des constructions en bois et en terre.

Le quartier, dans un commun effort, a fait des démarches auprès de la mairie et a formé un conseil d'action communale. De cette manière, il peut exiger légalement de la municipalité l'installation d'un aqueduc, du tout-à-l'égout et de l'électricité. S'est ainsi consolidé ce que l'on appelle aujourd'hui la communauté *Esfuerzos de Paz II* car, quelques années auparavant, sur un terrain adjacent, avait été constituée la communauté *Esfuerzos de Paz I*. Cette dernière, tout comme

Esfuerzos II, a connu les difficultés d'établissement de la population afro sur des terrains présentant des risques de glissement, en période de pluies. C'est pour cela qu'il y a une dispute permanente entre la communauté et la municipalité. La première ne veut pas évacuer ces terrains, argumentant qu'ils ne savent pas où aller, alors que la seconde a la responsabilité sociale et politique de ne pas laisser toutes ces familles en danger imminent de mort, au cas où ces terrains s'effondreraient et enseveliraient plusieurs foyers, comme il y a de cela quelques années (septembre 1987) quand ont péri plus de 500 personnes, détruisant environ 70 habitations réparties sur une superficie de près de 1.2 hectare et faisant 1 700 sinistrés. L'administration municipale cherche, en conséquence, à reloger ces familles dans des zones plus sûres. Mais pour les habitants de *Esfuerzos de Paz*, ce n'est pas une solution viable. Les membres de cette communauté proviennent, pour la plupart, de municipalités du Chocó comme Tutunendo. Ils ont tissé des liens étroits de familiarité, car tous se connaissent et s'entraident. Si la municipalité les relogerait, elle procéderait à l'adjudication d'autres habitations dans d'autres quartiers de la ville, contribuant ainsi à la désintégration de la communauté. Ce que réclame cette communauté, c'est donc une réimplantation intégrale. Toute la communauté serait alors transférée à la fois et resterait unie.

Blanquizal

Dans un autre secteur de la ville où nous travaillons aussi (Blanquizal), se trouve la maison de María. Pour arriver chez elle, nous parvenons aux limites du quartier. María traverse constamment le torrent La Iguana qui sert de limite entre Blanquizal et un quartier d'invasion appelé *Vallejuelos*, secteur de petits lotissements de 50 m² au maximum et vendu par les paramilitaires aux déplacés qui arrivaient à la ville en provenance de différentes parties du pays, mais surtout de l'Urabá Antioqueño.

À notre arrivée, nous trouvons une vieille porte métallique qui a été adaptée à cette maison qui a quatre murs en briques. Nous entrons directement dans la cuisine où il y a un gril électrique à deux places placé en-dessous de l'endroit où sont rangées, les assiettes, marmites et quelques tasses. À côté, une table ronde en bois, vétuste, offerte par un des foyers où elle fait le ménage une fois par semaine, avec tout près, un lit double qu'elle partage avec son compagnon qu'elle a connu dans le quartier, il y a quelques années. Dans une petite pièce contiguë d'à peine 5 m², il y a un petit lit à une place où dort un adolescent, un neveu qu'elle a adopté suite à l'assassinat de ses parents quand il avait tout juste quatre ans. En face de cette pièce, on peut observer depuis la porte d'entrée les sanitaires et la douche. Il y a quelques années, il y avait cinq personnes de plus qui vivaient dans cet espace, même si alors il n'y avait ni lit double, ni petite pièce. Tous mettaient des matelas en mousse et des sacs à même le sol et ils devaient déplacer la table (comme le font habituellement la

plupart des déplacés quand ils commencent à construire) qui servait à poser le gril électrique où ils faisaient frire les déchets qu'ils achetaient à bas prix ou que les boucheries leur donnaient.

À cette époque, María travaillait dans une entreprise de confection, pour 70 000 pesos colombiens par mois (environ 27 euros²⁰), mais complétait son salaire en travaillant comme domestique dans trois maisons de famille. Ces jours-là, elle faisait des remplacements nocturnes, jusqu'à deux ou trois heures du matin, et c'est comme cela qu'elle s'est débrouillée pour approvisionner son foyer. Au fil du temps, et avec beaucoup de sacrifices, elle a économisé un peu d'argent. Alors, elle a substitué les planches rustiques des murs par des briques et le toit par un revêtement en ciment pour qu'il serve d'assise à la seconde pièce qu'elle a construit au-dessus de son habitation. Pour faire ces travaux, elle a entamé ses économies et été aidée bénévolement par ses enfants et quelques voisins du quartier qui l'ont fait par amitié.

Pour pouvoir raccorder son ranch à l'énergie électrique, María a acheté des câbles d'électricité avec un voisin. Ils ont payé un jeune pour qu'il monte au poteau électrique afin de connecter le câble. Grâce à cette connexion, elle a l'énergie électrique chez elle. La difficulté majeure était que plusieurs familles étaient connectées au même poteau électrique et, aux heures de pointe, les câbles chauffaient ce qui occasionnait des coupures électriques, si bien que toutes les familles étaient privées de lumière et qu'il fallait reconnecter. María dit que cela se passait "parce que nous achetions les câbles les moins chers qui n'étaient pas très épais". Mais, à cette époque, il y avait des élections à la mairie et un homme politique leur proposa de voter pour lui, en échange de quoi il leur offrirait le câble spécial pour ce type de connexions. Plusieurs voisins firent campagne pour lui et, en effet, il leur offrit 80 mètres de câble spécial. Depuis, la maison de María et celles de ses voisins ont une énergie électrique plus sûre, mais manquaient encore les autres services et María décida de les demander à la Mairie. Quand elle se présenta pour les demander, ce qu'elle obtint fut un avertissement pour avoir une propriété sans permis de construire. Mais María leur raconta d'où elle venait et quelle était sa situation. Quelques jours plus tard, arriva une commission des entreprises de service public pour voir comment mettre en règle tout le secteur, sans avoir encore obtenu le permis de la planification municipale pour la construction de maisons. Alors, furent installés le service légal d'électricité, d'aqueduc, de tout-à-l'égout et de téléphonie.

Au milieu de tout ce terrain, avec des maisons érigées sans aucun type de planification ni de connaissances techniques, avec ses rues étroites, ses maisons aux toits en plastique ou en tuiles,

²⁰ La valeur d'un euro est d'approximativement 3000 pesos colombiens.

certaines de deux étages, il se présentait un autre type de difficultés: celui de la sécurité des habitants. Dans le quartier, se forma une petite bande de jeunes qui voulait le dominer, mais une seconde, troisième et même une quatrième bande voulait aussi contrôler le quartier, ou du moins un secteur. Ces bandes ou “combos” sont les bras d’organisations plus fortes comme les Autodéfenses (AUC) ou de groupes guérilleros, Farc ou Eln, qui avec leurs cellules urbaines s’arrogent le titre de Milices populaires. Pour cette raison, se présentaient fréquemment des bagarres de rues qui pouvaient causer la mort d’un ou plusieurs jeunes, ce qui était très fréquent dans le quartier. Dans un des récits de María, on peut se rendre compte de la situation du quartier à cette époque. *“Une fois, vers six heures du matin, j’allais en compagnie d’un groupe de femmes travailler dans les maisons de famille de ce quartier de Calazans qui est derrière et nous gravissions la montagne quand nous avons entendu un tas de coups de feu et nous avons couru nous cacher; nous devions passer un fil de fer barbelé et une de ces femmes s’est prise les cheveux dedans et elle ne pouvait pas se libérer, alors que les balles sifflaient. Nous avons toutes très peur. Enfin, cette femme s’est libérée et nous avons couru nous mettre dans un appartement. Il était environ sept heures du matin, et ces types continuaient à se tirer dessus. De là, nous avons appelé les maisons où nous travaillions pour les informer du problème. Deux des femmes ont perdu leur journée, les patrons ne voulaient plus les recevoir. J’ai sauvé ma journée, car ma patronne m’a autorisé à arriver plus tard”*.

“Quand on sortait du quartier le matin pour aller travailler, on passait par les endroits les plus calmes, mais avant de rentrer le soir, il fallait appeler pour savoir quelle route on pouvait prendre, car on avait plusieurs itinéraires à disposition et on ne savait pas où ils s’affrontaient. Parfois, la réponse était que c’était dangereux partout et qu’on ne pouvait pas rentrer. La solution était de demander l’hospitalité pour la nuit pour tenter de rentrer le lendemain”.

Un autre témoignage d’une habitante du quartier: *“Je suis arrivée à la ville, fuyant la violence d’une autre zone du sud du pays. Mon mari est mort et je suis arrivée avec mes trois petits. Je vis dans un quartier qui a une triste histoire, surtout à cause de ce qui s’est passé récemment. Un de mes enfants est menacé parce qu’il a préféré étudier plutôt que d’intégrer un de ces groupes qui rôdent dans le quartier. J’ai peur de le laisser sortir. Il y a pas bien longtemps, il ne pouvait pas fréquenter le collègue”, dit une femme de Medellín.*

Quelque temps plus tard, les choses ont changé à Blanquizal, mais pour empirer. Sont arrivées les milices armées du front 54 des FARC qui voulaient annihiler toutes les bandes. C’est ainsi qu’après quelques mois et pas mal de morts, c’étaient ces milices qui commandaient dans le quartier. Cela a

donné une certaine tranquillité au quartier, les bagarres se sont calmées, ainsi que les fusillades. Les milices imposaient leurs règles. Toutefois, les choses ont de nouveau changé avec l'arrivée des paramilitaires au quartier pour en expulser les miliciens et s'y établir. À cette époque, en 2001, les paramilitaires menaient une grande campagne électorale et avaient leur propre candidat à la présidence de la république. La guerre qui se déclencha fut la plus forte de celles dont se rappellent les voisins de Blanquizal. Au cours des violences antérieures, les tirs et les échauffourées étaient généralement nocturnes et se terminaient le matin. Mais lors de ce nouvel épisode, il n'y avait ni horaire de début ni de cessation des hostilités. La fusillade pouvait commencer à tout moment et durer quelques instants comme de longues heures. Les gens devaient alors s'enfermer chez eux, aplatis sur le sol, tenant les enfants embrassés, de crainte qu'une balle ne traverse les parois en bois de leurs maisons. Toutes les personnes qui circulaient dans le quartier devaient décliner leur identité, faire savoir qui elles étaient, où elles vivaient, quelle était leur activité. Si ce n'était pas le cas, si arrivait quelqu'un d'ailleurs que personne ne connaissait, il était tué, car ils le catalogaient comme quelqu'un qui cherchait des renseignements pour "l'ennemi" (cela arrive fréquemment en différents endroits vu la peur dans laquelle vivent les intégrants des groupes armés et des bandes). À la fin de cette période, ce furent les paramilitaires qui obtinrent le contrôle du quartier et maintenant ils sont les maîtres des quartiers et même de la ville. Ce sont eux qui décident de nombreux aspects sociaux, à savoir si les filles peuvent ou non porter une minijupe, à qui acheter certains produits, comme la plupart des boissons alcooliques. Ils perçoivent aussi une somme hebdomadaire sur tous les négocees comme les petits magasins de quartier ou les entreprises de confections (maquilas) et exigent une certaine somme d'argent des chauffeurs de bus, selon eux pour les protéger. Si quelqu'un se refuse à payer cette extorsion qu'ils appellent "vaccin", il est retrouvé mort à titre d'exemple. La police ne peut rien faire, car les paramilitaires ont des infiltrés et beaucoup de policiers font partie de ce réseau d'extorsions et de corruption.

Et c'est ainsi que dans ces quartiers apparaissent les frontières invisibles, fixées par les intégrants des bandes, chacune voulant avoir le contrôle d'un secteur car c'est lucratif. En effet, si une bande est maîtresse d'un secteur, les "vaccins" perçus sur les petits commerçants sont pour elle, ainsi que les profits sur les ventes d'alcool et autres produits qu'ils commercent, dont les drogues.

Or, s'il arrive une nouvelle famille dans ce secteur, il faut l'informer de tous les détails du fonctionnement du quartier. Les adultes doivent connaître les couloirs d'entrée et de sortie, et ne pas avoir de contacts avec beaucoup de gens. Ils doivent partir travailler et rentrer la nuit directement chez eux. Le weekend, ils resteront à la maison et ne sortiront que pour faire leur marché. Pour les jeunes, c'est l'aspect le plus difficile quand ils arrivent à un quartier de ce type. Si vous êtes un

adolescent entre 14 et 30 ans, vous devez résister à la pression qu'ils vous mettront pour que vous entriez dans une des bandes du quartier. Si vous ne désirez pas vous intégrer dans une de ces bandes, alors vous ne pouvez pas marcher dans les rues du quartier, vous ne pouvez sortir que pour aller au travail, au collège ou à l'université, et vous devez renoncer à toute vie sociale. A Medellín, c'est très fréquent d'aller prendre une bière au magasin du coin pour converser entre voisins.

Les magasins de quartier sont de petits négoce qui sont installés aux coins des rues, qui vendent les produits de première nécessité pour l'alimentation quotidienne d'un foyer. À la différence des supermarchés, ces "magasins de quartier" vendent au détail la quantité exacte pour un déjeuner ou un dîner; il est possible, par exemple, d'acheter un seul oeuf. Ce type de magasin (mini market), c'est fréquent de le trouver dans une maison de famille dont l'entrée principale est destinée à l'exposition de la marchandise. En plus, ils vendent des bières ou des boissons gazeuses à consommer sur place. Ces petits magasins sont très fréquents dans les quartiers populaires et ils le sont d'autant plus que le quartier est plus pauvre. Ce sont donc des sites de confluence des personnes où on rencontre beaucoup de gens du quartier.

À présent, si vous êtes nouvelle dans le quartier, et de sexe féminin, vous aurez un autre type de problèmes à affronter. Dans ce cas, il se peut qu'un des intégrants d'une bande vous mette la pression pour vivre en couple. Si la jeune fille est très belle, ce sera une sorte de "butin" pour le chef de bande qui normalement a les belles filles du quartier et peut en avoir plus d'une. Dans la plupart des cas, ce sont elles qui le cherchent car il assure leur protection et plus personne ne les ennuie dans le quartier. Il est notoire dans beaucoup de ces quartiers qu'avoir un enfant d'un chef de bande confère un statut. Mais le domicile des filles-mères restera la maison maternelle.

C'est dans un tel cadre social que se déroule la vie de nombreux jeunes de ces quartiers et qui ne veut pas s'enrôler dans ces bandes doit rester éloigné d'elles, autant que possible. La mortalité dans ces quartiers est très élevée pour les jeunes. Selon l'IPC (Institut Populaire de Formation), entre janvier 2009 et février 2011, ont perdu la vie 1982 personnes entre 11 et 25 ans...les données comparées entre les premiers mois 2009 et 2011 montrent que les décès des 11-17 ans ont augmenté de 478%. Selon cette même institution, les phénomènes qui ont eu le plus d'incidence sur les assassinats ont été:

- 1) Le contrôle territorial et la démarcation des frontières du quartier.
- 2) Le micro trafic dans les différentes communes de la ville et à l'intérieur des institutions éducatives.

- 3) Le recrutement forcé
- 4) Le déplacement forcé interurbain

Pour une information de première main, il y a Nando qui relate comment il a dû s'intégrer au quartier. Ce fut une intégration basée sur le fait qu'il savait être en danger et qu'il ne devait pas sortir pour ne pas avoir de problèmes. En revanche, son frère a été assassiné ici-même pour avoir participé aux événements quotidiens du quartier. Il mentionne dans son histoire qu'il a préféré rester enfermé chez lui et qu'il ne sortait que quand on l'appelait pour un travail. *“J'avais toujours envie de retourner à la ferme, mais la peur était la plus forte et de toutes manières, comme ils avaient déjà tué mon père, j'avais tendance à penser que si j'y retournais, j'allais courir le même danger. Alors l'envie de rentrer, il fallait mieux l'oublier, et ce que nous avons dû faire, c'est nous accoutumer, presque contraints et forcés, à survivre ici en ville. Je pensais, bon j'y retourne, mais que va-t-il m'arriver, vont-ils me faire ou non quelque chose et on n'est pas capable de faire face, alors on décide de rester et de continuer à survivre en ville. Nous sommes restés vivre à Blanquizal, en location pendant un temps, jusqu'à ce que nous construisions sur un petit lopin que mon père et ma mère avaient acheté avant que papa ne soit tué. Et oui, tout le temps que nous avons passé ici, c'est à Blanquizal. Le milieu était très compliqué, c'était très difficile à cause de tous les changements et cette époque était aussi une époque de grande violence. En ville aussi, nous avons eu une époque très dure, on ne pouvait sortir dans la rue parce qu'on courait le risque que quelque chose arrive. Il y avait des bandes qui disaient qu'elles étaient sponsorisées par les Farc, je ne sais pas si c'était vrai ou non, mais c'est ce qu'ils disaient. Ensuite, sont arrivées d'autres bandes de paramilitaires et les affrontements ont commencé. La situation était très tendue parce que les uns voulaient entrer dans ce quartier et les autres s'y opposaient, alors il y avait des fusillades, même de jour, vers deux ou trois heures de l'après-midi. Il fallait rester enfermés, et ça pouvait durer deux ou trois heures. Alors, pendant cette alternance de bandes, il y a eu beaucoup de violences jusqu'à ce que finalement les paramilitaires s'imposent.*

-Le changement de bandes a été l'époque la plus dure?

Oui, ça a été le plus dur. Les premières bandes te laissaient tranquille si tu ne les embêtais pas. Elles ne te disaient rien, hein...Il fallait filer “doux”, s'occuper de ses affaires, ne pas se mettre dans des choses louches, car tu sais que si tu te mets dans des choses louches, la survie ne sera pas la même.

Alors, quand ont commencé les affrontements, il y avait la crainte de se trouver au milieu et alors là on avait vraiment les chocottes. Quand les seconds ont réussi à faire partir les premiers, il y a eu une période pire. Pourquoi? Parce que ces gens...il s'est passé presque la même chose que quand

j'étais à la ferme: si vous parliez avec un tel qui était de la bande antérieure, c'était déjà un problème parce qu'en arrivait un autre qui te demandait si tu étais ami ou avais des liens avec un tel et qu'alors tu étais du même groupe, et beaucoup de jeunes de mon âge sont morts à cause de cela, des jeunes sains et qu'on savait corrects, et ils sont morts simplement pour avoir salué une personne d'un autre groupe. Pour survivre à cette époque, mieux valait rester en marge et si tu sortais, ne saluer personne, parce que si tu saluais, tu étais immédiatement montré du doigt et catalogué. Ils pensent que si tu es l'ami d'un tel, même si tu es correct et n'appartiens à aucune bande, cette amitié fait qu'ils t'associent à une bande. Pour cela, mieux valait ne saluer personne.

-Ce fut ta stratégie? Rester en marge.

Bien sûr. Moi, à cette époque, je faisais ce que je disais. Si j'allais au travail, j'allais seulement au travail, travail-maison. Le weekend, je ne sortais pas dans la rue. J'arrivais le samedi à deux ou trois heures de l'après-midi et je m'enfermais chez moi. J'allais éventuellement faire mon marché le dimanche, juste le temps qu'il faut pour le faire, et je rentrais m'enfermer à la maison. J'ai toujours fait cela, il n'y avait pas d'autre méthode, c'était impossible de sortir dans la rue, parce qu'on pouvait être fiché, alors pour m'éviter des problèmes, eh bien...je préférais rester enfermé et me mettais à regarder la télévision ou à faire n'importe quoi plutôt que sortir. Impossible de sortir et de s'arrêter à un coin de rue parce que c'était courir un risque. Il a passé beaucoup, beaucoup de temps jusqu'à ce que toute cette situation se régularise, que la violence s'apaise, que la bande dominante calme le jeu et que je puisse sortir. Je commençais à sortir le samedi pour "me rafraîchir" (prendre un rafraîchissement) et la situation s'est calmée et, à présent, il me semble que ça va bien, il peut y avoir un peu de violence comme partout, mais on se dit que c'est normal, on entend partout la même chose, alors on est sur la même longueur d'onde. Quand un crime a lieu, on pense "qui sait ce qu'il faisait?" On le trouve plus normal. On le regrette pour la personne, mais il faut bien continuer son chemin. C'est ce qu'on pense, c'est l'idéologie d'aujourd'hui.

-Quand il y a eu ce changement de bandes, c'était plus ou moins en 2004 quand a commencé le mandat d'Alvaro Uribe (sic), il est venu...pour nous tous et, de ce côté, cela a été positif parce que cela a beaucoup apaisé la violence par ici (c'est clair que les nouvelles bandes étaient des paramilitaires et que M. Uribe était associé à ce type d'organisations). Je ne sais pas comment il a fait, mais la violence s'est considérablement calmée et on pouvait sortir plus tranquillement. Je ne sais pas ce qu'il a fait ou ce qui s'est passé, mais à l'époque du mandat d'Alvaro Uribe, la violence ici s'est beaucoup calmée et nous sommes arrivés à une presque normalité, on survivait davantage et mieux, et les sorties étaient bien meilleures, comme partout, comme sur les routes sur lesquelles on ne pouvait d'abord pas voyager car elles étaient violentes, ça s'est beaucoup calmé et les gens ont commencé à sortir, voyant la situation plus paisible.

-Cette période s'est caractérisée en Colombie par le positionnement des groupes paramilitaires, un taux élevé de massacres, une offensive contre la guérilla et ensuite par "l'élection" à la présidence de Monsieur Uribe, la suprématie des paramilitaires pour ensuite entamer des pourparlers de démobilisation de ces groupes. Toutefois, tout ce processus est trouble, car parmi les paramilitaires qui se sont démobilisés, tous n'auraient pas été des paramilitaires. Ils fournissaient une arme à un civil pour qu'il se fasse passer pour un paramilitaire démobilisé. En ce moment (2014), celui qui était alors le Haut Commissaire pour la Paix, Luis Carlos Restrepo, et représentant direct du Président de la République dans les négociations avec les paramilitaires, est en fuite car la justice le soupçonne d'avoir organisé de fausses négociations (lasillavacia.com/perfilquien/31234/Luis-carlos-restrepo); (revue Semana du 23 septembre 2013).

De même, sont incarcérés plus de 20 sénateurs de la République, mandatés pour les périodes 2002/2006 et 2006-2010), pour avoir eu des liens avec les paramilitaires. Les tentacules du paramilitarisme sont telles qu'on trouve au quotidien des colonnes des journaux qui délatent ces liens, et les journalistes qui en font état sont assassinés comme ce fut le cas de Jaime Garzón, humoriste et chroniqueur. À cet égard, nous pouvons lire dans la revue Semana du 22 décembre 2013 sur l'assassinat de ce personnage: *Une association criminelle entre militaires d'active, paramilitaires et pistoleros de la bande La Terraza est derrière l'homicide de Jaime Garzón. Le Procureur a -presque- toutes les pièces du puzzle et sait comment elles sont imbriquées. Il existe des preuves qui montrent que les intégrants du service de renseignements de la Brigade 13 de l'armée à Bogotá ont été impliqués dans l'assassinat de Jaime Garzón. Quelques-uns de ces militaires sont en fuite et d'autres restent en fonctions et sont exonérés de toute mesure coercitive*... et la revue Semana poursuit: *"Le groupe qui incluait plusieurs officiers et sous-officiers-parmi eux, le lieutenant Alexander Parga et les sergents Guillermo Lozano et Juan José Mosquera-, non seulement ne faisait pas du renseignement, mais avait monté une bande spécialisée en prises d'otages pour s'enrichir...Plusieurs témoins assurent que l'information a été communiquée au chef paramilitaire Carlos Castaño par José Miguel Narváez qui, à cette époque, était un civil proche des militaires et professeur à l'École Supérieure de Guerre. Il allait devenir plus tard l'assesseur du Ministre de la Défense et sous-Directeur du DAS (Département administratif de Sécurité, sorte de police secrète).*

De même, ces associations sont dénoncées par d'autres rapports nationaux et internationaux comme ceux réalisés par: *Human Rights Watch (HRW)*. Le 23 février 2000, a été publié un rapport qui

fournit les preuves détaillées des liens étroits entre l'armée colombienne et les paramilitaires. "Los lazos que atan: Colombia y los vínculos militares-paramilitares" (<http://alainet.org/active/825&lang=es>).

C'est le reflet du système de politique de sécurité démocratique qui s'est institutionnalisée dans le pays, afin de faire face aux problèmes sociaux. Ceci nous montre aussi comment est le quotidien des quartiers les plus marginaux et périphériques de la ville où opèrent des groupes armés illégaux, tant de gauche que de droite, qui veulent dominer un territoire. Quand un territoire donné est complètement dominé par un groupe, cela se solde par une espèce de "paix romaine" avec une certaine tranquillité sur le territoire donné .

13.1 Du Rural À L'urbain

Le changement de vie est notable par rapport à quand on habitait à la campagne avec ses coutumes, sa tranquillité, son rythme de travail et sa faible pollution. On connaissait presque toutes les personnes du village et tous nos voisins. En outre, il y avait beaucoup d'espace pour semer les plantes locales et cueillir les fruits silvestres. On était propriétaire de la maison qu'on habitait et d'un lopin de terre, plus ou moins grand. Et on arrive à la ville dans des conditions complètement différentes; il n'y a aucun espace pour semer ou cultiver la moindre plante, il faut acheter tous les fruits qu'on veut manger, on n'a ni une maison à soi ni argent pour payer un loyer dans un quartier correct pour le bien-être des enfants, on doit construire un ranch dans un quartier hérissé de difficultés et vivre un temps avec quelqu'un qui veuille bien nous héberger. La pollution environnementale et acoustique est très forte, on n'a pas d'emploi digne de ce nom, on passe de la création d'emplois à la recherche de travaux précaires. Voilà quelques-unes des nombreuses contingences auxquelles doivent faire face les personnes qui sont déplacées par la force. C'est à cause de l'augmentation de la population déplacée que cette même ville n'a pas la capacité d'absorber ce flux migratoire ni de générer des emplois suffisants, d'où l'augmentation du chômage et la poussée de la marginalité avec davantage de quartiers périphériques dont les habitants vivent dans des conditions toujours plus précaires, avec des taux de violence en hausse.

Arriver à la ville est un grand défi. Quand une famille déplacée arrive, la première chose qu'elle doit organiser, c'est où passer les premières nuits. Parfois, chez un membre de sa famille qui l'héberge au début et peut aller la chercher au terminus de transport pour lui faciliter l'arrivée à sa destination initiale qui sera temporaire, dans l'attente de quelque chose de définitif.

Chaque personne ou famille qui arrive à la ville a des attentes et un imaginaire différents. Pour certains, ce peut être une manière d'améliorer leur vie, pour d'autres c'est la perte de tout ce qu'ils avaient et étaient. Plus on est jeune, et moins on est enraciné dans le terroir qu'on a dû quitter. Comme le suggère Juan José Cañas, "Moins je perds, plus je gagne", pour eux tout sera neuf et ils ne regretteront pas beaucoup leur situation passée. Ce sera le contraire pour les adultes qui laissent beaucoup derrière eux. "Plus ils perdent, moins ils gagnent". Ils abandonnent leurs terres, coutumes, souvenirs, emplois, et bien plus.

Lorsqu'ils arrivent à la ville, ils se transforment en déplacés, perdent leur identité de paysans, d'agriculteurs ou d'éleveurs. Pour l'État, ils deviennent un numéro. Outre perdre leur identité, ils reçoivent un traitement qui homogénéise leur être, leurs désirs et leur rêves avec ceux des autres déplacés.

À leur arrivée en ville, ils doivent refaire leur vie à partir d'une perspective urbaine. Ils doivent contextualiser la ville, créer des stratégies de survie. Ces déplacés prennent des initiatives d'organisation et de participation pour tenter de satisfaire leurs besoins de base et exiger leurs droits. Mais tout ceci peut se heurter à une bureaucratie institutionnelle, à un assistanat qui limite leurs initiatives, à la difficulté aussi d'une pauvreté radicale et parfois à une méfiance vis-à-vis de l'institutionnel.

Tout cet établissement dans des zones marginales et la manière de s'y situer est décrite par Nieto y Robledo qui affirme que: *"parallèlement à la ségrégation professionnelle et à la violence politique comme facteur d'urbanisation, existe la ségrégation spatiale sous les formes populaires les plus diverses d'appropriation précaire et friable de l'espace urbain et des biens de consommation collective, réservés aux zones marginales et périphériques des grandes villes (2006, p. 55-56)*. De ce fait, ils contribuent à la formation d'un paysage urbain différent, en s'installant dans les zones marginales.

Ces zones auxquelles arrivent les déplacés sont les quartiers marginaux, quartiers qui ont leurs caractéristiques propres et, comme le montre Naranjo et al. (2001b, pp. 22-23), ces implantations peuvent se caractériser, entre autres, par: 1) La présence majoritaire de personnes déplacées qui occupent la terre pour y dresser leurs ranchs; 2) La présence d'habitants urbains sans toit; 3) La majorité de ces implantations sont dirigées par des organisations et même par des acteurs en armes; 4) La solidarité des voisins des quartiers proches pour soulager les besoins essentiels comme l'aliment et le vêtement; 5) La reconnaissance comme déplacés, face à eux-mêmes, aux voisins et institutions pour occuper le même territoire; 6) La formation de différents comités de travail à l'intérieur de l'enclave.

Tous ces éléments caractérisent les espaces urbains et les zones auxquelles viennent vivre les personnes déplacées qui confèrent de nouvelles caractéristiques au quartier en créant des implantations, en générant de nouveaux espaces sociaux et en préparant pour eux la relation qu'ils vont avoir avec la ville. Toutes les caractéristiques antérieures sont celles acquises par les quartiers marginaux occupés par les déplacés et par les personnes de faibles ressources qui trouvent dans les zones urbaines les plus périphériques, tout en essayant de s'y incorporer, un espace où construire et un site où être reconnus. De même, dans des zones de ce type se généralisent et confluent les problèmes de majeure transcendance de la société. Les personnes et les quartiers enregistrent un changement mutuel où l'un modèle l'autre.

13.2 L'apprentissage De La Ville

Les personnes qui subissent un déplacement forcé sont, en vertu de la loi colombienne (loi 387 de 1997), sous la responsabilité de l'État qui doit leur prodiguer son assistance de manière intégrale et immédiate. Mais les actions de l'État à l'égard de ces personnes se sont limitées à l'assistance humanitaire de secours à base d'apports ponctuels concrétisés par des dons d'aliments, de kits de nettoyage et de cuisine, de couvertures et matelas, ainsi que de subsides aux personnes enregistrées comme populations déplacées. Mais l'accès à cette assistance est subordonné à une inscription préalable et à une acceptation de l'État pour pouvoir en bénéficier.

En outre, cela a d'autres connotations, car d'une part ces apports et aides sont insuffisants et transitoires, conformément à la loi qui prévoit qu'ils ne seront concédés que pour trois mois, renouvelables. Il en est ainsi parce que la loi envisage un retour à la terre. Mais ce retour est impossible à cause de la magnitude du conflit, et de nombreux déplacés ne veulent pas y retourner pour différents motifs, parmi lesquels la peur. Comme nous l'avons déjà montré, le déplacement forcé n'est pas consécutif au conflit, mais inversement les personnes sont menacées pour abandonner la terre. Dans ce cas, comment y retourner si l'auteur de la menace vit sur le territoire, ne serait-ce pas s'exposer à une mort imminente? Mais l'État continue de traiter le déplacement comme une conséquence de la crainte des habitants de vivre dans des zones d'affrontements. Ce peut être le cas, mais ce n'est pas le plus habituel. Les victimes de ce drame préfèrent rester en milieu urbain et affronter une ville où l'ennemi n'a pas de visage, une ville étrangère, hostile et exclusive, mais qui ne leur met pas la pression pour qu'ils abandonnent son territoire.

Selon les termes de Bustillo, l'arrivée de la population déplacée à la ville est caractérisée par: *l'absence de protection de la part des autorités, la désinformation et la désorientation quant à ses droits, la discrimination de la part des autorités locales et de la communauté d'accueil qui anticipent la venue d'un "problème" qui perturbera leur tranquillité et entrera en concurrence pour accéder à l'offre sociale de l'État, la dispersion, surtout lorsqu'il s'agit de lieux d'accueil de déplacements individuels et familiaux, ainsi que la méfiance vis-à-vis des autorités provoquée par la crainte ou des expériences antérieures (2004, p. 434).*

À leur arrivée en ville, certaines personnes déplacées, après avoir obtenu un site initial pour construire leur ranch, commencent à se connecter à leur milieu social institutionnel où elles trouvent quelques institutions gouvernementales ou non gouvernementales. En plus, elles doivent certifier leur condition de déplacés pour pouvoir effectuer d'autres formalités administratives et obtenir les subventions étatiques et autres bénéfiques qui découlent de cette formalité.

Au cours d'une réunion, nous parlons avec une avocate qui travaille pour la municipalité de Medellín, dans un des bureaux où les gens sollicitent une assistance légale pour pouvoir s'inscrire officiellement comme déplacés. Elle nous explique pas à pas les formalités que doivent effectuer les déplacés qui veulent être certifiés comme tels. En effet, nous rencontrons aussi des personnes qui ne veulent pas qu'on sache qu'elles sont déplacées, veulent garder l'anonymat, car elles craignent pour leur vie. L'avocate nous précise que les déplacés pour pouvoir être en règle vis-à-vis de l'État doivent faire une déclaration devant le Ministère public; c'est-à-dire devant la "personería" (organisme de contrôle des serviteurs publics), l'organisme de défense du peuple ou le bureau du procureur, suite à quoi leur est délivrée une attestation de déclaration. Cette déclaration est datée, mentionne leur origine et le groupe familial qui s'est déplacé. Ils ont alors droit à une aide humanitaire immédiate (subvention pour le loyer, alimentation, plus un kit de nettoyage et de cuisine), à condition de ne pas avoir dépassé la date limite de quatre-vingt-dix jours depuis leur arrivée. Ils bénéficieront de cette aide pendant soixante jours francs. Théoriquement, la municipalité doit effectuer trois remises, mais elle n'y parvient pas toujours, compte tenu de la forte demande. Outre cette aide initiale en vertu du justificatif de déclaration, les déplacés ont droit aux soins de santé gratuits et à l'éducation pour les mineurs. Telle est l'assistance initiale à laquelle ont droit les victimes du déplacement forcé.

Les formalités doivent être effectuées par les déplacés auprès de l'Unité des victimes qui est le bureau central chargé de déterminer, sur la base des informations qu'ils fournissent, s'ils sont ou non victimes de ce drame. Les personnes doivent effectuer une grande quantité de démarches pour

parvenir à certifier qu'elles sont effectivement déplacées. Si cette qualité leur est refusée, en d'autres termes si l'Unité décide qu'elles n'ont pas été déplacées par la force, elles doivent introduire un recours gracieux qui n'est presque jamais accepté (selon les dires de l'avocate). Pour ce motif, les victimes doivent alors faire appel de la décision qui est également refusé, et le "déplacé" doit recourir à la *tutelle* (qui est un recours légal qui exige une réponse dans un délai très bref et qui normalement se déroule sous ministère d'avocat). Tout ce processus est très dispendieux et, de plus, la personne doit bénéficier d'une assistance juridique qualifiée pour mener à terme tout ce processus. Si elle n'est pas conseillée, il est difficile qu'elle puisse arriver à s'inscrire comme déplacée pour avoir accès aux aides étatiques.

Compte tenu de toutes ces difficultés pour pouvoir se déclarer déplacé face à l'État, il existe des différences d'appréciation entre les ONG et l'État quant au nombre de déplacés. Pour l'État, il y a au moins un million de déplacés en moins.

Toutes ces démarches différencient grandement la ville de Medellín des autres municipalités du département, puisque cette ville est un des plus grands centres d'accueil de déplacés du pays. D'où la différence avec d'autres villes où les droits leur sont refusés ou les réponses sont dilatoires. Accéder aux bénéfices, est alors plus difficile.

Mais il est clair que toutes ces politiques ont été rendues possibles par les sentences de la Cour Constitutionnelle qui s'est mise à la tête du problème du déplacement forcé et a prononcé plusieurs sentences en faveur des déplacés, obligeant ainsi les municipalités à les prendre en compte et à s'occuper personnellement de ces citoyens.

Avoir surmonté ces difficultés, et être à présent inscrits sur la liste officielle des déplacés, ne leur donne pas grand chose. Ils ont droit à une aide économique concédée légalement tous les trois mois, alors qu'en réalité ils la recevront deux fois l'an. Ces aides sont devenues la hantise de certains défenseurs des déplacés, car il y a des personnes qui perçoivent ces ressources et en font un usage inadéquat, les dépensant d'une manière indue. Le gouvernement a d'autres devoirs constitutionnels à l'égard des déplacés, mais n'est pas claire la manière de les mettre en oeuvre. J'ai nommé: l'emploi productif, le subside au logement, l'accès à la santé mentale, la restitution de la terre et le retour à la terre dans de bonnes conditions de sécurité.

A San Carlos, municipalité du département d'Antioquia, d'où ont été déplacés 70% de la population, ont été prises des mesures exceptionnelles, et la zone a été déclarée zone "d'abandons". Les terrains et habitations ont fait l'objet de protections collectives, à seule fin d'éviter les

spoliations. Les terres étant protégées, elles ne peuvent être ni achetées ni vendues, et ne peuvent changer de propriétaire. Les personnes ne peuvent pas alors être spoliées ce qui est un des problèmes majeurs du déplacement forcé. Ceci va à l'encontre de ce qui s'est passé dans une grande partie du pays, comme en Urabá, où avec la complicité des notaires et des serviteurs publics la population a été dépouillée de ses terres. "L'histoire nous enseigne qu'avant un mégaprojet, il y a une spoliation des terres consécutive à un déplacement", précise l'avocate du bureau Restitution et Retour, signalant plusieurs secteurs où sont développés des mégaprojets. Ce sont les mêmes paroles que celles provenant d'autres sources (Molano, Cañas).

Sur le retour, nous avons des chiffres sur San Carlos, fournis par le projet dénommé Alliance Medellín-San Carlos. Ce programme a permis le retour de plus de mille familles.

Tout ceci nous montre le cadre dans lequel doivent vivre les déplacés pour obtenir leur inscription sur la liste des déplacés et accéder à certaines aides octroyées par le gouvernement national. Mais cela nous montre aussi que le problème du déplacement est traité par des palliatifs, sans remonter à l'origine du phénomène. Presque rien n'est fait pour stopper l'expropriation des terres. Comme le disait un paramilitaire lors d'une audience publique: "nous marchions à l'avant-garde, tuant des gens et les obligeant à abandonner leur terre, les propriétaires fonciers venaient derrière nous pour acheter bon marché et finalement passaient les juges qui légalisaient tout".

Tout ce qui reste à ces gens est de s'approprier leur nouveau rôle de citoyens et d'oublier la campagne. À leur arrivée en ville, ils ont du mal à trouver un emploi pour survivre, car Medellín a vu croître sa population d'une manière qui excède les attentes professionnelles, comme le dit Angarita; le processus urbain d'industrialisation "*a été incapable d'incorporer la force de travail disponible, accroissant le chômage et le travail informel et créant des secteurs entiers de quartiers exclus des bénéfices sociaux et économiques*" (Angarita et al, 2008, p. 24).

Outre le chômage, la croissance du secteur informel ou des ventes ambulantes (qui donne une activité à beaucoup de déplacés), la concentration des revenus et de la richesse, ainsi que la recrudescence de la pauvreté, sont des situations communes aux villes colombiennes et d'autres pays. Angarita et al. indiquent comment "*l'entrée massive d'argent provenant du trafic de stupéfiants, du blanchiment d'argent ou autres affaires illicites, ont eu une profonde incidence sur les transformations économiques, sociales et culturelles qui ont eu lieu à Medellín*". Ceci s'est vu d'une manière plus nette à partir des années 80, quand le problème du trafic de stupéfiants s'est

intensifié, avec l'ouverture aux économies de marché avec l'afflux de grandes quantités de capitaux étrangers. (2008, p. 25).

Dans un tel paysage urbain, les nouveaux habitants de Medellín doivent apprendre à se débrouiller dans une ville qui offre de moins en moins d'espaces publics comme la zone du centre-ville qui se remplit de vendeurs ambulants, adeptes de l'économie informelle, qui sont poursuivis par les agents de l'espace public (c'est une police qui n'intervient que contre les vendeurs ambulants).

Ceux qui voudraient travailler dans le secteur informel doivent obtenir un permis spécial délivré par la municipalité. La réponse à ces problèmes a été le déplacement. Toutefois, ce type de solution n'a pas été efficace, car en peu de temps (question de jours), l'espace libéré a été occupé par de nouveaux vendeurs ou par les mêmes qu'auparavant. En effet, leur nouveau site ne leur permettait pas d'enranger le même nombre de ventes que l'ancien.

Les vendeurs qui n'ont pas de permis de la municipalité sont poursuivis par les agents de l'espace public et leurs marchandises sont saisies, drame supplémentaire pour ces personnes qui voient disparaître la subsistance de leurs familles.

L'autre espace dans lequel se meuvent ces personnes est le quartier, qui a eu et continue d'avoir une ambiance difficile à cause du contexte politique qu'on y rencontre.

Comme nous l'avons vu, ces quartiers sont le reflet de la ville et du pays. À une certaine époque, se sont installées les bandes des milices populaires. Leurs créateurs les considéraient comme des organisations politico-militaires et leur intention était d'éduquer le peuple sur le plan politique pour obtenir un changement social à partir de la base: *“Nous sommes une nouvelle gauche et notre objectif est d'édifier un pouvoir populaire pour que le peuple oriente son propre destin* (Salazar, 1993, p. 12); *“Nous venons avec un projet de travail social et de sécurité, et non comme un groupe d'extermination, nous ne sommes pas des charognards”* (Medina, 2006, p. 94).

Beaucoup d'habitants des quartiers populaires se référaient aux miliciens comme à des “rédempteurs” ou à des “justiciers” et d'autres défendaient ces organisations pour leur efficacité comme groupes de sécurité (Medina, 2006, Salazar, 1993). C'est faire référence à une bonne partie de la délinquance (violeurs, voleurs à la tire, jibaros ou vendeurs de drogues au détail-) qui a été éradiquée par les actions des milices (cit. par Gómez G.; *déplacement forcé et périphéries urbaines: la lutte pour le droit à la vie à Medellín*).

Dans son livre, Salazar relate en 1993 que: *“Aujourd'hui, les milices contrôlent d'amples secteurs de la ville et elles continueront à croître parce que l'État ne parvient toujours pas à récupérer sa*

légitimité [...], l'impunité prédomine, ainsi qu'une énorme méfiance envers les agents officiels pour leur arbitraire et leur corruption. (1993, p. 18).

Les milices de gauche se sont intégrées initialement aux communautés de certains quartiers et secteurs urbains, et ensuite, ont gagné rapidement d'autres zones de Medellín: *"Leur présence a été légitimée [...] car elles sont parvenues à passer pour une référence en matière de sécurité"* (Angarita, et al., 2008, p. 44). Bien qu'elles aient une origine commune, leurs manières d'agir sont similaires à de nombreux égards et elles ont conclu des alliances ponctuelles. Les milices sont des structures armées organisées et indépendantes les unes des autres et elles représentent *"une mosaïque d'opinions politiques et idéologiques. Les unes ont des relations organiques avec les guérillas, d'autres des relations indirectes et les milices résiduelles déclarent être totalement indépendantes"* (Salazar, 1993, p. 10).

Les groupes les plus représentatifs étaient: les Milices du peuple et pour le peuple, les Milices indépendantes de la vallée d'Aburrá (avec différentes appellations selon le secteur de la ville où elles opéraient), les Milices métropolitaines, les Milices bolivariennes, les Milices des 6 et 7 novembre, les Milices de résistance populaire, les Commandos révolutionnaires militiens, les Milices populaires de Libération, les Commandos Armés Populaires (CAP), les Milices d'Amérique Libre, entre autres. (Medina, 2006; Angarita, et al., 2008; Salazar, 1993; Amnesty International, 2005).

Ces milices, en tant que groupes de gauche, ont dû faire face à plusieurs problèmes pour se développer. D'une part, l'abus de pouvoir de certains de leurs intégrants. D'autre part, leurs adversaires politiques représentés les paramilitaires sont venus revendiquer le territoire ou ont essayé de ne pas le perdre, car c'est un espace pour le commerce des drogues illicites et le trafic d'armes.

Dans ces secteurs, outre les paramilitaires, on trouvait des bandes qui étaient payées et gérées par les fameuses "officines". Ces organisations prêtaient leurs services aux cartels de trafiquants de stupéfiants, pour effectuer n'importe quel travail, ajustement de comptes, transport de drogues et d'armes.

Par les pressions qu'elles exerçaient, ces communautés ont gagné de manière indirecte de nouveaux canaux de participation dans la ville. Il s'agissait d'une revendication de reconnaissance culturelle et politique qui faisait référence à l'intégration réelle, au droit à la ville, non comme bénéficiaires de politiques, mais comme citoyens de première catégorie (Naranjo, Villa, 1997, p. 116-118). Tout cela se réalisait par le biais d'une présence majeure dans les quartiers périphériques et suburbains que

l'État ne voulait pas accepter comme partie intégrante de la ville, mais en fin de compte il a dû accepter l'existence de cette partie de la ville et l'intégrer au périmètre urbain.

Tous ces problèmes se sont amplifiés avec l'économie informelle, le sous-emploi. L'emploi et les conditions de vie se détérioraient de plus en plus. La campagne continuait d'expulser des gens vers la ville, à cause des politiques d'expropriation, de construction de mégaprojets et un fort appétit de terres. Selon Amnesty International, les conversations de paix du Président Belisario Betancur (1982-1986) avec les insurgés, au milieu des années 80, ont généré de l'incertitude du fait de la possibilité que les accords de paix prévoient des réformes agraires ou socioéconomiques à un autre niveau. Cette situation a renforcé l'alliance entre les élites économiques traditionnelles et les forces armées, ainsi que l'éclosion de structures paramilitaires qu'elles contrôlaient. Postérieurement, les groupes de trafiquants de stupéfiants ont rejoint cette alliance (Amnesty International, 2005, p. 4).

Ce type de migrants se différencie de ceux qui avaient migré par le passé à la recherche d'un emploi et qui étaient attirés par le développement industriel de la ville. Les nouveaux habitants s'installent initialement en ordre dispersé dans différents quartiers. Certaines familles commencent à s'unir pour former les premières implantations dont le noyau se trouve dans des zones d'invasion ou pirates, appelées aussi réimplantations de fait avec population déplacée (Naranjo, 2005, p. 88). C'est ainsi que se constituent les implantations avec les nouvelles familles qui fuient la mort de la campagne et viennent à la ville sauver leurs vies.

Par le passé, les gouvernements successifs ont essayé d'occulter les déplacements forcés et l'arrivée de cette population à la ville. Pour toute réponse, les nouveaux habitants étaient évacués des sites qu'ils occupaient, par le recours à la force publique, et on les obligeait alors à retourner vers leur lieu d'origine, sans tenir compte de la situation qu'ils vivaient; la presse locale mentionne ce qui suit: *“les envahisseurs insistent pour vivre sous des plastiques sur la voie publique, après huit jours passés à la belle étoile [...] Ils disent qu'ils préfèrent mourir que de cesser de lutter pour leur petit lopin de terre et qu'ils peuvent payer leur logement par tranches”*. Le principal responsable administratif (personero) demande une solution à l'administration municipale, tout en affirmant *“on ne peut pas dire qu'on va leur donner un logement, car à Medellín il n'y a plus de place pour personne”* (El Mundo, 14 juillet 1995, p. 1 et 6).

Ces migrations de personnes chassées de leurs terres a entraîné: *“des formes de croissance urbaine non planifiée qui contrastent avec une profonde incapacité des politiques –et des gouvernants- à*

répondre à cette nouvelle situation urbaine dont le corollaire est l'apparition de nouveaux quartiers d'invasion ou l'expansion de ceux qui existaient déjà; ont été formulées des demandes de terre urbaine, de services publics à domicile, d'écoles, de services de santé ou récréatifs, et en général, ce qui est afférent aux droits économiques, sociaux et culturels; et ont été mises en oeuvre des transformations culturelles dans les réseaux de socialisation, culturels et identitaires” (Naranjo, 2005, p. 83).

Depuis longtemps, le gouvernement est débordé par cette situation. Il a considérablement tardé à accepter le phénomène du déplacement qui, comme nous l'avons mentionné, n'a été accepté officiellement que par la promulgation de la loi 387 de 1997. Toutefois, l'adoption de cette loi n'a pas amélioré substantiellement la situation des déplacés, et c'est la Cour Constitutionnelle qui a oeuvré un peu plus en faveur de ces personnes par le prononcé de sentences qui obligent le gouvernement à être plus attentif et à prévoir un budget plus important en leur faveur. Mais l'arrivée dans ces quartiers et l'adaptation est aussi difficile que l'accoutumance à la ville, du fait de la bagarre pour le contrôle des quartiers par différents groupes armés qui transfèrent le conflit à la ville. Les déplacés continuent de vivre la violence qui les a obligés à partir de la campagne.

Dans ces quartiers et dans la ville, en général, on a vécu trois moments que résument Nieto et Robledo (2006) qui, dans le contexte de Medellín, divisent l'évolution du conflit en trois phases: *1) La présence des bandes de l'officine au service du trafic de stupéfiants dans les années 1985-1991; 2) le contrôle de certaines zones par les milices et la soumission de bandes dans la période 1992-1996; 3) les groupes paramilitaires alliés avec des bandes de l'officine parviennent à vaincre divers groupes de miliciens, à partir de 1997, et à soumettre ou éliminer diverses bandes qui étaient opérationnelles dans les secteurs populaires. Depuis lors, il y a une escalade du paramilitarisme dans la ville.* (Nieto, Robledo, 2006, p. 100).

Sur la chronologie des faits, Amnesty International parle d'une paramilitarisation de la société colombienne; *“...malgré la mobilisation des AUC (Autodéfenses Unies de Colombie), ce projet basé sur la violation systématique des droits de l'homme et l'imposition d'une domination politique, économique et sociale sur les zones contrôlées, s'est articulé en trois phases. Medellín est un cas emblématique qui permet d'observer: 1) L'incursion, afin de “libérer” les zones d'influence des insurgés. Cette phase est caractérisée par des niveaux élevés de violations des droits de l'homme contre les civils, en particulier des déplacements et des disparitions forcées, tortures et homicides. L'occupation de ces zones –d'intérêt stratégique ou économique- est habituellement*

précédée par des opérations de renseignement de l'armée et l'arrivée postérieure des paramilitaires avec des "listes noires" de personnes qualifiées de "subversives". On enregistre aussi dans cette phase des opérations conjointes avec les forces armées. 2) Consolidation, à partir de l'occupation du territoire et de la soumission de la population par la terreur entretenue par l'assassinat de ceux qu'on considère comme une menace, comme les leaders communautaires, les défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes et les activistes sociaux. Sont perçus des "impôts" en échange des services de "sécurité" et il y a appropriation des terres abandonnées par les familles déplacées. 3) Légitimation, à partir de la création de coopératives, pour promouvoir des projets de production ou des organisations "sociales" pour participer au travail communautaire, spécialement dans les quartiers pauvres, et tenter ainsi de contrôler les processus électoraux et politiques locaux, régionaux et nationaux. Les violations massives des droits de l'homme diminuent à mesure qu'on neutralise l'opposition. À ce moment-là, les paramilitaires n'ont plus besoin de maintenir une présence militaire manifeste et à grande échelle dans les zones contrôlées. Au lieu de cela, ils restent "à l'ombre" au cas où se produiraient de nouvelles attaques de l'insurrection, mais ils maintiennent aussi les menaces, homicides et les disparitions de leurs opposants civils" (Amnesty International, 2005, p. 9).

Pour l'État, toute cette guerre opacifie et occulte les besoins et demandes de la population colombienne qui vit dans la pauvreté. Dans le cas de Medellín, 60 % de ses habitants historiquement se débattent dans des problèmes structureux sans solution, la réponse étatique a été la militarisation et la paramilitarisation de la ville. La Colombie a le budget de guerre le plus élevé d'Amérique du sud qui représente 3.5% du PIB.

Pour corroborer ce qui précède, il y a des rapports sur des opérations qui ont été dénoncées et, dans de nombreux cas, a été vérifiée l'articulation avec les forces paramilitaires lors de ces actions. Cette situation a été confirmée par des organismes des droits de l'homme, nationaux et étrangers, comme Amnesty International et la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH).

Les renseignements disponibles suggèrent que, dans d'autres cas, même quand ne sont pas effectuées des opérations conjointes, les membres de la force publique et les paramilitaires maintiennent des liens étroits à différents niveaux (Goldman, 2005).

Un cas emblématique de tout ce développement des activités conjointes de militaires et paramilitaires a été vécu dans la commune 13 de la ville de Medellín, lors de l'opération ORION.

L'armée et les paramilitaires ont agi de concert afin d'exterminer de cette zone urbaine les groupes de miliciens qui y étaient opérationnels et peupler le quartier de sympathisants des paramilitaires. Un témoignage fourni par le Mouvement Social des Déplacés d'Antioquia (MOSAD), lors du deuxième forum sur le déplacement forcé, affirme que: *“avant et durant l'opération ORION, l'exode des familles a été presque total, mais au cours des derniers mois un grand nombre de personnes est revenu. Le problème, c'est que les voisins ne sont plus les mêmes et il n'est pas nécessaire d'avoir deux sous de jugeotte pour savoir qui sont les nouveaux habitants”* (Angarita, et al., 2008, p. 53).

Postérieurement à l'opération Orion, ce qui s'est passé dans la commune 13 a été: *l'implantation d'un nouvel ordre arbitraire et violent, cette fois du fait de paramilitaires, de démobilisés et de la délinquance commune qui n'assassinent pas autant de personnes, mais agissent de la même manière basée sur la capacité d'intimidation et la terreur [...] on note une transition des groupes armés présents pour contrôler le territoire, la population et les ressources, qui sont passés de ce secteur à toute la frange occidentale de la ville, incluant les circonscriptions de San Cristóbal et Altavista. Ces groupes armés qui, à présent, agissent d'une manière plus subtile, exercent un contrôle sur les ressources, qu'elles soient le fruit d'activités légales, illégales ou de la captation de ressources publiques, recourant à cette fin à l'intimidation et à la violence. En parallèle, le pouvoir militaire des Farc et de l'Eln dans la ville et dans la commune 13 a diminué de manière substantielle, et leurs intégrants sont revenus à leur action traditionnelle qui consiste à utiliser la ville comme un réservoir de richesses pour les raids des fronts ruraux qui sont actifs dans les régions proches de Medellín, renonçant à disputer aux paramilitaires le contrôle territorial et de la population, comme ils l'avaient fait jusqu'en 2002* (IPC. 2007, p. 36).

La grande difficulté qui se présente tant pour les gens qui ont toujours vécu en milieu urbain au milieu de ce conflit, que pour les déplacés qui arrivent à Medellín, est de survivre dans cette situation grandement conflictuelle. À cet égard, Naranjo dit que: *“l'état de guerre dans les villes [...] à l'intérieur s'ouvrent des cas de figure dans lesquels les différents acteurs prétendent imposer des ordres alternatifs dans la ville ou la suprématie de l'ordre légal en vigueur. [...] Les villes sont maintenant un objectif géostratégique et non seulement un contexte ou un théâtre pour acteurs armés affichant une idéologie ou une politique différente.* (Naranjo, 2005, p. 82).

C'est que Medellín est une ville d'une grande importance stratégique pour tous les groupes participant au conflit, pour l'État colombien et pour les groupes d'entrepreneurs nationaux et

étrangers; depuis les années 80, se développent des travaux d'infrastructures et des actions de contrôle social et militaire pour concrétiser le projet "Le Pacifique, une nouvelle dimension pour la Colombie"²¹. Généralement, ce modèle de développement implique l'exigence de dépeupler les régions nécessaires à l'implantation et à l'aménagement des infrastructures nécessaires.

"Dans la logique de ce projet, Medellín, ville-région, se lance comme une métropole de taille internationale financée par l'argent de prêts internationaux pour mettre en oeuvre les transformations d'urbanisme essentielles pour atteindre ce statut" (Escobar, 2000, p. 105).

Au centre-ouest de la ville où est situé Blanquizal, est projetée la construction du Tunnel de l'Occident qui connectera la ville à d'autres sous-régions d'Antioquia et à d'autres départements offrant des débouchés maritimes où se situeront les futurs ports. C'est aussi un des principaux couloirs pour le passage des groupes armés, ce qui a enclenché "la dispute pour le territoire et la population" (Angarita, et al., 2008, p. 45) et le déplacement subséquent de la population. De cette manière, les personnes qui avaient trouvé un lieu pour s'installer ont subi un nouveau déplacement. Ces déplacements intra-urbains ont été vécus par différentes familles urbaines, certaines n'ayant jamais connu ce drame et d'autres venant de la campagne en qualité de déplacés. Tout cela, souvent avec la complicité par omission de l'État qui, à plusieurs reprises, a également appuyé les expulsions avec recours à la force publique. Dans d'autres cas, c'est la municipalité qui requiert les terrains pour des travaux d'infrastructures et de développement, et propose aux habitants un relogement auquel elle ne procède pas, ou à moitié, leur promettant de payer le loyer de leur nouveau logement et finalement, quand les personnes déménagent et occupent leur nouveau logement, elle ne paie que les premiers loyers et, ensuite, oublie ses promesses comme le relate un habitant de *Esfuerzos de Paz II*:

Nous attendons pour voir s'ils vont nous déplacer aussi d'ici. Pensez qu'après avoir tellement lutté ici, on est tristes de se retrouver dans la même situation de déplacé que là-bas et de devoir courir

21 Comme l'illustre Escobar, ce projet a été présenté en 1989 par Virgilio Barco, alors Président. Il expose *l'excellente situation géographique de la Colombie et ses énormes ressources naturelles, avec le dessein de proposer de grandes options à l'investissement global [...]. Suite au positionnement économique des fameux "tigres asiatiques", le bassin de l'Océan Pacifique est devenu un lieu préférenciel pour les routes du marché mondial [...]. Ce projet prévoit des travaux comme: deux ports pour des navires de grand tonnage, l'un à Bahía Cupica sur l'Océan Pacifique et l'autre dans le golfe d'Urabá, sur l'Atlantique [...]; une route (pont terrestre interocéanique), un chemin de fer et un oléoduc interocéanique qui uniraient les deux ports [...]; l'exploitation d'un immense champ pétrolier [...]; l'exploitation de minéraux [...]; la construction de deux aéroports internationaux près des ports maritimes [...]; plus de dix projets hydroélectriques associés au complexe d'infrastructures qui unit les deux ports [...]; localisation de zones industrielles [...]; connexion routière des ports du projet avec le reste du pays, initialement avec la ville de Medellín et les sous-régions d'Antioquia [...]; et l'exploitation forestière, halieutique et de la biodiversité [...]. La plupart des territoires situés dans ces régions par où passe ce projet "ont été littéralement balayés par les paramilitaires" ce qui a généré un des plus grands déplacements forcés de population de l'histoire nationale. (Escobar, 2000, pp. 91-101).*

ici aussi. Où allons-nous terminer, que vont-ils faire de nous? Vont-ils nous donner une petite maison ou nous laisser en plan? C'est ce qui nous attriste, il faut attendre pour voir ce qui va se passer. Ici, ils nous font payer un impôt foncier pour y vivre. Alors, on pense que s'ils nous font payer un impôt foncier, on a au moins le droit qu'ils nous laissent ici ou qu'ils nous solutionnent le problème du logement. Mais ils nous amènent à des quartiers, on pense à nos enfants, qui sont plus difficiles. Nous savons que le conflit armé est partout, alors moi par exemple, j'ai toujours dit que les enfants d'ici, ils ont été élevés ici, et ce sont des jeunes qui n'ont pas causé problème, sans vices et pas excités. Ces sont des jeunes qui sont plutôt attachés à leur famille et qui aiment faire la fête... Et les transférer à d'autres quartiers où le conflit armé est plus fort et où on n'est pas connus...il faut voir ce qui va se passer.

Nous avons parlé de réimplantation, mais le problème a été quand le gouvernement a commencé à offrir ce loyer, alors les gens n'ont pas attendu. Ils vont me payer le loyer, très bien, je m'en vais. Et la plupart sont partis.

Tous ceux qui sont partis, sont partis payer ce loyer. Plus d'un a regretté d'être parti parce que le gouvernement n'a pas tenu parole. Par exemple, si vous n'aviez pas les papiers que le gouvernement vous demandait, on vous disait tout simplement: "nous ne pouvons pas continuer à vous payer le loyer, car vous ne correspondez pas à ce que demande le gouvernement". Alors, ils sont restés en plan. Ils ne peuvent plus retourner là-bas parce que soi-disant que le Simpad les a expulsés. Alors, sur le terrain vague où était la maison que le Simpad a démolie, ils n'ont plus rien à y faire. Ils ne laissent plus rien faire à la personne qui y vivait ni à toute autre qui la remplacerait.

Doña María Adelaida a été une de celles qui nous a commenté qu'est venue plus d'une famille lui dire:-Ah! Je me suis retrouvée sans l'aide que le gouvernement m'avait promise! Les unes à cause des documents exigés, les autres parce qu'elles ne travaillent pas. Par exemple, si je suis sans travail, je ne vais pas pouvoir payer les charges, et le gouvernement paie le loyer mais pas les charges. Alors, pour donner un exemple, si je n'ai pas d'emploi ou de source de revenus pour toucher un salaire pour manger et payer les charges, alors les charges restent impayées. À ce point, le gouvernement dit –le contrat consiste à payer les charges à l'échéance du mois, si vous ne les payez pas, nous ne pouvons pas vous garder ici. Alors, les gens doivent partir dans la douleur. Et plus d'un en difficulté a dû aller chez des membres de sa famille parce qu'il ne savait pas comment payer ses charges. Alors, il est resté sans l'aide promise. Ici, ils n'ont pas attendu pour voir si

réellement cela allait fonctionner pour tout le monde. On leur a offert une somme d'argent et un marché de 300.000 pesos. Les gens se sont enthousiasmés et sont partis. Ils n'ont pas attendu pour dire "partons tous" ou "restons tous", pour voir quelle solution ils nous réservent. Au contraire, ils sont partis sans penser à ce qui pouvait leur passer d'un jour à l'autre.

Des cas comme celui-ci sont très fréquents dans les récits des gens. C'est pourquoi, ils ne croient guère aux promesses qu'on leur fait et ils préfèrent lutter jusqu'au bout pour conserver un lieu sûr où vivre.

Les arguments de l'administration municipale manquent de flexibilité. Elle dit qu'elle offre aux gens d'évacuer les lieux où ils vivent et de s'installer dans un nouveau quartier, que pendant un temps elle paiera le loyer jusqu'à ce qu'ils reçoivent un logis de substitution, à condition que les gens paient les services publics et qu'en plus, le premier mois, ils recevront un marché de 300.000 pesos. Vu comme cela, c'est intéressant, mais le problème prend corps quand ces personnes, qui normalement n'ont pas d'emploi stable, ne peuvent pas payer les services publics d'eau, d'électricité et de tout-à-l'égout. La municipalité entend cela comme une rupture du contrat et cesse de payer le loyer qu'elle avait promis. De cette manière, les gens ont encore plus de problèmes, car s'ils ne paient pas les services publics, l'entreprise leur coupe la fourniture et, en plus, le propriétaire de la maison les oblige à partir, et ils se retrouvent à la rue, sans pouvoir revenir à leur quartier d'invasion d'origine parce que leur ancien ranch a été détruit, et la force publique a reçu l'ordre de ne pas laisser reconstruire d'habitation, vu l'engagement qu'ils avaient assumé de vivre dans un autre quartier.

Pour approfondir un peu plus les difficultés auxquelles font face les déplacés intraurbains et ce qu'ils doivent découvrir progressivement, voyons d'un peu plus près comment est la vie quotidienne au milieu des acteurs en armes, comme l'indique le rapport IPC, 2007.

Les activités des groupes qui opèrent dans la ville se partagent entre actions criminelles, affaires illicites, détournement de ressources publiques et stratégies de contrôle social. Dans la plupart des quartiers de Medellín, ces acteurs en armes restent les maîtres des lieux du vice, c'est-à-dire des lieux de gestion et de vente des substances illégales. En outre, ils continuent d'extorquer les véhicules de transport public, étant propriétaires de quelques-uns, les commerçants et les habitants des quartiers qui sont sous leur coupe. Ils contrôlent aussi les ventes d'alcool, les maisons de prostitution, magasins, boulangeries, les activités usuraires et spéculatives. Qui plus est, sur de

nombreux sites urbains où ils ont démontré leur pouvoir de nuisance, ces groupes armés maintiennent le contrôle de la population, comme les opérations coup de poing, désignées populairement comme “la pela”, les déplacements forcés intraurbains, la violence sexuelle, les tortures, les disparitions forcées et exécutions, entre autres (IPC, 2007, p. 29, cit. par Gómez G., 2010, p. 74).

C’est encore plus sensible depuis la fausse démobilisation de plus de 32 000 paramilitaires au cours d’un processus plein d’irrégularités que beaucoup d’analystes de la réalité nationale ont dénommé “*reconversion paramilitaire*” consistant à profiter du processus de démobilisation pour légaliser leur emprise, leurs capitaux et leurs profits” (IPC, 2007, p. 30).

Tout ceci est corroboré par un rapport du même institut qui précise que les paramilitaires: “*ont modifié leur manière d’agir, mais que leur pouvoir militaire, politique et social reste intact [...] aujourd’hui, ce qui est en jeu, ce n’est pas seulement la légitimité de l’État, sinon en particulier les droits et libertés constitutionnels essentiels pour la pleine existence de la dignité humaine et, en particulier, des droits comme la liberté d’expression, d’association et de pensée, menacés par l’intimidation des groupes paramilitaires. Les organisations communautaires de base et les leaders communautaires appartiennent aux secteurs les plus vulnérables, et c’est là que s’exerce l’intimidation de la part des groupes armés, alors que les femmes et les jeunes sont victimes du recrutement forcé et de la violence sexuelle.*

Comme une situation inhérente à la dynamique du conflit armé que maintient le pays [...] les pouvoirs illégitimes des acteurs armés, en particulier des groupes paramilitaires, restent actifs, sont en vigueur et se manifestent en temps de crise pour exercer aussi une pression de type politique [...]. La diminution substantielle de la violence, hier massive et généralisée, s’explique aujourd’hui d’une autre manière [...] maintenant, elle est mise en oeuvre de manière sélective, on intimide et effraie les habitants, et on perçoit un tribut de porte à porte, ce qui donne naissance à un régime illégal de fait” (IPC, 2007, pp. 33-36).

De même, d’autres organismes internationaux, comme Amnesty International, en font état dans leurs rapports: *La violence paramilitaire continue tant à Medellín que dans le reste du pays [...] Le paramilitarisme n’a pas été démantelé, simplement “réinventé”. Puisqu’il a pris par la force le contrôle de nombreuses zones de la Colombie et qu’il s’est implanté dans beaucoup d’entre elles, il n’a plus besoin de disposer de nombreux contingents de paramilitaires en uniformes et fortement armés (Amnesty International, 2005, p. 41-55).*

La majeure difficulté de toute cette problématique est que l'État lui-même est profondément impliqué, mais il se présente comme un État victime et ne veut pas reconnaître la présence de ces groupes paramilitaires, prétendant que le pays est dévasté par des bandes criminelles de trafiquants de stupéfiants, d'un côté, et, de l'autre, par des narcoterroristes, comme on désigne actuellement les groupes guérilleros. On veut nous montrer un État post-conflictuel, dissimulant ainsi une réalité que les chercheurs sociaux nationaux et étrangers signalent dans différents rapports, comme le mentionne León Valencia Agudelo dans le prologue du livre "Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos": *Les derniers gouvernements se sont efforcés de transmettre l'idée que nous étions face à un "État victime", à des institutions qui luttaient corps et âme pour repousser des groupes illégaux qui se disputaient le territoire et commettaient toutes sortes de forfaits contre la population civile, "une démocratie assiégée", comme l'a dit un chercheur de renom [...]; cette idée a fait son chemin parmi les gouvernements européens et américain. Les manifestations de solidarité en faveur d'un État impuissant qui chercherait anxieusement à soumettre les groupes illégaux, sans grands résultats, ne se sont pas fait attendre. Les États-Unis ont rapidement fourni leur aide militaire et l'Europe a proposé un éventail de mesures de coopération pour chercher des solutions de paix. La parapolitique a démontré que l'État n'était aucunement la victime. Une partie importante des élites régionales et nationales, ayant une présence déterminante dans l'État – que ce soient des hauts fonctionnaires du gouvernement ou des membres éminents des organes soumis au suffrage populaire – s'est alliée aux paramilitaires et aux trafiquants de stupéfiants pour consolider sa suprématie dans et en dehors de l'État et fausser le jeu politique (2007, p. 11).*

Compte tenu de cet environnement difficile à comprendre pour les gens extérieurs au conflit, et que ceux qui arrivent du dehors doivent assimiler lentement, en provenance dans notre cas de la campagne, l'assimilant souvent sans le comprendre, existent aussi les déplacements intraurbains qu'un auteur qualifie comme "*toutes les trajectoires de déplacement forcé pratiquées et exacerbées dans la ville*" (Naranjo, 2005, p. 88). Ce transfert du conflit à la zone urbaine se manifeste par l'expansion du paramilitarisme et la confrontation avec des milices de gauche qui finalement cèderont le territoire à ces groupes qui sont de plus en plus hégémoniques dans la ville et dans le pays.

Mais, face à tous ces événements, la population déplacée n'est pas restée telle quelle. Elle s'est organisée, a fait acte de présence dans différents groupes, a constitué des associations de déplacés

pour pouvoir être entendue, organisé des forums et déployé une série de stratégies comme des déclarations à l'opinion publique, des lettres aux fonctionnaires de l'État, des protestations sur la voie publique, des occupations d'églises, de services gouvernementaux, d'universités, des actions légales – surtout des tutelles –, la formation de commissions de négociation, entre autres, pour faire appel à la solidarité, dénoncer les signalements et les menaces de la part des fonctionnaires et des acteurs en armes, divulguer les multiples violations des droits de l'homme dont elle est victime et exiger des solutions conjointes face à sa situation particulière et à celle d'autres familles exilées et sans abri à Medellín. Une de ces associations s'appelle l'ACA (Asociación campesina de Antioquia²²).

Toutefois, la réponse à ces associations qui exercent un type de pression de la part des déplacés et des groupes d'appui social ne s'est pas fait espérer. L'opposition a exécuté un grand nombre d'assassinats de leaders sociaux, de syndicalistes défenseurs des droits de l'homme et de toute personne qui remettait en cause ses agissements, comme ce fut le cas, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, de l'assassinat du défenseur des droits de l'homme pour lequel l'État colombien a été condamné: *“On condamne l'État colombien pour l'assassinat de l'avocat humaniste défenseur des droits de l'homme, Jesús Valle Jaramillo, assassiné à titre de représailles pour les dénonciations faites entre 1995 et 1998 de la connivence existant entre l'Armée nationale et le paramilitarisme, avec l'aide des Coopératives de surveillance privée “Convivir” dans le département d'Antioquia.* (Groupe interdisciplinaire des droits de l'homme- GIDH-Serás Memoria, Medellín, 2009, p. 5).

L'histoire des abus et de la réponse étatique peuvent être consultées dans la presse qui nous rappelle ce qu'il est advenu des familles déplacées du quartier de Blanquizal. En 1997, des centaines de déplacés et de sans abri ont occupé un pic dans l'ouest de la ville, connu sous le nom de Blanquizal. –après avoir été expulsés à plusieurs reprises d'autres terrains –improvisant des constructions et revendiquant leur droit constitutionnel à vivre sous un toit à eux en toute sécurité (El Colombiano, 5 avril 1997, p. 6B). Quelques jours plus tard, près de 5 000 “envahisseurs” abandonnaient la zone tandis que des bulldozers de la municipalité abattaient les ranchs. Plus de 60% de la force publique disponible dans la ville y ont pris part, et cette action est restée dans les annales comme la plus grande expulsion enregistrée à Medellín. Un des expulsés commente *“nous ne sommes pas des*

22 Organisation non étatique à but non lucratif. Cette organisation a pour objectif de *“promouvoir le renforcement des processus organisationnels de base des communautés paysannes et des populations déplacées par la force, qui permettent d'apporter une contribution au Mouvement Paysan au travers de l'appui, de l'orientation et du développement du processus de formation, d'organisation, de mobilisation et de recherche visant à l'autonomisation, à l'interlocution et à la reconstruction du tissu social de ces communautés”*. (ACA, 2009b, p. 21).

combattants. Ça nous paraît donc inouï qu'ils aient mis toute la police ici" (El Colombiano, 9 avril 1997, pp. 1 et 12 A).

Le déplacé doit aussi lutter ou affronter d'autres problèmes comme le disait Jesus dans l'implantation *Esfuerzos de Paz* quand il nous racontait qu'il était discriminé pour être Afro, déplacé et, en plus, envahisseur. Manquait seulement le mot pauvre. Sur cette discrimination que doivent affronter les déplacés, Naranjo écrit:

"une représentation du déplacé selon laquelle il incarnerait par son existence et son malheur la conjugaison de tous les mots de la guerre: le danger, le banditisme, le sang versé, la violence, la crainte, la désolation [...] Les représentations du déplacement et leur association avec la fatalité de la violence et de la guerre conduisent à imaginer que celui qui fuit, le fait parce qu'il "est redevable de quelque chose" et que sa situation de déracinement est la conséquence de ses propres actions, de ses engagements politiques antérieurs, des appuis fournis à l'une ou l'autre des forces en présence; par conséquent, c'est un indésirable, un être gênant, porteur d'embrouilles, un délinquant potentiel duquel il n'est pas nécessaire de s'occuper, que mieux vaudrait éviter [...] Ce qui prédomine, ce sont les soi-disant identités fabriquées par les victimes et découlant de justifications politico-militaires de leurs actes de guerre, on crée un champ symbolique propice à imbriquer et confondre en une même image, celle du bandit déplacé, deux acteurs distincts par essence: le guérillero et le déplacé. Cette image stigmatisée du déplacement forcé est le voile qui occulte les responsabilités publiques et les engagements institutionnels et sociaux à l'égard des victimes [...] le stigmaté poursuit les déplacés jusqu'à leur lieu de refuge et, de même, les culpabilise comme source de désordre et de difficultés, qui altèrent les niveaux et les conditions de vie des résidents, ce qui rend encore plus difficile leur insertion dans l'imbroglio socioprofessionnel des sites d'accueil. L'image du bandit déplacé contribue à sa perception comme "ennemi public" qui vient perturber la vie urbaine, amener des problèmes et formuler des demandes impossibles à satisfaire; en d'autres termes, il est considéré comme un problème et, en outre, comme un problème d'ordre public qui se résoudra par l'application de la loi à ceux qui la violent ou la menacent, si bien que souvent sont appliqués des procédés essentiellement policiers et coercitifs pour empêcher l'arrivée des déplacés ou pour les obliger au retour, sans qu'existent les conditions minimales pour ce faire" (Naranjo et al., 2001, pp. 28-29).

Les déplacés sont victimes de cette stigmatisation dans différents secteurs urbains. En plus, cela fait longtemps qu'en Colombie, c'est devenu dangereux de participer et d'organiser une manifestation

contre l'establishment, car immédiatement les protestataires sont qualifiés de guérilleros en civil. Lorsque la presse montre les protestations, elle commente qu'elles sont infiltrées par la guérilla, comme lors du dernier chômage des exploitants agricoles, en 2013, quand ont été arrêtés et présentés à la justice bon nombre de dirigeants, alors que d'autres étaient assassinés. La presse a suggéré des infiltrations de la guérilla lors de cet arrêt de travail.

Dans un communiqué, le réseau des droits de l'homme du sud-ouest colombien (Francisco Isaias Cifuentes) dénonçait à l'opinion publique qu'il y a *des paysans gravement blessés, des attaques contre les biens civils, des détentions arbitraires et des retards dans la mission médicale. Tout ceci est le résultat d'attaques indiscriminées pendant lesquelles ont été utilisés des engins non conventionnels (projectiles artisanaux et "pommes de terre" explosives), des armes conventionnelles (gaz lacrimogènes, rafales de projectiles d'armes à feu, grenades assourdissantes et chevrotine) lors d'opérations militaires et paramilitaires par les forces combinées de l'armée, de la police nationale et de civils contre la concentration d'humbles paysans qui participaient à la journée nationale de protestation et d'arrêt de travail à durée indéterminée dans l'agglomération de Mojarras de la Municipalité de Mercaderes dans le département du Cauca.* (5 décembre 2013, www.reddhfic.org).

C'est ainsi que se déroulent les marches et protestations en cas de dissentiment au sein des communautés colombiennes, mais les tactiques du paramilitarisme continuent de s'appliquer au quotidien comme le rapporte Amnesty International.

“On utilise systématiquement des tactiques de terreur pour dissocier les liens –réels ou imaginaires– entre les communautés civiles et les groupes de guérilla et pour faire taire ceux qui font campagne en faveur des droits socioéconomiques ou de la justice en cas de violations des droits de l'homme (Amnesty International, 2005, p. 7). Ainsi qu'il a été également mentionné dans ce rapport, des dizaines de milliers de civils ont été torturés, pris en otage et fait disparaître. La grande majorité des homicides, “disparitions” et tortures de non-belligérants pour motifs politiques, a été l'oeuvre de paramilitaires appuyés par l'armée.

Pour compléter ce panorama et pour voir jusqu'où est impliqué l'État dans le développement et les activités paramilitaires pour le contrôle de la population, examinons une loi approuvée sur initiative du gouvernement afin d'amnistier des milliers de paramilitaires et qui fait de l'action paramilitaire un délit politique, ce qui a été très critiqué par la communauté internationale: “*La loi Justice et Paix*

a également fait entrer les paramilitaires dans la catégorie politique en définissant leurs activités comme de la sédition, qui en vertu de la loi colombienne est classée comme délit politique. Selon la Constitution colombienne de 1991, les coupables de délits politiques ne peuvent pas être extradés. Le bureau colombien du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme a critiqué cette législation qui définit comme délit politique une conduite qui relève clairement du domaine de la délinquance commune [...] ceux qui organisent de tels groupes ou s'y unissent ne le font pas pour supprimer ou se substituer à l'organisation institutionnelle de l'État dont ils se déclarent défenseurs ou protecteurs, ni pour empêcher son libre fonctionnement, sinon pour satisfaire des intérêts illégitimes d'une nature particulière” (Amnesty International, 2005, p. 21).

Le rapport d'Amnesty International est long et analyse les liens du gouvernement et des militaires avec les paramilitaires. Un de ses paragraphes précise: *“Aussi le paramilitarisme n'est-il pas simplement une stratégie contre-insurrectionnelle, mais aussi un phénomène qui englobe des mécanismes de contrôle politique et social, ainsi que la promotion d'un modèle économique basé sur la concentration de la terre et sur les projets agricoles, miniers et d'infrastructures à grande échelle. Cette politique s'est instaurée sur les violations généralisées et systématiques des droits de l'homme, y compris les déplacements en masse de civils qui ont facilité l'expropriation illégale de terres grâce à laquelle les paramilitaires essaient de blanchir les richesses accumulées suite à leur dépendance du trafic de stupéfiants [...]. Un autre paragraphe mentionne: Tout “processus de paix” qui ne prendrait pas en compte l'influence corrosive du paramilitarisme dans la société et le rôle que les forces de sécurité et les élites politiques et économiques exercent dans le développement, la coordination et le financement du paramilitarisme, serait de peu d'utilité pour résoudre cette crise.* (Amnesty International, 2005).

Toutefois, les familles qui arrivent de la campagne, ne doivent pas affronter seulement la violence et la peur, mais aussi le chômage, la discrimination, la vulnérabilité, la précarité de la vie dans des quartiers périphériques, sur des terrains susceptibles de glissements. Elles doivent également se mesurer à la faim, à l'incertitude du lendemain, au froid et à la pluie dans des ranchs précaires en plastique et en bois; lutter contre la nostalgie de ce qu'elles étaient: des paysans, agriculteurs, pêcheurs ou mineurs; ou de ce qu'elles avaient: terrain, maison, amis, famille. Passer du rural à l'urbain, c'est renoncer à tout cela pour devenir un déplacé, un numéro, un indésirable qui arrive au quartier comme une nuisance.

Mais tout cette problématique sociale que vivent les déplacés est occultée par la situation d'ordre public et la violence vécues en ville. Il serait, toutefois, intéressant de jeter un regard sur la

présentation des résultats d'une enquête réalisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU auprès de 1503 foyers d'exilés. Cette enquête montre que cette population présente de très graves problèmes de dénutrition et un taux de morbidité six fois plus élevé que le taux normal de la population colombienne. En outre, le document signale que 92 déplacés sur 100 sont pauvres et que 80% sont indigents. 63% a un logement inadéquat et 61% vivent entassés, si bien que le PAM conclut que *“les déplacés sont les plus pauvres entre les pauvres”* (El Colombiano, 29 novembre 2003, pp.1 et 12A).

Et le panorama n'est pas près de s'améliorer, même si l'État après la soi-disant “démobilisation” des groupes paramilitaires, veut montrer un pays en situation post-confliktuelle. Les chiffres de déplacés n'ont pas diminué. Ils ont même augmenté comme le montre le rapport du Conseil pour les droits de l'homme et le déplacement forcé (CODHES, 2012): *Pendant 2012, au moins 256 590 personnes ont été obligées de se déplacer. C'est dire que 65 748 familles ont été forcées d'abandonner leurs foyers pour protéger leurs vies et leur intégrité, comme conséquence des violations systématiques des droits de la population civile par les groupes armés liés au conflit et de l'insuffisance de mesures opportunes, pertinentes et efficaces de protection de la part de l'État.*

C'est ainsi que, en décembre 2012, le chiffre cumulé de victimes du déplacement forcé en Colombie se montait à 5 701 996 depuis 1985, conformément aux estimations historiques du Conseil pour les droits de l'homme et le déplacement forcé (CODHES). En moyenne annuelle, 211 778 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays. Pour les 15 dernières années, cette moyenne monte à 296.988 personnes qui chaque année ont été déracinées, arrachées à leurs liens sociaux, familiaux et politiques, à leurs racines culturelles et à leurs moyens de subsistance économique dans la plus pure dynamique de la spoliation, du repeuplement et de la reconfiguration des territoires qui ait été vécue dans un pays au cours des deux dernières décennies (CODHES, 2012, p. 12). Selon ce même rapport, les motifs sont identiques depuis des années et les causes se répètent. Les dénonciations publiques ne sont pas suivies d'effet, engageant ainsi plus profondément la responsabilité de l'État.

Selon le rapport sur le forum réalisé auprès de l'Universidad Nacional de Colombia et organisé par des professeurs et étudiants de la Faculté des Sciences Humaines et Économiques, *lors d'une des interventions et réflexions générées à l'occasion de cet espace, il est important de souligner la proposition d'un des conférenciers invités, représentant le Centre de Recherche et d'Éducation Populaire (CINEP) qui a argumenté l'existence d'une étroite relation entre certaines zones de déplacement forcé et l'instauration présente ou future de grands projets économiques et*

d'infrastructures, par exemple les communautés noires du Pacifique et le fonctionnement du canal Atrato-Truandó.

Le rapport concocté en 2012 par le CODHES précise:

“...De manière disproportionnée, les violations des droits de l’homme dans les départements de la côte Pacifique ont engendré un nombre élevé de victimes pendant ces dernières années, reflétant non seulement l’intensité du conflit armé qui, comme nous le verrons ci-dessous, a produit en 2012 le plus grand nombre de déplacements massifs de ces dernières années, mais aussi les intérêts économiques d’une zone considérée stratégique pour le modèle de développement qui s’impose et pour les activités des acteurs légaux et illégaux...(CODHES, 2012, pp. 10 et 11).

Comme nous l’avons vu, on trouve ces mêmes caractéristiques dans les municipalités où les disputes et déplacements tournent autour de l’extraction de l’or, du pétrole, de la masse végétale pour la transformer en carburants ou de la perspective à court ou moyen terme de grands investissements d’infrastructures pour le commerce international et pour la génération d’énergie (routes, ports, centrales hydroélectriques). Ceci est ratifié par les chercheurs du CODHES 2012, dans ce document.

De plus, dans plusieurs municipalités, le déplacement forcé est la réponse agressive des GPD²³ (Groupes paramilitaires démobilisés) à l’initiative de restitution des terres (loi 1448 de 2011)²⁴ formulée par l’État et/ou à la défense des communautés autochtones en faveur de leur autonomie territoriale.

Pour les enfants des déplacés, la bataille s’annonce dure aussi. Dans ces quartiers, la famine est palpable. Une des cliniques spécialisées de Medellín a dénoncé la famine des enfants qui habitent les versants de la ville. Elle est patente lors des consultations médicales qu’ils reçoivent et dans les taux de dénutrition des patients de ces quartiers; les professeurs mentionnent que les parents leur demandent de l’argent pour acheter des denrées alimentaires. Le taux de dénutrition est élevé et beaucoup d’enfants arrivent à l’école sans avoir pris leur petit déjeuner.

Un des exemples qui nous permet d’observer le manque de clarté sur les responsabilités spécifiques est le cas des enfants déplacés qui ne parvenaient pas à accéder à l’éducation. Lors de notre travail

²³ Les GPD ne sont pas considérés par l’État comme des acteurs du conflit armé colombien. Il considère que c’est de la délinquance de droit commun et les déplacements qu’ils génèrent ne sont pas comptabilisés par le gouvernement ni ne reçoivent aucun type de soutien.

²⁴ Cette loi a des ennemis parmi les paramilitaires qui ont fondé un groupe armé contre la restitution des terres.

sur le terrain, nous avons trouvé un nombre élevé d'enfants descolarisés dont les parents nous disaient qu'ils n'avaient pas trouvé de place à l'école. Était patente l'impossibilité des professeurs de se retrouver à la tête de groupes de plus de 50 élèves. Un reportage de presse peut illustrer cette situation. On y trouve des discours qui se soustraient aux responsabilités: à partir de la position adoptée par un représentant de la *Corporation Région* qui affirmait que le déni d'accès réel des enfants déplacés à l'éducation montre le manque de responsabilisation et l'abandon qui est le lot d'une population "*qui en vertu de la loi doit être traitée de manière prioritaire*".

Bien que l'éducation soit un droit constitutionnel des enfants, les recteurs des institutions éducatives déclarent que ce n'est pas la faute de leurs institutions et qu'ils n'ont pas suffisamment de places. D'autre part, le représentant du Réseau de Solidarité sociale (chargé des déplacés) dit que cet organisme se limite à renvoyer les déplacés au Secrétariat à l'Éducation municipale pour leur trouver une place et, de son côté, ce Secrétariat dit que tout dépend de l'élargissement de la couverture et allègue qu'il n'existe pas de ressources suffisantes, et que pour cela, il faudrait bénéficier d'une aide de l'étranger.

En Colombie, selon le rapport du DANE (2012), 87.7% des 5-21 ans vont à l'école et 12% de cette population n'a pas de couverture scolaire (Bulletin de presse, Bogotá, D.C., 21 novembre 2012). Lorsque les enfants déplacés arrivent aux quartiers, ils se voient affectés par ce manque de places dont souffre l'éducation colombienne. Quand ils sont admis à l'école, ces enfants souffrent de la discrimination de leurs camarades de classe.

Toutefois les enfants ont une grande capacité d'adaptation et ils s'accommodent plus facilement des difficultés qu'ils doivent surmonter en ville. Pour eux, se faire de nouveaux amis, avoir de nouveaux professeurs et une nouvelle école, est une porte ouverte sur un nouveau monde.

Une difficulté supplémentaire à laquelle doit faire face cette population est le second déplacement, intraurbain cette fois, phénomène en pleine croissance, ceci du fait de difficultés d'adaptation dues aux bandes de quartiers. Ce déplacement forcé intraurbain (DFI) est fortement sous-évalué comme le montre le rapport du CODHES (2012). C'est dû au désir d'anonymat de cette population, car ce nouvel exil est généralement consécutif à l'extorsion, au micro trafic de drogues illicites, au trafic de stupéfiants et à la mobilisation de troupes de jeunes qui intègrent les bandes paramilitaires, à présent appelées GPD, dans des quartiers qui ne sont pas suffisamment pris en compte par l'État à cause de leur marginalité et de leur "illégalité" comme espace urbain.

Un autre motif de la sous-évaluation des déplacements forcés intraurbains est que, pour la plupart, ils sont occasionnés par les GPD et, comme nous l'avons dit, ce n'est pas présentable pour le gouvernement qui continue d'occulter la réalité actuelle. Mais ce n'en est pas moins une problématique pour la ville et pour ceux qui vivent dans leur chair l'abandon forcé d'un espace, encore tout juste en construction.

Ce phénomène serait ce que certains auteurs nomment la re-victimisation, car beaucoup de ces déplacés, pressés de reconstruire leurs vies, ont assumé la direction d'associations, de conseils d'action communale et d'autres initiatives sociales, ce qui les a amenés de nouveau à être victimes dans ces zones de stigmatisation, signalements et intimidations, et ensuite à être la cible de disparitions forcées, de détentions arbitraires et d'assassinats.

Un exemple de ce que nous venons de dire est ce qui arrive aux leaders d'associations de déplacés qui prétendent récupérer leurs terres. Ces personnes, tant les leaders que les réclamants font l'objet de menaces et d'assassinats comme ceux de 5 réclamants de terres (Manuel Ruíz, leader des réclamations de terres en Urabá; Ever Antonio Cordero à Valencia; Miller Angulo, leader déplacé de Tumaco; Jairo Mejía Martínez, réclamant de terres à Montería, Fanny Jhoana Truaquero, fille du leader des réclamations à Curvaradó. Il existe probablement plus de victimes que le CODHES n'est parvenu à enregistrer (2012), toutes connexes au processus de restitution des terres. Ce qui est ennuyeux, c'est qu'il y a beaucoup d'autres habitants qui sont préoccupés par l'infiltration de groupes armés dans les espaces de participation des victimes, étant donné que "après chaque rencontre de victimes, augmentent les menaces" car, du fait des initiatives collectives et des processus sociaux des communautés, ils sont la cible des signalements, stigmatisations et intimidations dans les secteurs d'implantation, et ensuite de détentions arbitraires de leaders, disparitions forcées et assassinats. Il s'agit donc bien d'une re-victimisation de la population.

Cette situation n'est pas nouvelle en soi. Elle correspond à la manière de s'en prendre aux leaders des associations, des conseils d'action communale et des syndicats. Par exemple, en avril 1999, l'Association Paysanne d'Antioquia (ACA) révélait un chiffre scandaleux qui mentionnait 32 leaders assassinés, depuis le début de l'année, qui appartenaient au tissu social de leurs communautés (El Colombiano, 15 avril 1999, pp. 1 et 3A).

D'autre part, en 2001, a été dénoncé l'assassinat de Gildardo Restrepo, dirigeant du Mouvement Social des Déplacés d'Antioquia (MOSDA) et président d'une coopérative multiactive. Ce crime a été perpétré dans le quartier La Cruz, dans la commune nord-est. Avant ce fait létal, cette personne

avait été harcelée par différents groupes armés et détenue, en cours d'année, pendant deux mois, sous l'accusation d'être un milicien des FARC (El Colombiano, 28 juillet 2001, p. 12A). Quelques mois après ce brutal assassinat, a été publié un article intitulé "*les déplacés se sentent menacés*", dans lequel, de même, un représentant du MOSDA dénonçait que la force publique patrouillait avec des personnes en civil, le visage couvert, et demandaient aux enfants où étaient les leaders des implantations. Cela se passait depuis plus d'un mois dans des quartiers comme 20 de Julio, centre-ouest, dans la partie haute de La Cruz et à La Honda, nord-est. Les leaders ont informé le gouvernement et la police de ces irrégularités, mais tant la force publique que le Réseau de Solidarité Sociale ont nié ces accusations (El Colombiano, 23 novembre 2001, p. 11A).

Rapport 2013 de la délégation asturienne des droits de l'homme: la mission a pu constater la paralysie du processus de restitution des terres et les menaces reçues par ceux qui défendent leur restitution. Les déplacés de l'hacienda Tranquilandia (Aracataca, Cesar) ont déclaré à cette mission que, face aux menaces reçues, ils n'y retourneraient qu'avec un accompagnement international; cette demande de protection a été réitérée par les différentes communautés paysannes visitées. La mission a reçu des renseignements sur comment, dans la perspective du gouvernement, au moins dans la région d'Urabá, l'aboutissement du processus de restitution est conditionné par les rapports de sécurité de l'armée.

Dans cette problématique qui leur sert de cadre, les gens apprennent lentement, non pas à vivre, mais à survivre, disait un déplacé. Ils apprennent cette survie de leurs compagnes et compagnons d'infortune. Les bureaux administratifs sont des endroits où les déplacés forment des liens d'amitié et forment de petits groupes sociaux où l'un transmet à l'autre son expérience pour effectuer toutes les démarches nécessaires pour pouvoir intégrer le système d'identification des déplacés qui leur permet d'accéder à des avantages économiques offerts par l'État à cause de leur qualité de déplacés. Comme nous l'avons vu, ce n'est pas facile de figurer sur ces listes. Tout dépendra de l'interprétation subjective faite par un fonctionnaire public qui analyse la situation de la famille qui déclare ses expériences vécues. Ce sont ces fonctionnaires qui décident sur la base des renseignements fournis par la personne, de la cohérence des données, du type de violence subie et du groupe armé qui est responsable de la violation des droits de l'homme. La famille aura le droit de continuer à réclamer ses droits ou de refaire les démarches, mais avec le conseil d'un spécialiste, par exemple d'un avocat, qui suivra le dossier.

De nombreux cas soumis par les déplacés montrent qu'ils ne parviennent pas à comprendre comment fonctionne ce système. Considérons le cas particulier de María. Un groupe paramilitaire qui semait la terreur dans son village de Río Sucio (Chocó) l'a contrainte au déplacement. Après avoir assassiné plusieurs personnes, le groupe a fait savoir à quelques-unes qu'il les avaient identifiées comme "sympathisantes" de la guérilla, qu'il les cherchait pour les assassiner. Cette déclaration de María montre clairement quel est le groupe responsable de son déplacement. Mais, plus tard, quand l'époux de María retournera au village, angoissé parce qu'il ne décroche aucun emploi à la ville, il sera assassiné par ce même groupe. Les fonctionnaires qui recueillent la déclaration acceptent qu'elle a été déplacée par un groupe armé en marge de la loi et qu'elle peut être inscrite dans le registre unique des victimes du conflit, mais ils décident aussi que son époux n'a pas été assassiné par un groupe armé en marge de la loi, sinon par la délinquance de droit commun. Pour tenter de clarifier cela et pouvoir accéder aux subsides gouvernementaux versés pour l'assassinat d'un membre de la famille par un groupe de ce type, María a dû parcourir tous les bureaux et effectuer beaucoup de démarches, mais elle n'a pu faire accepter la thèse de l'assassinat par un groupe en marge de la loi, partie intégrante au conflit armé colombien.

Par contre, l'époux de Nora a été considéré assassiné par des groupes en marge de la loi et non pas par la délinquance de droit commun, comme nous le raconte son épouse.

L'histoire de Nora ne nous permet pas de comprendre quels critères ils peuvent avoir pour déterminer que l'époux de Nora a bien été tué par un groupe en marge de la loi dans le cadre du conflit colombien et celui de Maria par la délinquance de droit commun. Le premier a été tué en ville. Il n'avait jamais fait l'objet de menaces et son épouse ne savait pas quelle était son activité. Le second a été tué en milieu rural, en plein conflit armé, alors qu'il avait déjà été déplacé et qu'il savait ce que pouvait lui coûter le retour au pays. Mais l'angoisse du chômage l'a décidé, ainsi que le fait d'être une victime de la ville, de la ville qui exclut des milliers de paysans qui essaient de se refaire une vie loin des travaux agricoles, là où le déplacé fait partie du paysage urbain comme le dit Ulrich Oslender (2010) dans son article: "la banalité du déplacement". C'est la banalisation qui fait que les déplacés cessent d'avoir de l'importance pour la ville qui les assimile sans leur fournir de solutions. Ce sont eux qui doivent par leur ténacité s'unir pour former des regroupements et ainsi obliger la ville à les reconnaître, à leur donner un espace qui leur rende leur importance.

Même si la ville essaie de ne pas les voir et de les avaler comme s'ils faisaient partie du paysage, les déplacés rejoignent au quotidien les files de chômeurs, grossissent la population des quartiers

périphériques en construisant des ranchs, en alimentant les cordons de misère toujours plus nombreux dans une métropole adepte de l'économie extractive, oublieuse des personnes. Pourtant ces personnes forment des familles, et les familles constituent des quartiers qui magnifient les problèmes des adultes, des jeunes et des enfants qui grandissent sous l'influence d'une culture dans laquelle ils doivent survivre à tout prix, apprenant à mendier ou à faire la queue pour solliciter les subsides de l'État. Mais nous trouvons aussi des gens qui ont eu une expérience préalable, ont formé des associations de déplacés comme le Mouvement Social de Déplacés d'Antioquia (MOSDA et ANDAS).

Ces expériences préalables sont citées par des auteurs comme Gallego et Tobón; certains secteurs de la commune nord-est sont des communautés aux caractéristiques plus homogènes quant à l'origine de leur population. Un grand nombre de leurs habitants proviennent de l'Urabá, de secteurs de cette région qui historiquement a eu des processus organisationnels très forts. Beaucoup d'entre eux sont membres du Parti communiste, de l'Union Patriotique et de différents syndicats qui, par le passé, ont connu leur apogée sur la scène politique de cette région d'Urabá. Parmi les leaders de ces implantations, plusieurs d'entre eux ont été conseillers municipaux. Les auteurs affirment que, depuis leurs débuts, ces communautés ont eu différentes formes d'organisation qui orientaient la vie communautaire; l'organisation sociale ne se limitait pas aux affaires strictement politiques ou organisationnelles, mais s'étendait aussi à l'aspect économique par le biais du développement de petits projets productifs de subsistance et de travaux d'amélioration physique du secteur. (Gallego, Tobón, 2005).

Des associations comme MOSDA et ANDAS ont fait pression sur les gouvernements pour qu'ils prêtent une oreille attentive à leurs demandes. Ce n'est qu'en 2001 que la municipalité de Medellín a commencé à promouvoir des actions en faveur des déplacés, c'est-à-dire quatre ans après la loi 387, quand a été activé dans la ville le comité municipal pour la population déplacée, qui avait été créé en 1998. De cette manière, s'est élargi le débat public sur la problématique de la population déplacée à des instances comme le conseil municipal. Ainsi, selon Naranjo, "à partir d'alors, le traitement des déracinés a combiné des mesures compensatoires et des remèdes, comme l'aide humanitaire d'urgence, avec des actions isolées de restauration assorties de mesures répressives comme les expulsions, tout particulièrement entre 2001 et 2003 (Naranjo, 2005, p. 96).

Plus tard, les réclamations des déplacés acquerront plus de vigueur. Ces derniers auront un plus grand pouvoir d'organisation pour rendre palpable leur situation et pouvoir se ménager un espace

dans la société. Dans la presse de l'époque, on peut lire des chroniques des actions entreprises par les déplacés et la réponse de l'État; "Ce qui a commencé comme une occupation pacifique par près de 500 déplacés d'installations d'organismes publics, a terminé par de forts affrontements entre la police et les manifestants, après que les autorités les aient expulsés avec emploi de gaz lacrymogènes et de chenillettes anti-émeutes. Dans la matinée, des paysans déplacés de plusieurs régions d'Antioquia sont entrés dans les bureaux de la Chambre de Commerce pour protester contre la carence de logements, d'aliments, de santé et d'éducation. Après plusieurs heures de dialogue avec des fonctionnaires du Secrétariat du Gouvernement, le contrôleur des services publics et la police qui avaient occupé l'édifice, ils sont sortis et sont allés jusqu'à INURBE. A cet endroit aussi où la négociation avançait de manière satisfaisante, ils ont été rejoints par d'autres déplacés. Comme ils n'avaient pas obéi à l'ordre d'évacuation de la rue et de l'édifice, la police est entrée avec deux chenillettes et des forces anti-émeutes, après quoi se sont déclenchés de forts affrontements dont les principales victimes ont été les enfants, à cause des gaz lacrymogènes lancés par la force publique pour disperser les gens" (El Colombiano, 8 novembre 2001, p. 12A).

Lors de forums et de colloques qui ont tourné autour du déplacement, la discussion a porté sur la non-adoption par le gouvernement d'actions concrètes pour résoudre le problème de fond du déplacement forcé. En effet, il ne procède qu'à des actions ponctuelles et d'urgence en faveur de quelques déplacés, mais ses actions et ses politiques n'attaquent pas le problème des déplacés à la racine. Au contraire, les actions désarticulées et ponctuelles servent de dérivatif, car les communautés se perdent en exigences qui restent superficielles et les éloignent de discussions de fond comme le droit à la restitution de leurs terres, les conditions matérielles de vie et la dignité humaine (Gallego, Tobón, 2005, p. 10). Il n'existe donc pas de plans intégraux pour rendre effective la loi 387 de 1997.

Actuellement, il n'y a pas de garanties pour résoudre ce problème du retour aux terres ce dont quelques rapports apportent la preuve; les chiffres montrent Antioquia, département colombien dont la capitale est Medellín, comme le département qui présente le plus d'actes de violence contre les réclamants depuis l'entrée en vigueur de la loi 1448 de 2011. Voyons quelques notes d'organismes internationaux:

"Amnesty International demande au gouvernement colombien de s'occuper des graves manquements lors du processus de restitution des terres. Il doit, notamment, garantir une restitution des terres complète et durable, doit traiter du manque de protection aux personnes qui

désirent faire retour à leur terre et doit déférer devant la justice les responsables de l'expulsion de millions de personnes de leurs foyers". C'est la principale recommandation du rapport "Un titre de propriété ne suffit pas: pour une restitution durable des terres en Colombie".

Il s'agit d'un document complet qui détaille les avancées de la loi des Victimes et de la Restitution des terres. En particulier pour ce qui est du retour des propriétaires légitimes à leurs terres, dans un contexte de conflit armé comme celui que vit le pays. L'objectif consiste à se rendre compte des avancées et des faiblesses de cette politique institutionnelle, ainsi qu'à présenter une série de recommandations qui contribueraient à une meilleure application.

Le rapport porte sur les données des années 2013-2014 et inclut un travail sur le terrain dans les départements du Cauca, Valle del Cauca, Sucre, Cesar, Magdalena, Atlántico et Meta, ainsi qu'à Bogotá. Il prend aussi en compte les opinions des défenseurs des droits de l'homme, du gouvernement, des réclamants et des victimes du conflit armé.

«Les divers acteurs colombiens ont fait preuve d'un appétit insatiable pour obtenir et maintenir le contrôle sur des terres qu'ils considèrent fondamentales pour leurs divers intérêts. Parmi ces acteurs, on trouve les forces de sécurité et les paramilitaires (agissant seuls ou en connivence), les groupes guérilleros, certaines élites politiques et des milieux d'affaires de plusieurs régions, les trafiquants de stupéfiants et autres associations délictuelles, note le document».

Parmi les données qui résultent de l'analyse, on note que depuis 1985 *plus de 6 millions de personnes (13% de la population colombienne) ont été contraintes de se déplacer et qu'en 2013, autour de 220 000 ont abandonné leurs foyers pour des motifs connexes au conflit armé. Selon les données officielles, on calcule que 8 millions d'hectares ont été spoliés, soit 14% du territoire national. Ce qui préoccupe Amnesty International, c'est qu'au 1 août 2014 avaient été rendus aux paysans moins de 30.000 hectares, alors que les communautés indigènes en avaient récupéré 50.000 –en une seule sentence-. Mais le plus grave c'est qu'on observe que la majorité des cas de restitution de terres qui ont trouvé une solution correspondent à des familles qui étaient rentrées avant le démarrage du processus de restitution".*

Dans une coupure de presse de mars 2014, nous lisons:

Information du Centre International de Tolède pour la Paix (CITpax). Les risques de réclamation de terres en Colombie, menaces de mort, assassinats et intimidations, les stratégies employées pour éviter que les réclamants retournent à leurs foyers. Juges des terres, réclamants, avocats des victimes et même journalistes font partie de la longue liste de personnes qui ont reçu des intimidations pour leur participation au processus de restitution des terres en Colombie. Le nombre

de menacés, à partir de 2012, se monte à plus de 500, selon ce qu'a révélé en septembre passé un rapport de Human Rights Watch qui énumérait, en plus, 17 cas d'assassinats de leaders, depuis 2008, évidemment consécutifs aux demandes de restitution.

Le phénomène semble s'aggraver à mesure qu'augmentent les réclamations, que sont présentées les demandes de restitution et que les familles commencent à rentrer dans leurs foyers. C'est que pour le Centre International de Tolède pour la Paix (CITpax), en sus de la violence lors du processus de restitution des terres, existent des dynamiques sous-jacentes qui sont occultes et cumulent intérêts légaux et illégaux.

Conformément au rapport "Acteurs armés illégaux et processus de restitution et de réclamation des terres en Colombie", présenté par le CITpax, les groupes armés sont ceux qui ont le moins d'intérêt à ce qu'aient lieu les processus de restitution des terres à des paysans et à des communautés; derrière eux, il y a des acteurs légaux qui ont des intérêts particuliers sur les terres réclamées: "Acteurs traditionnels –certains économiques, d'autres politiques et du monde de l'entreprise -, d'autres, apparemment membres –ou anciens membres- de la force publique. Chacun d'eux a aussi une certaine capacité d'infiltration des institutions étatiques (Incoder, Défense du peuple, procureur, etc.) ce qui constitue une stratégie partiellement "non violente" qui complète les actions armées contre ceux qui réclament leurs terres et mettent en oeuvre les processus de restitution", indique le document.

Des cas emblématiques: le document du CITpax présente aussi sept études de cas qui mettent en oeuvre des processus de restitution des terres (Montes de María, Alto y Bajo Atrato Chocoano, Urabá Antioqueño, Cesar, Las Pavas, Meta et Magdalena) qui, en plus de mettre en scène l'impact violent des acteurs armés illégaux sur les réclamants, rendent compte de la possible existence d'alliances pour favoriser des intérêts légaux et illégaux. Par exemple, dans le cas des Monts de María, le texte indique l'existence de plusieurs "indices qui mènent à la constitution ou au patronage de groupes armés illégaux par des entrepreneurs de la zone pour faire obstacle à la restitution de terres et favoriser le succès de leurs affaires". Le rapport mentionne des déclarations faites par un démobilisé qui affirme que certaines entreprises –qui se seraient approprié frauduleusement les terres de paysans déplacés, avec l'appui de mandants locaux, chercheraient à lever des groupes armés pour faire obstacle à la restitution des terres: "[...] [les entrepreneurs] veulent qu'on recrute des troupes à leur service, pour les gens de Génesis, pour les entreprises agricoles des Caraïbes et pour toutes celles qui sont installées ici à Ovejas, au Carmen de Bolívar, à

María la Baja, toutes situées dans le Bolivar. Et tout ce qu'ils cherchent, c'est qu'à présent le thème de la restitution des terres s'intensifie [...] (El Espectador, 17 mars 2014). Le MOSDA a encouragé la participation et l'organisation sociale parce qu'il considérait que pour trouver des solutions de fond, comme un retour digne assorti de garanties étatiques, il était nécessaire que les communautés soient suffisamment regroupées autour d'une proposition unifiée de travail qui leur permettrait de transcender les aspects particuliers pour sortir de leur condition de déplacé forcé. Ce type de positions, les actions qu'ils ont mis en oeuvre, les signalements et la stigmatisation qu'a subis cette organisation ont donné lieu à la persécution des leaders. De telle sorte que, le 13 janvier 2003, en matinée, s'est déroulée l'opération militaire Estrella VI, dans le quartier La Honda (nord-est de la ville), avec la perquisition de logements et la détention d'environ 100 personnes (Gallego, Tobón, 2005, p. 11). Il vaut la peine de rappeler que, depuis 2001, ce type d'opérations se déroulait dans d'autres zones de la ville. Dans ce groupe, il y avait 59 intégrants du Mouvement Social de Déplacés d'Antioquia, avec tout le conseil de direction, le président du conseil d'action communale du quartier La Honda et quelques coordinateurs de divers comités de quartier, accusés d'être des idéologues de l'insurrection qui opérait dans ce secteur. Ont participé à cette opération des membres de l'armée et de la police, ainsi que des agents du Département Administratif de Sécurité (DAS), du Corps Technique de Recherches (CTI) et des délégués du procureur. Six personnes non identifiées, au moins, ont participé à cette opération. Elles avaient le visage couvert et accusaient de nombreuses personnes d'appartenir ou de collaborer avec des groupes insurgés. C'est uniquement sur la base de ces déclarations que les personnes ont été emmenées et détenues arbitrairement, sans mandat d'arrêt et accusées du délit de rébellion. Le Procureur qui, quelques jours auparavant était venu dans ce secteur pour se solidariser avec le respect des droits de l'homme, a fourni les informations, accusant ces habitants d'être des idéologues et des terroristes responsables de la prise de l'Université d'Antioquia effectuée 5 mois auparavant. Selon des informations officielles fournies par le commandant en second de la IV^e Brigade de Medellín, durant ces opérations *"n'ont été trouvées que deux armes à feu et les personnes n'ont pas opposé de résistance"*. (El Colombiano, 16 janvier 2003, p. 8A, cit. par Gallego, Tobón, p. 12).

Cette situation vécue par le MOSDA rappelle une des réflexions de Medina relative aux mouvements civiques en Colombie, au cours de laquelle, après avoir mentionné les limites propres à ce type de processus, il montre comment ces mouvements qui *"parviennent vraiment à sortir de l'anonymat, terminent écrasés par l'action de la force publique. Diverger ou protester contre le gouvernement est devenu un problème d'ordre public et qui le fera, passera pour être un homme de paille de la guérilla"*. (Medina, 2006, p. 129).

Un autre exemple de cette situation, c'est ce qui s'est passé avec deux implantations de Medellín, envahies collectivement par des personnes déplacées: La Honda et La Cruz. Quelques-uns de leurs habitants ont participé à l'occupation d'une église et d'une institution éducative. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont incarcérés, accusés d'appartenir à la guérilla et d'autres ont été assassinés (Villa M.I., 2006).

Tout ceci, bien qu'ils aient argué une tentative de renforcer leur processus de résistance en déclarant qu'ils avaient agi à titre d' "*implantation de réfugiés internes pour la paix et les droits de l'homme*" dans le but de provoquer la solidarité nationale et internationale, et de défendre le respect de leur autonomie face aux acteurs du conflit armé (Arboleda, 2003).

En 2004, à cause des harcèlements et des violations constantes perpétrées par la force publique et les groupes paramilitaires, le Mouvement Social des Déplacés d'Antioquia (MOSDA) a cessé d'exister (Gallego, Tobón, 2005, p. 7). En sus de ces affaires externes qui ont déterminé la durée de vie de ce mouvement, il est important de rappeler que la majorité de ses intégrants n'avait pas l'expérience de ce type de propositions organisationnelles; ceux qui formaient le MOSDA étaient des personnes qui, dans leur majorité, apportaient leurs connaissances et expériences de participation dans d'autres types de structures comme les partis politiques, les syndicats, les corporations paysannes et le conseil municipal, entre autres (G. Gomez, p. 99).

Dans ce même document, G. Gómez nous montre comment, pour obtenir un peu d'attention de la part du gouvernement national, les personnes déplacées ont dû recourir à des mécanismes juridico-légaux, comme les actions de tutelle et, qu'en plus, c'est la Cour Constitutionnelle qui représente et travaille pour cette population. En ce qui concerne la politique publique, l'année 2004 est déterminante pour la population déplacée, puisque grâce à l'analyse de 108 actions de tutelle présentées par des déplacés pour dénoncer la violation de leurs droits et exiger leur respect, la Cour Constitutionnelle colombienne a déclaré dans sa sentence T-025 de 2004 l'existence d'un "*État des choses inconstitutionnel*" quant à la situation de la population déplacée à l'intérieur du pays et constaté une violation massive des droits de l'homme, non attribuable à une entité spécifique, mais impliquant plusieurs organes de l'État, par action ou par omission (Commission de suivi de la politique publique sur le déplacement forcé, 2008, p. 14).

À partir de cette sentence de la Cour Constitutionnelle, ont commencé à être mises en oeuvre des politiques publiques, et le gouvernement a été plus conscient du problème du déplacement, ainsi

que les collectivités locales et départementales. La création des comités départementaux et municipaux de déplacés le montre. Dans le cadre du département d'Antioquia, a été créé le Comité départemental d'accueil intégral de la Population déplacée (CDAIPD) et, par l'ordonnance 06 de 2006 a été approuvée la politique publique pour la prévention du déplacement forcé, la protection, la reconnaissance et la réparation des droits de la population affectée par ce délit dans le département d'Antioquia (Mairie de Medellín, 2007, p. 214).

À niveau municipal, et en conformité avec les mandats nationaux et régionaux, ont été formulés les décrets respectifs qui créent (décret 760 du 20 avril 1998) et restructurent (décret 2190 du 9 octobre 2001; décret 0739 du 5 avril 2005) le Comité local d'accueil intégral de la Population déplacée (CLAIPD), et inclus des programmes spécifiques pour cette population sur la base des plans de développement.

Malgré toutes ces avancées vers l'autonomisation de cette population, de même que la reconnaissance par l'État de la situation dans laquelle elle vit, ses conditions n'ont pas beaucoup changé car elle continue d'être en proie à une extrême pauvreté, évoluant par la force vers une appartenance urbaine. Comme le dit G. Gómez, cette population est composée de citoyens qui n'ont pas demandé de venir à la ville, mais y ont été contraints pour sauver leurs vies.

Bien qu'ayant obtenu une reconnaissance de la part de l'État, la situation générale de fond n'a pas changé. Suite à la sentence de la Cour de 2004, après les politiques publiques départementales et municipales des années 2005, nous pouvons voir que l'année 2008 a été une des plus violentes et celle qui a déplacé le plus de gens. En font foi les coupures de presse, de même que les données collectées par les ONG (Journal El Colombiano). "Cette année présente une augmentation de 40% du chiffre de la population déplacée. Le taux national, selon Jorge Rojas du CODHES a été de 632 déplacés pour 100 000 habitants et une moyenne journalière de 1 503 personnes. Antioquia a été le département le plus affecté et Medellín la principale ville d'accueil à niveau régional" (El Colombiano, mercredi 1 octobre 2008).

De même, est manifeste l'incurie étatique en matière d'accueil de la population déplacée, considérant la protestation pacifique dans les bureaux de l'Unité d'accueil et d'orientation (UAO) (El Colombiano, le 8 mai 2008, p. 11A) et la marche du 18 juillet pour les 11 années de non-application de la loi 387. (El Colombiano, samedi 19 juillet 2008).

Il est évident, après avoir visionné les faits vécus et les adaptations auxquelles doivent se livrer les personnes déplacées, que les conditions qui ont donné naissance au déplacement ne sont pas traitées. La violence est toujours utilisée par les groupes armés pour vider les campagnes, mais ces

groupes sont toujours sous l'emprise d'intérêts extérieurs. Le modus operandi est exposé tout au long des témoignages, faits vécus et articles de presse qui montrent que la situation de ces personnes est très préoccupante pour toute la société qui au fil des ans a centré son intérêt sur l'économie, laissant de côté la croissance des personnes et leur bien-être. Dans cette dynamique, il est facile de voir comment l'éviction de la campagne de populations entières est connexe à la mise en oeuvre de projets économiques et à la nécessité de gagner de l'espace. C'est ce qu'expose M.N. Bello:

“Il est coutume d'affirmer que le déplacement forcé est le résultat du conflit armé interne et des stratégies de violation du DIH par les acteurs armés; en ce sens, les chiffres officiels se bornent à indiquer comme responsables des déplacements les paramilitaires (45.67%), les guérillas (12.32%), les Forces armées de l'État (0.65%) et les 19% restants sont imputables à 2 ou plusieurs acteurs armés. C'est toutefois une vérité bancale qu'il est nécessaire de clarifier, car derrière les groupes paramilitaires, avec leur palette d'exercices privés et leurs discours justiciers, s'occultent et s'abritent les intérêts de grands éleveurs, trafiquants de stupéfiants, capitalistes nationaux et transnationaux. Les actions des paramilitaires, ainsi qu'il a été mentionné ci-dessus, représentent ou poursuivent aussi une lutte anti-subversive, fonctionnelle, complémentaire ou substitutive de l'action des organismes de sécurité (d'où l'omission, la complaisance et la collaboration de ces derniers”) (M.N. Bello, 2003).

Mais ces populations ont appris à survivre et à faire face aux difficultés. Souvent, elles se refusent à partir et ont recours à une stratégie de développement partiel, allant passer une brève période dans un lieu proche de leur propriété, afin de ne pas perdre leur terre, avec l'intention d'y retourner quand les agresseurs seront sortis du territoire occupé. Mais ce phénomène n'est pas très fréquent, et c'est pour cela que certains déplacements se vivent par étapes. Comme le signale le rapport du CODHES qui dispose des statistiques des populations qui subissent des déplacements deux ou trois fois dans un temps relativement court. Mais cette stratégie est plus utilisée par les populations indigènes et afro qui migrent initialement vers les chefs-lieux de canton pour déployer une stratégie de résistance. Les processus de résistance conduits en particulier par les communautés indigènes et noires sont révélateurs de la signification conférée au territoire pour l'existence même des communautés et, en ce sens, de leur ferme décision de lutter pour ce que représente le droit à l'autonomie et à la vie.

Les liens entre militaires, paramilitaires et grands groupes économiques persistent et servent à la lutte contre les insurgés. À cette fin, ils utilisent différentes stratégies comme l'attaque de toute population ou personne qu'ils considéreraient, à tort ou à raison, comme des sympathisants de la guérilla. L'attaque sélective aux leaders syndicaux et sociaux a été une des modalités utilisées en l'espèce.

Tout cela a amené certains types d'organisations sociales à disparaître en tant qu'associations. À présent, beaucoup de déplacés préfèrent essayer de régler leurs problèmes de manière individuelle, mais il n'ont d'autre choix que celui de s'associer aux pratiques gouvernementales qui les transforment en dépendants des "aides" et ne leur laissent pas la liberté de s'associer et de construire eux-mêmes un nouvel avenir. Les politiques gouvernementales sont donc une forme d'assistanat pour ceux qui s'inscrivent comme déplacés. Ils pourront recevoir des subsides et compensations économiques qui les aideront à survivre, mais le droit d'association et de réflexion sur la situation vécue et ses causes, est toujours plus restreint. De la sorte, il n'y a aucune possibilité pour que cette population obtiennent du gouvernement qu'il mette un terme aux causes du déplacement que vivent des millions de Colombiens, et le déplacement des personnes et populations qui habitent des zones stratégiques pour le "développement" du pays persistera, dans des conditions identiques à la situation actuelle.

Ce pays présente un déséquilibre radical au niveau de la propriété de la terre, où 0.4% des familles les plus riches du pays sont propriétaires de 60% des meilleures terres (N. Castrillón, ACA, Asociación Campesina de Antioquia, p. 253).

Pour essayer de trouver une solution au problème du déplacement, certains analystes ont des propositions intéressantes au niveau du diagnostic. L'un d'entre eux est M. N. Bello qui dit:

"Si l'on prétend freiner cette stratégie, il est nécessaire d'ajuster certains facteurs, ce qui suppose de prévoir des actions qui vont du contrôle des processus de commercialisation de la terre des déplacés et de régulation de la guerre conformément au DIH, au repositionnement et à la réorientation du modèle de développement national et son insertion dans une logique d'accumulation globale sur la base d'une proposition qui privilégie le respect de la culture, de l'identité et de l'intégrité des communautés par-dessus les intérêts des propriétaires terriens et du capital national et transnational".

On affirme que contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays où le déplacement est associé à des faits guerriers concrets, ponctuels et spécifiques qui ont lieu dans un laps de temps relativement court et intensif, en Colombie, le déplacement est une constante historique qui traverse la vie nationale depuis la fondation de la république jusqu'à nos jours. Il montre au cours de l'histoire des conjonctures en dent de scie avec des périodes de relative stabilité de la population (Naranjo G., déplacement forcé en Colombie, 2001).

Tandis que le gouvernement n'affronte pas le déplacement comme un vrai problème, il continue de le regarder comme une conséquence des affrontements et du conflit que vit le pays et ne le voit pas comme un instrument utilisé pour vider les campagnes. Tant qu'il ne proposera pas une solution en ce sens et que les conditions seront identiques par manque de décision claire et énergique de la part de l'État et de ses politiques économiques, si n'est pas résolu le problème de la propriété de la terre, tant que l'État n'exercera pas sa fonction d'accorder la reconnaissance et la protection publique des droits humanitaires, civils, politiques, économique-sociaux et culturels à chaque citoyen, nous vivrons cette stratégie du déplacement forcé.

13. 3 Survivre À La Ville

Après son arrivée à la ville et l'immersion dans des problèmes à tous les niveaux, après avoir découvert la discrimination qu'implique l'appartenance à un groupe social qui doit s'installer à la périphérie de la périphérie de la ville, après avoir été discriminé comme déplacé et être considéré comme un fauteur de troubles importés d'autres régions, les commentaires des voisins peuvent être: "S'il est déplacé, il y a des motifs". Mais il trouve aussi l'appui d'autres personnes qui ont vécu le même drame. Ayant su là où il doit se présenter et avec qui il doit parler, après avoir construit un ranch où vivre, il doit se mesurer à la survie en ville, s'adapter à un nouvel environnement et apprendre à gagner sa vie. Commence alors le chemin de croix de la recherche d'un travail dans une ville débordée par le nombre de chômeurs. Pour beaucoup, la seule alternative est le travail informel, les ventes de rues, la débrouillardise à base d'activités peu conventionnelles pour survivre, comme dans le cas de Nora qui sollicitait le don de vêtements de seconde main pour les écouler dans un point de revente. Il y a beaucoup d'autres activités comme la vente d'aliments dans les rues, tels le poisson, la banane plantain mûre avec du fromage ou des beignets.

Le service domestique est une des alternatives d'emploi qu'ont les femmes venues de la campagne. Elles deviennent des femmes qui s'occupent, et parfois élèvent, des enfants à la ville puisqu'il est fréquent et nécessaire qu'elles travaillent hors de chez elles.

Bien souvent, à l'occasion du travail domestique dans des familles aisées, ces femmes nouent des liens d'amitié et de solidarité. Alors, les vieux meubles des maisons où elles travaillent peuvent devenir les nouveaux meubles de la maison de l'employée. La pose d'une nouvelle porte, la remodelation d'une cuisine, tout cela va passer dans les maisons de la périphérie. Certaines incorporent les meubles de la résidence secondaire des patrons, leurs vêtements et même leurs chaussures. Tous ces objets ont une seconde vie, comme ces personnes qui reprennent leur vie loin de leur ancien territoire. Comme le suggère Axel Honneth, c'est une lutte que livre chaque individu dans toute société, une lutte pour la reconnaissance sociale, économique, juridique, politique et culturelle. Ces individus veulent et ont besoin d'être reconnus, tant dans leur vie que dans leurs actes, d'être partie de la société à laquelle ils accèdent. Mais pour en être membres, ils doivent avoir des droits, doivent être citoyens, et la citoyenneté s'entend essentiellement comme le privilège d'avoir des droits et constitue la manière reconnue et acceptée au travers de laquelle les membres de la nation, indépendamment de leur localisation, de leurs différences de race, de sexe et de condition sociale, s'insèrent dans la société politique, participent aux décisions publiques et accèdent à la reconnaissance et à la protection étatique des droits de l'homme, civils, politiques, socioéconomiques et culturels (Habermas, 1999). C'est la prétention consciente ou inconsciente de toutes les personnes et les déplacés ne sont pas l'exception.

Toutes les personnes cherchent la manière d'appartenir à la ville et de survivre dans ce nouvel environnement. Chacun des déplacés raconte comment s'est réalisée son adaptation et comment il a survécu dans l'espace qu'il a trouvé et avec l'activité qui était la sienne, si on lui donne l'occasion de l'apprendre, comme dans le cas de la cadette de María. Un cours lui a été offert pour apprendre à se servir de machines planes pour confectionner des pièces de vêtements dans une maquiladora²⁵. Elle a appris ce travail dans une institution publique pendant six mois et, ensuite, elle est allée travailler pour cette maquila. Elle y travaillait de 7 heures à 19 heures et son salaire dépendait de ce qu'elle produisait. Pas de contrat de travail, de sécurité sociale (santé) et pas de congés payés. Aucune autre prestation sociale. Elle a travaillé dans ces conditions tant que son patron a eu besoin d'elle. Le jour qu'il n'y avait pas de travail était

25 Les maquilas sont de petites entreprises, généralement situées à l'étranger, qui sous-traitent la confection d'une pièce déterminée pour une autre entreprise de plus grande dimension qui détient le contrat de production.

un jour d'allégresse pour ses enfants de 6 et 8 ans. Elle a fait cela pendant plusieurs années, avec de longues périodes d'inactivité. Ensuite, elle a eu la chance de pouvoir acheter ses propres machines, de travailler plus tranquillement et même de trouver une collaboratrice, compte tenu de la quantité de travail qui lui arrivait. Elle s'est connectée de cette manière à la ville et au milieu social autour de son activité. Elle ne gagne pas grand chose, mais c'est suffisant pour mener une vie digne dans une maison sûre et commode pour elle, son nouveau compagnon et ses deux enfants de pères différents qui jamais ne se sont occupés d'eux. Mais cette femme, de même que sa mère María, s'est adaptée à la ville. Le temps et l'application ont permis de surmonter bien des difficultés.

Ainsi que nous l'avons dit, pour les déplacés de la campagne, l'aspect professionnel est compliqué à cause du savoir-faire. Mais pour les jeunes qui arrivent, pour paraphraser Juan José Cañas, "moins je perds, plus je gagne" car les jeunes ou les enfants qui arrivent de la campagne et ont tout à apprendre, ont vraiment une chance, et c'est une chance qu'a eue Nando qui, à plusieurs reprises avait travaillé comme aide-menuisier et, une fois, on lui a offert un travail de soudeur. Il ne connaissait pas ce métier, alors le patron lui a dit: "Venez, je vous l'enseigne". Voilà son anecdote:

(...) "et ensuite, il a appelé mon frère pour qu'il l'aide dans son atelier à briller des fers en acier et mon frère non plus n'a pas voulu, et c'est un autre travail dont j'ai écopé. Ma mère a appelé le patron et a excusé mon frère, lui demandant de me prendre. Vous savez que les mères cherchent toujours des excuses aux enfants, elles ne disent pas la vérité aux gens, le fils est toujours le fils et, en tant que parent, on trouve une excuse pour que le fils ne fasse pas mauvaise figure. Elle lui a dit que moi, le cadet, je pouvais aller travailler, mais le patron lui a répondu qu'un mineur n'avait pas beaucoup d'intérêt pour le travail. Mais il ne me connaissait pas, et comme j'étais mineur, il s'imaginait que j'étais petit, mais j'avais déjà 17 ans. Je ne sais pas ce qui se passait, mais le travail de cet atelier était comme bloqué et, quinze jours plus tard, le patron a rappelé et a dit de lui envoyer le jeune et je suis allé à l'atelier. Quand je suis arrivé, j'ai fait bonne impression car ils m'ont dit: "Ah! Vous avez l'air plus vieux, si je l'avais su je vous aurais pris depuis un bon moment". C'est comme cela que j'ai commencé à travailler avec eux. La première fois, ça a été pour une quinzaine de jours. Peu après, il m'a appelé pour l'aider à démolir une maison qu'il avait achetée et, en plus, il m'a donné des responsabilités pour surveiller la maison et veiller à ce qu'il ne manque rien aux autres travailleurs. Nous travaillions jusqu'à 7 ou 8 heures du soir pour laisser tout prêt pour l'équipe du lendemain. J'ai commencé à travailler avec lui à la construction de la maison, j'ai travaillé presque une année et j'ai terminé par la peinture de la maison. J'étais de nouveau sans travail. Mais environ un mois plus tard, il m'a rappelé pour me dire: "Écoutez

Nando, pourquoi ne venez-vous pas à l'atelier pour voir si vous apprenez à souder?" La première fois, je lui ai répondu que je ne croyais pas être à la hauteur. Voilà ce que je lui ai dit. La vérité, c'est que j'avais peur, et je me suis traité de stupide pendant quinze jours. Mais il m'a rappelé, mais moi je n'avais toujours pas confiance car je voyais la chose très difficile et je n'ai pas la main ferme. Je ne bougeais pas de la maison, j'avais peur d'aller apprendre à souder. Ensuite, le patron a recommencé à insister, et j'en ai parlé à ma mère qui m'a dit vas-y et essaie puisque tu ne fais rien. Si tu apprends, parfait et sinon, tu n'as rien perdu. Alors, je me suis décidé et me suis présenté à l'atelier. Il m'a expliqué comment on soude, et finalement ce n'est pas si difficile. Le patron a été surpris de la vitesse à laquelle j'ai appris et par la qualité de mon travail. C'est ainsi que j'ai appris avec pas mal d'exercices et l'appui du patron et des gars de l'atelier. Jusqu'à ce qu'un jour se présente un travail urgent et, comme le soudeur arrivait toujours en retard, j'ai dû le faire, mais j'ai dit à mon patron: "Et si je le rate? Si tu le rates, nous le referons, et cela m'a donné confiance et j'ai commencé à travailler sur commande, un fer pour marquer le bétail, je l'ai soudé et c'était bien. A partir de là, j'ai eu confiance et j'ai continué à souder et environ deux semaines plus tard, ils ont dit au soudeur qui ne voulait pas travailler, car une personne qui arrive tous les jours en retard, c'est parce qu'elle ne veut pas travailler, de ne plus revenir. Mais ce soudeur n'en avait rien à faire, car quand il m'a vu apprendre à souder, il a compris que j'allais lui enlever le travail, et il est parti peu après et j'ai occupé son poste. Et ça fait douze ou treize ans que je travaille là, parce que j'avais un travail fixe et c'est très important.

Nous, on a dû à une époque crever la dalle parce que si nous avions de quoi payer le loyer, on n'avait pas de quoi manger. Une fois, on a passé huit jours à manger seulement des cédrats qui poussaient près de l'endroit où nous vivions. Il y avait des plantes de cédrat et c'est ce que nous mangions. Avec un emploi fixe, on a beaucoup de garanties.

Avec un travail stable, on avait de meilleures choses, j'avais une assurance-maladie et j'ai commencé à me procurer des facilités. D'abord, une bicyclette, oui, c'était mon mode de transport et ça a duré plus d'une année jusqu'à ce que je me procure une moto, car il faut bien viser plus haut et tenter de grimper.

-Mais d'abord, raconte-moi dans quelles conditions ils t'ont appelé pour souder et pourquoi cela t'a paru impossible.

-À cette époque, j'avais très peur, et je pensais: "Je vais ou non être capable?" J'avais la trouille et la trouille, c'est plus fort que tout. La peur de me mesurer à une activité, c'était le problème, parce que je pensais y aller, mais je ne voulais pas faire mauvaise figure ou faire faire mauvaise figure à mon patron. Si on y réfléchissait quand on est assis chez soi sans rien faire et si on pensait à l'option de chercher l'argent, d'avoir l'argent pour couvrir les dépenses, parce quand j'étais les

bras croisés, c'était ma mère qui devait affronter toutes les dépenses de survie, et on pensait beaucoup à cela et la trouille, ça a toujours été bestial pour moi pour me mettre à faire des choses qui font peur, mais finalement on fait le premier pas et en cours de route les choses se réalisent. Moi, finalement, j'ai surmonté ma peur à cause de l'envie de survivre et de m'en sortir, à cause de la pression de l'obligation, sans cette obligation, je crois qu'on ne vaincrait pas la peur. On surmonte la peur à cause des carences, des besoins. Le besoin de travailler et d'avoir de l'argent, voilà ce qui m'a fait affronter la peur. En plus, ma mère poussait à la roue et disait: "Fais-le, petit". Ses mots étaient "tu es capable, fais-le que tu ne perdras rien en le faisant". L'appui de ma mère a toujours été très important pour moi, car malheureusement mon père, je l'ai perdu très petit, et ma mère a commencé à me servir à la fois de mère et de père (...)"

Telles sont les histoires vécues par certaines personnes qui doivent affronter un monde plein d'adversités. Leur condition est beaucoup plus compliquée. Passer de la campagne à la ville, cela suppose des difficultés. Arriver à la ville en provenance du monde rural est un changement drastique dans la vie de ces personnes. Elle doivent passer de la campagne, avec sa simplicité, l'absence de congestion, son air pur, son silence relatif, ses voisins connus, ses grands espaces, la possibilité de cultiver la terre, à un lieu où il n'y a rien de tout cela, sinon une ville bondée, avec des véhicules, du bruit et sans aucune possibilité de cultiver ou d'être auto-suffisant dans de nombreux domaines. Si on est pauvre comme l'est la presque totalité des déplacés, on est obligé de s'installer dans les quartiers périphériques et de dépendre de la charité d'amis, de membres de sa famille ou de l'État, afin de pouvoir affronter le nouveau contexte.

Si en plus d'être pauvre, on est Afro, la situation est encore plus difficile, comme ce fut le cas pour Jaime, Jesús, Nora et Artemio. Leurs récits mettent en scène un monde d'iniquités du fait d'être Afros. C'est ce qui leur est arrivé quand ils ont prétendu louer un logement.

Sandino n'a pas pâti du fait d'être indigène, parce qu'il est arrivé directement à l'OIA qui lui a fourni le nécessaire et même un emploi. Il y a, il est vrai, des problèmes de discrimination dans son histoire du fait de citoyens qui considèrent les indigènes comme *persona non grata*. Francisco et sa famille, en tant qu'indigènes, ne sont pas parvenus à trouver leur espace dans la ville, comme nous le savons.

María et sa famille étaient des paysans et des métis. Ils n'ont pas été tellement exposés à la discrimination, mais ils ont dû faire pas mal d'efforts pour s'adapter. Ce que tous nos informateurs avaient en commun, c'est qu'ils étaient déplacés, provenaient de la campagne et étaient pauvres à

leur arrivée en ville. A la campagne, ils n'avaient pas beaucoup d'argent, mais menaient une vie digne, avec un emploi et leurs besoins de base étaient satisfaits.

À diverses reprises, ces personnes avaient déjà connu l'exclusion et la marginalité inhérente à la campagne colombienne. Pour les uns, vivre l'exclusion était déjà habituel. Pour les autres, c'était une expérience nouvelle à affronter à la ville où théoriquement ils auraient pu avoir un meilleur accès aux avantages du progrès, comme l'électricité, le transport, le téléphone et aussi aux services sociaux de l'éducation et de la santé pour essayer ainsi de se plonger dans un nouvel environnement et récupérer ce qu'ils avaient perdu à la campagne, mais aussi pour améliorer leur situation antérieure et s'intégrer ainsi peu à peu à la nouvelle société.

Mais la société urbaine a essayé de marginaliser, d'occulter les déplacés, en ne les intégrant pas, en les considérant comme un problème, comme des gens qui sortent de la "normalité". Pour cela, de nombreux déplacés réclament leur intégration dans la société, sans discrimination due à leur qualité de déplacés. Ils demandent d'être des citoyens ordinaires, même si, par contre, il y a des déplacés qui ne veulent pas tomber dans cet anonymat et préfèrent être vus comme des déplacés à la ville pour pouvoir justifier leurs revendications sociales et politiques. Enfin, ils s'articulent autour de la bannière unioniste de "déplacé" qui est le mode de classification et de légitimation de leur existence sociale.

Comme le dit Bourdieu, dans la *Distinction* (1988): "La présence ou l'absence d'un groupe dans le classement officiel dépend de son attitude pour se faire reconnaître, noter ou admettre et, par conséquent, obtenir souvent de force, une place dans l'ordre social et pour échapper ainsi à l'existence bâtarde des "professions et métiers sans nom" (...) ou aux activités illégitimes (...). Les groupes dépendent des mots qui les désignent: en effet, le pouvoir d'imposer la reconnaissance dépend de la capacité de se mobiliser autour d'un nom (...) et, en conséquence, de s'approprier un nom commun, de communier avec un nom propre et de mobiliser ainsi l'union qui fait la force, celle qui crée le pouvoir unificateur du nom, de la consigne" (Bourdieu, 1988, p. 491).

Pour certaines de ces personnes, la survie dans la ville dépend en grande mesure de la condition de déplacé. Pour ce motif, être inscrit au registre unique des déplacés est plus important, disent-ils, que la carte nationale d'identité, puisque cela leur donne accès aux bénéfices qu'octroie le gouvernement. Mais, de même, pour eux, il est important de dissimuler leur identité en tant que déplacés, par crainte d'être poursuivis par les groupes à l'origine de leur déplacement. Ces craintes des déplacés ont aussi des nuances de genre: pour les hommes, la crainte d'être recrutés par les

bandes ou groupes armés et le sentiment d'être sans protection pour former un nouveau projet de vie; pour les femmes, la crainte concerne l'aspect domestique, celle de perdre leurs enfants du fait de la violence, du recrutement forcé ou de la désintégration du foyer.

Le fait d'être déplacé à la ville équivaut à être stigmatisé, à être relégué au rang de citoyen de seconde catégorie. Les déplacés ont besoin d'être constamment en train d'essayer de s'affirmer comme sujet, comme "autre légitime", membres d'une société à laquelle ils appartenaient avant le déplacement, dans laquelle elle ou lui avaient leur espace, leur milieu, leur propriété, ce que certains chercheurs considèrent comme quelque chose d'essentiel pour les personnes. Pour utiliser l'expression de Hannah Arendt, "la garantie de la propriété de la terre est celle qui engendre une insertion dans la "trame sociale": elle est porteuse d'une mémoire et d'un avenir au moyen desquels l'individu se reconnaît comme personne". Cette philosophe allemande, auteur entre autres travaux de "La condition de l'homme moderne (1958), nous rappelle aussi que rien ne doit nous éloigner du plus important pour l'être humain: la condition d'être humain.

Comme le propose Daniel Pécaut qui a étudié la société colombienne et son drame de déplacement forcé, résoudre le problème des déplacés implique rien de moins que refaire une nation, ce qui veut dire à la fois une société et ses institutions. La nation est toujours restée incomplète; aujourd'hui, elle est en pièces. (Pécaut D.). Mais la classe dirigeante de cette nation n'a aucun intérêt à faire ces changements car les élites vivent commodément en marge de ces problèmes sociaux et continuent d'hériter le pouvoir au moyen de fausses élections "démocratiques" où les candidats sont toujours les mêmes. Alors, quand émerge une nouvelle figure qui n'appartient pas à leur espèce, elle est extirpée de l'arène politique par tout moyen, y compris par l'extermination physique, comme ce fut le cas de tout un parti politique (UP) qui se présentait comme une alternative de pouvoir qui menaçait les élites, celles-ci n'étant pas disposées à céder leur position privilégiée.

Pour en revenir à la manière dont ces nouveaux habitants de la ville parviennent à se dépasser et à se ménager un espace personnel au milieu de tant d'adversités, nous pouvons observer le cas d'Artémio qui au début était leader syndical en Urabá et ensuite a dû fuir sans aucune possibilité d'emporter ses effets personnels. Quelques années plus tard, nous le retrouvons dans un quartier périphérique travaillant comme président du conseil d'action communale et c'est lui qui se met à la tête des problèmes du quartier et aide les nouveaux habitants qui arrivent avec les mêmes difficultés que celles qu'il a vécues quand il a été chassé de son village natal. Chez les déplacés, il y a une perception générale selon laquelle le fait que les ressources publiques prennent tellement de retard

et n'arrivent qu'à hauteur de 50%, est dû à la corruption de certains employés publics, et que ce sont ces mêmes employés qui profitent de ces ressources.

En revanche, les employés qui gèrent ces ressources accusent les déplacés de faire un mauvais usage des fonds publics. Ils justifient cette affirmation en disant que tous ceux qui prétendent être des déplacés n'ont pas cette qualité, qu'ils ne devraient pas avoir droit à ces ressources et qu'en plus quand l'argent tombe dans la poche de certains, ils le boivent. C'est ce que disent aussi certains déplacés qui se rendent compte que leurs camarades qu'ils croisent à la banque quand ils vont toucher l'argent, le transforment en boissons alcooliques.

Quant à la manière dont les nouveaux habitants de la ville sont capables de changer de vie et de s'adapter aux nouvelles circonstances, à la nouvelle société, et dont la nouvelle société s'adapte aussi à eux, nous savons que cet échange entre société et individu résulte d'une adaptation réciproque, comme nous le rappelle Humberto Maturana dans "El sentido de lo humano", où sujet et milieu se transforment mutuellement. Dans ce processus d'adaptation réciproque, nous pourrions jeter un coup d'oeil sur ce qu'a fait María, après son arrivée à Blanquizal, et sur la manière dont elle s'est débrouillée à la ville, en connaissant tous les services publics, parlant avec d'autres déplacés, tirant des enseignements de ces échanges et, à son tour, dispensant son savoir pour le plus grand bien de tous.

Après avoir affronté beaucoup de difficultés pour construire une maison modeste dans un quartier périphérique comme Blanquizal, María poursuit sa vie à Medellín, travaillant comme employée de maison à la journée, elle se met à vendre des produits d'une des entreprises de vente à la chaîne qui oblige à trouver des associés qui vendent dans des conditions identiques. Cela permet d'engranger du bonus pour chaque associé qui intègre la chaîne. En plus de ces ventes, María vend des chaussures sur catalogue.

Son second fils qui est doté d'une intelligence supérieure à la moyenne a appris rapidement différents métiers de la construction et la soudure. Grâce à cela, il a acquis une stabilité professionnelle, travaille pour ce secteur et gagne bien sa vie. A présent, il est le responsable d'une petite entreprise de soudure. Cette activité, jointe à d'autres activités parallèles dans le secteur de la construction lui a permis d'acheter un terrain dans ce même quartier de Blanquizal sur lequel, avec l'aide de quelques amis et de son épouse, il a construit une maison, au prix de beaucoup d'efforts et de discipline. Ensuite, il a édifié au-dessus deux autres appartements qu'il a loués, complétant ainsi les revenus de sa nouvelle famille.

Mais pour María les difficultés ne s'arrêtent pas là, car en plus de tous les problèmes qu'elle a connus, suite au déplacement, ils lui demandent maintenant d'évacuer la maison qu'elle a construite au prix de tellement d'efforts, parce qu'elle est située sur un terrain sur lequel va être construite une route. Sa maison a été évaluée vingt-deux millions de pesos (10.000 euros), et elle doit trouver une maison de ce prix pour que la municipalité remplace la sienne. Beaucoup d'habitants de ces quartiers connaissent ce type de difficultés, lorsque la municipalité, comme nous l'avons souligné, s'offre à les reloger et à leur payer le loyer en attendant la nouvelle maison. Souvent, la municipalité ne respecte pas sa promesse et les habitants n'acceptent pas ses propositions. Pour cette raison, María n'a pas voulu abandonner sa maison avant d'avoir en mains les clés et l'acte de propriété de la nouvelle maison que la municipalité s'est engagée à lui fournir en compensation de celle qu'elle habite actuellement et qui est le résultat de tellement de sueur et d'efforts.

Un autre succès de María a été de gagner son procès contre les paramilitaires qui lui ont volé la terre et qui l'ont ensuite vendue à des personnes censées habiter la région. Elle connaissait les arcanes des garanties légales que la Cour Constitutionnelle a imposées au gouvernement pour qu'il adopte des lois sur la restitution des terres.

Après avoir écouté María et passé plusieurs jours avec elle, je lui ai demandé ce qui l'avait amenée à tellement lutter pendant sa vie et à ne jamais se laisser dominer par le chagrin, après la mort de son époux, ensuite de sa soeur et enfin d'un fils. Elle dit n'avoir envisagé qu'une seule fois d'abandonner la lutte, mais elle s'est mise à imaginer ce qu'il adviendrait des deux enfants orphelins de sa soeur, et elle a pensé qu'à présent c'étaient ses enfants et qu'elle avait une responsabilité à l'égard de sa soeur et de ses deux enfants. En buvant deux rhums, elle a évoqué une chanson populaire colombienne qui dit: *“Ne pleurez pas pour ceux qui meurent, pour ceux qui s'en vont pour toujours, veillez sur ceux qui restent si vous pouvez les aider”*. Ça l'a fait réfléchir, et elle s'est dit qu'elle avait encore beaucoup à faire.

Ces histoires nous parlent de la vie des personnes déplacées et de la manière dont elles s'adaptent à un nouvel environnement urbain et parviennent à survivre dans un monde d'adversités, loin de leur monde antérieur. Cette adaptation est une condition requise pour avoir une nouvelle vie en ville, en apprenant à affronter les difficultés: par exemple, la rencontre avec des bandes de jeunes en quête d'argent facile, de jeunes plongés dans une culture de la consommation et de la possession qui

privilégie la propriété d'un véhicule, moto ou automobile, de vêtements et chaussures de marque et d'argent de poche pour consommer des drogues et de l'alcool.

Chacun des déplacés, d'une certaine façon, essaie de trouver une manière de se ménager un espace dans la société et, d'une manière ou d'une autre, cherche aussi une reconnaissance afin d'appartenir à une société qui est souvent rétive à les accepter. Toutefois, certains d'entre eux, par leur persistance et la nécessité de survivre, obtiennent cette reconnaissance qu'ils cherchent. C'est ce qu'a obtenu rapidement un autre déplacé de Tutunendo (Chocó), Jesús qui peu de temps après son arrivée à Medellín, avait déjà un terrain d'invasion, suffisamment grand pour concéder à d'autres déplacés de petits lopins pour qu'ils y construisent leurs ranchs. En tant qu'Afro, beaucoup d'Afros le cherchaient pour qu'il leur permette d'occuper un de ces lopins. Il précise à ce sujet:

“(...) Moi, ils me cherchaient et me demandaient s'ils pouvaient construire leur ranch sur un de ces lopins qui étaient là, et sachant qu'ils étaient déplacés comme je l'avais été, je les laissais faire, et la plupart de ces familles étaient Afros et beaucoup étaient originaires de mon village. C'est ainsi que le secteur s'est peuplé...”

Peu après, ce secteur s'est stabilisé et les gens y vivaient commodément, mais pour Jesús, leader communal, les choses devinrent plus compliquées, ils l'accusèrent de malversations et vinrent des gens d'autres secteurs lui demander de l'argent, ce qu'on appelle “vaccin” en Colombie. Cela signifie qu'on doit donner de l'argent à un groupe armé en échange de sa “protection”. Il chercha alors à parler avec celui qui tentait de lui extorquer de l'argent, car il avait une bonne connaissance des groupes actifs dans cette zone. Il parvint à négocier avec un groupe et à différer les paiements qu'ils demandaient. Il n'a jamais voulu s'étendre sur ses procédés et nous n'avons pas insisté car nous savons que ce sont des questions délicates. Toutefois, Jesús a continué d'être au service de la communauté et à gérer ses propres affaires. A l'époque de la saison de pluies intenses, quand des maisons sont avalées par la terre (tragédie de Villatina), la municipalité est revenue à la charge pour proposer à Jesús et aux autres habitants la politique de l'évacuation en échange d'un loyer. Quelques-uns ont accepté la proposition et ont abandonné le quartier, mais Jesús a pensé que ce pouvait être un leurre, a refusé et invité les gens à décliner l'offre. Certains l'ont écouté, d'autres non. Jesús se rappelle que presque aucun de ceux qui sont partis n'était Afro et il dit “Nous les Afros, nous sommes plus soudés”. Jesús est toujours dans la communauté et il poursuit son bras de fer avec la municipalité pour qu'elle ne les évacue pas et leur propose plutôt une réimplantation, car cette communauté *Esfuerzos de Paz II* se sent unie et ne veut pas être relogée, car cela disloquerait

les liens qui se sont forgés entre eux depuis de longues années. Sur la réimplantation, Jésus précise: “ce que nous cherchons, c’est qu’ils nous laissent ici, améliorent nos logements et notre communauté, alors qu’avec le relogement ils nous disperseraient dans toute la ville”.

Avec tout cela, Jésus est devenu un personnage très important dans cette communauté et, grâce à cette popularité, il a accès à d’autres coutumes culturelles de sa région, comme avoir plus d’un foyer au sein de la même communauté.

Quelques jours après avoir conversé avec Jesús, j’ai connu une personne qui travaillait aussi pour la communauté depuis deux ans et nous avons partagé nos expériences. Cette personne m’a averti de faire très attention à Jesús car c’est un leader très controversé dans la zone, dans le quartier. On dit que lui et d’autres membres du Conseil d’action communale que ce sont des paramilitaires. D’une certaine manière, ceci ne m’a pas surpris car les conversations avec Jesús ont été différentes de celles que j’ai eues avec d’autres déplacés. Il n’a jamais voulu préciser quel groupe l’avait menacé et il faisait des confusions quand il attribuait les comportements d’un groupe armé à un autre. Dans ses conversations, s’entremêlaient les paramilitaires et les guérilleros, et pour lui les deux groupes agissaient de la même manière et avaient les mêmes intérêts. Par contre, pour les autres déplacés, il y avait une différence marquée entre chaque groupe, et chacun avait une proposition différente et opposée. Ceci a une importance vitale pour l’avenir et le développement de la communauté, car comme nous l’avons vu, ces quartiers finissent par être gérés par différents groupes armés comme la guérilla, les paramilitaires et les bandes de trafiquants de stupéfiants.

Si nous laissons de côté cet aspect et les intérêts particuliers de ce *señor*, ce qui nous interloque ici c’est comment Jesús en aussi peu de temps, a pu obtenir une place et une reconnaissance dans ce quartier et dans le secteur. En plus de son passage par le conseil d’action communale, il travaille dans le secteur de la construction et, à la différence des employés de ce secteur, il a un travail plus stable car il est rattaché à une entreprise, chose très rare dans ce type d’activités.

TROISIÈME PARTIE

14. SUR LA RÉSILIENCE

14.1 SUR LA VOIE DE LA RÉSILIENCE

Les changements que connaît le pays sont en conformité avec l'économie extractive sur laquelle est basée le développement des pays du tiers monde, selon les objectifs et les directives de la Banque internationale et d'un système globalisé dans lequel les compagnies étrangères s'installent dans les pays et extraient leurs ressources naturelles. Pour réaliser ces desseins, ainsi que nous l'avions mentionné, le Colombie doit développer des infrastructures adéquates et participer ainsi aux marchés internationaux. La réalisation des objectifs requis nécessite de vastes extensions de terre où construire les mégaprojets. Ceci a conduit à l'expulsion et à l'exode de milliers de personnes sur le territoire colombien où comme nous l'avons déjà cité: "En Colombie, le problème de la terre n'est pas résolu et il est loin de l'être" (Wade, 1996).

Le traumatisme du déplacement commence à la campagne, mais ne se termine pas quand les personnes abandonnent leurs terres. Ce n'est que le début. C'est le premier acte de tout ce qu'ils vont subir. Ensuite, elles doivent affronter de nouveaux défis pour le gain d'un autre territoire, être reconnues et valorisées comme habitantes de la ville. Ici, la lutte sera longue et tout aussi dure que l'expérience de l'exode.

Un des territoires les plus affectés par les déplacements de ses habitants est la région Pacifique où sont en cours le plus de projets d'infrastructures. C'est la zone qui comprend la côte de l'océan Pacifique colombien où sont situés les départements du Chocó, Cauca, Valle et Nariño.

Beaucoup d'habitants de cette région, de même que d'autres déplacés, ont d'abord dû affronter la vie avec la crainte de sentir qu'à tout moment ils allaient connaître le sort d'autres parties du pays, mais ils ne s'imaginaient pas qu'ils allaient devoir faire partie de ce groupe. Ensuite, on passe à l'étape des menaces, des morts sélectives, des disparitions forcées de voisins, d'amis, puis de proches, père, frères, époux ou enfants. Alors, la peur monte d'un cran et on en arrive à craindre pour sa propre vie. Il est nécessaire de partir si on veut la sauver. Il faut tout laisser, cultures, maison, animaux, amis et voisins. On rassemble les objets les plus représentatifs, ceux qui ont le

plus de valeur, qu'on peut transporter facilement et on s'enfuit d'abord vers le village le plus proche, chez un ami, un voisin ou un proche.

Et un jour, le moment arrive comme le rappelle un de nos informateurs: *“ce jour-là, tout était normal, nous nous préparions à envoyer les enfants à l'école, et mon époux avec mon fils aîné allaient sortir préparer un carré pour planter la canne à sucre, lorsque sont arrivés ces hommes sans un mot, ils ont assassiné mon époux devant sa fille, ont emmené mon fils aîné et, à ce jour, je ne sais pas ce qu'il est advenu de lui. L'ont-ils tué ou l'ont-ils emmené pour l'intégrer dans leur groupe? Ce jour-là, des voisins m'ont aidé à creuser la tombe de mon époux, pour ne pas le laisser sans sépulture comme un chien. Ensuite, j'ai pris ce que j'ai pu et je suis partie avec mes trois enfants au village”*.

De cette manière, les personnes commencent leur nouvel itinéraire de vie et passent de l'état de paysans, travailleurs et propriétaires à celui de déplacés. Ils peuvent vivre aussi d'autres drames que nous n'avons pas mentionnés. Un des aspects que nous n'avons pas abordé ici est le *confinement* auquel peuvent être exposés certains habitants. Ceci signifie qu'un groupe armé oblige les paysans à abandonner leurs terres, mais ne leur permet pas de s'enfuir loin, et ils ne peuvent aller au-delà du chef-lieu de canton le plus proche. Ainsi, le paysan abandonne sa terre, mais ne peut pas partir à la ville. Ceci a pour but de ne pas augmenter le nombre de déplacés dans les statistiques officielles. Le problème est bien connu et Médecins sans Frontières, ainsi que le CODHES et d'autres organisations gouvernementales, y font allusion. Pour l'État colombien, ce cas de figure n'a aucune mention statistique, car ces personnes ne sont pas reportées officiellement comme déplacés et ne figurent pas au registre unique des victimes.

D'autre part, nous n'avons pas non plus abordé dans cette étude un autre problème très grave qui affecte la vie de certaines victimes: les abus sexuels. Les responsables en sont les groupes armés à l'encontre des femmes, la plupart du temps. Les reportages et les dénonciations d'abus sexuels sont inférieurs à la réalité, puisque tous les abus ne sont pas dénoncés, soit à cause de l'intimidation exercée ou de la honte des personnes lésées. Dans le conflit armé colombien, les femmes sont devenues un butin de guerre. Les rares plaintes enregistrées impliquent tous les groupes armés.

Être victime d'un déplacement est déjà un traumatisme. Si en plus, on a été violé, souvent en présence des enfants, comme le dénoncent certaines victimes, cela place ces personnes dans une problématique encore plus complexe qui exigera encore plus de force de leur part pour refaire leur

vie. Ce sont ces personnes qui devront montrer une grande capacité pour plus tard passer par un processus de résilience.

Si nous survolons le panorama global des pages précédentes, nous voyons que le conflit armé qui affecte le pays a des effets importants, à tous points de vue, tant politique que social, environnemental et sanitaire, pour ne nommer qu'eux, mais que le déplacé reçoit aussi une décharge émotionnelle très forte avec laquelle il doit apprendre à vivre. Son adaptation à son nouvel environnement dépendra en grande partie de la réponse apportée à cette situation. Pour affronter cette situation, il dispose de plusieurs éléments comme son *background* de faits vécus en communauté, la nature des liens familiaux et les conditions d'accueil. Voilà quelques-uns des outils qui forgeront son avenir.

Médecins sans Frontières a fait une étude sur la santé mentale des déplacés (MSF 2013) que l'État colombien n'a pris en compte que de manière sommaire. L'étude cite quelque chose de particulièrement significatif: "les blessures mentales sont habituellement plus profondes que celles laissées par les balles". Et ensuite, MSF transcrit la déclaration d'une des patientes reçues en consultation [...] *"je ne m'étais jamais sentie comme cela. Je n'avais jamais vu mon époux aussi taciturne, je ne l'avais jamais vu pleurer en silence. Et que dire de mon fils, ce n'est plus le même. A présent, il n'y a pas de tendresse dans son regard, il y a de la rage, de la haine. Je ne sais pas ce qu'il va advenir de nous, maintenant. Il ne nous reste que Dieu et le fait que notre vie ne sera plus la même parce qu'à présent, nous sommes des déplacés"* [...]

C'est que le traumatisme subi lors d'un déplacement reste latent dans les souvenirs et les regrets des victimes qui revivent le passé et les souffrances vécues. Il y a un double traumatisme. Lorsque les souvenirs sont douloureux, ils ressurgissent quotidiennement tant que la blessure ne se referme pas et ils perdurent dans une représentation mentale d'un passé sensible.

Les déplacés doivent vivre avec toute cette problématique, en plus du déracinement. Vient ensuite la lutte pour la reconnaissance dans leur nouvel environnement et, parallèlement, une situation de récupération personnelle que nous pourrions observer comme de la résilience. Il faut affronter les nouveaux défis que tout cela représente, chercher un abri et comment survivre, gagner sa vie, surmonter la perte des êtres chers qu'on a dû enterrer ou de ceux qui sont portés disparus et dont on est sans nouvelles, deuil incomplet bien difficile à assimiler. C'est dans ce triste équipage que la

plupart des 5 millions de déplacés, à ce jour (2011), se mettent en route vers un lieu inconnu et bien différent de leur vie rurale ordinaire.

14.2 Les éléments (équipage) des personnes pour la résilience

Un des éléments les plus importants pour le développement des êtres humains est le lien affectif de la première enfance qui est dénommé *attachement primaire* qui se noue à la naissance avec les “responsables” représentés normalement par la mère, le père ou les adultes responsables des soins du bébé. Ensuite, se noueront les liens secondaires avec les amis, compagnons, professeurs, instructeurs et autres relations significatives pendant le développement de la personne (Anaut, 2012). La théorie de l’attachement qui a été développée par J. Bowlby (1978) est aussi un des fondements de la résilience. Ce lien se forme tôt, lors de la première enfance et devient un des piliers de la sécurité sur lequel va s’appuyer la résilience (Marie Anaut, 2012, p. 69). Même si les parents ne jouent pas leur rôle de protecteurs, l’enfant peut trouver un autre être qui lui procure cette base sécuritaire. Les études montrent que ce n’est pas nécessairement la figure maternelle ou paternelle, et que l’essentiel est d’avoir une base relationnelle qui peut être fournie par un adulte représentatif. (Attachement primaire, Marie Anaut).

Dans ses études, M. Anaut propose trois piliers essentiels pour le processus de résilience: l’individu, les membres de la famille et le pilier social.

Ces trois facteurs vont interagir dans les processus de résilience de l’individu, celui des relations (primaires) du sujet étant d’importance vitale pour développer la résilience. La capacité de l’individu variera lors des différentes étapes de la vie quand ses relations d’attachement aussi peuvent changer, soit pendant l’adolescence, soit lors des crises de l’âge mûr ou lors du vieillissement (Maria Anaut, 2012).

Les relations avec d’autres membres de la famille et des voisins très proches vont constituer un autre élément important du processus de résilience, avec un appui relationnel ou familial, qui forme l’autre pilier du processus de résilience. Si venait à manquer cet appui familial direct, le sujet tendrait à compenser ce besoin par d’autres personnes, comme ses homologues, un professeur ou un ami, dans son cercle de proximité. Le troisième et dernier pilier, est son milieu social en général dans lequel nous pouvons inclure les relations religieuses, professionnelles ou associatives (Cyrulnik et Jorland, 2012).

Voilà donc quelles seraient les fondements des personnes en général et, dans notre cas, des personnes déplacées pour qu'elles soient résilientes et supportent de cette manière les traumatismes générés par le déracinement et les problèmes impliqués par la perte de leur environnement général. Elles s'appuieraient sur ces bases et sur la force impartie pendant leur formation pour continuer à construire une nouvelle vie.

Les personnes résilientes auraient la capacité de surmonter les traumatismes subis et de réorganiser leurs vies dans un nouveau contexte, non pas pour retrouver leurs conditions antérieures, mais pour tirer des enseignements de leur expérience vécue et transformer les circonstances existantes en une nouvelle chance, avec l'aide ou l'appui de leur environnement familial, social et grâce à leurs propres points forts.

Dans son livre "Résilience connaissances de base", B. Cyrulnik (2012) nous présente le processus de résilience comme un événement qui peut apparaître à tout moment de la vie et il nous rappelle, en outre, que la première phase de la résilience succède au traumatisme subi par l'individu, au cours de laquelle il parvient à se remettre de ses émotions grâce à l'interaction du sujet, de son milieu familial et social.

Premiers pas

Dès les premiers moments, les personnes qui subissent le traumatisme du déracinement doivent affronter de multiples difficultés de toute nature et leur santé mentale est gravement affectée, car ces événements excèdent de beaucoup la capacité de réaction de la plupart des sujets. Après cela, elles commencent à se demander comment refaire leur vie et est alors essentiel de pouvoir compter sur quelqu'un d'autre pour reconfigurer sa vie. Dans certains cas, ce n'est pas une personne, mais un événement ou une situation déterminante qui peut générer le processus de résilience, selon les termes de Marie Anault (2012). Par exemple, un de nos informateurs nous relate que la situation de discrimination qu'il devait supporter dans son foyer, au quotidien, du fait de sa peau plus mate que celle de ses frères, l'a conduit à prendre la décision d'abandonner son foyer en quête d'un nouvel horizon. Les individus qui déclenchent normalement ces processus de résilience sont les alter ego, les conjoints, une relation amoureuse, des amis confidents, des professionnels du secteur de la santé ou social, comme des psychologues, professeurs, infirmières, etc.

Les nouveaux habitants arrivent craintifs à la ville. En proie à leurs incertitudes, toute personne est un agresseur en puissance ou son complice. La méfiance est totale et la frayeur est énorme. Il n'existe pas de fil conducteur entre le présent, angoissant et douloureux, qu'ils vivent et l'avenir immédiat et lointain. Les déplacés nous racontent que dans ces moments-là, l'angoisse croît à chaque instant, qu'on ne peut faire confiance à personne, qu'on ne raconte ses expériences qu'à quelques-uns. Chaque matin est un nouveau défi pour trouver de quoi manger et comment subsister les jours suivants.

Dans certains cas, la reconfiguration de la famille est source de nombreuses difficultés. Des personnes étrangères commencent à influencer les enfants, à prendre des décisions qui les intéressent, et on ne peut pas participer car on n'est pas chez soi, par manque de moyens. On n'est ni le maître ni la maîtresse des lieux. Tout cela est porteur de difficultés qui croissent au fil des jours jusqu'à ce qu'arrive le moment où on n'en peut plus, où on doit se déterminer pour pouvoir poursuivre une vie digne, autonome et indépendante. Ces événements arrivent habituellement quand il y a des situations qui les génèrent et qu'on a une histoire qui montre le déploiement d'une énergie personnelle et le désir d'améliorer la situation vécue. Certains informateurs disent ce qui suit: *Moi, à la maison, je pouvais dire ce que nous allions faire, j'ai donné beaucoup d'amour à mes enfants comme on m'en avait donné, raison pour laquelle je n'ai pas supporté longtemps d'être à charge, et nous avons su faire preuve d'une énergie insoupçonnée pour nous extraire de cette maison et aller dans un ranch à nous*". Une situation de ce type pourrait être considérée comme un fait de résilience dont nous parle Cyrulnik.

Une situation similaire a été vécue par une de nos informatrices qui nous disait que dans les premiers jours, tout se passait bien entre les membres des deux familles "quand on arrive, on est peu disert, on a l'esprit ailleurs, on ne veut rien faire et les jours passent comme cela". Mais comme il y avait de jeunes adolescents dans chaque famille, ils ont commencé à se chamailler et la situation du foyer s'est tendue. Cette situation aurait généré chez elle l' "éveil" de son processus de résilience.

Conformément au récit de Carmen, mère de famille, le fait de vivre dans la maison d'autrui et les problèmes des enfants avec les autres membres de la famille sous-tendent l'urgence de partir qu'elle a ressentie. Elle en a parlé à un frère, déplacé lui-aussi, et tous deux ont décidé de trouver un terrain où se construire une habitation. C'est ce qu'ils ont fait. Ils ont construit deux petits ranchs côte à côte pour préserver l'indépendance de chaque famille.

C'est une manière de confirmer la suggestion de Marie Anaut, quand elle dit qu'un évènement peut être à l'origine d'un processus de résilience. Dans le cas de Carmen, la sensation que ses enfants passaient par un mauvais moment, l'a amenée à réfléchir sur sa situation et à en parler à son frère qui se trouvait dans des circonstances similaires. Pour tous les deux, cette situation conflictive et le fait pour chacun d'être le soutien affectif de l'autre, ont été décisifs.

Ainsi, de même qu'il a été essentiel pour ces deux personnes de s'appuyer mutuellement et de se voir forcées d'entreprendre des actions découlant de la situation vécue, pour beaucoup d'autres personnes, est fondamental un fait (résilient) et compter sur quelqu'un qui leur serve de soutien, qui les aide, lorsque se déclenche le processus de résilience. Le soutien de ces personnes peut arriver de différents côtés: du milieu familial comme du milieu social, d'un ami, d'un professeur qui deviendra le tuteur de résilience. Ce sont ces gens qui servent, appuient, aident à surmonter le traumatisme d'autres personnes. Ils constituent un soutien essentiel pour enclencher le processus de résilience.

En général, les personnes déplacées viennent de vivre un traumatisme très fort, un traumatisme qui les a mis face à une mort imminente. C'est pour cette raison qu'ils s'enfuient, pour sauver leurs vies. Selon la classification des traumatismes, on pourrait classer celui-ci comme un traumatisme aigu, à cause de son intensité et de sa survenance dans un temps limité. Dans cet ordre d'idées, les réponses sont ponctuelles, on peut parler de syndrome post-traumatique et les chemins à suivre seraient différents de ceux qui s'offrent à une personne qui vit en situation de stress permanent, comme une espèce de micro-traumatisme. Dans ce contexte, les réactions des personnes aussi seraient distinctes, de même que les processus.

La population déplacée va dans ce cas affronter deux types de traumatisme. L'un initial qui est fort avec un danger immédiat de mort, qui sera long à assimiler, d'autant plus que dans la plupart des cas il y a la perte d'un ou plusieurs membres de la famille. C'est une période de difficile adaptation qui lui prendra plusieurs mois. Ensuite, débutera un long itinéraire de recherches, négations, frustrations qui se transformeront, selon les termes de Cyrulnik en micro-traumatismes, et les réponses seront distinctes de celles apportées en cas de traumatisme aigu.

Le Traumatisme Initial

Les personnes qui nous ont fait partager leurs histoires nous livrent, comme nous l'avons vu, un récit de ce qu'elles ont vécu à cette époque de leur vie, en nous montrant comment elles sont

passées d'une vie tranquille à des expériences plus difficiles dans un laps de temps relativement court, pour ensuite changer radicalement de vie.

Nos informateurs nous relatent qu' à l'arrivée en ville, après avoir abandonné leurs terres, les déplacés souffrent de telle manière qu'à ce moment-là, ils n'apprécient pas la gravité de ce qui leur arrive. Ainsi, lors de ces segments de vie, ils racontent avoir souffert de crises d'anxiété, de dépression, de désespoir, de débousolement, s'être sentis dans un espace qui ne leur appartenait pas. À ces moments-là, rien ne leur importait, tout leur était égal, l'absence des êtres chers se faisait cruellement sentir et occupait toutes leurs pensées. Ensuite, s'installait dans leurs esprits la nostalgie de la routine quotidienne dans leur ancien espace et cela ne leur permettait pas de se livrer à une réflexion. De cette manière, les événements de la première phase sont par trop difficiles à assumer jusqu'à ce qu'arrive le moment ou quelqu'un qui pourra générer un processus de résilience. Si un événement ou une personne ne déclenchait pas la résilience, ils pourraient rester traumatisés. Seraient-ils alors identiques à ces sujets que nous avons trouvé en état dépressif dont ils n'ont jamais pu sortir? Au cours de ce travail, nous avons vu plusieurs exemples parmi les personnes âgées: les parents des informateurs comme Jaime et Jesús qui, une fois arrivés à Medellín, se sont prostrés dans leurs ranchs et sont restés immobiles, désespérés jusqu'à leur mort, quelques mois après avoir quitté leur terre, leur espace et renoncé à une partie de leur vie.

Un autre cas de non-résilience est celui de l'époux d'une autre informatrice, María, qui n'a pu s'adapter à la ville et qui, quelques mois après avoir perdu sa terre et s'être installé à Medellín, a décidé d'y retourner, sachant le risque qu'il courait. Il a été assassiné peu après son retour. Pour nous, c'est une manifestation de non-résilience. Le processus de résilience ne s'est pas déclenché chez lui et il n'a pu s'adapter à son nouveau milieu. Il a été assassiné à un endroit où les protagonistes en armes ne voulaient pas qu'il soit pour ainsi s'emparer de sa terre. Dans le cas des parents de Jesús et de Jaime, l'angoisse et les maladies ont été la conséquence de son état d'âme.

Cette argumentation sur les manifestations de maladies dues au stress, à cause de la diminution de la réponse immunitaire qui laisse la voie libre à des maladies comme les allergies, les infections ou le cancer, est soutenue par des auteurs comme Humberto Maturana (*El sentido de lo humano*) ou Pierre Bustany (*Neurobiologie de la résilience*, p. 57).

Existe un autre type de traumatisme qui n'est pas aigu, et que nous qualifierons donc de chronique, avec de petits traumatismes continus dans le temps qui sont dûs à la violence intrafamiliale ou à des problèmes professionnels, entre autres de discrimination. Pour y faire face, les personnes peuvent

trouver une solution qui, dans certains cas, est l'adaptation. Certains auteurs parlent de la résilience comme d'une adaptation au milieu ou résilience adaptative (Résilience et famille, Michel Delage, p. 107) en se référant à des personnes ou à des familles qui parviennent à avoir un bon développement individuel ou familial au sein de conditions défavorables. Nous pouvons facilement apprécier cela dans le contexte des familles déplacées qui vivent dans des conditions et des milieux conflictuels, comme les quartiers périphériques où habite la plupart.

Dans ce nouveau contexte, se déroulent les vies de ces personnes entre un traumatisme sévère dû au déplacement et un traumatisme chronique causé par la survie. Les familles développent les réponses pour ne pas succomber face à l'adversité. Nous allons voir que ces traumatismes se présentent à différents niveaux et sous différentes formes. Il y aurait d'abord le niveau individuel: ce que ressent et pense chaque membre de la famille face aux difficultés qu'il affronte et comment il les affronte. Viendrait ensuite le niveau relationnel entre les différents membres de la famille, tant de la famille déplacée ou récemment arrivée que de la famille d'accueil qui était déjà sur place, où s'installent ces nouveaux arrivants, et comment s'instaurent les relations entre les membres de cette nouvelle famille élargie. Enfin, un dernier aspect serait le niveau familial et comment en tant que famille est affronté le problème ou traumatisme. Chacun de ces aspects a des connotations différentes, tant au niveau des sensations que des réactions.

Pour enclencher un processus de résilience chez un individu, selon la proposition de B. Cyrulnik, il faut qu'il y ait à la base un événement ou une personne (événement résilient ou tuteur de résilience, selon le cas). Ce sera le détonateur ou la gachette qui mettra en branle le processus. Il en irait de même pour les membres d'une famille pour pouvoir déclencher consciemment ou inconsciemment un processus de ce type. Il faudrait un événement, une personne, et dans certains cas ce serait la famille elle-même qui aurait le rôle de tuteur de résilience. Pour qu'il y ait un fait de résilience au sein d'une famille, il faut qu'elle s'engage. Dans ce cas, comme le propose Michel Delge, nous pourrions parler de résilience en famille. En outre, selon ce même auteur "la famille dans ce processus de résilience et, en tant que famille, doit être traitée à niveau groupal, comme un tout, comme un monde complexe, comme un organisme vivant" (M. Delege, 2012, p. 101). Malheureusement, dans les conditions sociales actuelles que vit le pays, le faire reste pour le moment une utopie. Dans notre travail de recherche, nous n'avons trouvé que quelques familles qui vivent des processus de résilience, sans aucun type d'accompagnement professionnel. Les familles ne disposent pas des ressources économiques, n'en ressentent pas le besoin et l'État n'a nul intérêt à travailler sur cette problématique.

14.3 Les Bases De La Résilience

Tout mécanisme vivant dispose d'un système de réponse aux changements dans son milieu ou à une variation de ses exigences physiologiques. Aussi l'être humain répond-il de différentes manières aux différents types de variations. Dans le cas qui nous intéresse, les réponses de notre organisme sont distinctes face à un stress aigu ou à un stress chronique. En cas de tension immédiate, nous réagissons par la fuite ou la défense. Face à un stress chronique, naissent des angoisses, des malaises et des divergences avec pour résultats sur le long terme des maladies dues aux changements hormonaux dans l'organisme ou des accidents par distraction ou par fatigue (Maturana, 2002, Cyrulnik, 2012). C'est face à des événements de la sorte que certaines personnes peuvent réagir pour se remettre d'aplomb. Ou selon les termes de B. Cyrulnik "*La reprise d'un nouveau développement après un traumatisme*". C'est ce qui arrive à un grand nombre de nouveaux habitants de la ville qui se voient forcés de refaire leurs vies dans des conditions très différentes de celles qu'ils avaient à la campagne.

C'est vers le milieu du siècle passé qu'on a commencé à découvrir les premiers travaux sur la résilience, tout particulièrement, ceux réalisés par Emmy Werner dans les années 50. Cette psychologue avait cherché à aider quelque 700 enfants qui avaient toutes sortes de problèmes: abandon, carences affectives, problèmes de santé et mauvais traitements. Trente ans plus tard, elle a retrouvé 200 de ces enfants et elle a observé que 72% n'avaient pas eu un développement satisfaisant. Elle a été surprise de trouver que les 28% restants avaient eu une bonne vie, avaient fondé une famille, appris une spécialité et se trouvaient dans une meilleure situation que la population en général. Face à cette situation, elle chercha les raisons pour lesquelles ces personnes n'avaient pas baissé les bras.

Emmy Werner, docteur en Psychologie infantile de l'université du Nebraska, mènera une recherche pendant plus de 30 ans qui lui permettra d'observer l'évolution des sujets, de leur naissance à l'âge adulte. Son champ d'action initial était les jeunes avec un handicap physique ou mental. Elle sélectionna un groupe de 698 enfants de l'île Kauai située à l'extrême nord-ouest des îles principales de l'archipel de Hawaï. Ce groupe d'enfants était né en 1955 quand Hawaï n'était pas encore le 50^e État de l'Union (USA).

Les habitants de cette île sont un mélange de groupes ethniques: Japonais, Philippins, Hawaïens, Portugais, Chinois, Coréens, Portoricains et un petit groupe anglo-caucasien. Ils sont en grande partie descendants d'immigrants provenant du Sud-est asiatique et d'Europe venus pour la plupart travailler à Hawaï dans les plantations de canne à sucre ou d'ananas. La majeure partie des enfants de cette cohorte ont grandi dans des familles d'ouvriers semi-qualifiés ou non qualifiés, la mère n'ayant pas terminé l'école secondaire.

Le docteur Werner dit de cette étude: "notre étude a commencé par une évaluation de l'histoire de la gestation et de l'état physique et émotionnel de la mère, pendant chaque trimestre de grossesse, depuis la quatrième semaine de grossesse jusqu'à l'accouchement. On a opéré une évaluation des effets cumulatifs du stress prenatal, de la qualité de l'environnement et des soins sur le développement physique, cognitif et social de ses enfants au cours de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence".

Sur ces 698 sujets étudiés, 204 ont développé de graves problèmes de conduite ou d'apprentissage à un moment quelconque pendant les deux premières décennies de leur vie.

Quelques-uns ont été exposés à d'importants troubles biologiques qui empêchaient leur développement adéquat, étant soit dans une situation de pauvreté chronique soit dans un milieu familial désorganisé qui empêchait l'intégration normale.

Cependant, il y en a eu d'autres trop vulnérables, exposés à la pauvreté, aux risques biologiques et à l'instabilité familiale, élevés par des parents sans grande éducation, certains avec de graves problèmes de santé mentale. Mais les enfants se sont maintenus et développés comme de jeunes adultes compétents et autonomes "avec de bonnes performances, un bon développement, aimés et estimés"

Les chercheurs poursuivent:

...Ces enfants sont à haut risque car ils naissent et grandissent dans la pauvreté chronique, exposés à des facteurs de risque supérieurs à la moyenne, comme celui d'être prématurés et d'avoir subi un stress périnatal et, en plus, d'être élevés par des mères ayant une éducation limitée. Une combinaison de variables sociales et biologiques a identifié correctement la plupart des jeunes de ce groupe dès leur naissance, puisqu'ils ont développé de graves problèmes de conduite et d'apprentissage dans l'enfance et l'adolescence.

Mais en fin d'étude, les chercheurs indiquent que malgré les problèmes rencontrés, 28% de ces enfants "blessés" ont été capables d'apprendre un métier, de former une famille et n'ont pas montré plus de troubles que la population en général. Le fait que les enfants considérés "perdus" puissent avoir un nouveau commencement malgré les coups du destin a été une merveilleuse surprise.

Les chercheurs se posent des questions sur ce qui a permis à ce groupe d'avoir une vie normale. En 1984, les chercheurs américains publient un texte qu'ils appellent *Étude longitudinale des enfants et jeunes résilients*. Les principaux fondements du concept sont là. Postérieurement, les chercheurs chercheront à définir les conditions qui encouragent ou frustrant le processus.

- La majorité des jeunes était compétente pour résoudre ses problèmes.
- Un pourcentage élevé de jeunes qui se sont bien tirés de leur expérience vécue particulièrement difficile, ont acquis des personnalités saines et stables.
- En conséquence, Emmy Werner, réoriente son étude vers ceux qui ayant dû affronter des situations difficiles pendant leur enfance ou adolescence ont été capables de les surmonter et se sont développés de manière harmonieuse à l'âge adulte. Ceci les a amenés à identifier les facteurs de résilience les suivants:

-capacité de résoudre les problèmes

-caractéristiques individuelles comme la conscience de soi, l'autonomie, l'estime de soi, la confiance, la générosité, la sociabilité et la capacité de trouver un appui.

-solide appui familial, relations affectueuses et de proximité entre parents et enfants qui s'étendent aux maîtres, conseillers et amis.

"L'élément nécessaire de la résilience humaine s'avère être la connexion affective avec les autres, même s'il ne s'agit que d'une seule personne. La prédisposition naturelle à nouer des relations alimente le moteur de la survie, contribue à la passion de vivre et fait partie de l'instinct de conservation", note la chercheuse.

Pendant toutes les années qu'a pris cette recherche, les auteurs ont publié plusieurs livres sur ses résultats; dans leur premier livre, les enfants de Kauai (Werner, Bierman, 1971), ils montrent un aperçu de la magnitude des pertes fœtales et périnatales de cette communauté et leur attention s'est centrée sur les jeunes qui avaient souffert de troubles du développement.

Dans le second livre "Enfants de Kauai, la majorité" (Werner et Smith, 1977), ils ont examiné les problèmes de santé mentale et la conduite antisociale pendant l'enfance et l'adolescence, ainsi que

la probabilité de persistance à l'âge adulte. Ils ont documenté la base biologique et la nature de ces problèmes, la relation entre la classe sociale, la vulnérabilité, les profonds effets de l'interaction de la garde de l'enfant et les différences culturelles dans la socialisation.

“Tout au long de nos études de suivi, nous nous sommes centrés sur une combinaison de facteurs, biologiques, sociaux et psychologiques qui sont prédictifs de graves problèmes d'adaptation”.

Dans cette étude, les chercheurs commentent: “ont été comparées les caractéristiques de leur comportement et les caractéristiques du milieu qui a dispensé les soins avec celles d'autres enfants à haut risque du même âge et du même sexe qui ont eu de sérieux problèmes d'adaptation lors de leur première ou seconde année de vie.

- Les enfants résilients ont reçu des soins plus attentifs, surtout pendant leur première année.
- Ils ont été élevés dans leur jeunesse dans une famille présentant une certaine cohésion et une structure solide.
- Jeunes adolescents, ils ont eu un réseau intergénérationnel expérimenté de membres de leur famille et d'amis.
- Ces jeunes ont enregistré des événements moins stressants au cours de leur enfance et de leur adolescence.

Pour les jeunes les plus vulnérables avec des problèmes:

La recherche de Werner indique les résultats les suivants pour les jeunes vulnérables.

Pendant l'enfance et l'adolescence, ces jeunes étaient malades plus souvent, plus gravement et avec plus de fréquence que les enfants résilients. Ils ont aussi plus fréquemment déménagé et changé d'école. Pendant cette même période, ils ont été exposés à plus de discordes familiales et à l'absence paternelle (plus de victimes chez les garçons) et à des épisodes de maladie mentale maternelle (plus de cas chez les filles).

À 18 ans, la plupart de ces jeunes avaient un point externe de contrôle et d'orientation qui montrait une estime d'eux-mêmes plus réduite. Ils ont aussi considéré que les faits qui leur sont arrivés ont été la conséquence de la chance, du destin et d'autres facteurs insusceptibles de contrôle. Ils ont considéré l'appui professionnel recherché par des organisations communautaires comme “une petite aide” pour eux.

Comme on peut le voir, le rôle de ces travaux sociaux peut être une tentative pour réduire le risque ou augmenter les facteurs de protection. Nous devrions entrer dans leur monde et nouer personnellement davantage de relations avec ce type de jeunes, commente l'auteur.

Werner a trouvé que les enfants à haut risque dans l'étude –ceux qu'il a décrits comme "vulnérables, mais invincibles" – avaient un maître ou un professeur qui s'occupait d'eux ou qui les appuyait. Elle dit que les maîtres "ont écouté les enfants, sollicitant et encourageant leur participation". Werner souligne aussi combien ces enfants ont insisté pour appeler l'école leur "second foyer". Werner suggère que le thème de la résilience est important puisque le connaissant, il est possible de concevoir des politiques d'intervention. Selon cet auteur, l'intervention du point de vue clinique peut être conçue comme une tentative d'altérer l'équilibre des personnes qui oscillent entre vulnérabilité et résilience. Ceci peut consister à diminuer l'exposition à des situations de vie qui provoquent le stress et qui attentent à la santé mentale (par exemple l'alcoolisme, paternel/maternel, psychopathologies des parents ou bien leur séparation ou leur divorce), ou à augmenter ou renforcer le nombre de facteurs de protection qui pourraient exister dans une situation donnée. Par exemple, renforcer les sources de soutien et les affections, favoriser la communication et les aptitudes pour résoudre les problèmes.

Pour étudier les conditions qui se présentent dans ces processus, il est nécessaire de les observer à partir de différentes disciplines. L'éthologie est dans ce cas un outil fondamental pour la compréhension, selon John Bowlby (cit. par Cyrulnik, p. 9) [...] la voie suivie par chaque individu dans le cours de son développement et son niveau de résilience face aux événements traumatiques de la vie sont fortement déterminés par l'affection reçue de son milieu.

Lepore et Revenson (2006) conçoivent la résilience comme un concept constitué par de multiples facteurs, et ils identifient trois dimensions ou formes de résilience; la *récupération* ou le *rétablissement*, la *résistance* et la *reconfiguration*. Pour chacune d'entre elles, on a l'explication suivante; on entend par *récupération* que la personne suite à un traumatisme retourne à son état originel sans subir aucune altération. Ceci a largement été débattu, car on n'arrive pas à concevoir qu'il ne reste pas de traces du traumatisme subi. De ce fait, il faudrait moduler la récupération en tant que telle, car un sujet peut se remettre d'une certaine manière, mais la mémoire du traumatisme demeure, et donc il n'y aurait pas vraiment récupération au sens propre. L'explication proposée pour la *résistance* vise une personne qui n'est absolument pas affectée par le traumatisme, qui a une sorte d'invulnérabilité face aux avatars de la vie, ce qui du point de vue biologique et psychologique serait difficile à soutenir. Dans la troisième dimension, la *reconfiguration*, la personne se meut ou s'accommode temporairement et, ensuite, revient à son état initial, tout en présentant certains changements. Ce serait plus naturel et compréhensible, car chaque événement que nous vivons, qu'il soit positif ou négatif, entraîne un changement dans notre manière de voir et de nous conduire dans la vie. Seul le changement est constant.

Telles sont les dimensions proposées par ces auteurs, comme il y a aussi d'autres interprétations d'autres auteurs sur le thème de la résilience. Toutefois, nous prendrons en considération ce que dit John Bowlby au sujet de sa théorie de l'attachement. Elle constitue la base de compréhension des processus d'attachement ou lien du nouveau-né avec son milieu relationnel, ainsi que nous l'avons déjà mentionné. Cette relation, conformément à la théorie, garantit la survie physique et également psychologique du bébé.

La relation avec l'objet primaire, cette création du lien affectif, a une double fonction d'adaptation et d'ouverture au monde. Une relation sûre confère au bébé la sécurité dont il a besoin pour explorer son monde et se sentir protégé. Mais le lien peut aussi ne pas être sûr. Un bébé peut avoir ces deux types de liens. C'est dans cette logique de relations, conformément à ces recherches, qu'elles ont proposé comme prédictives des relations sociales et affectives que va développer postérieurement le sujet. Comme nous l'avons vu, ces relations sociales et affectives seront une des bases du développement de la résilience.

Les relations entre liens sûrs et non sûrs sont modelées pendant la vie du sujet, même si le bébé en dehors de ce lien primaire formait aussi d'autres liens secondaires avec la famille et les voisins qui auraient une grande importance pour le développement social du sujet. Autour de ces relations, se tisse le développement social et affectif du sujet avec la famille, l'école et le travail montrant la versatilité et l'élasticité des liens qui se créent tout au long de la vie et qui vont en s'élargissant. Les recherches menées sur l'approfondissement ou autour du paradigme de l'attachement proposé par Bowlby (Lighezzolo et de Tychev, 2004; Ainsworth, 1978; M. Anaut, 2012) soutiennent que les relations sont multiples et qu'elles peuvent en outre varier, qu'elles ne sont pas statiques et sont une des sources de génération du processus de résilience.

Un bébé maltraité et qui n'a pas un lien primaire solide avec sa mère, peut surmonter cette situation s'il est accueilli dans une famille qui lui offre un lien de sécurité, ce qui montre l'adaptabilité des liens primaires que possèdent les bébés et qu'un lien non sûr peut devenir sûr quand on trouve un tuteur de résilience (M. Anaut, 2012, p. 77).

Comme nous pouvons le voir, si un bébé a des liens sûrs, ce que Bowlby appelle attachement, ce seront des liens intériorisés qui vont constituer la base sécuritaire sur laquelle le sujet va s'appuyer pour construire la résilience. Selon cette théorie de l'attachement, ceci servira de support psychologique pour affronter les traumatismes et difficultés au cours de la vie.

Selon l'affirmation de M. Anaut, beaucoup de personnes adultes qui ont surmonté des traumatismes importants disent avoir rencontré une personne, une situation ou un groupe social qui les a aidés à surmonter le traumatisme. C'est un point d'appui fondamental dans le processus de résilience. Ces rencontres psycho-affectives déterminent le comportement de la personne qui souffre le traumatisme. La croyance en l'autre se mue en la forme ou la manière de croire en soi et on peut de la sorte triompher de l'adversité (M. Anaut, 2012, p. 80). Au cours de ce processus, souligne l'auteur, avoir plusieurs liens avec différentes personnes est un point fort en faveur de l'individu en cours de processus de résilience. La résilience se présentera en deux temps. Le premier s'appelle soutien affectif. Il a une importance vitale car il l'aide à supporter ou à affronter la douleur du traumatisme. Le second temps sera la fixation *ou constitution* de bases pour le nouveau développement.

14.4 Formation Du Processus De Résilience

Pour les personnes qui vivent le traumatisme du déplacement, c'est aussi le début d'un nouveau processus qui, dans ce cas, sera pour quelques-uns le processus de résilience. Pour l'affronter, elles peuvent avoir l'assise affective nécessaire qui, selon les travaux de différents chercheurs, commence à se former dès l'enfance avec l'apparition de l'attachement à la mère ou à un adulte responsable. De même, d'autres liens se forment avec la famille la plus proche, avec d'autres membres de la famille ou avec des voisins admis dans le cercle familial. Pendant son développement, le sujet va avoir d'autres liens et attachements qui feront partie du second degré (Bowlby, 1951) et qui, plus avant, confèreront à sa vie une puissance relationnelle.

Ainsi, quand une personne doit se mesurer avec les difficultés qui se présentent au cours de la vie, une des manières de les affronter est de converser et de chercher l'appui d'un membre de la famille proche, des parents, professeurs, amis, et éventuellement de professionnels du secteur sanitaire, psychologues, psychiatres et assistantes sociales.

Mais dans le cas qui nous occupe, celui des déplacés qui arrivent à la ville, ces derniers vont, dans la plupart des cas, avoir un premier contact avec des membres de la famille proche qui ont aussi connu le même drame par le passé. Ce premier contact pourrait aussi être avec des voisins ou d'autres habitants de la même région ou municipalité qui sont les premiers à les recevoir. Ceux-ci les aident doublement; d'abord, en leur assurant un refuge temporaire et ensuite, en leur donnant

leur appui moral, car ils ont à leur côté quelqu'un qui comprend leur drame, qui peut les écouter et comprendre comme c'est difficile de devoir fuir pour sauver sa peau, laisser derrière soi toute une vie de relations, d'espaces et de lieux qui configuraient la vie qu'ils avaient. Selon les déplacés, cette première expérience a été très importante. À un moment, ils se sont sentis soutenus, avec un lieu d'accueil et une oreille attentive. C'est alors qu'ils acquièrent les informations nécessaires pour commencer à effectuer les démarches nécessaires ou requises pour, dans un premier temps, légaliser leur situation de victimes du déplacement. Comme le raconte Artemio, après sa fuite d'Apartado et son arrivée à Medellín: *"(...) quand je suis arrivé à Medellín, je ne connaissais rien. Alors, ma soeur est venue me chercher au terminus de transport et de là, nous sommes allés chez elle, mais je ne pouvais pas rester chez elle, il fallait que je me cherche une activité et un logis, car je ne pouvais pas vivre séparé de mon épouse et de mes filles qui étaient restées à Apartado. Pour moi, ces deux choses étaient prioritaires et ma soeur m'a beaucoup aidé. Elle m'a dit où aller pour déclarer ma situation de déplacé et quelles démarches effectuer. Elle m'a aussi mis en contact avec un oncle que je ne connaissais pas, et c'est lui qui m'a parlé d'un quartier où il y avait des terrains qu'on pouvait demander pour y construire un ranch"*. Ce récit nous montre que se présentent les facteurs dont parle ANAUT dans le processus de formation de la résilience; premièrement, le soutien affectif représenté en l'occurrence par la soeur et l'oncle; deuxièmement, la formation ou la détermination de bases pour le nouveau développement qui, dans le cadre de ce processus, sera sa déclaration de victime du déplacement forcé, ce qui confère un "statut" et des éléments pour trouver un milieu, des aides sociales et économiques et ainsi permettre le regroupement familial dans la ville qu'il a choisie pour commencer une nouvelle vie.

Comme Artemio, les autres informateurs nous racontent, sans le savoir, quels furent ces tuteurs de résilience ou évènements qui les ont aidés à trouver la force nécessaire pour continuer leur lutte pour la vie. Dans bon nombre de ces récits, ce fut précisément le fait d'avoir quelqu'un pour qui lutter, comme le racontent des mères de famille: *"Je ne peux pas laisser mes enfants seuls, je dois les élever dignement"*. D'autres ont bénéficié de l'appui de leurs parents, époux, en général d'un membre du premier cercle, qui a servi de détonateur. Chez d'autres encore, l'impulsion est venue d'un évènement fort, comme le fait de se sentir un parasite dans sa maison d'accueil et de se rappeler qu'avant il avait son chez lui. C'est ce qui a poussé Carmen et María à trouver la force d'affronter les difficultés.

Les déplacés qui arrivent deviennent combatifs au fil du temps, car ils ont connu d'autres difficultés sur leur lieu d'origine. On peut voir cela à la manière dont ils se débrouillent au quotidien par

rapport aux autres habitants du quartier qui ne sont pas des déplacés. Les nouveaux habitants sont plus entreprenants, veulent travailler plus au sein du conseil d'action communale du quartier et entreprendre des projets d'amélioration. Par contre, les autres personnes sont un peu moins actives, ont un rythme de vie auquel elles sont déjà habituées. Les nouveaux habitants arrivent fortement traumatisés et, ensuite, certains d'entre eux assument la situation et font de nouvelles propositions. Ils veulent, d'une manière ou d'une autre, retrouver leur mode de vie de la campagne. Selon Carmen: *quand on vivait à la campagne, on avait une maison avec un sol en ciment et un toit de tuiles, alors on veut retrouver le confort qu'on avait là-bas*".

Conformément à la position de Cyrulnik, telles seraient les réflexions qui poussent les gens à trouver un évènement qui déclenche le processus de résilience. Dans le cas de Carmen, son tuteur de résilience serait son frère. Son frère et elle ont eu une grande affinité, relate Carmen qui, lorsqu'elle parle de son frère, dit que c'est grâce à son envie de voir la famille unie et logée qu'il l'a poussée et lui a donné l'énergie pour s'en sortir et entreprendre des activités. Rappelons que ce fut grâce à lui qu'elle a appris à se servir d'une machine de confection.

Dans le cas de Jaime, les choses sont un peu différentes, car on pourrait penser qu'il devait son allant et son envie de se tirer d'affaire à sa famille, à son épouse et à ses enfants. Toutefois, Jaime divorce peu après son arrivée à Medellín. Il est toujours resté dans la communauté *Esfuerzos de Paz* où il a travaillé pour et avec la communauté. Dans son cas, ce qui a motivé Jaime a été de travailler pour les autres et, pour le dire autrement, la reconnaissance qu'il a cherché à obtenir de la communauté. Il se sent important, il aime se sentir responsable et savoir que grâce à son travail, des améliorations ont été obtenues. En l'espèce, le tuteur de résilience a pu être son ami Jesús qui a aussi été un représentant actif de la communauté et un des fondateurs de *Esfuerzos de Paz II*. Jesús accompagne Jaime depuis son arrivée dans la communauté, et ils ont développé ensemble des projets et, en plus, ont créé une association d'aide aux enfants de la communauté, afin de leur offrir une formation et de mettre en place des programmes culturels.

Si nous continuons d'observer le développement de ce que nous croyons être le processus de résilience de nos informateurs, nous voyons qu'il est conforme aux propositions de différentes études sur ce processus, comme dans le cas des récits de María. Cette femme, dès son jeune âge, ne voulait pas rester analphabète, car au cours de sa jeunesse elle s'était rendue compte de l'importance de savoir lire, écrire et connaître quelque peu les opérations de base des mathématiques. Elle nous a raconté que: *peu avant de célébrer son dix-huitième anniversaire, elle*

ne savait ni lire ni écrire ce qui l'a fait réfléchir et elle s'est dit qu'elle devait au moins apprendre à signer, à lire un peu, à additionner et soustraire. Elle en a parlé à son époux qui lui a répondu qu' "un vieux perroquet n'apprend pas à parler". Cela signifiait qu'il n'était pas d'accord avec elle et qu'il ne voulait pas qu'elle se mette à étudier, si bien qu'elle a décidé d'apprendre en cachette et elle est partie à Medellín sous prétexte de faire des examens médicaux. Une fois à Medellín, elle s'est inscrite à des cours du soir pendant 12 mois et c'est là tout ce qu'elle a étudié pendant sa vie, apprenant à signer, à lire un peu et des bases de mathématiques.

Avant son déplacement, María avait déjà géré son propre magasin d'épicerie, ainsi qu'une boulangerie, une fabrique d'arepas²⁶ (galettes de maïs) et cultivait divers produits pour la vente. Dans le port de la ville de Quibdó, elle avait vendu des petits-déjeuners. Elle avait fait tout cela pour gagner sa vie avant que n'arrivent à son village les groupes responsables de son déplacement. Ceci nous montre l'origine de son esprit d'entreprise et de son désir de faire pour émerger dans un milieu difficile pour les femmes. C'est une lutte pour la reconnaissance, comme l'indique Axel Honneth²⁶. Mais c'est aussi le désir de vivre en société et d'avoir un groupe à elle et de ne pouvoir le construire que si le sujet se trouve dans de bonnes conditions, pouvant alors irradier ce bien-être aux personnes de son entourage.

Le fait que María ne veuille pas rester analphabète nous montre un désir intérieur de dépassement. Se rendre compte que son analphabétisme représente un handicap personnel et décider de le surmonter, remédier à son incapacité de déchiffrer un écrit, de ne pas pouvoir écrire son nom, de ne pas savoir combien coûte le repas qu'elle va préparer, combien elle doit gagner, savoir si le paiement est correct, tout cela constituait pour María un handicap certain. C'est avec cette même envie et cette même énergie que María fait face à la situation quand elle arrive en ville, avec ses trois enfants, deux neveux, et en plus sa mère, personne âgée incapable de travailler, tous sous sa responsabilité puisqu'elle n'a pas de compagnon. Pour María, l'alternative de la mendicité n'a jamais existé. Sa seule option a été le travail, en toutes circonstances et pour se livrer à n'importe quelle activité, excepté la prostitution. C'est ainsi qu'après avoir été propriétaire à la campagne, créé de l'emploi, car elle employait de la main-d'oeuvre à la ferme et après, en plus, avoir eu son propre point de vente de produits alimentaires, María n'a pas hésité à travailler comme domestique, à laver le linge des autres, à préparer les aliments pour des étrangers pour pouvoir se procurer les

²⁶ Philosophe et sociologue allemand qui s'est appuyé sur le concept anthropologique "L'homme n'est qu'un homme au milieu des hommes, l'homme se construit que par rapport à l'autre". Pour Honneth, le concept de reconnaissance n'est pas en termes d'intérêt biologique ou matériel, pour la préservation de soi, mais plutôt en termes de reconnaissance en fonction de l'approbation de l'autre. Il propose trois formes de reconnaissance: affective (amour), juridique et culturelle ou sociale.

siens et ceux de sa famille. Pendant qu'elle nettoyait les maisons d'autrui, elle vivait dans un ranch en bois et en plastique. Mais tout ceci ne lui a pas importé, car le principal pour elle était de s'occuper de sa famille pour qu'elle ne connaisse pas la famine. Sa famille a été à la fois son tuteur de résilience, le motif de s'efforcer et l'évènement résilient, car toutes ces personnes étaient dépendantes de ce qu'elle pourrait réaliser. Ce tuteur d'unité familiale s'est toujours maintenu, car les décisions importantes ont été prises en famille. Ses membres conversent toujours pour parvenir à un accord sur ce qu'ils vont faire et comment ils vont appuyer la décision prise.

Parmi les informateurs qui ont participé au développement de ce travail de recherche, la famille de María, et surtout María, ont montré un sens aigu de la résilience, dans leurs agissements, sentiments et relations. Et enfin, comme nous le verrons plus avant, ils parviendront à s'adapter et à vivre dans la ville qui les a accueillis comme si c'était la leur.

Le processus de Nora, une autre de nos informatrices, est différent et il se présente davantage comme un ajustement aux circonstances que comme un vrai processus de résilience. Elle a obtenu des résultats plus par la collaboration et les informations fournies par les amis qu'au terme de sa propre recherche. Ce serait un cas de participation sociale à cause de sa condition de déplacée, car ce sont les proches de Nora qui l'ont informée de ce qu'elle devait faire, où elle devait le faire et avec qui elle devait parler. De cette manière, sa condition s'est améliorée, en partie à cause de la sollicitude des enfants qui ont fait pression sur elle pour qu'elle sorte de son choc traumatique après le déplacement et aussi grâce aux voisins qui lui offraient leur aide et l'encourageaient pour qu'elle ne baisse pas les bras.

L'appui social est un facteur très important dans le processus de résilience, comme le dit Boris Cyrulnik dans ses travaux où il montre les éléments constitutifs de ce processus: le traumatisme, la résistance et le rebond.

De même, Lecomte insiste sur ce processus: "La résilience est un processus d'origine essentiellement psychosocial" (Lecomte, 2002). Dans cet ordre d'idées, existent quelques éléments à prendre en compte au moment d'analyser comment l'aspect social peut influencer sur ce processus, conformément à ce que propose Cyrulnik dans un entretien avec G. Gonnet (2008); le soutien social, la solidarité, les occasions de s'impliquer dans la vie communautaire, les infrastructures économiques et sociales de qualité (santé, éducation, logement, transport...) (Gonnet Gr., 2008).

D'autres auteurs se sont référés aussi à l'importance de l'appui social dans différentes disciplines, comme Humberto Maturana dans *El sentido de lo humano*; Axel Honneth avec sa théorie de la lutte pour la reconnaissance; Pierre Bourdieu quand il nous parle du capital social "l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance" (Pierre Bourdieu, 1986).

Ces auteurs avec différentes propositions théoriques tendent, à partir de disciplines diverses, à un même principe: l'importance du social, de nouer des relations, d'être reconnu par l'autre, de la participation sociale de l'être humain et son importance pour chacun. Maturana²⁷ dit à cet égard: "Nous sommes des humains dans la mesure où nous vivons les uns avec les autres en conversant, et ceci se passe sans lutte et sans conflit, seulement par l'acceptation de l'autre comme un autre légitime dans la coexistence". Et il ajoute quelque chose de fondamental "[...] je fais confiance à la biologie, en particulier à la biologie de l'amour qui est le fondement du social". À partir de la biologie de l'amour de Maturana, depuis la reconnaissance sociale dont parle Honneth ou le capital social de Bourdieu, nous avons le fondement de l'appui social mentionné par Cyrulnik, comme élément essentiel du processus de résilience. Il est clair que depuis l'antiquité, on a parlé du caractère social de l'être humain. Mais il est significatif qu'avec cette connaissance, avec l'emphase des sciences sociales sur ce thème, avec ces études qui continuent à montrer cet aspect social de l'être, nos "sociétés" continuent d'agir à l'encontre de ce que l'on sait.

Lorsqu'une personne subit un traumatisme comme le déplacement, on lui refuse son fondement social, on la déracine, on lui nie le droit d'être et d'avoir un lien avec la terre, avec un territoire que sa famille a habité et possédé pendant des années. Et cette négation de son être, cette non-reconnaissance comme un autre légitime, elle peut seulement la compenser dans la mesure où elle trouve cet appui social pour conquérir la ville, parce qu'à la campagne il lui a été arraché, on l'a nié en tant que personne et comme être humain. C'est le premier pas des groupes en marge de la loi avec les paysans, il les deshumanisent au lieu de les valoriser, de les respecter comme un autre légitime et, une fois deshumanisés, ils se sentent le droit de les spolier car pour les agresseurs, ils ne sont plus humains.

C'est alors que commence le traumatisme de ces gens et qu'ils doivent fuir pour trouver un espace où ils seront de nouveau valorisés, où ils seront humanisés pour pouvoir entamer le processus de résilience.

²⁷ Ce biologiste chilien soutient que l'amour est l'acceptation de l'autre comme autre légitime. Et que nous les êtres humains configurons le monde dans lequel nous vivons grâce à la cohabitation avec l'autre (H. Maturana, 1991, p. 30).

Dans le cadre de ce travail sur la résilience de ces familles, nous trouvons une famille en particulier qui a beaucoup de problèmes, qui ne les a pas surmontés et qui, au contraire, se sont accrus. Cette famille déplacée d'Urabá s'est installée dans un petit ranch du quartier de Blanquizal. La famille est composée d'une mère de famille et de ses quatre enfants. Elle vit séparée de son époux depuis plusieurs années. Mais les enfants vont faire une visite à leur père dans cet autre quartier de Medellín où il vit. Depuis quelque temps, ils se sont aperçus au collège que ces enfants étaient l'objet d'abus sexuels de la part de leur père. Pour ce motif, le père a été dénoncé aux autorités compétentes et les visites ont été suspendues. L'agresseur n'a cependant pas été puni, et il vit toujours chez lui, comme si de rien n'était. Quelques mois plus tard, les enfants ont recommencé leurs visites et les abus ont repris, ainsi qu'en fait état la psychologue du collège, mais les autorités ne sont plus intervenues.

Cette famille est extrêmement pauvre. La mère fait des ménages à la journée dans une maison de famille et n'a pas le temps de s'occuper de ses enfants. Ces enfants passent plus de temps dans la rue qu'à la maison. Le seul moment où ils sont sous le tutorat d'adultes responsables, est lorsqu'ils sont à l'école, sachant toutefois qu'une journée d'école ne dure que de 7:00 à 12:00 heures. Le reste du temps, ils sont dans la rue jusqu'à l'arrivée de leur mère, tard le soir.

Le cas de figure est celui d'une mère qui pour chercher la subsistance laisse seuls ses enfants. Ces derniers sont très peu de temps à l'école et les classes sont trop pleines pour que les professeurs s'occupent réellement des enfants et soient des tuteurs de résilience.

Le milieu social qui entoure ces enfants n'est pas non plus approprié. Il s'agit d'un quartier périphérique où les conditions d'hygiène, de sécurité, récréatives ou de socialisation ne sont pas des meilleures pour le bon développement de ces jeunes. Ils n'ont trouvé ni tuteur de résilience ni un événement de résilience qui parvienne à les sortir de cette douloureuse situation à laquelle ils se sont habitués, probablement plus pour survivre que pour vivre. Pas même les autorités compétentes n'exercent leur fonction sociale dans ce cas spécifique. Ceci nous montre l'importance du social dans le processus. Si le social ne fonctionne pas, le processus de résilience ne fonctionne pas non plus.

Mais continuons à observer les situations que doivent affronter d'autres déplacés et la manière dont ils les vivent pour ensuite s'armer de valeur et se faire voir dans un nouveau milieu et comment ils apprennent à résister pour ne pas succomber face aux adversités. Nous avons déjà vu comment ces personnes ont vécu le traumatisme initial. Nous verrons à présent comment elles ont résisté,

comment elles font pour résister à ces changements dramatiques dans leurs vies, pour ensuite réagir et se forger un nouvel avenir, comptant avant tout sur des soutiens de membres de leurs familles, de voisins, d'amis et d'organismes sociaux.

La Résistance Pour Former La Résilience

Comme nous l'avons déjà dit, nous n'entendons pas résistance comme une invariance du sujet ou de la situation. Nous la regarderons comme la force ou l'énergie face à l'adversité, ménageant un espace à un changement éventuel face à cette adversité, à une adaptation aux circonstances auxquelles on fait face sans tomber dans le désespoir ni succomber face aux difficultés.

Pendant les étapes vécues par ces personnes, nous avons observé comment elles ont réagi face au traumatisme. Nous observerons maintenant la résistance qu'elles ont face au traumatisme, phase antérieure à l'étape réactive, conformément aux réflexions de Cyrulnik dans ses travaux sur la résistance.

Cette résistance est évidente dans les familles avec lesquelles nous avons travaillé dans cette recherche. Est manifeste la résistance de María qui a eu le courage de changer et d'accepter le changement, passant d'un statut de paysanne, propriétaire de sa terre, créatrice d'emplois, leader du conseil d'action communale et très travailleuse, à celui d'employée de maison à la journée, sans continuité dans son travail, devant chercher la pitance de ses enfants dans les restes de boucherie. Dans d'autres cas, elle a eu l'énergie d'effectuer deux tours, de jour et de nuit, comme quand elle travaillait dans les ateliers de confection pour aller ensuite faire le ménage dans une maison qui la payait à raison d'une journée complète de travail, sans aucune prestation sociale. Elle a surmonté la mort de son époux, de sa soeur et de son fils, tous assassinés par les groupes armés qui tentent d'imposer leur loi à sang et à feu. Mais María n'a jamais renoncé à chercher les ressources pour alimenter et construire un ranch à ses enfants, à sa mère et à ses neveux dont elle a assumé la charge suite à la mort violente de sa soeur. Il faut beaucoup de force, pas mal de *résistance* pour supporter tellement d'adversité et garder le cap. Elle nous raconte qu'avoir sous sa responsabilité toute cette famille lui donnait la force de continuer, et c'est la raison pour laquelle elle a continué à chercher qui pourrait l'aider à récupérer sa terre. Elle n'a jamais cessé de penser qu'elle la récupérerait un jour et pour ce faire, elle a contacté différents services de l'État, comme le bureau de l'assesseur de la municipalité où elle a été assistée légalement pour savoir quelles démarches réaliser. Après quoi, elle a contracté un avocat qui a accepté son cas et entamé la bataille légale pour réclamer son bien. La principale difficulté est que sa terre avait été vendue par un paramilitaire à un de ses

homologues. María ne s'est pas laissé intimider et, avec beaucoup de courage, elle a poursuivi son dessein de récupérer sa terre, ceci en proie aux menaces et à beaucoup de pressions dans les officines gouvernementales où les documents avaient été falsifiés. Mais la restitution de sa terre donnait à María l'espoir de gagner un peu d'argent pour acheter une autre terre dans un endroit différent, par crainte des représailles que pourraient prendre les paramilitaires si elle gagnait son procès. Ainsi, María avait plusieurs objectifs clairs pour lesquels elle allait lutter: la restitution de sa terre, ainsi que la construction d'un ranch ou vivre et éduquer sa famille. Elle allait toujours travailler avec ces idées en tête et pensait comment réunir les ressources pour atteindre ses objectifs. Elle dit qu'avec tous ces soucis et tout le travail à faire, elle n'avait pas beaucoup de temps pour être nostalgique ou pleurer ses morts: *Ils ne sont plus là, maintenant c'est nous qui sommes là et nous devons aller de l'avant*". *"Le travail et être occupée à penser à tout ce que je devais faire à été une bonne manière de ne pas succomber à toutes les peines de ce monde"*.

Dans le cas de Jaime, après son arrivée à Medellín, les difficultés économiques n'ont pas été aussi dures. Mais il y en a eu. Il a connu des choses pénibles comme la mort de son père et la dissolution de sa famille. Pour l'aider à surmonter les difficultés, il a reçu l'appui de la communauté *Esfuerzos de Paz* et, en outre, il s'est consacré à différents projets communautaires dont nous avons déjà parlé. Il a lutté en faveur du non-relogement, préférant la réimplantation des habitants de la communauté et il continue à chercher des ressources pour la communauté par l'intermédiaire du conseil d'action communale. Il tente aussi de faire des formations pour gagner de l'argent et survivre, formations qui serviront aussi au quartier. Dans l'exercice de ce type d'activités, il a eu également divers problèmes de gestion des fonds de la communauté. Dans certains cas, il a été accusé de mauvaise utilisation des ressources et il a trouvé des partisans et des adversaires. À cet égard, il pense que ce type de problèmes se présentera toujours et qu'il faut apprendre à y faire face.

Comme nous le voyons, Jaime a changé la vie rurale pour la vie urbaine, mais ses activités n'ont pas beaucoup varié. Il a eu la chance de pouvoir trouver une activité au sein de la communauté. Il distribue son temps entre le travail communautaire et celui du bois, faisant des meubles ou taillant le bois. De cette manière, il est parvenu à survivre et à s'adapter à la ville, ce qui n'arrive pas à beaucoup de déplacés.

María, Jaime et d'autres ont vécu tous ces dénis, non-reconnaisances et délégitimations que connaissent certaines personnes. Initialement, ils sont sur leurs terres qu'ils cultivent, où grandissent leurs enfants et ils ont en plus un groupe d'amis. Tout à coup, tout change comme l'a relaté Artémio à son moment. Il se sentait important et reconnu dans son entreprise exportatrice de bananes. Il était

délégué des travailleurs et ses compagnons le cherchaient quand il avait un problème de travail. Il avait la possibilité d'être le porte-parole en cas de directives de l'entreprise. Il importait autant aux patrons qu'à ses compagnons. En un instant, tout cela a basculé, quand un groupe de personnes qui avait d'autres intérêts a tenté de l'éliminer, de l'expulser du cercle social et professionnel qu'il fréquentait. Alors, Artémio perd sa reconnaissance dans son milieu professionnel et territorial. Il doit s'enfuir vers un autre espace où il a besoin d'être reconnu de nouveau. Mais, avant, il doit surmonter le *traumatisme* d'un changement total de vie, d'espace, de s'être senti menacé de mort. Tout cela représente un grand traumatisme, auquel s'ajoute l'abandon partiel de sa famille et l'incertitude du jour de leurs retrouvailles. Au début, Artémio doit affronter tout cela seul et, ensuite, il bénéficiera du soutien de sa famille, de sa soeur et plus tard de son oncle. Ils deviennent ses tuteurs de résilience et son soutien familial, éléments essentiels de ce processus d'après les enseignements de Boris Cyrulnik et d'autres auteurs. Mais, jusqu'à présent, Artemio n'a vécu que la première partie du processus qui conduit à la résilience. Il affrontera après la seconde partie qui n'est pas moins dure que la précédente. Maintenant, il doit résister. La résistance est cette seconde partie dans laquelle l'individu doit supporter cette non-reconnaissance, cette solitude, ce manque d'amour, faire face à la nostalgie d'un passé proche et vivre avec un présent difficile, d'incertitude, cet espace qui existe entre le présent et un futur proche, ne sachant pas comment ils vont s'unir.

Les groupes armés ont privé les déracinés de leur passé, de leurs terres, mais surtout les ont déshumanisés, les ont niés, pour ainsi pouvoir les mépriser, les assassiner et tout leur prendre, une fois partis. La négation de l'autre justifie leurs actes contre ceux qui ne sont plus. Mais celui qui s'enfuit le fait d'abord pour sauver sa peau et celle des siens. Il doit ensuite affronter le traumatisme de ce qu'il a vécu et il le fait avec le soutien des autres, d'autres qui l'humanisent, l'acceptent et le respectent. Ces autres peuvent être des voisins, des amis ou la famille. En ce sens, nous avons vu comment les familles affectées par le déplacement forcé trouvent en ville, dans les quartiers périphériques, un endroit où se réfugier et des amis ou des membres de leur famille pour pouvoir les aider à affronter et assimiler le vécu, mais aussi à se préparer pour la lutte contre une société qui veut les rendre invisibles. En effet, il existe une autre société élitiste, exclusive, qui n'accepte pas le déplacé, le voit comme un délinquant, un indésirable qui vient "porter préjudice" à la ville. Elle le sent comme une menace, le considère avec méfiance. La Colombie fait figure de nation métis où coexistent des noirs, des indiens, des blancs et des mulâtres. Elle compte une des plus fortes populations noires d'Amérique latine (Wade, 1995). Mais il existe une élite qui discrimine ceux qui ne sont pas comme elle. Beaucoup de déplacés sont Afros, paysans ou indigènes. En arrivant à la ville, ils trouvent qui les accepte, les aide, mais également qui les discrimine ou les repousse.

Les personnes qui s’immiscent dans ce nouveau milieu doivent affronter diverses difficultés et doivent s’armer de valeur ou utiliser les outils que la vie leur a laissé en dotation pour faire face aux difficultés de leur arrivée. Elles ont alors l’occasion de fréquenter d’autres gens qui pourront leur servir d’appui, mais doivent également affronter des personnes ou une société qui affiche son mépris et isole ces nouveaux venus. Tout ceci est vécu en fonction de ce bagage conceptuel que les déplacés peuvent avoir et qu’ils peuvent développer lors de leur insertion dans la ville, comme nous avons pu le voir chez certains de nos informateurs. Chacun se trouve en présence de situations et de faits, et n’en retient que ce qu’il comprend ou estime comprendre. C’est ce qu’a fait chacun d’entre eux. Pour Jesús, les conditions qui se sont présentées à son arrivée à Medellín ont été difficiles comme celle de devoir affronter un quartier périphérique où le terrain de la municipalité est enclos car il y a risque de glissement de terrain. Mais il le voit comme une option où construire son ranch et comprend aussi que d’autres personnes pourraient s’y installer avec lui. En ce sens, Jesús ferait ce que Edgar Morin et Boris Cyrulnik ont indiqué dans leurs dialogues sur la nature humaine (2012): *“Je dirais que si nous voulons fonctionner comme des milieux sociaux adéquats (cultures très originales), nous verrons que l’origine de ces milieux sociaux est la socialisation et la rencontre”* (p. 74). C’est ainsi que Jesús planifie la communauté, la construit avec d’autres, rend les autres visibles et se rend lui-même visible, et c’est grâce à la socialisation qu’ils parviennent à construire cette communauté. C’est l’essence de ce que dit aussi Humberto Maturana, mais il ajoute: *“L’amour, comme l’émotion qui rend possible le social, comprenant par amour l’acceptation de l’autre comme un autre légitime, l’égal de soi-même”*. En ce sens, est possible pour Jesús la formation d’une communauté d’efforts, chacun des intégrants de ce projet étant un membre important pour les autres, sans exclusion, avec au contraire un lien qui les unit, un élément en commun, le fait d’être des déplacés. C’est le premier élément qu’ils ont en commun, mais les unit aussi à cette communauté le fait d’être Afros (80%)²⁸ et, en plus, beaucoup viennent de la même région, voire de la même municipalité. Tous ces facteurs font qu’ils ont un lien plus fort qui leur permet de se renforcer en tant que communauté. Outre Jesús, on y trouve d’autres personnes qui ont participé à la recherche en qualité d’informateurs et chacune d’entre elles sent l’importance de pouvoir compter sur les autres dès son arrivée à la ville, d’avoir reçu un accueil solidaire, un soutien pour apprendre à se débrouiller, pour savoir comment obtenir les subventions ou même un endroit où rester anonyme, à cause de la peur consécutive au traumatisme que leur agresseur les retrouve. Alors, Jesús parvient à s’ouvrir un espace dans ce terrain, avec d’autres compagnons. Tous ensemble, ils achètent du bois pour construire leurs ranchs, travaillent solidairement pendant la nuit, reconstruisant le lendemain le ranch démolé par la police, jusqu’à ce que les autorités s’avouent

28 Donnée fournie par des étudiants en santé publique qui ont fait leur travail de licence dans cette communauté (L. Nagles, 2013)

vaincues. Cette même solidarité et aussi l'accompagnement leur ont permis de créer le conseil d'action communale pour pouvoir disposer des moyens légaux et avoir leur mot à dire à la Mairie pour demander des améliorations tant de leurs logements que de leur quartier.

Pour renforcer l'importance du lien social, nous pourrions citer une leader des monts de María, région très affectée par la violence. On a demandé à cette leader lors d'une interview "Qu'ont donc de particulier les habitants des monts de María pour qu'en dépit des offensives de la guerre, il aient la capacité de renaître de leurs cendres? D'où tirent-ils leur force?" La leader a répondu: *Les monts de María sont célèbres pour la violence dominante et pour la corruption. Mais jamais personne n'a vu l'autre aspect: nous sommes aussi un territoire qui va de l'avant avec une forte tradition d'association culturelle et sociale. Ici, ils nous donnent la possibilité de nous réunir à cinq, et nous sommes déjà en train de fonder une organisation sociale de base. C'est cette force qui nous a empêchés d'être totalement subjugués. C'est cette force qui a permis à El Salado de se reconstruire après le massacre. De même, elle a permis à Mampuján et au Carmen de Bolívar de sortir de leurs tragédies*". Lors de la même entrevue, cette leader a souligné l'importance de l'aspect social dans les communautés pour leur développement. Interrogée sur l'avenir, pour savoir si les dialogues de paix de La Havane allaient arriver à bonne fin, elle a répondu: "(...) *Le grand problème, c'est la corruption. La guerre peut se terminer. Ils peuvent arriver à signer la fin du conflit à La Havane, mais si les investissements sociaux arrivent dans la région et si on bute sur le problème que les citoyens n'ont pas la préparation suffisante pour bien choisir leurs maires, alors ce sera pire que la guerre. Pour éviter cela, est nécessaire un processus pédagogique à partir des territoires. Et c'est ce que nous faisons. Mais je veux clarifier un point: ici, ni les FARC ni les paramilitaires n'ont gagné. Aucun de ces groupes ne nous a défaits. Malgré tout, nous restons une population critique qui ne croit pas que les armes soient la solution, mais croit au pouvoir du mot et de l'organisation sociale. Pour ce motif, nous sommes parvenus à nous reconstruire en partant de moins que rien*".

Pendant le travail, pendant les conversations avec toutes ces personnes de la communauté *Esfuerzos de Paz*, a été manifeste la solidarité qui existe et les raisons qui la sous-tendent sont, à notre avis, diverses; d'une part, le fait qu'être Afro leur confère un lien qui les invite à se solidariser, car ils se sentent discriminés dans une société où on discrimine en fonction de la couleur de la peau et de l'origine, où historiquement le noir a été marginalisé et la peau claire exemplarisée, ainsi que l'origine urbaine, alors que la ruralité est synonyme de faible intelligence et que ce peut être une insulte de dire: "*c'est très paysan*"; d'autre part, les unit aussi le fait d'avoir souffert le même drame du déplacement forcé. Leur lien, c'est d'avoir tout abandonné et d'arriver à un lieu où ils

doivent tout recommencer, à partir d'un nouvel environnement social, avec un nouveau foyer et des liens de parenté qui peuvent s'élargir et se renforcer au quotidien, car beaucoup d'entre eux sont obligés initialement de vivre avec les grands-parents, oncles, cousins ou même avec des amis, ce qui enclenche des affinités plus étroites. En effet, dans plusieurs de ces familles, se sont formés des couples qui, quoique faisant abstraction de la cérémonie matrimoniale, ont des enfants de leur union. La cérémonie a un coût élevé et, pour ce motif, les unions libres sont les plus courantes.

Pour Carmen, la résistance a été l'expression de la survie pour pouvoir aider ses enfants qui étaient encore en bas âge et nécessitaient tous ses soins et tout son soutien. À cette fin, elle cherche à apprendre un métier ce qui lui donnerait immédiatement de quoi subsister. C'est ainsi qu'elle apprend à se servir d'une machine de confection et, qu'en compagnie des voisines du quartier, elle prépare des plats typiques de la région du Chocó, sa terre natale, qui se vendaient bien puisque la plupart des habitants de la communauté proviennent de cette région. De cette manière, elle s'est fait connaître dans le quartier et a réussi à assurer la subsistance de sa famille. En outre, elle participe au conseil d'action communale où elle a un poste de secrétaire, ce qui lui permet de développer différents types d'activités en faveur de la communauté. La préparation de plats régionaux typiques est devenue une forme de résistance pour pallier l'oubli de sa lointaine région. Ces plats sont aussi l'occasion de tisser des liens de solidarité, de conter des histoires, de se réunir avec les siens et des étrangers. Ces derniers découvrent alors les coutumes de la région. Les jeunes et les enfants tirent des enseignements des histoires narrées par les vieux et les moins vieux qui se réunissaient dans leur Chocó natal et, à présent, le font dans la communauté pour que leurs enfants et petits-enfants connaissent ses cantiques, coutumes et plats typiques. C'est la découverte de la culture afro. Pour paraphraser Maturana: "nous sommes ce que la vie nous apprend". Tous le savent très bien dans cette communauté, et ils ne veulent pas perdre leur identité culturelle. Ils ne veulent pas permettre que les nouvelles générations nées à la ville ignorent leurs origines et leurs traditions. Pour ce motif, la fabrication et la vente de biscuits "noirs", le ragoût de poisson, la galette de maïs à l'oeuf, entre autres, se font dans la communauté lors de réunions pour danser et faire ressurgir le passé. Grâce à cela, Carmen est parvenue à survivre et à être reconnue par la communauté. Son travail sur la machine de confection lui a permis de faire les retouches sur les vêtements de tous ses voisins à des prix très économiques.

Dans une autre partie de la ville, à Blanquizal, on trouve Nora. Pour elle, les choses ont été différentes. Bien qu'Afro, elle n'a pas bénéficié des contacts et de l'union d' *Esfuerzos de Paz*. Pour elle, l'union avec ses voisins de quartier n'a pas été aussi forte. Elle est restée isolée de sa culture et

s'est davantage familiarisée avec la vie urbaine de Blanquizal, quartier périphérique qui déploie une grande activité commerciale. Comme nous le savons, y prolifèrent les petits commerces de vêtements, chaussures, articles pour nouveaux-nés, papèteries, marchés, boucheries, en général tout ce qui attire à la consommation humaine. Ces commerçants s'approvisionnent au centre-ville et vendent dans leur quartier avec un petit bénéfice. Alors, les habitants ne doivent pas aller très loin pour trouver ce qu'ils cherchent. Autre avantage, ces magasins offrent des microcrédits et leurs articles peuvent être payés par tranches hebdomadaires. Dans ce contexte où s'est construit son monde, Nora sort peu de chez elle, et ce sont ses enfants qui lui demandent qu'elle fasse ceci ou cela. Nous pourrions dire d'elle que ce sont plutôt les enfants qui sont le moteur de sa survie. Il est difficile de comprendre une femme qui, toute jeune, s'est enfuie de chez elle à cause de mauvais traitements. Elle a eu ce courage quand elle était petite fille. Il est donc surprenant qu'une fois adulte elle ait supporté les mauvais traitements de son époux pendant plusieurs années et qu'elle soit tellement passive face à la vie. Ses enfants prennent les initiatives. Il est vrai que Nora fait ce qu'elle doit pour améliorer sa vie, mais souvent l'initiative lui échappe. C'est la différence avec Maria qui est toujours en train de chercher une amélioration et de faire quelque chose pour elle et les siens.

La Réaction

Comme nous l'avons décrit, et conformément aux propositions de Boris Cyrulnik, le processus de résilience passe par différentes étapes; le traumatisme vécu est la partie la plus difficile du processus parce qu'il est encore frais; la résistance permet d'élaborer le traumatisme, de l'assimiler et de chercher une sortie; enfin, la réaction est le moment qui consiste à prendre les correctifs, à reconsidérer les événements et la manière d'y remédier ou éventuellement comment se remettre de ses émotions. Ce processus peut être conscient ou inconscient. Il s'agit de donner un nouveau sens à sa vie, de laisser le passé en arrière et de procéder à une réévaluation pour affronter l'avenir avec de meilleures perspectives.

Une étude réalisée au Pérou, dans la région d'Ayacucho, par le groupe de D. Pedersen, postérieurement à la guerre civile, a montré que mettre en évidence la souffrance des personnes affectées par cette guerre, leur a permis de prendre leurs distances vis-à-vis de leur propre angoisse, en les plaçant dans un contexte sociopolitique qui diminue leur responsabilité. Les conclusions de cette étude confirment ce que nous avons déjà exposé sur la *réaction* et sur l'appui social: "la récupération du tissu social et parallèlement des supports symboliques de la culture, avec ses

réseaux d'échanges et de fêtes collectives, contribuent au processus de guérison, suite à un conflit de ce type et de cette dimension". (cit. par Michel Tousignant, la culture comme source de résilience, p. 142). Ce type de travail met en outre en évidence l'importance du collectif pour les individus et pour la société elle-même, pour laisser entrevoir ensuite la résilience des collectifs de l'après-guerre, qui nous l'espérons se produira dans un proche avenir en Colombie.

Toujours dans le cadre de la *réaction*, nous pourrions considérer cet aspect pour chacun des participants à notre recherche. Par exemple, pour Sandino, indigène Emberá, sa réaction a été de fuir à la ville où il a eu la chance d'être accueilli par l'OIA (Organisation indigène d'Antioquia) qui lui a fourni l'appui social dont il avait besoin et qui, en plus, lui a trouvé un endroit pour être reconnu et accepté, puisqu'il est devenu l'interprète de cette organisation, pouvant ainsi aider d'autres indigènes qui ont souffert et continuent de souffrir les conséquences du déplacement forcé. Actuellement, Sandino s'est marié et a un bébé. Il a réussi à refaire sa vie loin de son village natal où il va, de temps en temps, visiter les siens, ceux qui n'ont pas fui et sont restés dans la région, abandonnant leurs terres, mais vivant toujours à proximité. Pour ce qui est de sa période réactive, Sandino souligne l'importance d'avoir connu une organisation pour l'accueillir, lui donner l'occasion de se sentir utile à la communauté et aussi lui avoir permis de faire face à ses besoins les plus élémentaires, pour ensuite s'adapter à la vie urbaine.

Relativement à ce que Sandino a vécu pendant son processus de récupération consécutif à son arrivée à la ville et à sa liaison avec l'OIA, nous pourrions affirmer que le soutien qu'il a trouvé et sa valorisation personnelle sont partie fondamentale du processus de résilience, étant manifeste qu'il a récupéré rapidement grâce au soutien reçu. Cette valorisation personnelle confirme différentes études sur la résilience qui privilégie l'importance de l'estime de soi. (Michel Tousignant, la culture comme source de résilience, 2012, p. 144).

Pour Jaime, le processus vécu n'a pas été aussi rapide que celui de Sandino, mais nous pouvons observer l'importance qu'a eue dans sa vie et dans ses activités la communauté *Esfuerzos de Paz II*. Dans le processus vécu par Jaime, il y aurait plusieurs éléments à souligner et nous ne saurions quel est le plus important, car comme nous l'avons mentionné ici, la résistance est un processus multifactoriel et comme le note B. Cyrulnik: "étudier la résilience est se demander quelles sont les conditions qui permettent de reprendre les rênes après un traumatisme. La réponse multidisciplinaire exige l'intégration dans un système indivisible d'éléments hétérogènes, biologiques, affectifs, psychologiques, familiaux, sociaux et culturels". Dans le cas qui nous occupe, nous dirions que pour Jaime le désir de travailler pour la communauté a eu une importance

primordiale. C'était déjà important avant son déplacement, sur sa terre natale, car comme nous le savons, il était déjà intéressé par le développement de projets au bénéfice de la communauté. À son arrivée à la ville, il a trouvé une autre communauté pour y poursuivre sa tâche, cette lutte pour la reconnaissance dont parle Axel Honneth. Il trouvera cette reconnaissance quand la communauté le nommera président du conseil d'action communale et qu'il s'occupera de la mise en oeuvre de projets, apprenant sur le tas et obtenant de bons résultats.

Au moment de terminer nos rencontres et nos conversations avec Jaime, il se sent satisfait de ses résultats. Il a, toutefois, beaucoup de projets en tête, comme éviter d'être expulsé du quartier, se réimplanter ailleurs pour ne pas couper les liens entre membres de la communauté. Il rêve aussi de reboiser les abords du torrent "La Castro", ce qui serait très bénéfique pour l'environnement et l'écologie de la communauté *Esfuerzos de Paz II*. Nous pourrions ajouter à cela la partie artistique de Jaime qui, entre mille activités, trouve le temps de faire des sculptures sur bois et de réaliser de belles oeuvres en sculptant des animaux dans un tronc d'arbre qu'il trouve, pour les vendre ou les offrir. Jamais il n'en garde un, car il dit que l'art se partage.

Tout ceci a contribué à la récupération de Jaime après le traumatisme du déracinement et de la désintégration de la famille. Il a trouvé sa voie, l'énergie et les motifs pour poursuivre le cours de son existence. Tout cela, il le doit, ainsi que nous l'avons mentionné à plusieurs occasions, à l'aide de ses voisins et amis. Mais cet appui est le fruit de ses conversations, de sa manière d'exprimer ce qu'il ressent ou désire. S'il était resté seul, isolé, enfermé dans son ranch, il serait mort rapidement comme son père de nostalgie et du refus de se battre, alors que Jaime a cherché la communauté qui l'a accueilli. Dans les travaux de résilience, c'est un facteur fondamental de s'exprimer par la parole ou par l'art, selon les aptitudes du sujet, et de se reconfigurer. Au sujet de l'expression, dans un séminaire qui a eu lieu à Buenos Aires, Argentine, sur la résilience, Boris Cyrulnik affirmait que *"ceux qui à cause d'un traumatisme s'étaient vus obligés à écrire ou à peindre, parce que l'écriture est un facteur de résilience qui pour moi est très efficace car même si vous ne dites rien, le simple fait que vous approuviez quand je parle, vous participez à la construction de mon discours; je vous regarde et bien que vous ne disiez rien, votre présence muette...fait de vous des coauteurs de mon discours. Alors que par l'écriture, je m'adresse au lecteur, à l'ami parfait, je m'adresse à celui qui va me comprendre à la perfection et je me livre à un travail de restructuration émotionnelle. Je cherche les mots, je cherche de jolies phrases, je m'entraîne à dominer l'émotion, je ne suis plus submergé ni abruti car je m'éloigne du traumatisme. Je cherche à donner une forme écrite, picturale, théâtrale ou musicale, je cherche à mettre en forme le malheur qui m'est arrivé, je*

travaille et me reprends peu à peu, je m'entraîne pour reprendre possession de mon monde intime déchiré par le traumatisme”.

Sur l'art et la résilience, Boris Cyrulnik soutient que c'est une modalité d'expression de nombreuses personnes qui ont subi différents types et niveaux de traumatisme, et l'art est une forme d'expression et de sortie de ces traumatismes. Une des meilleures méthodes de récupération est l'écriture. C'est une manière de transformer la douleur, de même que toute autre forme d'expression choisie par un sujet.

À cet égard, nous voyons comment Jaime a recouru à l'une de ces méthodes (l'art), sans savoir que c'est une manière de faire front au traumatisme vécu lors d'un déplacement forcé. De plus, sur le plan biologique, nous sommes des êtres sociaux et, en tant qu'êtres sociaux, nous dépendons des relations avec les autres. Nous cherchons ceci de manière consciente ou inconsciente. En témoignent les travaux réalisés par différents chercheurs, dont fait partie notre auteur Boris Cyrulnik qui, dans une conférence, a relaté une de ses expériences lorsqu'il travaillait comme psychologue clinique. Il va à une école pour un entretien avec un “mauvais étudiant” et en cours d'entretien, il s'aperçoit que l'enfant a de graves problèmes familiaux, ses parents sont agressifs et ne lui prêtent aucune attention. Lui, n'a aucun intérêt pour le collègue. Peu lui importe ce que le professeur peut dire du théorème de Pythagore. Ce qui l'intéresse, c'est ce qui s'est passé la nuit précédente dans son foyer et ce qui l'attend à la maison. Mais quelqu'un entre en scène et établit une relation affective avec l'enfant. En quelques mois, il rattrape le retard scolaire parce qu'il y a quelqu'un pour qui travailler...le théorème de Pythagore a désormais un sens. “Je vais essayer de comprendre le théorème de Pythagore pour lui faire plaisir, parce qu'avec lui ou avec elle...” Nous pouvons nommer cela lien d'affection ou lien de transfert. Pour cet enfant, les circonstances ont changé. À présent, il compte pour quelqu'un.

Mais pour les groupes en marge de la loi, les gens ne comptent pas comme des êtres humains. Ils ne sont que des obstacles qui s'opposent à la réalisation de leur objectif et peu importent les moyens employés pour franchir cet obstacle. Ces gens ont conçu un monde qui pour eux est réel et véritable. Sur la perception du monde par un individu, où l'autre n'est pas un autre, le docteur Cyrulnik lors de la conférence de Buenos Aires déjà citée déclare: (...) je crois que nos sociétés s'organisent autour de préjugés, de jugements formulés avant toute expérience sensible. Si je me fais de l'autre une idée qui le rabaisse, mon monde est clair. L'autre est un sous-homme et moi, bien sûr, je suis un surhomme. Tout est clair. En d'autres termes, en ce moment l'avantage du préjugé est que j'ai un

comportement non ambivalent. Je suis clair, je n'ai pas d'angoisse, je sais où est le bien et le mal, je connais *l'axe du mal* (c'est un mot forgé récemment). L'axe du mal est bien sûr que je suis un ange et que tous ceux qui s'opposent à l'axe sont des diables, des démons. Ce préjugé a l'avantage psychologique de rendre le monde transparent, avec des décisions comportementales claires, du malheur pour les incroyants qui veulent semer l'angoisse dans nos coeurs (...)"'. C'est ainsi que pensent les groupes en marge de la loi, et c'est pour cela qu'ils ne ressentent aucune angoisse ni se sentent responsables quand ils commettent tous ces actes de violence contre les autres, les sous-hommes". Ce qu'ils font est correct et tous les autres se trompent. Un paramilitaire corrobore cette manière de penser dans une déclaration par laquelle il justifie la mort d'enfants lors d'un massacre dont son groupe est l'auteur: "quand quelqu'un fait une fumigation, il tue la mauvaise herbe et quelques bonnes plantes, c'est normal". Pour ce motif, les personnes, les populations qui sont victimes de groupes armés subissent cet acte de deshumanisation, cette aliénation de leur être et elles le vivent sous différentes formes ou en vertu de diverses modalités. La première est la menace, l'ultimatum, l'ordre de vider les lieux sans qu'importe son histoire, ses liens, ses biens, sinon il y aura agression physique, l'extermination d'un ou plusieurs de ses êtres chers et/ou le recrutement forcé des mâles du foyer. C'est une violence de grande magnitude contre tout être humain, c'est l'obliger à renoncer à tout ce qu'il avait, que ce soit matériel, social, ses souvenirs, espaces, territoire, voisins et amis. On abandonne tout pour sauver sa peau. On laisse derrière soi son être, paysan, agriculteur, éleveur pour chercher quoi devenir. Peut-être une statistique que personne ne compulse ou un chômeur de plus dans une ville qui ne sait plus combien elle en compte. À son arrivée en ville, il fait face de nouveau au rejet d'une partie de la société qui nie son droit d'appartenance, d'intégration, car elle voit les déplacés comme une menace pour la tranquillité du quartier. Puis, il essuiera d'autres refus de la part des services publics ou privés où il devra lutter pour obtenir les droits à la santé, à l'éducation et au logement, pour ne citer qu'eux.

En conséquence, les déplacés doivent lutter pour qu'on les reconnaisse, pour conserver le droit de socialisation qui les valorise et conserver ainsi leur essence d'être social: la recherche de cette reconnaissance sociale, de l'affection et du partage.

L'affection, l'amour sont biologiquement nécessaires pour les êtres sociaux comme l'être humain. En témoigne la privation d'affection chez les bébés. On sait pas mal de choses sur ce thème, mais pas suffisamment. Le docteur Cyrulnik, lors d'une rencontre internationale sur la résilience, affirmait: "*l'affection chez le bébé est un vrai aliment affectif. Un bébé privé d'affection se laisse mourir, comme je l'ai dit hier. Il se laisse mourir avec un syndrome, avec un oedème de carence. Je vous ai dit hier que la première fois que je l'ai vu, j'étais alors psychologue, je ne pouvais pas*

croire à une telle quantité d'oedèmes de carence comme je l'ai vu alors". De même, Humberto Maturana, en tant que docteur en biologie, affirme que: (...) l'enfant doit grandir dans la dignité du respect de soi-même et de l'autre que véhicule la biologie de l'amour. Je pense que la plus grande part de la souffrance humaine et la plupart des maladies humaines tirent leur origine de la négation de l'amour (...)". À l'appui de ce qui précède, Humberto Maturana ajoute: *"l'organisme humain en tant que système existe avec une harmonie et une cohérence internes qui se perdent quand ses relations et interrelations cessent d'être congruentes avec cette harmonie. La négation de l'amour (affection) rompt cette congruence et provoque des altérations physiologiques qui rendent possibles des processus d'altérations dans la dynamique motrice, endocrine, immunitaire, neuronale ou tissulaire, en général. Ainsi, les germes qui coexistaient normalement avec nous deviennent pathogènes parce que notre relation avec eux s'altère ou s'altèrent les processus de régulation de la dynamique cellulaire qui déclenchent des dysfonctions organiques, c'est-à-dire que suite aux altérations de la biologie de l'amour est modifiée la dynamique endocrine, de telle sorte que surgissent des altérations de la dynamique tissulaire ou, enfin, est altérée la dynamique motrice et d'attention; surgissent alors, ou se présentent, des accidents par cécité ou efforts démesurés"*. (H. Maturana, *el sentido de lo humano*, p. 52).

Pour notre informateur indigène Francisco, le processus d'arrivée et d'adaptation à la ville, avec sa famille, a été vécu avec des difficultés excessives. Ils étaient une famille très nombreuse et, en plus d'être des déplacés dans cette ville, ils avaient une autre grande difficulté: celle d'être indigènes, dans une ville où pour agresser verbalement, insulter ou dire de quelqu'un qu'il n'est pas très intelligent, on dit de lui: "Il est très indigène". Avec une stigmatisation de ce type, nous pouvons déduire le traitement et la discrimination dont sont victimes les indigènes en dehors de leur environnement normal.

Un autre argument qui oeuvre négativement est la différence culturelle et de langage. Tous les indigènes ne parlent pas espagnol et culturellement les femmes ne peuvent pas parler avec un autre homme sans l'autorisation de leur époux. Avec tous ces facteurs négatifs, l'arrivée de cette famille à la ville a été très difficile et, très rapidement, ils se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient pas s'adapter. Les différences culturelles, la discrimination et le langage ont joué leur rôle dans tout ce processus anti-résilient. L'apparition de la résilience n'a pas été possible. Ils ont cherché très vite une alternative d'accueil dans une ville plus petite avec une plus forte concentration d'indigènes. Ceci leur ouvrait la possibilité d'une meilleure adaptation et de développement du processus de résilience qui serait réalisable si des conditions différentes se présentaient. Ils ont la possibilité de

s'établir dans une réserve indigène et d'être avec une population qui va les accepter sans discrimination. Ils ont aussi la possibilité de travailler dans l'agriculture qui a toujours été l'activité exercée par la plupart d'entre eux. Dans cette région du département d'Antioquia, on cultive le café et à l'époque de la cueillette, les indigènes sont embauchés car pour les agriculteurs, c'est une main d'oeuvre moins coûteuse, et pour les indigènes l'occasion de travailler à proximité de leur réserve. Dans la municipalité de Andes, existent des réserves indigènes où ils sont protégés par la loi. Pour le moment, il n'y a pas eu de déplacements de populations dans cette municipalité qui, en revanche, est devenue un lieu d'accueil des populations déplacées, surtout indigène, en provenance de la municipalité de Rio Sucio (Chocó).

Dans ces terres éloignées de son village natal, Francisco et les membres de sa famille essaieront de trouver un endroit où "récupérer" ce qu'ils ont perdu dans le déplacement. Cela, il n'a pu trouver à Medellín, ville trop hostile à l'égard de ces nouveaux habitants, surtout s'ils sont indigènes, car tout est plus difficile pour eux, et on leur dresse beaucoup plus de barrières qu'aux déplacés non-indigènes.

14.5 Résilience Et Environnement

Tout au long de ce travail, nous avons cherché quels sont et quels ont été les facteurs qui ont aidé nos informateurs à aller de l'avant, après avoir subi le traumatisme du déplacement forcé. Pour atteindre cet objectif, nous avons pris en considération différents aspects de la Colombie pour pouvoir contextualiser et essayer de comprendre dans quelles conditions se produit le déplacement forcé, pourquoi il existe et quels sont les bénéficiaires quand une personne ou une population doit abandonner son territoire. Même si les conditions de vie qu'avaient ces personnes avant d'être déplacées par la force n'étaient pas des meilleures, à cause de la situation générale du pays, on pourrait dire qu'elles avaient une vie supportable dans le cadre des luttes quotidiennes pour la survie. Mais en devenant des déplacées, leur situation change radicalement. C'est alors que nous avons voulu observer quels éléments leur ont servi de base, d'outil pour affronter leur nouvelle situation vécue. Certains sont parvenus à s'intégrer à la société et à mener une vie "digne" avec ses difficultés, mais qui leur permettait de se remettre d'aplomb et de reconstruire leurs vies. En revanche, il y a un autre groupe de personnes qui n'est pas parvenu à s'adapter, beaucoup sont mortes, surtout parmi les personnes âgées pour lesquelles il est plus difficile d'être résilientes, et d'autres qui continuent à jouer leur rôle de victimes, même si toutes le sont. Ces dernières vivent de cela, en profitant pour demander l'aumône et des subventions étatiques, sans parvenir à se

dépendre de leur vie passée, de leurs souvenirs, de leur terre, de leur territoire. Ce sont des personnes non-résilientes.

Dans les études qui ont été menées et qui sont toujours menées dans différents domaines de recherche, on a dit par exemple dans le domaine de la biologie que la résilience est plus élevée ou plus déterminante chez les personnes qui possèdent un taux majeur de transporteurs de sérotonine. La sérotonine est plus présente chez les personnes résilientes. Il y a même des auteurs qui parlent d'influence génétique (Cyrulnik, 2012). Dans d'autres domaines de la science, on a proposé des théories comme dans l'aire psychosociale où les études ont conclu que le développement des enfants n'est pas strictement ou uniquement lié à l'influence maternelle, mais plutôt à l'environnement familial et socioculturel des mineurs, ce qui va dans le sens de la théorie de l'attachement de John Bowlby. Pour un bon développement du processus de résilience, nous savons à présent qu'il y a des facteurs biologiques et qu'est de grande importance la stabilité affective au cours des premiers mois de vie, en sus des influences qui s'exercent sur eux à l'école, dans la famille et dans le domaine socioculturel.

Si nous regardons les données collectées tout au long de cette période et écoutons les histoires vécues par nos informateurs, nous avons vu le rôle joué par différents aspects dans l'adaptation qui a eu lieu, et lorsqu'ici nous parlons d'adaptation, nous pourrions aussi bien la comprendre comme de la résilience dont les piliers sont le psychoaffectif, le social et le culturel. (Cyrulnik, 2012).

Le fait d'arriver à un quartier où le déplacé trouve un groupe de personnes qui lui offrent un espace d'hébergement, des adresses pour solliciter des subventions, lui disent ce qu'il doit faire les premiers jours de son arrivée, est un facteur essentiel pour l'avenir de son séjour urbain. Si un déplacé reçoit ce type de soutien, cela lui fournit un appui important pour continuer et, de cette manière, faire face à sa nouvelle situation. C'est un moyen de lui dire qu'il n'est pas seul, que quelqu'un le comprend et connaît les circonstances par lesquelles il passe. Conformément aux travaux sur la résilience, cet appui social aide l'individu ou la famille à avoir plus d'espoir et de confiance en l'avenir. Au contraire, si l'environnement est par trop hostile, si personne ne les soutient, les déplacés ne vont pas se sentir accueillis, mais isolés, seuls, désespérés et ils pourraient facilement perdre pied face à l'adversité.

Pour ce motif, beaucoup de déplacés parviennent à aller de l'avant, comme ce fut le cas pour Sandino. L'OIA l'a aidé et il a trouvé en son sein des personnes qui l'ont soutenu pour trouver un toit, lui ont fourni les renseignements nécessaires et ont collaboré au niveau des démarches que doit

faire un déplacé pour accéder aux aides financières que l'État accorde parfois. En revanche, il y a des personnes qui ne socialisent pas, comme ce fut le cas du père de Jaime qui, à son arrivée, ne s'est pas fait beaucoup de relations, préférant rester dans le ranch où Jaime l'avait accueilli. Il y passait son temps à regretter sa terre, son village, ses amis de toujours, comme l'a décrit son fils. C'est dans ce ranch dont il sortait peu qu'il a passé les derniers mois de sa vie à converser avec son fils.

Cet isolement a été fatal pour sa récupération car l'aspect social n'a pas pu se développer. En conséquence, il ne s'est pas adapté au milieu et est décédé, comme cela est arrivé à plusieurs pères de déplacés. Comme c'était prévisible, ce sont les adultes majeurs qui ont eu le plus de mal à s'adapter au nouvel espace, selon Juan José Cañas, parce que plus attachés à leur passé. Ce sont eux qui ont le plus perdu à ce changement, perdant leur statut de maîtres des lieux qui approvisionnent le foyer par leur travail pour devenir des chômeurs incapables du moindre apport économique. Ils peuvent difficilement exercer leur savoir faire paysan à la ville. Mais leurs femmes en général s'adaptent mieux, sont plus sociables, conversent davantage avec les voisines, se font des amies plus vite et trouvent à la ville des emplois de garde d'enfants ou d'employées de maison. La plupart des femmes de la campagne avaient déjà exercé cette activité chez elles et elles continuent de le faire dans leur foyer ou dans des familles étrangères. De cette manière, elles gagnent leur vie et s'adaptent au nouvel espace.

Nous avons vu aussi comment les nouveaux habitants de la ville pour s'y ménager un espace et être reconnus, s'unissent, luttent pour leurs droits, cherchent à se réunir et forment des associations. Ces dernières ont atteint beaucoup des objectifs pour lesquels luttent les déplacés. Elles ont aidé un grand nombre de personnes qui y trouvent un espace commun, une sensation partagée et effectuent des tâches qui soulagent ceux qui sont affectés, en profitant elles aussi. Au sein de ces associations, les déplacés se sentent importants, reconnus et de nouveau appréciés. Ces associations les aident à retrouver leur dignité. Sans elles et sans l'aide que les déplacés obtiennent de l'État, leur intégration urbaine serait presque impossible.

C'est là que nous touchons du doigt l'importance du domaine social dans le développement du processus de résilience, puisque c'est une imbrication de conversations où se forme le social et, de cette manière, les déplacés sont de nouveau humanisés. Pour l'État, ce ne sont que des statistiques, mais pour leurs camarades, voisins et amis, le déplacé a un nom, un passé, un présent et un avenir. Dans les associations, ils racontent leurs expériences et les comparent à d'autres expériences vécues. Ils s'aperçoivent qu'il y en a d'autres qui sont passés par des expériences similaires et sont

parvenus à s'en sortir. Quand ils comprennent qu'ils peuvent aller de l'avant, que d'autres l'ont déjà fait, cela alimente leur envie de lutter davantage pour que leur histoire appartienne définitivement au passé.

À cet égard, l'un d'entre eux déclare: "ce qui nous est arrivé est seulement un coup bas de la vie, mais nous sommes plus forts que cela et nous allons continuer la lutte car cette manière de vivre n'est pas notre destin et nous pourrons le forger si nous nous unissons". Telles sont les pensées et les dispositions d'un déplacé avec les outils de sa résilience que renforceront les conversations avec les autres, la conscience que d'autres ont été frappés par le même drame et s'en sont sortis. C'est cela qui leur donne envie de recommencer.

Chacun apporte à ces organisations ses connaissances pour aider les autres. Les informations se croisent et se recroisent. Les plus anciens transmettent leur expérience aux nouveaux venus pour qu'ils sachent se débrouiller dans la ville. Les nouveaux arrivants ont aussi beaucoup à apporter au groupe qu'ils contribuent à former. En général, ces associations sont intégrées par des personnes qui ont eu une expérience de ce type dans leur lieu d'origine. (confirmation de la citation de Suárez, 2000).

14.6 L'appui De La Famille

La famille a joué un rôle déterminant dans le processus de résilience de la population déplacée, car c'est souvent la famille nucléaire qui subit le drame de plein fouet. Ainsi, chacun des membres de la famille peut trouver un appui important auprès des autres membres pour extérioriser sa souffrance et pouvoir parler de ses craintes. Les familles en situation de crise, comme en cas de déplacement forcé, doivent avoir une grande capacité d'adaptation pour rester unies et affronter les défis que cela implique, comme la possibilité de transformation de la structure familiale suite à la mort du père de famille, ce qui est le plus fréquent dans ce type de situations, ou du fait de l'incorporation d'autres membres lors de l'arrivée en ville. Cette capacité est due à "un équilibre dynamique entre la stabilité (homéostasie) et le changement (morphogénèse) qui garantit la stabilité de la structure familiale" (cit. par Olson et Gorall. 2003; Beavers et Hampson, 2003).

Pour que ceci se déroule de manière fluide, est de notable importance l'histoire vécue par chacun avant le déplacement. Il en est ainsi du lien créé entre parents et enfants qui donnera à ces derniers des bases solides pour se rétablir progressivement au sein de la famille, chacun des membres trouvant auprès des autres le soutien nécessaire au processus.

Dans l'article sur la résilience dans la famille, l'auteur propose d'essayer de conserver les rites familiaux antérieurs au traumatisme, comme le dîner ensemble, les conversations nocturnes ou la lecture d'un conte pour enfants, afin de sauvegarder l'unité familiale. L'auteur insiste sur leur conservation pour que les racines restent enfouies dans le passé. (Imber-Negro et autres, 2003). Il est clair que chaque famille a un développement différent qui dépend de sa propre histoire, car nous connaissons des cas d'inceste, de violence intrafamiliale ou d'absence des parents. Dans ces cas-là, la famille est alors plutôt un facteur d'instabilité pour ses membres. Elle devient alors un facteur de risque. Toutefois, dans les cas que nous avons eu l'occasion de rapporter, le rôle joué par la famille a été essentiel dans le processus de résilience et, dans bien d'autres cas, le traumatisme a contribué au rapprochement de ses membres, renforçant leurs liens ou cicatrisant leurs vieilles blessures. Parler des vieilles dissensions favorise en effet le rapprochement. Tel n'a pas été le cas de Nora pour qui la famille paternelle a été la cause de son départ du foyer, alors qu'elle était encore très jeune. Comme l'affirme Humberto Maturana (2003), c'est en conversant que nous devenons humains, c'est dans l'entrelacs d'émotions et de langage que jaillit la conversation, et c'est alors que nous nous approchons ou nous éloignons de l'autre, et cela arrive dans la mesure où nous repoussons ou acceptons l'autre comme un autre légitime égal à nous-mêmes. Le social surgit alors de cette acceptation de l'autre et de nous-mêmes par l'autre pour nouer les liens sociaux, familiaux qui nous donnent cette connivence, cette reconnaissance que nous cherchons tous en tant qu'êtres humains. Tout cela est d'importance pour vivre le processus de résilience.

Au contraire, lorsque nous sommes repoussés, quand on ne nous reconnaît pas comme des êtres humains égaux aux autres, nous dérivons vers les profondeurs du traumatisme. C'est un des drames que vit le déplacé quand il est spolié de sa terre, obligé de fuir, repoussé, ignoré en tant qu'être humain. Ceci s'additionne au traumatisme de la dépossession, et la restitution de la reconnaissance humaine et sociale devient le premier besoin d'un déplacé pour entamer son processus de résilience, ce à quoi il parviendra avec l'appui de la famille, dans de nombreux cas, et de proches comme ses voisins ou amis, ou parfois du personnel d'assistance sociale ou médicale, comme l'affirme Michel Delage (Résilience et famille, p. 97) quand il parle des tuteurs de résilience. Pour tous ces motifs, il commence à reconstruire sur les acquis de sa terre d'origine et sur le mode de vie antérieur au déplacement comme l'indique Suárez (2000): *“Les personnes qui ont le plus d'expérience en matière d'activités sociales sont celles qui s'adaptent le plus rapidement”*. Elles arrivent à la ville avec leur savoir-faire et cherchent à intégrer des groupes sociaux, syndicats, associations, conseils d'action communale ou tout autre type de groupements. A partir de là, elles entament leur processus de résilience, mais selon Cyrulnik, s'y ajoute un rêve ou un plan d'avenir, un désir de sortir de leur

situation et de forger un nouvel avenir qui, la plupart du temps, est encouragé par la famille proche qui devient une motivation pour continuer la lutte et assurer son bien-être et celui de ses parents proches.

En plus du tuteur de résilience, cet auteur nous parle des moments de résilience qui sont les épisodes vécus par une personne, suite au traumatisme, qui l'amènent à réfléchir sur sa situation et lui reproposent la nécessité de s'en sortir, de faire un bond en avant et de ne pas demeurer figé. C'est un moment fondamental chez beaucoup de personnes qui sont parvenues à se remettre de différents types de traumatismes. Se voir soumises à une situation difficile et trouver l'espace de réflexion a conduit les personnes à s'adapter aux nouvelles circonstances, à se mettre en branle, à faire partie du nouvel environnement, à apprendre à envisager la vie d'une manière différente où il faut avoir son plan d'action, savoir comment le réaliser. Pour cela, il peut être nécessaire d'adopter de nouvelles habitudes, de réaliser de nouvelles activités, d'apprendre du milieu dans lequel on baigne et parvenir ainsi à s'adapter pour continuer à vivre dans un espace différent qui doit à présent être le nouvel espace personnel.

Ceci requiert plusieurs éléments importants comme la flexibilité pour s'adapter, si les personnes sont très rigides, si elles prétendent que le milieu s'adapte à elles, elles vont se trouver face à de nombreuses difficultés qu'elles pourront difficilement surmonter. Mais si elles, comme l'ont été nos informateurs, sont flexibles et conquièrent les nouveaux espaces, apprennent à se débrouiller dans leur nouvel environnement, s'intègrent dans le voisinage et s'approprient ses coutumes, sans oublier les leurs, elles vont pouvoir mener une nouvelle vie et c'est l'avantage des moments de résilience dont parle B. Cyrulnik. Ce moment est une revendication du changement, un appel à la flexibilité, à cette même flexibilité dont le skieur doit faire preuve sur la piste, en glissant avec précaution, esquivant avec prudence les obstacles du chemin, les contournant l'un après l'autre sans se raidir face aux difficultés qui se présenteraient. Les personnes résilientes affrontent avec cette même tranquillité les obstacles qui se présentent, avec créativité et humour, entre autres qualités.

Mais nous trouvons des personnes qui n'adoptent pas ces attitudes et restent passives face à l'adversité, se réfugient dans le passé, pensent à leur vie antérieure, regrettant la terre où elles vivaient et la vie qu'elles y menaient. Elles laissent passer le temps comme cela et attendent que les autres agissent à leur place. Elles sont sans initiative et sans projets. C'est comme si elles se confiaient au destin, dans l'attente de ce qui pourrait se passer.

Nous catalogons comme non résilientes les personnes qui agissent de la sorte. Depuis leur arrivée à la ville, leur condition n'a pas changé significativement par rapport à l'époque des travaux des champs. En parlant avec elles, et notamment avec une mère de famille qui reste à la maison et se consacre seulement aux travaux domestiques, sans penser à refaire sa vie, elle nous explique qu'elle ne voulait pas vivre à la ville, car c'est un lieu très grand où les gens ne se connaissent pas et où existent toujours la méfiance et la discrimination. *“Ici, je vais toujours être une déplacée. Mais ma terre, c'est mon chez moi”*. Mais elle craint de retourner à la campagne à cause du danger que cela implique de retourner sur les lieux dont on a fui pour sauver sa vie.

Par chance, ses enfants mineurs bénéficient de l'appui d'une tante qui est toujours prête à satisfaire leurs besoins et à leur donner de l'espoir quant à leur avenir. C'est elle qui les soutient pour qu'ils continuent leurs études et ne restent pas à la maison à regarder passer la vie. Mais elle n'a pas réussi à faire changer sa soeur d'attitude face à la vie. Tant que cette mère de famille ne voudra pas ou n'aura pas d'intérêt pour sortir de cette situation, il sera impossible que cela change, car le premier pas est de sentir le besoin et le désir de le faire. Elle n'a eu ni un moment ni un événement de résilience.

14.7 Les Caractéristiques Des Résilients

Conformément aux différentes sources bibliographiques consultées, nous trouvons que les personnes résilientes peuvent avoir certaines particularités qui les aident à avoir cette condition. Toutefois, la liste serait par trop longue si nous retenions toutes les caractéristiques citées dans la bibliographie et, en outre, elles fluctuent en fonction des travaux. Conformément à notre critère, nous nous limiterons aux travaux réalisés par Salgado (2005) et Aldo Melillo (2004) qui énumèrent certaines qualités qui, en plus, sont citées dans plusieurs travaux: l'estime de soi, l'empathie, l'autonomie, l'humour, la créativité, sont quelques unes des caractéristiques les plus importantes qui apparaissent dans les recherches menées sur des enfants de 7 à 12 ans.

L'empathie est définie comme la quatrième des capacités pratiques de l'intelligence émotionnelle. C'est une aptitude de base de la communication interpersonnelle. Elle permet une solide compréhension entre deux personnes. En conséquence, l'empathie est fondamentale pour comprendre dans le détail le message de l'autre et ainsi établir un dialogue. Cette aptitude pour inférer les pensées et les sentiments des autres génère des sentiments de sympathie, de compréhension et de tendresse. Conformément à la définition de www.ecured.co, *“l'empathie tend à ressembler à notre conscience sociale car, à travers elle, on peut apprécier les sentiments et les besoins des autres, distillant la chaleur émotionnelle, l'engagement, l'affection et la sensibilité”*

(<http://www.ecured.cu/index.php/Empatia>). Toutes ces qualités ou aptitudes qui forment l'empathie sont de grande importance pour tout un chacun et, bien sûr, un avantage pour les personnes qui ont subi un traumatisme, car elles seront postérieurement un terrain fertile pour le processus de résilience. Grâce à l'empathie, elles auront une grande facilité de communication, ce qui est transcendantal dans le processus de résilience.

Nous connaissons bien le sens de *l'estime de soi*. C'est le fruit du soin affectif à l'enfant ou à l'adolescent prodigué par un adulte significatif. C'est la base des autres piliers de la résilience (A. Melillo, 2005). La confiance en soi, cette valorisation de soi-même, va se répercuter sur le bien-être personnel et sur celui de l'entourage. Croire en soi-même, en ses capacités et limitations, est un élément important pour se remettre en cas de difficultés que réserve la vie.

L'autonomie, autre pilier de la résilience est un facteur décisif pour une personnalité résiliente. Elle montre le comportement des individus face à eux-mêmes et à la société, par opposition à l'hétéronomie où l'on dépend des autres. Les personnes les plus autonomes auront leurs propres critères et raisons d'agir, jugeant leurs actes et les justifiant (Lawrence Kohlberg, cit. par Claudine Leleux, 2003).

Introspection: l'art de se poser des questions à soi-même, de réfléchir et d'être capable de prendre une décision, tout en ayant des concepts clairs.

Indépendance: elle a été définie comme savoir fixer des limites entre soi et un milieu à problèmes; la capacité de maintenir la distance émotionnelle et physique sans tomber dans l'isolement (A. Melillo, 2002).

Ce même auteur relate dans son article d'autres caractéristiques citées dans différents travaux sur la résilience comme: *la capacité à se faire des relations, l'initiative, l'humour, la créativité, la moralité et la capacité de pensée critique*.

Du point de vue épidémiologique, on pourrait dire que si les personnes ont ces particularités, elles bénéficient de facteurs de protection qui les rendent moins vulnérables face aux adversités auxquelles elles pourraient être confrontées au cours de leur vie. Nous pouvons, en outre, observer que toutes ces aptitudes des personnes résilientes ont un axe fondamental et qu'elles mettent toujours en relief un facteur essentiel; la communication avec l'autre, avec les autres, la relation basée sur la confiance en soi-même, ce qui s'acquiert dès l'enfance (John Bowlby). C'est en liaison intime avec le fait de montrer son humanité dans sa relation avec l'autre, en valorisant l'autre comme un véritable alter ego.

Dans cette optique, le fait de converser, d'accepter l'autre dans la communauté, dans la société, rend un individu important pour son quartier, ses voisins et amis, et pour lui-même. Ainsi, le déplacé commencera à récupérer sa dignité en tant qu'être humain et aura plus d'éléments pour devenir une personne résiliente.

De cette manière, le déplacé se forge un nouvel avenir dans sa ville d'accueil et il l'accueille à son tour, l'intègre à son devenir, et il y a adaptation réciproque dans laquelle chacun modifie l'autre, avec pour résultat l'adaptation nécessaire pour la survie des nouveaux citoyens.

Sous l'angle épidémiologique, nous pourrions dire que de même qu'il existe des facteurs de protection, nous trouvons par opposition la solitude, l'abandon, le manque de société intégratrice, entre autres, qui seraient des *facteurs de risque*, pour ceux qui ne parviendraient pas à être résilients. Il est nécessaire de connaître tout cela et de le comprendre pour pouvoir agir en faveur des personnes qui en ont besoin, car lorsque nous comprendrons comment se génère le problème, quand nous connaissons les facteurs de risque, nous aurons des outils d'intervention dans le développement du processus.

Comme nous l'avons déjà mentionné: *“le travail qui à l'origine de ce nouveau concept a été celui de E. Werner (1992) qui a étudié l'influence des facteurs de risque, ceux qui se présentent quand les processus du mode de vie, de travail, de la vie quotidienne de consommation, de relations politiques, culturelles et écologiques, sont caractérisés par une profonde injustice et discrimination sociale, une injustice de genre et une injustice ethno-culturelle qui génèrent des formes de rémunération injustes avec pour conséquence: la pauvreté, une vie en proie au stress, aux surcharges physiques, à l'exposition au danger (plus que des “facteurs de risque”, nous devrions les considérer comme des processus destructifs (Breilh, 2003) qui caractérisent divers modes de fonctionnement social ou groupal, au milieu d'une pauvreté structurelle, comme le relate O. Lewis dans son classique “Les fils de Sanchez”. (cit. par A. Melillo, 2003).*

En réalisant notre recherche, et en nous fondant sur d'autres déjà consultées relatives à la résilience, nous avons des fondements pour souligner l'importance du social dans le processus de résilience et dans la vie quotidienne. Ces recherches confirment ce que nous avons déjà exposé, dans la mesure où nous sommes des êtres sociaux et humains, dans la mesure où nous nouons des relations avec les autres et, dans cette relation, nous trouvons la réciprocité qui nous donne les outils pour affronter les difficultés, pour autant que nous soyons valorisés, pris en compte ou reconnus, comme le soutient A. Honnet.

Werner soutient que “toutes les études faites à niveau mondial sur les enfants handicapés, ont montré que l’influence la plus positive pour eux est une relation affectueuse et étroite avec un adulte significatif”.

On croyait aussi que la résilience était une question génétique, mais la chercheuse conclut en disant que: *tous les sujets qui se sont avérés résilients avaient, pour le moins, une personne (membre de la famille ou non) qui les avaient acceptés de manière inconditionnelle, indépendamment de leur tempérament, de leur aspect physique ou de leur intelligence. Chacun avait besoin de s’appuyer sur quelqu’un et, en même temps, de sentir que ses efforts, sa compétence et son estime de soi étaient reconnus et encouragés. Avoir cette personne a fait la différence. En d’autres termes, l’apparition ou non de cette capacité chez les sujets dépend de l’interaction de la personne avec son milieu humain*” (cit. par A. Melillo).

Et ce même auteur apporte un complément en citant Edith Grotberg (1997) et en parlant des sources interactives de résilience: j’ai, je suis, j’existe, je peux.

Le *j’ai* se réfère au soutien d’une personne proche, membre ou non de la famille.

Le *je suis* est l’estime de soi et la manière de se valoriser soi-même.

Le *j’existe* est la sécurité, la conscience de mes actes.

On peut affirmer conformément à la théorie de John Bowlby qu’un des piliers de la résilience est l’estime de soi et nous savons qu’elle se développe à partir de *l’amour et de la reconnaissance* du bébé de la part de sa mère et/ou de son père (ou d’un adulte responsable, représentatif qui l’accompagne dans son enfance). C’est à partir de ce lien que commence à se générer un espace sur lequel se construit la résilience du sujet. Au sein de la famille s’ajouteront d’autres éléments vitaux comme: *la cohésion* qui ne fait pas obstacle à la *flexibilité*; *la communication franche* entre les membres de la famille; *la réaffirmation* d’un système de croyances communes et la *résolution de problèmes* à partir des prémices antérieures (F. Walsh, 1998).

Boris Cyrulnik (2004), explique comment un de ses élèves a fait une étude comparative sur ce qui se passait pendant la guerre du Liban à Beirouth et à Tripoli. Alors que Beirouth était la ville la plus châtiée par les bombardements, avec le plus de morts et de jours de siège, les études sur le terrain ont montré qu’à Beirouth les enfants présentaient beaucoup moins de syndromes post-traumatiques qu’à Tripoli, réputée plus “tranquille”. L’explication: la situation de Beirouth a déclenché une augmentation de la solidarité et du contact entre les familles, alors qu’à Tripoli les enfants souffraient purement et simplement d’abandon affectif. De même, cet auteur parle des orphelins

roumains avec lesquels il a travaillé après la chute du régime de Ceausescu. Voyons cela de plus près:

Nicolae Ceausescu

Pendant son mandat, il a accru la population d'orphelins dans l'espoir de créer un segment de jeunes qui, faute de parents, dépendraient principalement de l'État et de lui, leur leader suprême. On estime que le jour de Noël 1989 quand les conjoints Ceausescu furent abattus par un peloton d'exécution, il y avait en Roumanie quelques 700 orphelinats d'État qui –d'après certains chiffres – logeaient quelque 170 000 enfants.

Dans la plupart des centres, les orphelins recevaient une alimentation suffisante et avaient des conditions hygiéniques et des soins médicaux adéquats, même si quelques-uns vivaient dans des conditions épouvantables sans que soient satisfaits leurs besoins de base.

Quand les orphelinats ont été ouverts à l'adoption internationale, un nouveau problème a vu le jour: les enfants avaient eu peu de contacts avec des adultes et cela affectait gravement leur développement cognitif et émotionnel, donnant lieu à de sérieux problèmes de comportement. Plusieurs neuroscientifiques comme Charles Zeanah, de l'université de Tulane, et Charles Nelson, de l'université de Harvard, décidèrent de s'impliquer. Zeanah, Nelson et d'autres chercheurs créèrent le Projet d'intervention précoce à Bucarest (Bucharest Early Intervention Project, BEIP). Il s'agissait d'une étude contrôlée et aléatoire sur les enfants abandonnés au moment de la naissance et pensionnaires d'un des six orphelinats de Bucarest.

Les membres du groupe cherchaient à savoir comment se déroule la cognition, quand l'orphelin le fait et quels facteurs affectent cette croissance. Les objectifs proposés furent les suivants:

- *Étudier les effets des internements en orphelinat sur le cerveau et le développement cognitif de ces enfants par rapport à ceux qui vivaient dans un milieu non institutionnalisé comme les familles d'accueil.*
- *Déterminer si les changements cérébraux, psychologiques ou comportementaux subséquents étaient permanents ou pouvaient s'inverser en confiant un enfant aux bons soins d'une famille.*
- *Améliorer le bien-être des enfants en Roumanie.*

Les principales conclusions de l'étude ont été les suivantes:

- *Les enfants élevés dans des institutions avaient des aptitudes intellectuelles fortement diminuées face aux enfants élevés dans des familles et, plus encore, face à l'ensemble des enfants roumains.*

- *L'internement précoce en orphelinat produisait de profonds déficits et des retards dans les comportements cognitifs, y compris une grave détérioration du coefficient intellectuel et socioémotionnel, par exemple avec des taux inférieurs d'attachement, des taux supérieurs de troubles psychiatriques et des différences au niveau de l'activité cérébrale.*

En moyenne, les enfants assignés de manière aléatoire à des familles d'accueil enregistraient des améliorations significatives de leurs fonctions cognitives par rapport aux enfants abandonnés qui avaient été internés en orphelinats.

- *Les deux premières années de vie sont une période sensible lors de laquelle le début de l'accueil familial exerce le plus d'influence sur le développement cognitif.*
- *Plus on plaçait tôt l'enfant dans une famille, meilleurs étaient ses résultats, alors que le séjour en orphelinat avait un "coût" en termes de développement mental et intellectuel des enfants.*

Les enfants qui étaient placés dans une famille avant d'avoir deux ans, montraient dans certains aspects des résultats similaires à ceux qui n'avaient pas été institutionnalisés. Pour la plupart, toutefois- incluant l'établissement de liens, les réponses émotionnelles, les troubles d'anxiété et le coefficient intellectuel –les enfants placés en familles d'accueil avaient des scores intermédiaires entre ceux qui étaient en orphelinats et ceux qui vivaient dans leurs familles biologiques.

L'étude a eu des effets tangibles. Le gouvernement roumain a promulgué une loi qui interdisait l'internement de mineurs de deux ans dans des orphelinats, sauf en cas de handicap grave. Une équipe avec l'aide financière de plusieurs fondations nord-américaines établit un centre modèle à Bucarest pour former le personnel concerné par les soins aux enfants orphelins et améliorer tout le système de service à l'enfance.

<http://jralonso.es/2013/09/08/los-huerfanos-de-ceausescu/>

Beaucoup de ces enfants qui étaient autistes ont pu faire des études ou former une famille, après un programme en foyers d'accueil. (Cyrulnik, 2003).

A beaucoup surpris l'étude polémique sur les enfants marqués par des problèmes d'abus familial, qui a permis de confirmer que le traumatisme ne provenait pas directement de l'abus, sinon du manque d'affection quotidienne au sein de la famille. (Cyrulnik, 2003).

Freud disait que “*parmi les trois causes de souffrance humaine: les désastres naturels, le corps et les mauvaises relations avec les autres êtres humains, cette dernière est la cause la plus fréquente et la plus importante du malaise humain*”.

Ainsi, pour Melillo, la clé réside dans les affections, dans la solidarité du contact humain, comme il le montre dans son article sur la résilience: “*l’excision du moi ne se suture pas, demeure chez le sujet compensée par les ressources du moi qui font figure de piliers de la résilience: forte estime de soi, indépendance, capacité de faire des contacts, sens de l’humour, moralité, créativité, initiative et capacité de pensée critique. Avec un zeste de tout cela, plus le support d’autres humains qui fournissent un appui indispensable, la possibilité de résilience est garantie et le sujet poursuit sa vie*”.

14.8 Personnes Résilientes Et Personnes Survivantes

Après avoir contextualisé le milieu où vit la population colombienne, d’essayer de comprendre un peu comment se déroule la vie de la population en général, ayant centré notre intérêt sur les personnes déplacées, nous voyons que comme beaucoup de pays en voie de développement, la Colombie est affectée par une kyrielle de problèmes, parmi lesquels il faut souligner celui de la terre. Comme l’affirme Wade (1996), il n’y a toujours pas de solution et s’ensuit la violence pour la possession de la terre. Cette violence accompagne le pays depuis le début de l’époque post-coloniale et s’est aggravée dans les années 40. Toutefois, le pays s’est adapté aux conditions imposées et se divise entre une population urbaine avec des problèmes similaires à ceux d’un pays développé, comme un taux élevé de morts par accidents de la circulation, cancer, infarctus du myocarde, et une population rurale dans les conditions d’un pays en voie de développement, avec un taux élevé d’analphabétisme, de dénutrition infantile, un nombre infini de maladies prévisibles comme la diarrhée aiguë, des maladies respiratoires et autres maladies infecto-contagieuses. Cette campagne à problèmes est aussi une terre pleine de richesses qui expulse depuis de nombreuses années ses habitants pour instaurer le “progrès”. C’est ainsi qu’arrivent à la ville ces nouveaux habitants. Heureusement, certains d’entre eux ont eu la générosité de nous associer à leurs histoires vécues qui débutent dès avant l’arrivée des groupes en marge de la loi, passent par l’intimidation, le harcèlement et finissent par leur fuite pour sauver leur peau, les obligeant à aller à la ville.

Après avoir vécu ce drame que nous avons contextualisé et décrit tout au long de ces pages, nous allons observer brièvement ce que nous avons trouvé chez certaines personnes qui nous ont fait

partager leurs expériences, comment elles sont parvenues à refaire leurs vies et à trouver les moyens et la manière d'aller de l'avant, sans oublier leurs racines et, parfois, sans cesser de regretter leur terre.

Une de nos histoires est celle de María. Elle nous surprend par tout ce qu'elle a vécu, par la manière dont elle s'en est sortie et dont elle a affronté les difficultés. C'est pour notre travail un symbole de résilience, car c'est une des histoires les plus emblématiques qu'on nous ait racontées, sans vouloir minimiser celles des autres personnes entendues et sans oublier quelques autres milliers d'histoires des plus de six millions de déplacés à ce jour, chiffre qui continue d'augmenter puisque le problème du déplacement ne prendra pas fin tant qu'on pensera que sa cause est la violence et qu'on n'acceptera pas ses vraies raisons.

Comme nous l'avons déjà dit, beaucoup de travaux sur la Colombie comme ceux de Wade (1989), Pécaud (1989), Molano (2000) et les rapports du MSF, CODHES, etc., nous montrent que le déplacement forcé est seulement une des facettes de la problématique colombienne. La violence est mise en oeuvre pour déplacer les personnes et non la cause du déplacement. Il existe des tiers qui sont intéressés par le déplacement pour s'appropriier la terre. Ce qui est arrivé à María, nous le savons par son récit: difficultés, moments difficiles et angoissants de la perte de membres de sa famille, est un échantillon de ce que vit le pays et des souffrances de millions de personnes. Elle nous montre sa résilience et comment elle est parvenue à refaire sa vie. Nous voyons qu'à présent elle a une autre vie, qu'elle a forgé avec ténacité son histoire de lutte et de résistance pour le bien-être de ses êtres chers et le sien propre. Toujours avec un nouvel objectif, un rêve à réaliser.

C'est une femme menue, au regard fixe, qui sait ce qu'elle veut, et qui malgré ses difficultés rit à loisir de ses histoires. Elle a aussi du tempérament, cette manière d'affronter la vie. Elle parle s'il en est besoin, sans aucune difficulté. Elle sait approcher les personnes dont elle a besoin pour demander des conseils, mais aussi pour faire valoir ses droits. Pour notre part, nous pensons que cela lui a permis de sortir de la situation dans laquelle elle se trouvait. Elle conjugue habilement son savoir-faire de leader social de sa région d'origine avec une manière d'agir personnelle, directe, claire et sans détours, qui souvent semble grossière. María ne cache rien. Elle dit ce qu'elle pense sans en mesurer les conséquences. Alors qu'elle était à Medellín depuis deux ans et qu'elle vivait dans le quartier de Blanquizal, un de ses enfants qui s'était intégré dans la vie de quartier, avait rejoint une des bandes dont il était devenu membre. Mais l'autre, le cadet refusait cette option et préférait se réfugier à la maison où il restait jour et nuit. Il ne sortait que pour accompagner María faire ses courses ou quand ils l'appelaient pour un travail dont son frère ne voulait pas. Pour son

frère, gagner le smic n'était pas suffisant, car il gagnait l'équivalent en quelques heures avec sa bande. L'aîné invitait sans cesse le cadet à entrer dans la bande ou à d'autres activités comme un match de football, une bière dans un "local" du quartier. Face à tant d'insistance, un jour le cadet accepta de participer à un match de foot sur le terrain du quartier. Pendant ce match, il eut une discussion avec un joueur de l'équipe adverse. À la fin du match, le mineur rentra chez lui. Surprise! Son adversaire était le frère du chef d'une des bandes de quartier, qui voulut donner une râclée au cadet. Trois hommes armés vinrent le chercher chez lui et son aîné, présent aussi, le pria de laisser son frère tranquille. Ils passèrent outre, disant qu'ils le retrouveraient dans la rue. Voyant la situation, María alla parler au chef de bande et le trouva dans un bar en train de boire une bière. Sans aucune hésitation, et de manière emphatique, elle l'appela et lui dit qu'elle voulait parler avec lui et l'homme l'entendit dire de laisser tranquille son cadet, garçon taciturne qui n'embêtait personne, "avec l'aîné, je comprends, il vit dans la rue, mais le petit, laissez-le tranquille". Sans plus, elle fit demi-tour et rentra chez elle. Elle laissa planté le chef de bande, atterré qu'une femme ose lui parler sur ce ton. Ensuite les ami(e)s de María lui demandèrent si elle n'avait pas peur de se mesurer à un chef de bande, ce à quoi elle répondit: "le pire qui puisse m'arriver est qu'il me tue, mais je ne vais pas rester immobile s'il s'en prend à mon fils". Ce récit sert à comprendre le caractère et la manière d'agir de María, personne qui a envie de lutter pour ce qu'elle veut et que motive la réalisation de ses idées. Ainsi, nous pouvons voir María arpenter quartier et saluer presque toutes les personnes qu'elle rencontre qui lui demandent les chaussures commandées, des crèmes adoucissantes ou même des produits thérapeutiques naturels. Elle vend tout cela par catalogue et va dans différents quartiers de la ville. Parmi ses clients, elle compte sa propre famille, ses voisins, amis, avocats et fonctionnaires de la municipalité de Medellín qui savent qu'elle est déplacée, qu'elle sollicite des subventions et réclame sa terre. Ce caractère de María est aussi marqué dans son cercle social. Elle est toujours en train de converser avec quelqu'un et elle a toujours quelque chose à dire ou à faire. De cette manière María confirmerait la théorie de Humberto Maturana qui assure que "c'est nous avec nos actes qui configurons le monde où nous vivons" (Maturana H, Le sens de l'humain, 2002). Cyrulnik en parle aussi dans les piliers de la résilience quand il parle du rôle du milieu social et du soutien qu'on obtient des autres personnes du seul fait de parler du problème, de le socialiser; "L'homme peut façonner le milieu qui le façonne".

D'autre part, si nous regardons l'attitude de l'époux de María et sa décision de ne pas rester en ville, c'est-à-dire la non-adaptation, pour retourner à la campagne où l'attendait une mort certaine, puisqu'il était menacé, mais il ne trouvait pas son espace en ville, il n'avait ni activité économique ni sociale ni amis qu'il n'a du reste jamais cherchés. De cette manière, nous pourrions dire qu'il a

décidé de ne pas appartenir à un autre milieu social. C'est une attitude non-résiliente. Il n'a pas trouvé la manière de sortir de cette situation qu'il vivait et quand on ne voit pas d'issue possible, on peut perdre l'espoir. Mais, au contraire, quand nous voyons qu'il y a une solution possible, cela nous invite à affronter une situation d'une manière différente, ce que l'époux de María n'a pas perçu. Dans l'optique de ce travail, nous pourrions dire qu'il s'agit d'un cas de non résilience et que cette manière d'affronter le traumatisme a eu une incidence sur sa mort. Le non-social a été dans ce cas déterminant.

15. À PRÉSENT

Voyons les personnes qui ont participé à ce travail, leur adaptation définitive et dans quelles conditions elles vivent au moment de terminer le travail sur le terrain. Quelle vie María mène-t-elle à la ville après avoir surmonté toutes les difficultés qui se sont présentées et se représenteront plus tard, qu'elle continue à affronter avec sa grande capacité d'aller de l'avant. María, après avoir construit son ranch dans le quartier de Blanquizal a dû en sortir pour une autre habitation que lui a offert la mairie, car là où elle vivait, ils allaient construire une voie de communication importante entre Medellín et le nord-est du pays. Pour ce motif, sa maison a été évaluée et on lui a proposé de déménager à une autre habitation de même valeur, dans un autre quartier, où les constructions sont mieux structurées et faites par la municipalité. María a dû négocier ferme pendant des années pour ne pas tomber dans le problème de nombreux déplacés face à la municipalité qui leur offrait de passer de leur maison à une autre, mais en qualité de locataire, puis cessait de payer le loyer qu'elle s'était engagée à payer, et les personnes étaient expulsées de la maison pour non-paiement, restant sans rien, car normalement les maisons qu'elles avaient quittées, les ranchs qu'elles avaient construits à leur arrivée en ville, étaient démolis pour faire du neuf. Pour cela, María n'a jamais voulu accepter ces offres et elle a toujours dit clairement aux fonctionnaires qui lui rendaient visite que la seule façon de sortir de sa maison (quartier Blanquizal, secteur Vallejuelos) qu'elle avait construite au prix de tant d'efforts serait clés en mains, avec l'acte de propriété de sa nouvelle habitation, et que sinon elle ne s'en irait pas. C'est exactement ce qu'elle a fait. María a été une des dernières à abandonner ce secteur du quartier qui, un temps, avait été habité par un grand nombre de familles, toutes déplacées, car ce secteur s'était formé sur des terrains d'invasion en friches et s'était peuplé de gens qui, pour la plupart, provenaient de l'Urabá.

Après avoir longuement cherché une maison qui lui plairait et, en plus, dont le prix n'excéderait pas le budget de la municipalité, elle a trouvé un appartement au cinquième étage d'un édifice construit par la municipalité et où se réimplante une bonne partie de la population déplacée. Dans ce nouvel appartement, María vit seule, car sa fille et ses deux petits-enfants qui habitaient au deuxième étage qu'elle avait construit, ont aussi été relogés dans un autre appartement à une demi-heure de transport en commun du nouveau foyer de María. Le succès familial a donc été partiel car ils ont été relogés dans deux maisons, s'agissant de deux familles différentes, mais María est éloignée de ses petits-enfants, chose qu'elle ne voulait pas. Elle rêvait de relogement dans deux appartements proches. Toutefois, avoir un toit sûr et à elle est une grande satisfaction pour cette famille. María complète ces heureux résultats par différentes activités qu'elle exerce tant pour sa vie personnelle

que pour sa survie économique. À l'époque où Maria faisait ses démarches personnelles comme déplacée et le nécessaire pour récupérer sa ferme, elle a connu pas mal de monde ce qui a été bénéfique pour ses activités commerciales de vente sur catalogue. Elle exerce toujours cette activité qui lui a toujours rapporté, elle la combine avec d'autres besognes et travaille comme employée de maison de manière occasionnelle. Elle est parvenue à se faire restituer sa terre et elle l'a vendue immédiatement par crainte des représailles des paramilitaires auxquels elle l'avait soustraite. Avec cet argent, elle a acheté une nouvelle ferme, également au Chocó, et a recommencé à travailler la terre. Elle a embauché un de ses neveux pour qu'il l'aide à cultiver la banane plantain et à la vendre aux entreprises bananières de la région. Avec un peu d'argent de la vente de la ferme, elle a acheté un petit terrain dans un autre secteur du quartier Blanquizal où elle a vécu comme déplacée et elle a construit sur ce terrain, en compagnie de sa fille et de son fils, trois petits appartements qu'ils ont loués et qui représentent une source de revenus supplémentaire pour ses enfants et elle. Lorsque Maria va au quartier, elle est bien reçue par ses voisins et amis. Elle jouit d'une grande sympathie parmi eux et nous raconte qu'elle en profite pour s'amuser et à la fois continuer ses ventes sur catalogue.

À présent, María a meilleure mine. Elle a l'apparence d'une femme tranquille qui sait ce qu'elle veut, mais n'oublie pas ses morts et dit que tout ce qu'elle a fait, d'une certaine manière, a été grâce à leur aide. Dans le quartier, on l'appelle "la maigrichonne", et elle est toujours en grande conversation avec quelqu'un. Avec cette prédisposition à la négociation qu'elle a toujours eue, María est capable de chercher un avocat-conseil pour qu'il l'aide dans ses démarches et ensuite de lui vendre une paire de chaussures pour lui et son épouse.

Dans l'entourage de María, est palpable son énergie vitale et la manière dont elle parvient à la transmettre à ses proches ou à ses enfants. Ces derniers suivent l'exemple de leur mère et, depuis leur arrivée à la ville, encore petits, ils accompagnent María et lui servent d'inspiration. Ils ont acquis un savoir-faire à la ville et sont membres actifs de la société. La mineure a appris à se servir d'une machine de confection. Avec l'aide de son nouveau compagnon sentimental, elle a fait un emprunt pour acheter deux machines et elle a des contrats de maquila pour confectionner des vêtements. Leurs deux enfants vont à l'école et ont des résultats convenables. Ils ne vivent pas luxueusement, mais ne manquent de rien. Quant à l'autre fils, comme nous le savons, il a commencé très tôt à travailler comme soudeur dans une petite entreprise et il y est resté. Lui aussi a progressé, dans les limites de ses capacités. Il a construit sa maison et, en haut, il a fait un appartement à louer pour mettre du beurre dans les épinards. Il n'a pas eu d'enfants, mais il vit avec sa compagne qui en a trois et il les a assumés. Il a un penchant marqué pour les motos, et il en change chaque fois qu'il a l'argent pour en avoir une meilleure. Tous, en général, avec leurs

compagnons ou compagnes sentimentaux, s'occupent de la ferme du Chocó et chaque fois qu'ils en ont l'occasion, ils vont y travailler un peu et disent qu'un jour peut-être ils vont reprendre la vie rurale qu'ils n'ont jamais cessé de regretter. Mais pour les petits-enfants de María, ce n'est pas une option. Ils voient la campagne comme un lieu où se promener. Cette nouvelle génération est plus urbaine que rurale. La campagne a toujours les mêmes problèmes que lorsque leur grand-mère a été déplacée et cette histoire de déplacement, ils savent ce que c'est et ils ne veulent surtout pas qu'il leur arrive la même chose.

Pour notre informateur indigène, le processus de résilience, comme il fallait s'y attendre, a été moins sensible, car il est arrivé à l'OIA de Medellín qui lui a donné son appui pour mettre en oeuvre et vivre son processus de résilience. Cette organisation lui a donné sa chance qui est devenue son "moment de résilience". En outre, Sandino y a trouvé et continue à y trouver le groupe social qui le fait se sentir important et reconnu. Pour ce motif, Sandino est maintenant plus prospère que lors de son arrivée à Medellín, il y a de cela quelques années. Il a déjà une compagne et un fils pour qui il travaille, forgeant sa vie dans une société élitiste et discriminatoire. Mais Sandino a acquis un savoir-faire au sein de cette société. Pour cela, c'est une personne importante pour établir la communication et la compréhension entre la ville et les nouveaux habitants indigènes qui, lentement, font leur arrivée à la sphère urbaine. Comme quelques-uns de nos autres informateurs, Sandino est parvenu à avoir une reconnaissance sociale et un espace où croître comme personne utile, laissant derrière lui, sans toutefois l'oublier, son expérience de déplacé, celle d'une personne parmi les quelque six millions de déplacés que compte le pays.

Pour s'accoupler ou disons pour s'adapter à la société urbaine, Sandino a dû se défaire quelque peu de sa culture indigène pour adopter la culture urbaine avec, entre autres, les moyens de communication, de transport, son langage, ses vêtements, son alimentation, sa musique et son folklore. À la ville, les indigènes de comportent différemment des Afros. Les Afros essaient davantage de conserver leur identité et leurs coutumes, mais ils ne s'isolent pas du milieu où ils arrivent, à la différence des indigènes qui s'isolent davantage, qui ne s'intègrent pas à leur milieu, vivent dans leur monde, ont besoin d'être dans leurs réserves pour se sentir protégés, appuyés et valorisés. En effet, une histoire vieille de plus de 500 ans leur a enseigné comment ils sont traités par les non-indigènes qui sont arrivés à s'emparer de leurs territoires. Reste à savoir quelle sera l'adaptation du fils de Sandino, de parents indigènes, dans un environnement urbain éloigné de sa culture, puisque Sandino et son épouse, à la différence de la plupart des indigènes qui vont à la

ville, se sont vraiment intégrés à la culture urbaine, adoptant ses coutumes et son mode de vie, reléguant, pour ainsi dire, sa culture indigène.

À présent, voyons un peu le comportement social d'autres informateurs comme Jaime. Pendant toute la durée de nos échanges, nous l'avons considéré comme une personne très ouverte aux nouveaux contacts, pour voir ce qu'il peut en apprendre et en obtenir dans le quartier. C'est lui qui a effectué, avec un professeur de l'université d'Antioquia, une formation en élaboration et gestion de projets pour le conseil d'action communale. Jaime participe à tous les ateliers et formations programmés par la mairie ou des ONG présentes dans le secteur. Il est connu dans le quartier et dans le secteur. Les gens viennent à lui pour lui demander un conseil, se plaindre, ou passer un moment dans sa menuiserie. Comme bon Afro, il a veillé à maintenir ses racines culturelles, tant dans le quartier que dans sa vie quotidienne. Tout comme les gens du quartier, il fréquente un restaurant spécialisé en plats afros de la région de Tutunendo. Ils y dégustent un ragoût de silure, du riz "clavado", des galettes de maïs à l'oeuf et d'autres plats auxquels ils n'ont jamais pu renoncer. Dans le quartier, ils sont toujours dans l'attente de qui sait préparer des spécialités du Chocó, pour aller en acheter un peu. Il en va de même de la musique et des jeux de cartes. On les voit presque toujours assis sur les trottoirs du quartier. Certains parient de l'argent, comme ils avaient coutume de le faire dans leur village natal.

Les Colombiens de souche africaine tiennent beaucoup à leur culture, et le maintien de leurs racines culturelles a été fondamental pour conserver leur union à la ville, loin de leur territoire. C'est un élément qui les rassure, leur rappelle d'où ils viennent et qui ils sont. En plus, cela les maintient unis à leurs territoires et à leurs ancêtres. Les Afros, comme nous l'avons vu, sont très enracinés et solidaires entre eux. Comme disait le leader de *Esfuerzos de Paz*, "nous devons nous aider entre nous parce qu'au dehors, dans la ville, on est discriminés".

Cette discrimination a un double rôle dans cette population car, d'une part, nous connaissons bien les inconvénients que cela représente d'être victime d'un préjugé pour la couleur de sa peau ou pour son origine, et pour cette raison ne pas pouvoir trouver d'emploi, de maison ou d'appartement dans un quartier de la ville. Mais ceci a conduit, d'autre part, cette population à se reconnaître et à se solidariser, s'aidant dans les différents aspects de la vie quotidienne, comme les soins prodigués par les femmes aux enfants des autres, l'accompagnement au moment de faire les démarches qui se présentent, et c'est ainsi que ce sont constituées certaines communautés urbaines où prédomine la population africaine. Ceci a donné lieu à différentes études des universités dont ils sont parfois

bénéficiaires et qui apportent une connaissance de la ville et de son comportement face à la discrimination, sans oublier qu'elles nous font connaître différents aspects de sa culture.

Cet aspect est d'une grande importance dans le processus de résilience de chaque individu et de la communauté elle-même. Dans ce cas, nous pourrions parler d'une communauté résiliente. Michel Tousignant (2013) nous parle de la culture comme d'une source de résilience. Si nous pensons la culture comme une transmission d'habitudes, de coutumes, de génération en génération, dans un milieu social, nous pouvons dire que ces comportements culturels de la communauté *Esfuerzos de paz* ont été de grande importance dans la résilience tant de la communauté que de ses membres. En conséquence, Jaime comme sujet de cette communauté a joué un rôle important et, de même, la communauté lui a apporté ce dont il avait besoin en l'accueillant comme menuisier, comme leader social et comme déplacé en processus de récupération. Quant à lui, il a fait ce qu'il pouvait avec ses activités culturelles pour les enfants, ses ateliers de peinture, l'apport de son travail au conseil d'action communale et sa participation à l'élaboration de projets pour le bénéfice commun. Cela nous montre la capacité de résilience de Jaime qui n'est pas resté à pleurer sa terre perdue et tout ce qu'il avait laissé, mais qui s'est proposé des objectifs, s'est associé à d'autres personnes, a socialisé son problème et trouvé un groupe qui s'est solidarisé avec lui.

Le nouvel Jaime a à son actif un nombre important de réussites qu'il a engrangées au cours de ses années à la ville où il a poursuivi son travail social qu'il exerçait dans son Tutunendo natal. Dans le quartier, il a déjà organisé des ateliers de peinture et de danse pour les enfants de la communauté d'*Esfuerzos de Paz II*. Il poursuit son projet de reboisement du torrent "La Castro" qui traverse la communauté. Ce projet n'a pas été approuvé, mais il reste néanmoins en attente, espérant voir un jour le torrent reboisé. De même, il a fait une formation en gestion ce qui lui a permis de continuer à présenter des projets à la communauté, en qualité de président du conseil d'action communale. C'est sa manière de vivre et il en est assez satisfait. Il pense rester toute sa vie dans ce quartier pour pouvoir le voir évoluer comme il en rêve, avec de jolies maisons, des rues propres, des enfants heureux dans leurs parcs, des aires de sport pour les jeunes et des zones vertes.

Sur le plan personnel, il dit ne pas avoir encore rencontré la femme avec laquelle il voudrait partager sa vie, mais il fréquente quelqu'un, avec un pronostic réservé. Par contre, son travail lui donne toutes satisfactions. Il possède un petit atelier de menuiserie doté des outils nécessaires pour effectuer sur le bois n'importe quel type de travail artisanal. C'est là qu'il fabrique des cuisines, n'importe quel type de meubles et, en plus, réalise des sculptures sur bois, les plus communes étant

des figurines d'animaux. Ce travail sur bois, dit-il, est une de ses passions. Il se sent réalisé et tranquille quand il sculpte.

Il avait toujours rêvé de ce travail sur bois, mais n'osait pas le réaliser jusqu'au jour où il a senti l'appui d'un groupe qu'il fréquentait et, s'il a commencé, c'est grâce aux encouragements reçus. Il sculpte du bois depuis cette époque et il perfectionne sans cesse sa méthode, ce qui lui permet de se détendre car son travail avec la communauté est stressant, et cela lui permet aussi d'avoir un revenu supplémentaire.

Jaime dit à cet égard: *“en travaillant la menuiserie et surtout la sculpture sur bois, je me sens comme doivent se sentir les footballeurs qui sont payés pour faire ce qui leur plaît”* et il ajoute: *“pour moi ce fut très dur de partir de Tutunendo, d'abandonner toute ma terre, mes voisins et mes affaires. Mais je pense que si j'étais resté là-bas, je n'aurais pas vécu tout ce que j'ai appris par ici, je n'aurais pas connu tous ces gens et peut-être n'aurais-je pas divorcé (rires)* et il poursuit avec un peu de nostalgie: *“une autre chose qui m'est arrivée en partant du village, a été ce que j'ai vécu avec mon père, car nous sommes restés lui et moi pratiquement seuls et cela nous a permis d'être plus ensemble, de converser et de vraiment nous connaître. C'est alors qu'il m'a reconnu comme son fils et il s'est même excusé de l'époque de Tutunendo quand il disait à ma mère que je n'étais pas son enfant. Pour moi, cette époque a été difficile, car je me sentais rejeté par mon père, mes frères profitaient de la situation et quand il y avait un problème entre nous, c'est moi qui étais puni, et pas eux”*.

Jaime pense que, avec le temps, la communauté *Esfuerzos de paz* va être un quartier tranquille, avec de jolies maisons, un secteur arboré, grâce à son travail et à celui de la communauté. Pour cela, il espère que la municipalité ne va pas les expulser, mais plutôt les réimplanter et améliorer les conditions dans lesquelles ils vivent.

L'à présent de Nora est un peu moins prospère que celui de nos autres informateurs. Toutefois, elle vit dans sa propre maison avec deux de ses enfants déjà majeurs qui l'aident financièrement. Elle n'a jamais repris la recherche de sa nièce qu'elle avait perdue en bas âge. On pourrait dire que la vie a apporté des choses à Nora sur le tard, car quand elle était petite, elle a eu son moment de résilience et elle a eu le courage et la hardiesse de changer sa destinée dans un foyer où elle était discriminée et maltraitée. Mais, une fois adulte, elle est restée avec son époux qui la maltraitait physiquement et psychologiquement. Les hasards de la destinée en ont fait une veuve, l'arrachant à cette vie qu'elle n'avait pas voulu fuir. Elle passe beaucoup de temps à la maison et fréquente ses voisines de quartier. Ses parents qui sont partis de leur hameau à une époque où la violence était très

forte, sont rentrés et vivent toujours au village. Ils ont pu le faire car un de leurs fils est chef d'une bande de paramilitaires de la région. Ce dont Nora se félicite, c'est qu'aucun de ses enfants n'a suivi les traces de son oncle ou de son père. Ce sont des hommes respectueux des autres et ils s'occupent bien de leur mère.

Lors d'une conversation avec l'un d'eux, elle se souvenait de tout ce qu'elle avait dû trotter avec sa mère et la peur qu'elle ressentait lors de ces pérégrinations de se trouver face à face avec des hommes en uniforme qui auraient pu leur nuire. L'intéressé dit que pour ce motif, il n'a jamais voulu aller chez ses grands-parents. Il a gardé de très mauvais souvenirs de là-bas, de comment son oncle maltraitait sa mère et de ce qu'il faisait au village avec les gens. *“De mon père, je me souviens aussi de son mauvais comportement et pour cela quand j'étais enfant, je pensais qu'une fois grand, je ne pourrais pas être comme eux, ni comme mon oncle ni comme mon père”*. Ce garçon, bien qu'il habite un quartier périphérique à problèmes, a mis en pratique ses pensées d'enfant. Il a su se sortir du problème des bandes de quartier, ce qui est “une chance”, dit-il. Il a un emploi modeste qui lui suffit pour survivre et aider sa mère.

Mais lorsque nous évoquons la situation du pays, les problèmes à la ville et à la campagne, ce garçon nous dit qu'il n'aime pas voir les informations et que seule sa famille l'intéresse. Il en va de même des autres jeunes. Ils ne croient pas à la politique et ne savent pas grand chose du monde en dehors de l'espace où ils vivent. Le seul monde dont ils parlent, c'est de leur quartier et de leur famille, des femmes et de leur désir de trouver un peu d'argent pour s'acheter une moto. Pour les enfants de quelques personnes déplacées, comme Nora, connaître l'histoire du déplacement et l'avoir vécue leur a laissé des souvenirs indélébiles qui les ont marqués pour la vie. Certains n'ont pas grand intérêt pour la campagne et se déclarent amoureux de la ville. D'un côté, les mauvais souvenirs des événements pénibles, de l'autre le fait d'être en ville leur a donné une vision différente de la vie et s'éloigner des facilités de la ville, de leurs amis immédiats et des zones de divertissement n'a aucun attrait pour eux, d'autant plus que les activités rurales sont plus restreintes et moins variées.

En termes généraux, leurs relations avec les plus jeunes ont été compliquées, car ils ne voulaient pas parler du passé. Leur pensée était plus tournée vers le présent et ils ne voulaient pas revivre les histoires, mais les oublier. Pour Nora, habiter la ville a signifié un changement d'espace. Elle mène la même vie qu'elle aurait menée à la campagne. Elle ne parle pas avec grand monde, ne travaille pas, ce sont ses enfants qui maintiennent le foyer et ce sont eux qui ont forgé son présent. L'un a

trouvé un emploi dans un magasin de vente de matériaux de construction et l'autre s'est enrôlé dans l'armée nationale comme soldat professionnel²⁹.

Pour Carmen, la situation actuelle représente une amélioration assez significative par rapport à ses premières années dans la communauté quand elle vivait dans un ranch en bois couverte de feuilles de zinc, sans services publics à domicile, ni voie d'accès à son habitation. Maintenant, grâce à son effort et à son travail, et grâce à celui de la communauté, elle a un logement correct, même s'il est situé dans une zone à haut risque. Mais elle n'ose pas quitter sa maison malgré les offres de la municipalité, car elle est plus que consciente que nombre de familles qui ont accepté l'offre de la municipalité terminent à la rue, sans endroit où vivre dignement et elles doivent repartir de zéro. Carmen a suivi des cours pour apprendre à se servir de machines de confection de vêtements et elle a déjà sa propre machine pour faire des travaux et gagner sa vie. Elle est secrétaire du conseil d'action communale ce qui lui a donné beaucoup d'occasions de connaître des gens, de se faire de nouvelles relations importantes pour elle et pour ses enfants. Elle s'est lancée également dans la vente de produits alimentaires qu'elle prépare chez elle et qu'elle vend à la communauté, profitant de son savoir-faire culinaire et des traditions afro. En compagnie d'une autre habitante du secteur, Carmen fait des biscuits noirs, appelés aussi *cucas*, qui sont très appréciés et sont une source de revenus pour Carmen et son amie. En outre, elle a une convention avec les ouvriers d'une maquila de confections installée dans son secteur. Elle est chargée d'apporter le goûter aux travailleurs, matin et soir, de telle sorte que tous sont satisfaits: les travailleurs avec leur goûter et Carmen qui a une autre source de revenus pour compléter l'économie domestique, car le travail de son époux est très précaire puisqu'il ne travaille que par périodes. L'apport de Carmen au foyer est plus substantiel et c'est aussi le cas pour la plupart des femmes de la communauté. C'est conforme à ce qu'a montré Keith F. Otterbein au sujet de la culture caraïbe. Dans cette communauté *Esfuerzos de Paz*, nous avons vu cette culture au quotidien et on l'observe dans les rues où nous trouvons un petit nombre d'hommes, réunis pour jouer aux cartes et travaillant peu, tandis que les femmes cherchent la subsistance du foyer, sans qu'importe le travail à réaliser, que ce soit faire le ménage dans les maisons d'autrui, laver, repasser à domicile, vendre dans la rue des plats typiques du Chocó ou avoir un salon de coupe et de brushing, dans le plus pur style afro, conformément à leur tradition.

Poursuivant le cycle de l'actualité des informateurs, nous dirons que Jesús a eu un des passages de la campagne à la ville les moins traumatiques, tout en restant compliqué, mais ainsi que nous

²⁹ Il faut distinguer le soldat professionnel du soldat régulier. Le premier est un fonctionnaire de l'armée, alors que le second est obligé de faire son service militaire parce qu'il est majeur. En Colombie, le service militaire est obligatoire, au moins pendant 6 mois.

l'avons vu dans d'autres récits, Suárez (2000) en parle: *“les personnes qui ont des expériences de travail communautaire s'adaptent plus facilement que celles qui n'ont aucune expérience associative”*. Juan José Cañas le note aussi dans son travail sur les déplacés (conversation personnelle, notes de terrain): *“les personnes arrivent avec une histoire et avec un désir, ou une illusion, et ce sont elles qui arrivent avec leur savoir-faire, ont connaissance de*

comment fonctionnent les associations, savent convoquer les gens et s'expriment avec facilité. Avec ce savoir, avec cet outil, la ville s'ouvre davantage à elles et ce sont elles, ces personnes-là, qui s'adaptent avec le moins de difficultés”. C'est ce qui est arrivé à Jesús. Tout comme Jaime, il a eu dans sa terre natale une expérience de travail communautaire avec des groupes de son village. Cette histoire, ces connaissances auxquelles s'ajoute son envie de trouver un endroit à la ville, l'ont aidé à construire son avenir. Maintenant, il gère avec Jaime une association pour le travail des jeunes et des enfants de la communauté *Esfuerzos de paz*. C'est un travail qu'ils réalisent parallèlement à leur action au sein du conseil d'action communale et à leurs activités professionnelles.

En plus, Jesús a un bon emploi. Il a, ainsi que nous l'avons mentionné plus haut, un emploi à durée indéterminée. Jesús vit toujours dans le quartier avec ses deux familles, et ses deux compagnes sentimentales se connaissent et collaborent tant pour l'éducation des enfants que pour les dépenses ménagères. Aucune des deux n'aurait d'inconvénient à s'occuper des enfants que Jesús a eus avec l'autre, pour que cette autre aille travailler ou faire ses démarches. Il a connu ses deux compagnes et fondé ses deux foyers peu après son arrivée à Medellín comme déplacé. Avec la première d'entre elles, il a trois filles et avec la seconde, deux garçons. Son salaire n'est pas suffisant pour maintenir les deux foyers, mais ses deux compagnes l'aident pour que rien ne leur manque. Pour tous ces motifs, elle dit que toutes les deux se complètent et elle rit malicieusement. Jesús est un personnage représentatif de sa communauté. Tout le monde ici le connaît et le respecte. Nous pourrions dire que son activité dans le quartier lui a donné ou compensé ce qu'il a perdu à Tutunendo quand il est parti, suite aux menaces pour qu'il abandonne sa terre.

Dans la communauté *Esfuerzos de paz*, Jesús partage son temps entre le travail avec lequel il gagne sa vie, qu'il exerce à différents endroits de la ville, là où est en construction un nouvel édifice, et le travail communautaire. Le soir, il se réunit avec ses amis, et le weekend, il va aux réunions du conseil d'action communale ou à l'association qu'il partage avec Jaime. Comme pour son collègue Jaime, cette association est devenue une obsession, et ils continuent leur lutte pour que la

municipalité ne les reloge pas et réimplante leur communauté pour pouvoir de cette manière ne pas perdre tous les liens qui se sont formés et renforcés pendant toute la durée de leur vie commune. Ce relogement disperserait la communauté dans différents quartiers, alors qu'en cas de réimplantation, ils resteraient unis comme communauté, éventuellement dans un autre secteur du quartier ou de la ville, et parviendraient à maintenir leur identité afro pour laquelle ils ont tellement lutté suite à leur arrivée à Medellín.

En règle générale, nous pourrions dire que Jesús a réussi à bien s'adapter à la ville et qu'il a conservé ses racines et sa culture afro, par l'entremise de sa communauté. Toute communauté humaine a aussi ses problèmes, ses jalousies et se forment des groupuscules qui luttent pour le pouvoir au sein du conseil d'action communale, s'accusant de détourner les fonds, de ne pas participer aux réunions et naissent des problèmes à l'infini. Toutefois, la plupart des gens font ce qu'ils peuvent pour ne pas perdre leur identité, par exemple en transmettant leurs coutumes aux nouvelles générations, au moyen de leur gastronomie, cantiques, médecine, coiffure, musique et autres activités qui faisaient partie de leur vie sur leur terre natale.

Une Réflexion Finale

Pendant ce travail, nous avons considéré les différents aspects de la vie colombienne dans le but de mieux connaître la situation du pays et de la société qui y vit. Si nous observons rapidement son économie, nous nous rendons compte par sa position géographique des richesses qu'il possède, de la grande variété de ses produits et du facteur destabilisant que tout cela implique dans le cadre des problèmes sociopolitiques qui le tourmentent. Nous voyons que la Colombie a le plus vieux conflit armé du continent américain, que sa population est polarisée entre une droite qui a toujours gouverné le pays avec l'appui de paramilitaires et une guérilla d'opposition qui prétend lutter contre les injustices sociales, mais qui se trouve impliquée dans des problèmes avec la population qu'elle prétend défendre et dans la perception de royalties sur les cultures de narcotiques. De même, nous voyons comment le trafic de stupéfiants a infiltré une bonne partie de la classe politique, devenant un des problèmes majeurs de cette nation, auquel s'ajoute celui de la possession de la terre comme le montrent les travaux de P. Wade et d'autres auteurs.

Dans le cadre que nous venons de décrire, c'est la population la plus pauvre qui a été la grande perdante, surtout la population rurale. Ces problèmes ont vidé les campagnes et modifié la démographie colombienne qui, jusqu'aux années 50, était plus rurale qu'urbaine dans une

proportion de 70/30. Aujourd'hui, les proportions se sont inversées (30/70), selon les chiffres du DANE (2012).

Ceci est aggravé par la forme dont une bonne partie de la population a réalisé ce changement. Plus de six millions de déplacés forcés, la population afro étant la plus affectée par ce fléau. C'est pourquoi nous lui avons consacré une grande partie de ce travail pour tenter de comprendre ce qu'est être afro en Colombie. En outre, nous avons fait un travelling sur la manière dont les déplacés cherchent à s'intégrer dans la communauté et sur le nombre infini de problèmes auxquels ils font face, que ce soit au niveau de la communauté, des autorités locales ou de l'élite qui s'accroche à tous les moyens légaux ou illégaux pour ne pas perdre son statut quo social.

Nous avons dit comment sont stigmatisées ces personnes à leur arrivée en ville et parlé de la lutte qu'elles doivent mener pour valider leur condition de déplacés face aux autorités et que parfois elles peuvent compter sur l'appui de voisins, amis ou membres de leur famille. Nous avons dialogué avec plusieurs familles de déplacés et nous nous sommes informés sur la vie rurale d'avant le déplacement. Ils nous ont relaté minutieusement leur expérience de l'horreur des menaces, l'assassinat de membres de leurs familles ou d'amis et leur arrivée postérieure à la métropole. Ensuite, ils ont souligné l'importance du rôle joué par la famille, les amis et les voisins. Ils nous ont dit combien a changé la structure familiale dans certains cas, avec l'addition de nouveaux membres et la soustraction d'autres, la lutte pour ne pas perdre ses liens culturels et leur regret de la vie campestre; les difficultés vécues pour trouver un emploi et pouvoir survivre à la ville plus problématique que la campagne parce que la nourriture y est plus coûteuse, les distances plus grandes et la tranquillité moindre.

Mais nous avons rencontré aussi ceux qui ne veulent pas continuer à rêver, qui restent prostrés dans leurs lits, enfermés dans leurs ranchs et meurent en évoquant le passé. Il y a eu aussi ceux qui ne supportent pas le déracinement et ont pris le chemin du retour qui, bien souvent, s'est soldé par la mort en arrivant à une terre dont ils avaient été spoliés. À peine étaient-ils déplacés qu'il y avait déjà sur leur propriété de grandes plantations de palmiers à huile ou que leur ancienne ferme n'était plus qu'un bourbier où pataugeaient les excavatrices d'or ou encore que leur terre était inondée par un barrage.

Mais au milieu de toutes ces difficultés, l'espoir n'a pas défailli. Les déplacés ont vu de nouvelles occasions d'avoir une éducation, ils ont trouvé des associations pour les appuyer avec des voisins et amis qui les informaient de ce qu'ils devaient faire et où ils devaient aller. Quelques-uns ont même commencé à rêver d'une vie meilleure, ont formé des groupes, des associations, ont trouvé du

soutien et un nouvel objectif à réaliser, ont reçu un appui ou bien dans un moment d'inspiration, comme le dirait Cyrulnik, ont trouvé un tuteur de résilience, un évènement résilient qui les a poussés à sortir du désespoir, ont décroché un emploi, décidé de ne pas rester dans la misère et ont cherché à gagner dignement leur vie et celle de leur famille. Beaucoup d'entre eux sont parvenus à construire leurs nouvelles maisons, ont connu des gens nouveaux, se sont trouvés un compagnon ou une compagne et ont assumé de nouveau leurs vies.

Ayant vu et compris tout cela, nous nous sommes trouvés aussi en présence d'autres éléments de la vie quotidienne des Colombiens, comme le phénomène du paramilitarisme, la violence intrafamiliale, la violence dans les rues dans lesquelles il est interdit de passer si on n'appartient pas au secteur. Nous avons aussi buté contre la négligence des pouvoirs publics, contre la fièvre de l'argent facile et rapide de qui oublie son prochain qui cesse d'être *l'autre*. *“À présent, nous ne sommes plus un être qui vit et qui sent, sinon un instrument au service de l'obtention de plus d'avantages personnels”* sans que nous importe et abstraction faite de notre nature d'êtres sociaux, et pas seulement d' *homo economicus* ou d' *homo competitor* (Manfred Max-Neef, 2011).

Mais, par chance, tout n'est pas perdu, et il existe des gens qui valorisent l'autre comme un autre légitime, qui l'aident à se remettre du traumatisme subi. Existente de même le soutien familial, social, les liens étroits qui se nouent et se sont noués au cours de la vie. Avec quelqu'un avec qui converser ou avoir des échanges, il est plus aisé de recommencer sa vie dans un contexte d'adversité. Si nous savons tous, depuis toujours, que nous sommes des êtres sociaux, que nous avons besoin de l'autre et que l'autre a besoin de nous, on ne comprend pas pourquoi nous donnons plus de valeur à l'aspect matériel ou économique et aliénons constamment l'être humain dans une compétition échevelée pour accumuler et faire étalage de nos richesses. Les entreprises sont en croissance constante comme si la croissance était infinie et, incidemment, nous ne nous rendons même pas compte du caractère fini des ressources naturelles. Enfin, nous continuons à ne pas nous apercevoir de l'évidence, nous ne captions pas les généralités et cherchons des solutions là où c'est le plus difficile.

Nous avons besoin d'une vraie formation humaniste qui suppose incarner des valeurs comme la solidarité, la coopération, la lutte pour la justice, la défense de la dignité de tous les êtres humains et la protection de l'environnement, comme le dirait Frei Betto.

CONCLUSIONS

Tout au long de ce travail de recherche, nous nous sommes proposés de chercher quels éléments ont joué un rôle important dans le processus d'adaptation et de récupération de la vie des personnes qui ont souffert le traumatisme du déplacement forcé. Pour y parvenir, nous avons fait un échantillonnage de quelques sujets qui nous ont servi d'informateurs et qui avaient eu ce type de problèmes. Nous avons trouvé différents éléments qui nous laissent entrevoir une réponse à notre question initiale, tant à partir des découvertes faites sur le terrain que grâce à la bibliographie consultée. Notre travail ethnographique nous a permis de visualiser différents éléments qu'ont ces personnes en commun.

Après avoir progressé dans ce travail de recherche et avoir eu l'occasion de converser avec les personnes qui nous ont conté leurs histoires d'une manière aimable, franche et parfois craintive, il nous reste la sensation d'avoir appris à connaître le pays dans lequel nous vivons, d'une manière plus complète qu'avant, sans toutefois parvenir à en déchiffrer toutes les énigmes. Grâce à l'accompagnement de mes assesseurs en France, Enric Porquères, et en Colombie, Leonardo Uribe, nous avons répondu à quelques-unes des questions que nous nous posions au début de cette aventure. Mais nous sommes aussi parvenus à comprendre un peu mieux les agissements de certains humains et nous avons été profondément surpris de voir que la réalité dépassait largement la fiction. En effet, nous avons découvert ce que peut faire un être humain quand il n'a pas d'intérêt social et que peu lui importent les êtres humains.

Nous voyons que la société colombienne est basée sur la concurrence, sur la domination de l'autre. Est fondamentale l'accumulation de richesses qui est opérée aux dépens de la valorisation d'autrui. Tel est l'enseignement des histoires que nous écoutons quand, par exemple, Jaime nous raconte l'arrivée des paramilitaires à sa terre, lorsqu'ils ont sommé la population de partir dans les 3 jours (72 h) parce qu'ils voulaient la terre, sans que leur importe le moins du monde la vie future de toutes ces personnes, propriétaires légitimes de ces terrains sur lesquels ils vivent et travaillent.

Cette lutte de tous les déplacés forcés pour avoir une place dans la société commence au moment même où leurs agresseurs débarquent dans leur milieu pour les dépouiller de tout. Ils sont déshumanisés quand leur identité leur est arrachée, lorsqu'on les prive de leurs droits à vivre sur un territoire. Ils sont annihilés comme êtres humains et perdent leur droit de demeurer et d'exister. Ces dénis sont des petits pas de l'agresseur pour pouvoir tout prendre à quelqu'un, à ce quelqu'un qui

n'existe pas. Par cette déshumanisation, les agresseurs peuvent faire irruption dans un espace, un territoire, puisque pour eux, il n'y a pas d'êtres humains. L'autre N'EST PAS dans la mesure où il n'est pas valorisé, reconnu, respecté et est indifférent. Pour cela, l'assassin ne peut pas connaître sa victime. Une fois qu'il la connaît, qu'il sait qui elle est, quels sont ses rêves, il l'humanise et c'est plus difficile de l'agresser (H. Maturana). C'est pour cela que les films et les livres nous touchent. En les voyant ou en les lisant, nous nous rapprochons de l'autre, l'autre prend forme, nous l'humanisons.

Cette reconnaissance, ce rapprochement, c'est ce que cherche le déplacé forcé en ville. En arrivant à son nouvel environnement, il cherche l'aide du fonctionnaire, du personnel des ONG ou des voisins. Il a besoin *d'être* dans la ville, d'être écouté, visualisé, valorisé, et il y parvient dans la mesure où il peut avoir des interlocuteurs. Nous les êtres humains, nous croissons et avons un processus relationnel avec le milieu, avec l'autre. Nous sommes des êtres sociaux. Si nous nous isolons ou si on nous isole, nous ne pouvons plus *être* et nous mourons prématurément, comme c'est arrivé à des adultes qui ont été déracinés, comme le père de Jaime et d'autres dont nous avons parlé ici, et aussi à d'autres milliers d'anonymes: des personnes qui ont existé et qui restent dans le souvenir de leurs parents et amis.

Différents travaux réalisés antérieurement par de nombreux auteurs en parlent. Les composantes sociales ont une importance capitale. En tant qu'êtres humains, nous avons besoin de vivre en communauté, dans une société qui nous accueille et nous valorise; dans laquelle nous nous sentirons respectés, pourrions exprimer nos angoisses et satisfaire nos besoins les plus élémentaires. Et c'est à ce moment-là que nous pouvons nous montrer résilients, si après un traumatisme, nous pouvons compter sur l'appui de l'autre ou des autres.

La résilience est un processus et il est possible qu'il se développe à n'importe quelle période de nos vies (Anaut, M., 2012).

Après avoir analysé les données recueillies, les révisions bibliographiques, lors du travail de terrain, avec les groupes de discussion ou focaux, lors de causeries avec des groupes de recherche, nous montrons l'étroite relation qu'a la résilience avec notre raison de vivre en communauté; en outre, il semble qu'on en sache un peu plus sur la résilience, et le résultat de certaines études nous amène à réfléchir sur la transcendance qu'elle a dans les relations humaines, pour des êtres sociaux comme nous.

Parmi la population déplacée, nous voyons dans les récits l'importance qu'ils octroient aux liens de parenté car, en général, ce sont les membres de leur famille qui leur ont fourni un espace où arriver

et qui, plus tard, les connecteront avec d'autres personnes. C'est ainsi que se sont tissés des liens sociaux à leur point de chute, avec les différents acteurs du secteur qui, à leur tour, les ont mis en contact avec des organismes de la zone, de la municipalité et, dans certains cas, de la région. Ces acteurs sociaux leur servaient d'appui pour solutionner leurs besoins les plus immédiats, leur donnant en dotation des ustensiles élémentaires de nettoyage et les aidant, entre autres, à faire leur déclaration comme déplacés, dès leur arrivée en ville, pour pouvoir accéder aux bénéfices concédés par les municipalités aux personnes ayant fait l'objet d'un déplacement forcé.

Au contraire, à leur arrivée en ville, quelques déplacés se sont trouvés totalement seuls dans une métropole qui les terrifiait par son vacarme, sa pollution, sa discrimination et le regard dédaigneux des citoyens de vieille date qui, dans certains cas, étaient même franchement accusateurs. Ces nouveaux habitants se sentent seuls, sans personne pour les guider dans ces premiers moments, seuls avec la peur et l'incertitude qui les accompagnent. Mais quand par un caprice du destin, ils trouvent quelqu'un qui les reconnaît ou qu'ils reconnaissent, un voisin, un pays, un ami, ou un membre de leur famille, alors cette personne peut leur donner de l'espoir et leur dire que c'est possible d'aller de l'avant, les inciter à voir les difficultés d'un œil neuf et les guider. Cette rencontre peut changer leur vision, les inviter à rêver d'un meilleur avenir et leur permettre de trouver un point d'appui. Ils peuvent être soutenus par des personnes déjà établies en ville et qui disposent d'un capital de savoir-faire. Le dirigeant ou le membre d'une association peut les aider en leur faisant intégrer cette association. Qui connaît la ville peut leur indiquer où se trouvent les institutions qui leur offriront les moyens de survie à court terme. En général, toute personne qui aurait la générosité de les stimuler, sera de grande utilité, car elle sera source d'espoir pour les nouveaux arrivants.

Mais si ces personnes sont stigmatisées comme déplacées et ne sont pas accueillies par la société, ce sera très difficile pour elles de refaire leurs vies et, comme le dit Boris Cyrulnik: "une altération métabolique est plus facile à corriger qu'un préjugé".

Pour que ces personnes parviennent à surmonter ces difficultés consécutives à leur déracinement, outre l'appui dont elles ont besoin, elles doivent avoir eu au cours de leur enfance un lien fort (sûr) avec leurs parents, lien qui se forge dans les premières années de la vie, selon la teneur des travaux réalisés par John Bowlby, Anna Freud et Mary Ainsworth. À cette époque de la vie, s'instaure le lien d'attachement qui est une des bases de la résilience. Les enfants reçoivent les outils pour pouvoir affronter les difficultés de la vie future. Comme nous le savons, non seulement il est important d'avoir de bonnes conditions biologiques, mais est en outre fondamental un

développement familial et social adéquat. Le comportement de la mère, du père et du groupe familial confère les éléments pour forger une attache sûre.

Un lien sûr garantit aux enfants un meilleur développement et leur donne plus de confiance en eux-mêmes. De même, les sujets dépourvus de cette sûreté ont une motivation scolaire plus faible et plus de difficultés dans les tâches cognitives. (Edelstein et Hofmann, 1994).

Avec la découverte des neurones “miroir”, en 1990, nous savons qu’un bébé n’est pas un sujet passif. Cette découverte a montré que si une personne de l’entourage du bébé sourit, il peut faire de même par imitation. C’est l’entourage dans lequel est éduqué le bébé qui le forme. Pour avoir des enfants résilients, il est nécessaire d’avoir des adultes sûrs.

L’allaitement, période au cours de laquelle le bébé reçoit l’aliment maternel, est une étape importante pour le développement du bébé. Le prolonger pendant les premiers mois est essentiel pour la production de l’ocytocine, appelée aussi hormone de l’attachement. Elle diminue l’anxiété de la mère, augmente les signes faciaux du bébé, devenant un facteur de résilience. Il est surtout important que l’alimentation soit complétée par des caresses de la mère. Tout ceci renforce l’attachement mère-bébé et contribue à l’élaboration d’un lien sûr. L’état et la santé mentale de la mère peuvent modifier les attitudes du bébé, même s’il est encore dans le ventre maternel, car l’attitude maternelle baigne le bébé dans son milieu sensoriel (Bydlowsky M., 1988, cit. par Cyrulnik, p. 45, Les vilains petits canards).

Pendant la croissance du bébé, l’attachement est le fruit de l’échange avec l’autre, du sentiment d’être soutenu et accompagné et dépend de l’interaction avec la famille. C’est alors que les bébés font les premiers pas vers l’âge adulte avec les outils destinés à se forger une vie plus saine. Les bébés qui ont un attachement “sûr” plus solide, ont de plus grandes possibilités d’enclencher un processus de résilience, suite à leur traumatisme. Tout cela se transmet à partir du foyer, un foyer où la famille est entourée d’affection et de soutien social, offrant ainsi de meilleures conditions pour les bébés. En plus, c’est particulièrement bénéfique pour le développement du bébé d’avoir plusieurs sujets d’attachement, car il aura plus de facteurs de résilience. Mais si ce n’était pas le cas, si sa mère et son père n’étaient pas des sujets d’attachement, d’autres pourraient les remplacer, comme les familles de substitution, les associations, les clubs sportifs ou artistiques qui tous pourraient l’appuyer.

Pour ratifier l’importance d’un lien sûr, nous pouvons citer les résultats d’une étude qui conclue que: “une meilleure relation des parents avec les enfants, caractérisée par l’affection, est associée à une meilleure reconnaissance et expression des émotions des jeunes. En ce sens, comme le signale

Olivia Jimenez (2008), les adolescents jugés résilients provenaient de familles connues pour avoir maintenu de meilleures relations et des liens familiaux plus étroits.

La communauté *Esfuerzos de paz* a été un milieu adéquat pour beaucoup de gens qui sont allés y vivre. Dans cet espace, ils ont trouvé plusieurs éléments importants pour développer le processus de résilience tels, entre autres, de nouveaux sujets d'attachement, des tuteurs et des moments de résilience, un milieu social et un soutien communautaire.

Selon Cyrulnik, "la résilience est un processus qui est toujours possible, à condition que la personne trouve un objet significatif pour elle". Ceci nous montre l'importance d'un bon milieu social, familial et affectif, surtout dans les premières années de la vie, car comme l'affirme ce même auteur, l'enfant a ses propres perceptions, et il construit son monde sur elles; en conséquence, il est important de lui fournir les facteurs adéquats pour cette construction. Une des acquisitions de l'enfant au cours de ses premières années, pendant la socialisation, est celle de l'humour. L'humour est un facteur de résilience qui peut nous aider à transformer une souffrance en un sourire. Tout ceci peut s'obtenir dans la mesure où nous partageons et socialisons avec l'autre, auquel, en plus, nous offrons une représentation de notre vie, la validons en voyant reconnus nos efforts, comme le dit Axel Honneth.

Tous les êtres humains livrent un combat pour la reconnaissance. Nous avons aussi besoin d'être aidés, écoutés et de recevoir de l'affection. Même si au cours des années 40, l'anthropologue Margaret Mead soutenait que les enfants n'avaient pas besoin d'affection, que les études de Bowlby, de Rene Spite, validaient le désir des hommes que les femmes ne travaillent pas (cit. par Cyrulnik). Ceausescu pensait la même chose, que l'affection n'était pas nécessaire aux enfants, et on connaît l'histoire des orphelinats roumains où les enfants n'avaient pas de tuteur, étaient absolument déshumanisés, mais ceci changea quand leur fut assignée une famille d'adoption, modifiant ainsi le panorama de ces enfants. On peut percevoir le même phénomène de manque d'affection chez les enfants de Lebensborn. Les statistiques nous montrent que 8% d'entre eux meurent pour ce motif, que 80% souffrent de déséquilibres mentaux, qu'ils sont devenus psychopathes ou délinquants et que seuls quelques-uns sont parvenus à socialiser, mais en conservant les syndromes affectifs de leurs origines (Les vilains petits canards, p. 121).

À l'époque des bombardements de Londres, les orphelinats se remplirent d'orphelins. Dans certains de ces orphelinats, la mortalité des enfants atteignit 37%, alors que dans d'autres aucune mort n'était enregistrée. La différence reposait sur le fait que dans ceux où il n'y avait pas de décès, les enfants avaient des tuteurs qui les accompagnaient et leur donnaient de l'affection. Les survivants

de ces orphelinats qui trouvèrent des familles d'adoption, sont parvenus à se développer et à avoir une vie normale. Tous ces cas, rapportés par Boris Cyrulnik, rendent manifeste l'importance de l'affection pendant le développement de l'enfant, au cours des premières années de vie, et le caractère indispensable de l'affection comme facteur constitutif de résilience. Il en va de même d'un comportement charmeur de la part d'un enfant. En effet, les enfants avec un comportement charmeur sont plus enclins à former des liens (secondaires) pendant le cours de leur vie, de même que ceux qui ont plus d'empathie. Ce sont d'autres facteurs qui favorisent le processus de résilience.

Quand l'enfant traumatisé est entouré d'affection, va se dérouler plus facilement le processus de résilience, en l'accompagnant et en lui donnant l'occasion d'exprimer ce qu'il sent. La seconde instance est le milieu familial et les institutions qui continuent à aider à la formation du processus. En troisième lieu, viendraient les structures sociales et culturelles qui complèteraient ce tissu constitutif du processus de résilience qui pourrait leur servir pendant toute leur vie.

Les personnes qui subissent un traumatisme au cours de leur vie se servent de ces différents outils pour s'en sortir. Pour qu'il y ait fluidité, nous devons converser, interagir avec l'autre car le monde change en conversant, et les échanges font de nous les maîtres du monde. Il faut extérioriser les problèmes, les traumatismes, les exprimer de différentes manières. Si nous nous taisons et réservons nos sentiments, cela devient pire car ils peuplent nos rêves, d'où l'importance de l'expression orale, écrite ou théâtrale, comme l'affirme Cyrulnik. Si les déplacés repèrent ces espaces, ils peuvent émerger de leurs problèmes en trouvant un environnement social pour conter leur problème, en obtenant un soutien, quelqu'un qui comprenne la situation vécue, retrouvant alors cette affection qui se perd quand on abandonne le milieu dans lequel on vivait et qu'on perd ses amis, ses voisins, en général.

En fonction de l'endroit où arrive le déplacé, ce traumatisme peut être très grave et changer le sujet de telle sorte qu'il ne puisse pas se reprendre. Mais ceci peut être aussi l'occasion d'une profonde réflexion et d'une autre conception de la vie. Comme nous l'avons déjà vu, seront actionnés différents facteurs et les résultats au cas par cas seront bénéfiques ou catastrophiques pour chaque sujet, en fonction de son milieu, de ses premières années de vie et de ses liens d'attachement.

Un autre élément important que nous avons déjà mentionné ici, mais qu'il est significatif de souligner, est le fait d'avoir des rêves, des objectifs tournés vers l'avenir. Parmi les facteurs que la bibliographie consultée privilégie pour avoir un processus de résilience, on trouve entre autres,

l'imagination et les plans futurs. Avoir un rêve à réaliser, vivre avec un espoir a toujours été un dénominateur commun de nos informateurs résilients avec lesquels nous avons eu l'occasion de converser. Ces agents sociaux ont enrichi notre travail avec leurs histoires qui, à plusieurs reprises, ont montré combien les exposés des experts étaient théoriques.

Ce sont ces experts qui ont analysé les traumatismes et les séquelles des personnes traumatisées quand elles n'ont pas d'appui social. Ils nous parlent des soldats français de retour de la guerre d'Algérie ou des soldats « américains » de retour du Vietnam. Ils étaient seuls et la plupart d'entre eux ont eu de graves troubles mentaux. En revanche, les guerriers libanais ont eu moins de syndromes post-traumatiques, car ils ont été accueillis chez eux comme des héros, avec des fêtes et tous les honneurs possibles. (Lebigot R, 1996, cit. par Cyrulnik, 2004).

Revenons à la famille pour l'importance qu'elle présente. Elle joue un rôle de premier plan dans les processus de résilience. C'est au sein du foyer que commencent à se former les facteurs de résilience, avec l'affection donnée aux enfants par les parents et autres membres de la famille. Il doit être un site de réconciliation et de repos, quand le monde est hostile et le contexte social tourmenté. Le foyer est un lieu d'accalmies et de repos face à un monde concurrentiel et antagoniste. C'est un important facteur de résilience d'avoir un espace où la personne sera écoutée, aimée, respectée et valorisée.

Les rapports sur le rétablissement des victimes d'agressions sexuelles commentent l'importance de l'appui reçu et du comportement émotionnel dans l'entourage des victimes. Les enfants victimes d'abus sexuels qui ont récupéré de manière satisfaisante, ont bénéficié d'un appui affectif ou verbal qui leur a permis de mettre en œuvre le processus de résilience. C'est important que la petite victime puisse s'exprimer librement, partager son monde, le transformer en expressions artistiques, en écrits, œuvres d'art et avec le temps qu'elle puisse militer pour une cause. Quand ce processus ne s'opère pas et que le traumatisé est seul, sans recevoir d'affection et sans exprimer ce qu'il ressent, il encaisse un second coup dur après le traumatisme. Ce second coup a des conséquences mentales qui empêchent la formation du processus de résilience. Peuvent alors surgir des sentiments de vengeance. (Cyrulnik, 2004). Ne pas exprimer ses sentiments le ramènera à son traumatisme, fera partie de ses rêves, de ce qu'il ressent au quotidien, sans grande option de se remettre de cette situation, et générant une vie de désespoir.

Mais la socialisation contribue à changer les circonstances. Tous les enfants qui subissent des violences physiques ou qui sont maltraités ne deviennent pas des parents agressifs. La réflexion sur

le vécu les transforme en pères amoureux qui comprennent pourquoi l'amour est indispensable pour soigner leurs blessures. C'est le fondement du social.

C'est en vivant que nous configurons notre monde, nos réflexions, notre compréhension peut nous mener à une attitude hostile et agressive ou à des agissements en harmonie avec le milieu social ou familial qui offre à l'enfant la possibilité d'oublier et de se remettre des traumatismes infligés. Tel est l'appui que requièrent un enfant, un adulte ou toutes les personnes indépendamment de leur âge, suite à un traumatisme.

Les résultats de plusieurs recherches montrent que les personnes ou les familles qui ont subi un traumatisme et affrontent la vie, socialisent, sont accueillies par un milieu social, sont des personnes qui vont enclencher un processus de résilience et parviendront à reprendre une vie normale. Dans le cas contraire, l'isolement est un facteur non-résilient, qui peut être renforcé par l'antipathie, la colère ou l'agressivité du sujet.

Mais nous avons beaucoup de mécanismes de défense face aux traumatismes, l'un d'eux est le déni d'évènement qui permettra au sujet de ne pas revenir sur ce qui s'est passé. Mais c'est temporaire. Le traumatisme est toujours là, il n'est ni assimilé ni réalisé ni digéré.

Un autre mécanisme est le clivage, la séparation de la vie traumatique avec une prétention de vie normale, en souffrant en secret sans communiquer son sentiment à d'autres. Ces personnes pourront difficilement recomposer leur vie et sont enclines aux dépressions.

L'école, les institutions sportives, les clubs sociaux sont un moyen de socialiser et d'améliorer la situation personnelle pour atténuer l'isolement. Cela a été noté chez les familles d'immigrants où les enfants trouvent dans l'école un tuteur de résilience, car si leurs parents ou membres de leurs familles se trouvent isolés et les enfants ne sortent pas de cet isolement, on peut s'attendre à avoir pour résultat un enfant dans les mêmes conditions. Mais les enfants ont pris l'école comme un lieu où ils peuvent partager et socialiser avec leurs camarades de classe, avec leurs professeurs, comme tuteurs de résilience.

En général, si nous considérons le développement des enfants de forme intégrale, au niveau biologique, culturel, affectif ou comportemental, il nous montre que les décisions des politiques publiques vont participer au développement de la résilience des enfants. Le bilan du premier congrès mondial sur la résilience, tenu à Paris en 2012, nous montre les résultats des politiques publiques de l'enfance dans les pays d'Europe du Nord. *Le congé de maternité dure une année, les trois premiers mois sont donnés à la mère et les neuf autres sont ventilés en fonction de la décision du couple. L'activité de garde des enfants est très valorisée et on enseigne plus dans une*

perspective d'accueil que de santé. Ils ont retardé l'entrée à l'école et les cours ont diminué de moitié. Les premières notes ne sont données qu'à 14 ans révolus. L'appréciation se termine par une recommandation sur l'investissement et l'accompagnement. Le développement est facile, les relations sûres et agréables. La Finlande n'a que 1% d'illettrés, alors que la France en compte 15%. Les problèmes psychologiques sont rares, les suicides d'adolescents ont baissé de moitié, et les élèves obtiennent régulièrement une médaille d'or dans le classement PISA (sigle anglais de programme international pour le classement des étudiants) de l'UNESCO.

Dans la mesure où les recherches ont progressé, on peut souligner que la résilience est influencée par des facteurs extérieurs à la personne et est considérée comme un processus dynamique pour les différents facteurs que Grotberg (1995) énumère:

1-les attributs des enfants

2-Les caractéristiques des familles

3-Les caractéristiques du contexte social qui accueille les enfants et la famille.

Ce même auteur en se référant aux ressources de soutien acquises par les personnes au cours de leur vie les répartit entre le moi, le je peux et le j'ai.

Ainsi, nous voyons que dans le contexte dans lequel se déroule l'arrivée en ville des déplacés, se présentent ou non des conditions adéquates pour leur adaptation à leur nouveau milieu et, bien sûr, leur histoire passée inclura le type d'éducation reçue, l'amour qui leur a été prodigué pendant leur enfance et ils devront reprendre le flambeau quand ils apporteront eux-mêmes à leurs enfants l'affection, la considération de l'autre comme son égal, afin de leur donner les outils de la résilience avec, en plus, la collaboration de la famille qui, ainsi que nous avons pu le noter, fournit un appui fondamental.

En l'occurrence, l'échafaudage de la résilience se monte avec l'apport affectif tant de la part des géniteurs que des oncles, frères, beaux-frères, compères, amis des différents informateurs qui ont rendu possible ce travail. Sans cet appui des parents, ce serait une tâche presque impossible. Nous observons ici l'importance qu'ont dans cette société les liens de parenté et autres qui se nouent pour parvenir à surmonter les difficultés vécues. Avec cet accompagnement initial d'un membre de la famille, dans presque tous les cas, quelques-uns de nos informateurs ont pu mener une vie digne et normale. Boris Cyrulnik l'a réaffirmé lors d'une interview antérieure au premier congrès international sur la résilience en disant que "la résilience dépend beaucoup de l'entourage de chacun".

Il est clair que dans un pays comme la Colombie manquent de nombreux éléments pour mener ce que nous pourrions appeler une vie “normale”, si nous nous comparons à des pays développés. Et, c’est bien parce qu’il existe toutes ces carences que le pays vit le drame du déplacement, car sans résoudre les grands conflits comme ceux de la terre, de la corruption, de la politique politicienne, de la faible estime de l’autre, du manque de respect, nous ne pourrions pas atteindre des niveaux adéquats de vie “normale”.

Toutefois, tout au long de ce travail, nous avons constaté la volonté, la ténacité de certaines personnes lésées et leur courage pour aller de l’avant malgré les difficultés à affronter.

Elles ne connaissent pas même le mot résilience, mais la majorité l’a dans le cœur et sait que si elle veut survivre au milieu des difficultés, elle doit chercher l’autre, s’associer, former une communauté d’entraide mutuelle. Les déplacés savent qu’en restant seuls, ils ne parviendront pas à s’en sortir. Ils ont l’énergie pour conserver leurs coutumes, de se déplacer avec leur culture et de garder intact leur humour pour rire un peu de la vie. Ils ont l’empathie de percevoir chez l’autre sa tristesse éventuelle, ils sont solidaires et ils agissent la main dans la main. Nous avons connu tout cela dans la communauté *Esfuerzos de paz* et l’avons perçu dans le quartier de Blanquizal où convergent tous les problèmes que peut avoir une communauté tels les jalousies, la corruption, le manque de loyauté et l’envie de s’en sortir, même aux dépens d’autrui. Mais il y a toujours un leader, une personne qui poursuit son rêve et propose des alternatives, essayant d’unir, de concilier, de former une communauté, apportant de l’espoir au milieu de toutes les difficultés.

Toutefois, comme dans toutes les sociétés, nous trouvons aussi ceux qui ne veulent plus lutter, sans doute parce qu’ils ont perdu tous leurs êtres chers et qu’ils n’ont plus personne ni de motif pour alimenter leurs rêves. Ce qui nous reste de tout cela est la confirmation qu’en tant qu’êtres sociaux, nous avons besoin d’amour, de reconnaissance et de l’acceptation de l’autre. Nous avons aussi besoin que cet autre qui fait étalage de son pouvoir économique et politique sache voir qu’il existe une communauté dont les droits sont bafoués, qu’il faut prendre en compte dans les politiques publiques, en donnant de la terre à travailler, des écoles en nombre suffisant pour les jeunes, avec des professeurs bien formés qui les accompagneront et feront des enfants des adultes responsables, respectueux de l’autre. Une société qui mettra la considération des êtres humains au-dessus de l’appât du gain et de l’accumulation de richesses, dans laquelle il sera plus important d’être qu’avoir. Nous espérons que dans l’avenir lorsqu’on entendra parler de déplacement forcé, ce sera pour évoquer une sombre période de l’histoire colombienne.

« Le bonheur existe uniquement dans la représentation mentale et il est en conséquence le fruit d'une élaboration. C'est une chose qui se travaille et se construit par la rencontre avec l'autre ».
Boris CYRULNIK

BIBLIOGRAPHIE

Livres

AGIER M. Aux bords du monde, les réfugiés. Paris. Ed Flammarion. (2002)

ALAPE A. El bogotazo, Memorias del olvido. Ed Planeta (1987)

AMARTYA Sen, Capital humano y capacidad humana, tiré du World development 25 du 12/12/1997.

ANAUT M. Résilience. De la recherche à la pratique. Premier congrès mondial sur la résilience. Ed Odile Jacob, 2014.

ANAUT M. Résilience affective. Ed, Odile Jacob. (2012)

APARICIO J. Rumores, residuos y Estado. Ed, Universidad de los Andes. (2012)

ARANGUREN J.P. "El investigador ante lo indicible y lo inenarrable (una ética de la escucha)". *Nómadas*. N° 29, octubre. (2008)

AZAM et Hoeffler. El impacto del desplazamiento forzoso en Colombia, Naciones Unidas, CEPAL.(2002).

BELLO Martha. Peña, Nayibe. Migración y desplazamiento forzado: de la exclusión a la desintegración de las comunidades indígenas, afrocolombianas y campesinas. Mimeo. Universidad Nacional de Colombia (restent des éléments à approfondir sur ce thème). (2000).

BELLO M.N. . El desplazamiento forzado en Colombia: acumulación de capital y exclusión social. Revista Aportes Andinos N° 7. Globalización, migración y derechos humanos. Octubre (2003)

BOURDIEU P. La misère du monde. Ed du Seuil. (1993)

BOURDIEU Pierre. L'illusion biographique. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986

BOWLBY J. Attachement et perte, Paris, PUF, 3 vol. (1978)

BREILH J. El género entrefuegos: inequidad y esperanza. Centro de Estudios y Asesorías en salud, CEAS, Quito. (1996)

CASTILLEJO A. "El antropólogo como otro: conocimiento, hegemonía y el proyecto antropológico". *Revue Antípoda*. N° 1 de juillet-décembre. (2005)

CASTILLEJO CUELLAR A. "La localización del daño: etnografía, espacio y confesión en el escenario transicional colombiano. *Horizontes antropológicos*. Porto Alegre, año 20, n. 42, p. 213-236, jul./dez. 2014

CASTILLEJO CUELLAR Alejandro "Las texturas del silencio: violencia, memoria y los límites de qué hacer antropológico". *Empiria. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*. N° 9, pp. 39-59. janvier-juin 2005,

CASTILLEJO CUELLAR Alejandro "La imaginación social del futuro. Notas para una comisión de verdad en Colombia". En Centro de Memoria, Paz y Reconciliación. *Detrás del espejo. Los retos de las comisiones de la verdad*. Bogotá, 2014.

CASTRILLÓN N.: Informe sobre desplazamiento forzado y problemática agraria. Asociación Campesina de Antioquia El Ágora U.S.B.; Vol 8, No 2 (2008).

- CODHES Desplazamiento y Violencia en una nación fragmentada. Consultoría para el desplazamiento forzado y los derechos humanos. UNICEF. Impresión Editora Guadalupe.1999
- CODHES: Rapport sur le déplacement. Boletín de la Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento Número 79; Bogotá, Quito, Marzo de 2012
- Colombia Afro-descendientes, Lineamientos curriculares de la Cátedra de Estudios Afrocolombianos (document n° 12, Ministère de l'Éducation Nationale. République de Colombie). 2010.
- CYRULNIK B. *La maravilla del dolor*. Barcelone, Ed Granica. (2001)
- CYRULNIK B. *Les vilains petits canards*. Ed Odile Jacob. (2001)
- CYRULNIK B. *Résilience connaissances de base*. Ed Odile Jacob. (2012)
- CYRULNIK B. *Dialogues avec Silvia Gomel, Graciela*. Alliance française de Buenos Aires. (2015)
- DELEGE M. *Résilience et famille. (Résilience connaissances de base)*. Ed Odile Jacob. (2012)
- DE OLIVEIRA ROCHA L. *Les expériences des mères noires de la violence à Rio de Janeiro*. Cultural Dynamics 24(1) 59–73 © The Author(s) (2012)
- Département administratif de bien-être social (1990-2000). *Familias Estado del Arte, Bogotá*. Collection Estados del arte, Bogotá D.C. Colección Estados del Arte (5). Panamericana, Bogotá. (2003)
- DOMINGUEZ E. *La résilience dans les familles déplacées par la violence sociopolitique installées à Sincelejo*. (2007) *Psicología desde el Caribe*, núm. 19, enero-julio, 2007, pp. 154-180 Universidad del Norte Barranquilla, Colombia. (2007)
- FORERO E. *El desplazamiento interno forzado en Colombia*. Kellogg Institute, Woodrow Wilson International Center for Scholars y Fundación Ideas para la Paz. Washington, D.C. (2003)
- WERNER E et Ruth Smith *Overcoming the odds. High Risk. Children from birth to adulthood*, Cornell University Press, Ithaca, Londres. (1992).
- WERNER E *Children of the Garden Island*. Dans *Scientific American*, avril, pp. 76-81. (1989).
- ERIKSON H Erik . *Infancia y Sociedad*, Buenos Aires, éditions Paidós. (1959).
- FALS BORDA O. *La violence en Colombie*. Éditions Taurus (2004).
- FREUD S. (1929) *Le malaise dans la culture*, O.C., Buenos Aires, Amorrortu, (1976).
- GARCIA L. (Mémoire et pratiques culturelles de la population afro-descendante des communes 8 et 9 de Medellín). Ed Alcaldía de Medellín, Programa Antioquia BIZKAIA (2009).
- GARMEZY N *The construct of resilience: a Critical Evaluation and Guidelines for Future Work*. Wiley Online Library (2000)
- GÓMEZ GM. *Desplazamiento forzado y periferias urbanas; la lucha por el derecho a la vida en Medellín*. Rio de Janeiro, (2010).
- GONNET G. *Résilience: cicatrices, Rébellion*. (2008)
- GROTBERG E.. *Nuevas tendencias en resiliencia. "Resiliencia, descubriendo las propias fortalezas"*, Ed Paidós. (2003)

- GROTBERG: "La resiliencia en acción". Travail présenté dans le séminaire international sur l'application du concept de résilience aux projets sociaux. Université Nationale de Lanús, Fondation Van Leer, 1997.
- GUTIÉRREZ Brito J. Técnicas grupales. Éditions Ramón Areces. (2009).
- HARVEY Danilo, SUÁREZ Morales. "Bucaramanga, Lebrija et Piedecuesta (Santander). Étude de cas." Dans Pastoral Social de Colombia, RUT, *Informa sobre desplazamiento forzado en Colombia*. Bulletin trimestriel n° 7 de juin-septembre (2000).
- HABERMAS J. El Estado Nacional Europeo. Sur le passé et l'avenir de la souveraineté et de la citoyenneté. *La inclusión del otro. Estudios de teoría política*. Barcelone, Ed Paidós. (1999).
- HENDERSON N. et Milstein, M. *Resiliencia en la escuela*. Buenos Aires, Ed Paidós. (2003).
- HONNETH A. La lutte pour la reconnaissance. Les éditions du Cerf. (2010).
- KEITH F. OTTERBEIN . Caribbean Family Organization. First published: February (1965).
- KOTLIARENCO M. Estado del arte en resiliencia, OMS - OPS. (1996).
- KOTLIARENCO M A. . El problema del "embarazo" en la adolescencia. (1996).
- KOTLIARENCO M A. Salud mental, embarazadas y apego. FONDECYT. (2003)
- SUÁREZ MORALES D. Étude de cas." Dans Pastoral Social de Colombia, RUT *Informa sobre desplazamiento forzado en Colombia*. "Bucaramanga, Lebrija et Piedecuesta (Santander). Bulletin trimestriel n° 7 de juin-septembre (2000).
- JAUREGUI J. Las relaciones de parentesco. Nueva Antropología. Année V, n° 18, Mexico. (1982).
- JEANNE Blok et Jack Blok Thèse de doctorat (Vulnérables mais invincibles). University of California, Berkeley (1980).
- LÓPEZ-SANZ Rafael; Parentesco, etnia, clase social en la sociedad venezolana. Campos A Gráficas C.A. Venezuela. (1993).
- MARRONE M. *La teoría del apego*, Madrid, Psimática. (2001).
- MARURANA Humberto : El árbol del conocimiento (bases biológicas de la comprensión humana). Ed Lumen (2003).
- MATURANA Humberto ; Le sens de l'humain. Éditions Dolmen s.a., 11^e éd. (2002)
- MASTEN A.S. Resilience and Vulnerability: Adaptation in the context of Childhood Adversities. Ed Suniya S. Luthar (1999).
- MAX-NEEF M. La economía desenmascarada. Ed Icaria (2011)
- MEDELLÍN F et Ulises Rinaudo "los desafíos de la política de reasentamiento de la población desplazada por la violencia, dans William Partridge ed., *Reasentamiento en Colombia*, Banco Mundial, Bogotá. (2000).
- MELILLO A: Résiliencia. Descubriendo las propias fortalezas. Buenos Aires, Paidós. (2001)
- MELILLO A: "Sobre la necesidad de especificar un nuevo pilar de la resiliencia", en "Resiliencia y subjetividad - Los ciclos de la vida" (en prensa). (2002)

MELILLO A., Soriano R.; Mendez A. et Pinto P. "Salud comunitaria, salud mental y resiliencia", dans "Resiliencia y subjetividad-Los ciclos de la vida (sous presse) (2004).

MELILLO A: "Proyecto de construcción de resiliencia en las escuelas medias", presentado en la Secretaría de Educación de la Ciudad de Buenos Aires, 2004.

MENDOZA ONTIVERO M. El compadrazgo desde la perspectiva antropológica. *Alteridades*, vol. 20, núm. 40, julio-diciembre, pp. 141-147 (2010).

MISIÓN SOCIAL, Departamento Nacional de Planeación y otros "Familias colombianas: estrategias frente al riesgo". Bogotá. (2002)

MOLANO Alfredo, "Desterrados", dans *Papeles de cuestiones internacionales*, n° 70, printemps 2000, Centro de Investigación para la Paz, Madrid. Ed Ancora (2001)

MONAGAN A.P: Rethinking "Matrifocality". *Phylon* (1960-) Vol. 46, No. 4 (4th Qtr, 1985), pp. 353-362. (1985)

MONDRAGÓN Héctor : Acumulación mediante la Guerra, dans: *Deslinde*, N° 46. Mayo-junio (2010)

NARANJO GIRALDO G : El desplazamiento forzado en Colombia. Reinención de la identidad e implicaciones en las culturas locales y nacional. *Rev. Universidad Barcelona* Vol.5 (2001)

ORDÓÑEZ GÓMEZ F : Zona de reserva campesina. Elementos introductorios y debates. *Gente nueva* editorial. (2012)

OLSON et Gorall ; resiliencia y familia. (2013)

O.M.S. (1997) Estado del Arte en resiliencia, Fundación W.K. Kellogg, ASCID, CEANIM, 1997.

LEWIS O. Los Hijos de Sánchez. Editado por Fondo de Cultura Económica, Mexico, en octubre de 1964

PALACIOS M. (2006) Entre la legitimidad y la violencia, Genocidio político: El caso de La Unión Patriótica en Colombia, publié dans la revue *Cetil*, année I, n° 2, septembre 2006, pp.101-112.

PÉCAUT D : *L'ordre et la violence. Evolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*. In: *Politique étrangère*, n°2 - 1987 - 52^eannée. pp. 492-493.

PÉCAUT D. Les FARC, une guérilla sans fins? Paris, Lignes de repère. (2008)

PÉCAUT D. "Un conflicto armado al servicio del status quo social y político". Comisión histórica del conflicto y sus víctimas, Colombia. (2015)

PITT-RIVERS Julian, "Seudoparentesco", dans David Sills editor. *Enciclopedia internacional de Ciencias Sociales*, Madrid, Aguilar, vol. VII, pp. 596-601. (1976)

PITT-RIVERS Julián , Ritual kinship in the mediterranean: spanish and the balkans, en Pristiany, J.G. ed: *Mediterranea family structures*. Cambridge. Cambridge university Press. (1976)

PITT-RIVERS,. Parentesco spiritual. 1976 et 1979

PIZARRO LEONGÓMEZ, E. . Una democracia asediada. Balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia, Bogotá, Ed Norma. (2004)

PORQUÈRES i Enric : Lourde Alliance é Kime. (1995)

- QUINLAN J. Gender Risk and Matrilocality. *American Anthropologist*, Vol. 108, nº 3, September. (2006)
- REYES Alejandro: "El problema territorial del desplazamiento forzoso", anexo III al informe de la Consulta Permanente sobre desplazamiento interno en las Américas –CPDIA, (1997).
- RICO Alonso Ana: "Formas, cambios y tendencias de la organización familiar"
Revista Nómadas Las familias contemporáneas, nº 11, Universidad Central, Bogotá, octubre (1999)
- ROJAS A. . Retos de los estudios de la gente negra en Colombia, Popayán,
editorial Universidad del Cauca. (2004)
- RUTTER M. Resilience concepts and findings: implications for family therapy.
Journal of family therapy p. 119- 144 (1993)
- RUTTER Michael Resilience in the face of adversity: protective factors and resistance to psychiatric disorder.
British Journal of Psychiatry, vol. 147. (1987)
- RUTTER Michael et Madge N. Cycles of disadvantage.
Heinemann Educational Books. Kingston, Grande-Bretagne. (1976).
- SACIPA Stella "Sentimientos asociados a la vivencia del desplazamiento (Colombie)", *Les cahiers de la psychologie politique* [en ligne], número 11. (2007)
- SALUD Y DESPLAZAMIENTO : Revista de la Facultad Nacional de Salud Pública, vol. 24 nº 2, Medellín, juillet-décembre. (2006)
- SIVAK R. Desarrollo resiliente y redes vinculares. Premio APSA 2007- 23º Congreso de Psiquiatría APSA. Mar del Plata. Abril (2007).
- SUÁREZ H.D. : "El desplazamiento forzado indígena en Colombia: La ley del silencio y la tristeza",
CODHES. (2003).
- SUÁREZ Ojeda N. *Resiliencia. Descubriendo las propias fortalezas*. Buenos Aires, Paidós. (2001)
- SUNIYA S. Luthar La résilience chez les jeunes enfants et son impact sur leur développement psychosocial.
Columbia University, États-Unis. Octobre (2013), 2e éd.
- TOUSIGNANT M. , La cultura como fuente de resiliencia. Ed Odile Jacob. (2012)
- ULRICH Oslender . La banalidad del desplazamiento. *universitas humanística* no.69 enero-junio de 2010 pp: 139-161 bogotá - Colombia (2010).
- U.N.D.P. El conflicto, callejón con salida. Informe Nacional Del Desarrollo Para Colombia- Bogotá, Colombie. (2003).
- VALENCIA L. Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos.
Corporación Nuevo Arcoiris, (2007).
- VANISTENDAEL S. et Lecomte J. . La felicidad es posible. Despertar en niños maltratados la confianza en sí mismos: construir la resiliencia. Barcelona: Gedisa. (2002).
- VARGAS VELÁSQUEZ A. Las fuerzas armadas en el conflicto colombiano. Antecedentes y perspectivas.
Bogotá: Intermedio,, p. 281. (2002).
- VELÁSQUEZ RIVERA E. Historia del paramilitarismo en Colombia. *Historia*, Sao Paulo, v. 26, nº 1, pp. 134-153, 2007.

VILLA M.I. Desplazamiento forzado en Colombia; el miedo: un eje transversal del éxodo y de la lucha por la ciudadanía. Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP) Colombia. (2006).

VILLAMIZAR La familia extensa: una estrategia local ante crisis sociales y económicas. Trabajo social nº 6, pp. 77-86 © Revista del Departamento de Trabajo Social, Facultad de Ciencias Humanas, Universidad Nacional de Colombia. (2004).

VYGOTSKY Y. La formación social de la mente. Editorial: Paidós Iberica (1988).

WADE P. The cultural politics of blackness in Colombia. Volume 22, Issue 2 May (1995).

WALSH F. "El concepto de resiliencia familiar: crisis y desafío", dans *Sistemas familiares*, 14^e année, nº 1, mars, p. 11. (1998).

WERNER E. dans Walsh F. "El concepto de resiliencia familiar: crisis y desafío", dans *Sistemas familiares*, année 14, nº 1, mars. (1998).

WERNER Emmy . et Smith, Ruth S. Vulnerable but invincible: a longitudinal study of resilient children and youth. McGraw Hill. Nueva York, USA. (1982).

WERNER, Emmy E. High-risk children in young adulthood: a longitudinal study from birth to 32 years. *American Journal of Orthopsychiatry*, vol. 59, pp. 72-81. (1989).

WERNER Emmy E. Protective factors and individual resilience. Dans *Handbook of early childhood intervention*. (1993).

ZAMORA G.L. El Magdalena Medio: los moradores de la repression. Bogotá: CINEP. (1983).

Articles

Institut Populaire De Formation (IPC) Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Antioquia. I.P.C 2011.

NAPLES L : Acceso a los servicios de salud de las personas afro descendientes del asentamiento Esfuerzos de paz II en condición de desplazamiento por violencia, Medellín, Antioquia. Corporacion Colombia Informa (2012)

Entretien avec l'Évêque de Buenaventura Héctor Epalza (2014). "Buenaventura concentra la maldad de toda Colombia".

<http://m.semana.com/nacion/articulo/en-plata-blanca-con-hector-epalza/383432-3>

CINEP ; Trochas de memoria. Basé sur une oeuvre disponible sur www.nocheyniebla.org
Comisión histórica del conflicto y sus víctimas. Février 2015.

LEBIGOT R. 7^e entretien Science et Défense dans Riou S. "Le stress des soldats de la paix", *Impact médecin*, nº 307, 26 janvier. (1996)

JOXE Alain; Colombie: le processus de paix; le débat stratégique nº 42-janvier.

Loi 160 de 1994. Journal officiel nº 41.479 du 5 août 1994.

Loi 387 de 1997 (18 juillet) qui adopte des mesures pour la prévention du déplacement forcé; l'accueil, la protection, la consolidation et la stabilisation socioéconomique des déplacés internes par la violence dans la République de Colombie. J.O. nº 43.091 du 24 juillet 1997.

Lignes directrices de la Chaire d'Études afro-colombiennes, Afro-descendants de Colombie.. Document n° 12. Ministère de l'Éducation Nationale. République de Colombie. (2010).

Médecins sans Frontières , Étude de la santé mentale. (2013).

SARMIENTO A.L. Crecimiento sin bienestar. La economía colombiana. Voltairenet.org (2004).

Sur Le Web

CODHES N° 26-ABColombia . La violencia, los conflictos y la economía extractiva. www.abcolombia.org.uk/Informe_desplazamiento (2013)

Cour Constitutionnelle de Colombie. Sentence T-025 de novembre 2004 relative aux soins minima à la population déplacée. <http://www.corteconstitucional.gov.co/relatoria/2004/t-025-04.htm>

Gouvernement départemental du Valle del Cauca, Secrétariat départemental à la santé. "Vers la construction d'un modèle pilote pour la conception et la mise en oeuvre d'un système d'informations en matière de santé publique et de surveillance épidémiologique pour les populations déplacées par la violence politique", 7 février 2002.

Disponible sur: www.Col.Ops-Oms.Org/desplazado/documentos/Sdsvalle/Creditos.Htm[Links].

FERNANDEZ J.C., El despojo como progreso en Colombia. Omal. http://www.omal.info/www/article.php?id_article=4397 (Rebellion.org.). (2011)

Organisation internationale pour les Migrations (2011). Diagnostic sur les populations déplacées et les communautés d'accueil dans six départements de Colombie. Disponible sur: www.col.ops-oms.org/desplazados/informes/oim/diagnosticoim.htm.

Ortiz C. (2012) Desapariciones forzadas 1970/2012 <http://www.semana.com/nacion/articulo/desaparicion-forzada-entre-1970-2012/389800-3>

SMITH Adam:"La richesse des Nations" (1776), Chapitre 2, Livre I: "Del principio que motiva la división del trabajo". Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France
Disponible sur: <http://www.eumed.net/textos/06/asmith2.htm>.

ANNEXES

La Colombie dans les Ameriques

Carte de la Colombie



CARTE DE LA COLOMBIE



Région d'Uraba



Région Pacifique de la Colombie



Esfuerzos de Paz B. Caicedo (Medellín Colombia)





